

LE COMBAT SYNDICALISTE



ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

25^e année - N° série. N° 52

10 FRANCS

VENDREDI 12 JANVIER 1951

A propos des Conventions Collectives Nationales

Les accords Matignon du 8 juin 1936 stipulaient la généralisation des conventions collectives et, le 24 juin, le pouvoir législatif « sanctionnait » ce qui venait d'être fait. Il est hors de doute que les conventions collectives répondaient à un désir profond de l'ensemble des travailleurs. Il ne s'agissait pas là de conventions nationales, mais d'une multiplicité de conventions locales, discutées par les intéressés, selon les possibilités de chaque entreprise : le résultat dépendait des forces en présence. On n'arrache ce que l'on peut arracher. Quelques chiffres montrent l'ampleur du mouvement. Alors qu'en 1934 il n'y avait eu que 24 conventions collectives conclues, et 29 en 1935, il y eut dans la seule année 1936, 2.336 conventions collectives conclues.

Un tel résultat est fonction d'un mouvement syndical puissant et d'une poussée irrésistible des travailleurs. Il ne s'agit point, pour 2.336 conventions, de règlement du type national, mais d'une action s'exerçant à la base dans chaque entreprise, donc d'une action directe au vrai sens du mot.

Il en va tout autrement avec les conventions nationales. Ces dernières caractérisent une époque où le mouvement syndical a perdu pied dans le plus grand nombre des entreprises et où, selon la loi du moindre effort, les travailleurs, renonçant à l'action directe, chargent un bureaucrate syndical d'aller conclure des accords. Ces ac-

cords vaudront ce qu'ils vaudront, mais ils donneront une garantie à tous, y compris à la foule de ceux qui renoncent à toute action. C'est bien là une « solution de passe », pour reprendre l'expression de notre camarade Richou, secrétaire de l'U.D.F.O. de la Gironde, au dernier congrès de la C.G.T.F.O.

Les critiques apportées par Richou aux conventions nationales sont les nôtres : « Je suis de ceux, dit-il, qui soutiennent que si l'on voulait transférer le maximum de profit de la part capitaliste à la part ouvrière, il faudrait traiter dans chaque entreprise, dans une voie différente, car chaque entreprise a des possibilités différentes. » Il montre aussi que même sur le plan départemental, la convention collective englobera des entreprises où l'action ouvrière locale pourrait arracher des résultats différents. Et il souligne ce fait évident que la convention collective nationale résultant d'une moyenne, elle ne peut donner que des minima : « Le gouvernement se doit de donner des minima à ses tortionnaires. Il n'en est plus de même au paradis soviétique où l'ouvrier doit retrouver ses machines et, sous peine de camps de concentration, de prison ou de mort, il n'a qu'un droit : celui de se taire.

Enfin, il nous semble qu'un nombre considérable d'erreurs découlent du confusionnisme issu de l'emploi de mots désignant tel objet ou telle chose. En effet, les honzes stalinien français exploitent à outrance le confusionnisme des termes. Nul n'ignore que le régime russe est autocratique et que, pis est, il emploie, vis-à-vis des républiques socialistes limitrophes, des méthodes dignes du capitalisme et que Staline est le maître absolu, incontesté, incontestable du peuple russe. Or, Monmousseau, en tant que professeur, doit connaître la valeur des mots qu'il emploie, dès lors, lorsqu'il écrit : « Etant donné que la politique de ces gouvernements de malheur et des scissions syndicales furent organisées au nom de l'anticommunisme, nous disons qu'il trompe ses lecteurs, car ce n'est pas l'anticommunisme qu'il faut écrire, mais antistalinisme.

En effet, qui peut affirmer que l'U.R.S.S. est communiste ? L'histoire de la révolution russe nous démontre que la république des Soviets ne fut jamais communiste, parce que Lénine et Trotsky au début, Staline par la suite, se chargèrent de briser l'élan communiste du peuple russe. Depuis toujours, la dictature dite prolétarienne n'est qu'une organisation hybride qu'il est urgent de détruire, au même titre que le capitalisme international, si nous voulons que le bien-être, la paix, la liberté ne soient plus des chimères.

Il ne faut pas oublier que le Saint-Père Staline, tout comme Hitler, Mussolini et Franco, n'est qu'un dressoir dont l'intérêt est d'avoir à sa disposition des automates, des robots et non pas des hommes conscients de leur rôle social, en un mot, des hommes libres.

Luc BREGLIANO.

tion d'avenants départementaux et locaux garantissant des avantages acquis ou obtenus : mais ceci suppose sur le plan de l'entreprise une classe ouvrière organisée ou, tout au moins, ayant la volonté de régler elle-même ses propres affaires. Et il est bien évident qu'alors ce serait localement que seraient arrachées des conventions collectives : nous tournons donc dans un cercle vicieux !

Richou conclut en montrant le danger d'un appareil administratif, d'une commission supérieure omnipotente s'implantant au-dessus des travailleurs : « Vous sapez, dit-il, le mouvement syndical que vous prétendez reconstruire. »

Complètement d'accord ! Mais le remède n'est pas détenu par telle ou telle centrale syndicale. Le remède est dans la classe ouvrière elle-même. Les travailleurs ont le choix entre deux solutions : 1° ils peuvent « démissionner », c'est-à-dire abandonner leur sort à des bureaucraties qu'ils ne peuvent ni ne veulent contrôler et s'en remettre à l'Etat pour sanctionner les accords des bureaucraties ouvrière et patronale. Ceci conduit à un syndicalisme du type totalitaire et est la négation de tout ce que tente le mouvement ouvrier depuis plus d'un demi-siècle. La convention collective nationale est l'instrument le plus parfait de ce renoncement à l'action directe ; 2° ils peuvent encore se ressaisir et prendre en mains leurs destinées. Ceci suppose une conscience claire de la situation, un refus d'accepter les conséquences inévitables d'une politique d'armement. Les véritables syndicalistes, épars dans tous les mouvements, peuvent aider à ce relèvement. Mais ils ne peuvent pas le créer. Une minorité peut orienter la volonté d'une foule, mais elle ne peut créer cette volonté. Plus que jamais, le sort de la classe ouvrière dépend d'elle-même. Et, pour parler net, il est impossible de sauver quelqu'un qui veut à tout prix se noyer.

Encore une fois il faut mettre les points sur les i

L'homme de notre temps a tendance à vouloir la Liberté, même s'il n'a pas encore atteint la possession des biens matériels et c'est là un fait sublimé, souvent même désespéré, il songe que la Liberté est le seul moyen d'atteindre ces biens qu'on lui refuse.

Roger THABAULT.

Pour mettre le point sur les i, est-il nécessaire d'avoir la bosse des mathématiques ou suffit-il de connaître l'art « d'arithmétique », pour employer le mot cher à M. Gaston Monmousseau, le célèbre directeur politique de *La Vie Ouvrière* ?

Nous pensons que le bon sens suffit largement à pourvoir tous les i de l'univers de leur accessoire indispensable, le point. Nous supposons aussi que vous, ami lecteur, vous connaissez Gastonnet, non pas celui qui fut Président de la République, mais l'éditorialiste de l'organe de la C.G.T. Et bien, ce brave Monsieur qui crie à tort et à travers qu'il « a d'autres chats à fouetter que d'arithmétique »

CAMARADE !
Combien as-tu diffusé de « COMBAT SYNDICALISTE » la semaine dernière ?

quer », ne se rend pas compte qu'il nous rassemble à longueur de colonnes. Personnant l'insulte et la calomnie, il use et abuse de la bonne foi de ses ouailles et falsifie l'histoire.

Afin d'éviter toute équivoque, disons tout de suite que nous n'ignorons pas que les Consortiums Américains sont les grands maîtres du marché mondial, les exploités éhontés des pays européens et coloniaux, mais cette vérité ne nous aveugle pas et c'est à cause de cela que les caractéristiques réactionnaires de la dictature stalinienne, ne nous échappent pas. Voilà pourquoi les efforts déployés par les bolchevistes français s'avèrent impuissants dans l'art de nous faire prendre des vessies pour des lanternes et de nous faire avaler la dictature dite prolétarienne.

Bien sûr, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous dénonçons les méfaits de la dictature bolcheviste. Cela remonte loin, très loin, au début de la révolution russe, au temps des massacres de Kronstadt et d'Ukraine, massacres perpétrés sous les ordres de l'illustre organisateur de l'armée rouge, M. le camarade Trotsky. Ainsi lorsque les apprentis dictateurs osent écrire : « Lazare, lève-toi et marche, car depuis trente ans, nous bolchevistes, nous affirmons, après Lénine et Staline, que la coexistence des pays capitalistes et des pays du socialisme est possible », nous avons le droit de dire à ces messieurs : vous êtes des farceurs et des cyniques.

Entendons-nous, ce n'est pas que nous doutons que la coexistence des pays capitalistes et de l'U.R.S.S. est possible, au contraire, la preuve de ce qui précède nous l'avons eu au cours des années qui précèdent le dernier assassinat collectif, la guerre de 1940-45, où nous avons vu le Saint-Père Staline pactiser avec l'ignoble Hitler et par la suite, nous avons assisté à l'alliance du capitalisme privé anglo-américain et du capitalisme d'Etat de l'U.R.S.S. En ce moment, « l'impérialisme, dernier bastion du capitalisme », trouve, en U.R.S.S., l'allié indispensable à sa conservation.

Que cela plaise ou déplaie à M. le professeur Gaston, « les têtes de piles », au-

Deuxième Région
CAUSERIE
par
JEAN THERSANT
sur
POURQUOI JE PRECONISE LE MOT D'ORDRE DU COMITE NATIONAL DE GESTION
le vendredi 26 janvier 1951, à 20 h. 30, Salle de la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Paris-19^e (Métro: Colonel-Fabien)
Invitation cordiale à tous

A travers la Presse Syndicale
« ... ASSEZ D'ACCIDENTS MORTELS ! ASSEZ DE CADENCES INFERNALES !... »
« La cause générale des accidents de travail réside, nous ne le répéterons jamais assez, dans la structure du régime, dans le fait que les capitalistes n'ont qu'un souci : augmenter leurs profits par tous les moyens sans souci de la vie des travailleurs.
« Dans l'immense majorité des cas, on peut affirmer que l'accroissement de la productivité est le résultat d'une intensification de l'effort ouvrier, d'une accélération de la cadence de travail, même si cet effort accru s'accompagne de perfectionnements techniques. »
De quel journal sont extraites ces lignes ? Du *Peuple* (semaine du 27 décembre 1950, au 3 janvier 1951), sous la plume de J. Vignaux.
Nous préférons, certes, lire de tels propos que des encouragements au rendement maximum. Mais nous ne pouvons oublier le ton de la presse cégétiste à l'époque du tripartisme : sur les modes mineurs et majeurs, les hymnes à la production

SALAIRES ET HIÉRARCHIE

Le Syndicat a pour tâche essentielle de défendre les intérêts immédiats (matériels et moraux) des travailleurs. Et, au cours de cette lutte incessante, menée « directement », il a pour devoir de montrer aux travailleurs que toute réforme arrachée n'est pas une fin en soi, mais une étape vers un but final : l'établissement d'un régime fondé sur l'association des producteurs, fédéraliste et antiautoritaire. Si le syndicat se borne à la première tâche, il rend, certes, des services indéniables, mais il devient en fait une sorte de société de secours mutuels, de bureau de renseignements, d'agence de placement. S'il néglige les revendications immédiates, sous le prétexte facile qu'elles ne résolvent pas la question sociale et ne détruisent pas le capitalisme, alors le syndicat devient une secte révolutionnaire plus ou moins turbulente, qui, comme tous les partis dits « révolutionnaires », promet le paradis pour après-demain, et dans la misère du présent fait miroiter les félicités de l'avenir. Toutes les religions pratiquent de main de maître cette promesse des « lendemains qui chantent ».

Que demande actuellement le travailleur ? De retrouver un standard de vie perdu, de ne pas faire les frais de la dernière guerre, en gros de gagner « réellement » — en attendant mieux — ce qu'il gagnait en décembre 1938. C'est là une revendication très simple, trop simple sans doute car les centrales syndicales ont dressé des listes de revendications, invoqué des statistiques, établi des échelles, parlé de minimum vital : en un mot on a tellement obscurci ce qui était si clair que l'espoir même d'obtenir ce qui est l'essentiel s'est à peu près évaporé. On a de plus fait assaut de démagogie : multiplié les revendications sans en omettre une seule, proposé 20.000 quand le concurrent parlait de 17.000, au lieu de s'attacher à une revendication unique qu'on pouvait formuler ainsi : retrouver le salaire de décembre 1938, au besoin en atteignant d'abord le palier de septembre 1941, et faire garantir ce salaire par l'échelle mobile.

Une telle revendication était simple, facile à comprendre, et ensuite cette position convenue pouvait servir de base de départ pour de nouvelles offensives. Il est regrettable que le mouvement syndical ait abandonné la simplicité pour le maquis de la procédure, au risque de ne plus être suivi par la masse des travailleurs qui, elle, a du bon sens, ne croit pas aux miracles, et veut bien se battre mais à condition de savoir pourquoi !

Toute revalorisation des salaires et des traitements pose implicitement la question de la hiérarchie. Le régime actuel repose sur une certaine hiérarchie, purement conventionnelle, dont un fondement est le suivant : un travail est d'autant plus payé qu'il nécessite un effort physique moindre. Ce qui d'ailleurs ne veut pas dire : « Un effort intellectuel plus grand. » L'habitude a fait accepter cette hiérarchie : l'Etat a intérêt à multiplier les catégories pour diviser les producteurs et ceux-ci arrivent finalement à vouloir surtout différencier leur salaire de celui de l'échelon immédiatement inférieur.

Discuter la hiérarchie ? C'est une entreprise ridicule. On discute tout il y a des bases de discussion. Par exemple si les différences de salaires tenaient compte, dans le régime actuel, de l'usure physique et intellectuelle, de l'utilité sociale, immédiate et lointaine, du travail fourni, du temps socialement nécessaire pour permettre

à un individu de remplir telle fonction, du travail intellectuel ou physique que l'individu doit fournir, en dehors de son travail effectif, pour accomplir correctement telle fonction, etc., etc. : alors peut-être pourrait-on discuter. Ce n'est certes pas le cas actuellement. Nous sommes donc opposés à la hiérarchie. Je ne veux point ici renouveler une critique déjà bien ancienne et parfaitement fondée. A ceux qui nous objectent que nous voulons faire du balayeur l'égal de l'ingénieur, nous répondrons qu'il est encore plus indécent de voir l'officier de gendarmerie et l'huissier gagner davantage que le balayeur... et l'ingénieur !

Mais pouvons-nous inscrire dans un tableau de revendications immédiates, donc que nous estimons réalisables en régime capitaliste, la suppression de la hiérarchie. Non, à moins de passer pour des farceurs. La suppression de la hiérarchie n'est réalisable qu'après la destruction du régime social actuel. Tout ce que nous pouvons faire, c'est nous attacher à réduire l'éventail des salaires, à profiter de tout ajustement du pouvoir d'achat pour éviter que les différences n'aillent en s'accroissant, comme c'est le cas dans l'U.R.S.S. et les démocraties populaires.

Et quand nous indiquons que la revendication essentielle est le retour au pouvoir d'achat de décembre 1938, cela comporte dans notre esprit une diminution substantielle du nombre des catégories et une revalorisation qui, assurant par exemple le coefficient 20 (ceci pour fixer les idées) à l'échelon

Retenez cette date :
LE SAMEDI 24 FEVRIER 1951
Grande Fête en faveur du « **Combat Syndicaliste** » A LA SALLE SUSSET

inférieur, n'assurerait, par l'application d'une loi dégressive, le coefficient 12 ou 15 à l'échelon supérieur. Et je me hâte de dire que, faire admettre cela à l'ensemble des intéressés, serait une victoire magnifique du syndicalisme.

Une conclusion ? De plus en plus la question générale des salaires est devenue d'une complication extrême, car on l'a compliquée à plaisir ou plutôt à dessein. Le retour à des idées claires s'imposera fatalement au jour, sinon l'ensemble des travailleurs perdra toute confiance dans le syndicalisme. Les bureaucraties syndicales ont peut-être intérêt à être les seules à pouvoir se débrouiller dans le chaos des échelles et des barèmes. Le patronat et l'Etat ont un intérêt évident à tout obscurcir et à multiplier les catégories et les sous-catégories. A nous de revenir à des revendications claires, en nombre très limité, dont la réalisation apparaît possible et souhaitable. Alors le travailleur reprendra le chemin du syndicat qui ne doit pas être davantage un bureau de graphiques et de formules, issues de l'esprit de polytechniciens en délire, qu'une boutique de « prometteurs de lune ».

BARRUE.

DES GROS SOUS POUR LE « C.S. »

Il nous faut dire que nos amis semblent avoir réalisé le vide laissé par la non-parution de notre organe pendant deux semaines. Des règlements ont été effectués qui nous permettent d'espérer que la difficile passe actuelle pourra être surmontée. Ce qui nous a le plus touché, c'est le sacrifice que certains camarades savent faire malgré la situation précaire dans laquelle ils se trouvent. Nombre d'entre eux sont obligés de rogner sur leur pain, de se priver et cependant ils n'hésitent

pas à le faire. Ils donnent ainsi la mesure de leur attachement à notre C.N.T. et à notre « C.S. » et aux principes de vérité qu'ensemble ils représentent. Nous sommes certains que ces exemples seront suivis et que la souscription continuera. Des listes sont à la disposition de tous. Faites-les circuler dans les ateliers, dans les chantiers, partout. Pour une C.N.T. et un « C.S. » plus forts. Yvette RICHAUD.

Adressez les sommes à Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e).
Compte Chèque Postal : Paris 7497-93.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

25^e année - Nlle série. N° 53 10 FRANCS VENDREDI 19 JANVIER 1951

SI TU VEUX LA MISERE PREPARE LA GUERRE

M. le ministre Jules Moch et le parti qu'il représente peuvent continuer à se prétendre socialistes. Leurs discours belléquistes, sinon belléquistes, sont autant de désaveux infligés au socialisme.

De même les discours belléquistes des prétendus communistes, vis-à-vis du communisme.

Et ces désaveux ne sont pas uniquement théoriques. Nous avons déjà assez prouvé, dans nos précédents articles, que c'est le prolétariat seul qui fait les frais de toutes les guerres, car lui seul souffre de toutes les restrictions alimentaires et autres.

Nous avons vu pendant l'occupation des malheureux chercher et trouver dans les poubelles de respectables morceaux de pain fantaisie et surtout des « baguettes » presque entières, abandonnés par les riches.

Pendant le même temps, de malheureux vieillards qui en pleine « prospérité » économique se nourrissent presque exclusive-

ment de pain trempé dans du bouillon Kub, en étaient réduits à boire cette eau chaude seule, pour tromper leur faim. A ce régime, on devine ce que sont devenus la plupart d'entre eux...

Des sommités médicales n'ont pas craint de déclarer durant l'occupation que la personne qui se serait strictement contentée de sa ration LIQITE était condamnée au bout de deux ans de cet exercice éminemment patriotique, de s'en aller au boulevard des allongés, sucer les pisselles par la racine. Combien de riches ont-ils succombé à pareille épreuve ?

Mais ce n'est pas tout. Nul n'ignore que la France était naguère le « banquier de l'Europe » ; son allié, l'Angleterre, était également fort riche et extrêmement puissante. Les voilà tous deux faisant assez piètre figure devant l'orgueilleuse Amérique.

Patience, le tour de cette dernière viendra et celui de la Russie également, si elles

persistent, malgré ces sévères exemples, de jouer « au petit soldat ». Dans ces conjonctures, que devient le socialisme, ou le communisme, ce qui pour nous est une seule et même chose, mais absolument étrangère aux étiquettes des gouvernants et des politiciens ?

Le véritable socialisme, c'est l'aspiration des malheureux de tous les temps vers la satisfaction de leurs besoins matériels, intellectuels et moraux, devenue enfin une magnifique réalité.

Mais cela suppose une organisation économique grandiose, uniquement tendue vers ce but.

Or, à chaque guerre on diminue à la fois les stocks de marchandises propres à satisfaire nos besoins et l'on diminue également les capacités de production de chaque pays belligérant. Ce sont ces destructions périodiques et systématiques qui barrent la route au socialisme véritable, et empêchent sa réalisation matérielle. Aussi, il est facile ensuite aux charlatans politiciards de nous corner aux oreilles d'un air patelin et faussement compatissant : « Voyez-vous, les amis, votre socialisme « ou communisme », c'est une utopie. »

Bien sûr, mais dans les plus sombres jours de disette, ceux qui sont au sommet de la hiérarchie sociale ne perdent pas une bouchée de leur bifteck.

C'est sans doute pour cela qu'une foule de pauvres bougres sans sou ni maille applaudissent dans certaines organisations dites « syndicales » et « ouvrières », la prétendue légitimité et les bienfaits de la hiérarchie.

TRÉNOSERP.

Aux ouvriers adhérents aux Combattants de la Paix

Camarades, lorsque vous aurez lu cet article, certains seront surpris qu'il commence par ce mot, mais il est employé en toute sincérité, car nous savons qu'il y a parmi vous des camarades égarés dans votre galère, qui n'a de pacifiste que le nom.

Mais revenons à la raison même de cet article.

Nous ne cessons de lire dans vos journaux des critiques, que par nous-mêmes nous approuvons, sur le danger atomique et les menaces que fait peser sur le monde l'esprit de domination et de guerre de l'impérialisme américain. C'est à ce sujet que nous posons la question suivante aux militants ouvriers des Combattants de la Paix :

Pourquoi la seule puissance qui, d'après vous, est qualifiée pour défendre l'esprit de paix dans le monde, c'est-à-dire l'U.R.S.S., vend-elle à cet impérialisme guerrier des minerais (manganèse et chrome) lui permettant ainsi de fabriquer des engins meurtriers, donnant de cette façon à son principal adversaire toutes les possibilités de renforcer son appareil offensif ?

Et cela, camarades, au moment même où les journaux stalinistes ne cessent de critiquer l'odieuse répression de l'impérialisme américain sur la Corée et la Chine. Nous espérons, camarades, une réponse qui nous expliquera votre position à ce sujet.

Pour nous, notre position est nette. Tous les impérialismes s'entraident pour le malheur de la classe ouvrière. Qui ne pourra se défendre que d'une seule façon : la suppression de toute organisation capitaliste, qu'elle soit étatique ou privée. Pour cela, adhérez tous à la C.N.T., seule organisation syndicale vraiment antiatlantique, anticapitaliste et antipoliticienne.

Edmond PORTIER.

TOTOR AU MINISTÈRE

Totor n'appartient pas précisément à la classe dite privilégiée. Il trime dur pour gagner sa chienne de vie et il lui arrive plus souvent qu'à son tour d'avoir des difficultés pour parvenir à joindre les deux bouts. Pourtant, une heureuse prédisposition naturelle le voue à un optimisme béat. Pour lui, il n'y a pas de problèmes ; il pense simplement que tout finit toujours par s'arranger, souvent, il est vrai, plutôt mal que bien. Mais, il lui semble si compliqué de chercher un remède qu'il préfère subir le mal. Somme toute, Totor, qui n'aime pas la lutte, est presque content de son sort. Il dit que « Comme la chèvre, il broute là où il est attaché » sans

Retenez cette date :
LE
SAMEDI 24 FEVRIER 1951
Grande Fête en faveur du
« **Combat Syndicaliste** »
A LA SALLE SUSSET

penser que, pour beaucoup de raisons, il n'est pas flatteur de se comparer à cet animal enorné.

La nuit dernière, après une journée laborieuse, Totor s'endormit. Son esprit d'ordinaire si calme était quelque peu préoccupé. C'est qu'en effet le Ministère venait d'être renversé ; un esprit était né : peut-être les élus du peuple (les vrais) seraient-ils favorisés dans un nouveau gouvernement ? Parce qu'il avait travaillé comme un forçat au cours de la journée précédente, Totor avait vaguement pensé à des revendications qui seraient opportunes, et il rêva. Il rêva qu'il était Ministre du Travail et qu'il recevait des délégations ouvrières. Bien entendu, il était Ministre « de gauche » avec lequel comme chacun sait, il est naturel de chercher un terrain d'entente.

L'air digne et bienveillant, il reçut donc les délégués dans son imposant bureau. Le perfide parquet ciré invitait les gens aux glissades et les fauteuils moelleux et bas semblaient

Louis LAURENT
(Suite en page 2.)

Pour revigorer la lutte ouvrière

A l'heure où le patronat redouble d'efforts pour amener la classe ouvrière à accepter des conditions de vie de plus en plus mauvaises, il est nécessaire que notre organe reprenne sa figure.

Il faut lutter contre l'apathie qui semble s'emparer de la classe ouvrière devant ce crime qu'elle ne doit pas accepter : la guerre.

Ce n'est pas par des parlottes que nous sortirons de cette situation, c'est par une action virile engagée à la base et par-dessus les directions réformatrices, collaboratrices ou politisées.

Seul, le « Combat » mène cette lutte. Soutenez-le, apportez-lui votre soutien.

Yvette RICHAUD.

Sommées reçues au 16 Janvier 1951

U.L. Lyon, 1.000 ; Deluret, 20 ; Segouffin, 100 ; U.L. Saint-Etienne, 5.000 ; d'Avray, 100 ; Renée Lamberet (reliquat), 25 ; Hubert, 5. — Liste n° 539 ; total : 335 (S.U.B. Strasbourg, 100 ; 15 U.R., 100 ; Burcklé, 50 ; Moranzoni, 85). — Périer, 50 ; Coutant, 80 ; Brun, 80 ; Motte, 350 ; Gultton, 100 ; Cedo, 130 ; Meyer, 95 ; Ganin, 100 ; Boucoiran, 35 ; Fournier, 100 ; Morel, 100 ; Meiller, 100 ; Treuvey, 25. — Liste n° 166 : total 2.150 (Forgues, 500 ; Forgues, 500 ; Masneuf, 200 ; Commun, 100 ; Roch, 100 ; Plantard, 50 ; X..., 20 ; X..., 100 ; Dumalr, 580). — Michaud, 5 ; Aparicio, 10 ; Durand, 100 ; Bichon, 40 ; Pracechia, 200.

Adressez les sommes à
Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris-10^e.
C.C.P. : 7497-93 Paris.

Chez les salariés du Trésor

Au secours de la hiérarchie

Si l'on en croit ce qu'ils disent et écrivent, les membres de l'honorable corporation des perceuteurs ne sont pas satisfaits de leur situation.

Leur fonction serait dépréciée, leurs traitements absolument insuffisants en eux-mêmes, ainsi que du point de vue des échelles hiérarchiques. Il y a tout lieu de croire une tradition bien établie voulant que plus on est élevé en grade plus on se trouve malheureux, que les Receveurs-Perceuteurs sont ceux qui s'estiment les plus à plaindre.

Quel est donc le sort exact de ces déshérités ?

Sans même prendre exemple chez les plus favorisés, ceux du département de la Seine, on s'aperçoit qu'un Receveur-Perceuteur moyen est arrivé à percevoir au mois de décembre dernier qui, il est juste de le souligner, a été le plus bénéfique de l'année 1950, traitement et indemnités diverses cumulés, une somme qui représente environ deux fois les 192.000 francs qu'un modeste auxiliaire parla dans la hiérarchie, gagne en une année entière !

Que penser alors ? Ces gens sont-ils inconscients ? Ou d'un incroyable cynisme ? Le temps ne leur manque pourtant pas pour arriver à une plus saine conception des choses, puisque, selon un principe aussi vieux que l'homme lui-même, l'activité déployée est inversement proportionnelle à l'importance du grade et de la situation matérielle.

Le syndicat F.O. du Trésor fait son mea culpa et regrette avoir défendu, par esprit corporatif, une hiérarchie ne lui en sait aucun gré. Les cégétistes, objets de tant de railleries, avaient pourtant pris à ce sujet, depuis plusieurs années déjà, une position dont les événements ont suffisamment fait ressortir la justesse.

Et ce n'est pas l'acceptation de l'échelle mobile par F.O. qui battra en brèche leurs prévisions.

Ni la défense du principe d'augmentations dégressives, initiative vieille de quelques mois déjà du syndicat F.O. de l'Électricité de France !

Patience ! Nous ne sommes pas au bout de nos étirements et les cadres n'ont pas fini de gémir au sujet de leurs petits traitements.

Mais la faute en incombe aussi à tous les agents du Trésor qui, généralement excellents Français, exécutent les idées vraiment sociales. Ils sont pour la hiérarchie, même s'ils en sont victimes, veulent tout obtenir sans se mouiller, considèrent comme des plaignants ceux qui dénoncent ce qui ne va pas, trouvent que seules leurs petites hypocrisies, bassesses, lâchetés ou rivalités mesquines sont choses sérieuses. Ils sont bafoués et s'en plaignent, mais simplement pour regretter de ne pas être de l'autre côté de la barricade. Leurs syndicats les trahissent, disent-ils, mais ils ne les contrôlent pas et se contentent de rouspéter par derrière.

Comment, dans ces conditions, les iniquités dont ils sont victimes disparaîtraient-elles ? Que les cadres se tranquillisent : ils ont encore de beaux jours devant eux pour pouvoir se plaindre de leurs traitements de misère, sans avoir à craindre la moindre réaction de personnels dont une importante fraction n'a vraiment de remarquable que son extraordinaire souplesse d'échine.

Un cégétiste du Trésor.

Deuxième Région

CAUSERIE

par
JEAN THERSANT
sur
**POURQUOI JE PRECONISE
LE MOT D'ORDRE DU
COMITE NATIONAL
DE GESTION**

le vendredi 26 janvier 1951, à 20 h. 30,
Salle de la Choix du Combat, 2, rue de
Meaux, Paris-19^e (Métro: Colonel-Fabien)

Invitation cordiale à tous

Vertu, Académie française et allocations familiales

Un vieux dicton enseignait à nos parents qu'en France le ridicule tuait. Il faut croire qu'il n'en est plus ainsi si nous en jugeons par le dernier discours de l'Académicien bien-pensant Claude Farrère.

M. Farrère, au nom de l'élite intellectuelle de la nation, désireux de sauvegarder les saines traditions du laborieux peuple français et désirant contribuer de toutes ses forces au réarmement moral (et à l'autre aussi ?) de la patrie menacée par ce microbe dévastateur appelé prolétariat, M. Claude Farrère, donc, était chargé de décerner les prix de vertu.

Or doncques, à cette mémorable occasion, messire Claude Farrère décida

de nous ouvrir son cœur, de déverser en notre sein ses larmes et de nous dévoiler le sanctuaire inviolé, le saint des saints, c'est-à-dire sa pensée vénérable et académicienne.

par **JACQUES BRENNERT**

Après nous avoir vanté les joies exaltantes de la guerre, messire Claude Farrère, à notre cœur en ces termes parla :

Vanité des vanités, il est folie de vouloir remédier aux inégalités sociales, ainsi voyez les allocations familiales :

« Les allocations familiales ne choisissent pas. Elles se répandent indistinctement sur tout le monde. Elles n'exigent nullement, comme faisaient par exemple les dotations Cognacq-Jay, que les familles nombreuses disposant de peu de ressources, démontrent par la dignité de leur existence qu'elles sont susceptibles de faire de ces dotations le meilleur emploi. Moins encore que les enfants des dites familles, vivants ou morts pour la France, soient nés du même lit. Bref, les allocations familiales s'occupent fort peu de la vertu. »

Comme M. Farrère doit regretter le temps où les saintes traditions de la bourgeoisie bien-pensante étaient appliquées intégralement. « Faire l'amour avec la bonne, ce n'est rien, c'est lui faire beaucoup d'honneur. » « Il importé de maintenir une part de misère dans la situation de domestique, afin que celui-ci conserve le goût du travail et ne sombre pas dans l'oisiveté et la paresse qui lui apporterait un salaire suffisant. » Voilà les principes dont se réclame M. Claude Farrère. Il n'est pas dans notre habitude de défendre le régime actuel des allocations familiales, mais nous ne pouvons souscrire à la politique esquissée par le sinistre sire nommé plus haut. La vertu dont il se réclame, c'est celle de sa classe ; nous, nous l'appelons hypocrisie.

Et pour nous convaincre davantage, le vieillard décoré ajoute, au nom de l'Académie :

« Elle se souvient de la parole du Christ : « Vous serez toujours pauvres », et sait que tous les efforts humains seront vains qui tenteront d'extirper de l'humanité ce cancer incurable : la misère. »

Quant à cette funeste loi des congés payés, cause à tous nos malheurs, il reconnaît qu'elle fut inspirée « par un souci de pourvoir largement à ce besoin qu'éprouvent tous les travailleurs d'un repos total de quelques semaines après de longs mois de labeur... « mais » venue en un temps inopportun dans le temps qu'une dangereuse vague de paresse déferle sur la

France qui aurait besoin que tous ses fils redoublent d'ardeur au travail avant de songer à prendre du repos...
Oh ! grand homme ! Qu'il est doux de ne rien faire quand tout s'agit autour de nous... Au fait, si la France a besoin de tous ses fils pour augmenter sa production, qu'attendent les Farrère et autres inutiles et Immortels (qu'ils disent !) pour consacrer leurs bras à la production ? Qu'il nous serait doux de voir M. Claude Farrère en bleus, serrant un étou, ou à un tour travaillant au rendement comme vous et moi pour un maigre salaire et suant sang et eau pour conserver en médiocre forme sa carcasse ! Quel beau rêve !

Parions que M. Farrère serait le premier à solliciter un congé médical et qu'il se fouttrait alors, comme nous, de la grandeur de la patrie et autres gaudrioles macabres grâce auxquelles il arrache encore, avec ses trémoles et ses périodes enflammées, quelques glosements de satisfaction ou de plaisir aux vierges prolongées et bouillonneses du boulevard Saint-Germain.

AUX TRAVAILLEURS DES CUIRS ET PEAUX

Notre Syndicat des Cuir et Peaux n'a eu, l'année passée, qu'une activité réduite. Pourtant, il y eut dans les corporations lui ressortissantes une certaine agitation.

Les revendications sont justifiées dans nos industries, car le chômage qui y régnait aide le patronat et impose aux travailleurs une prudence qui va d'ailleurs, hélas ! jusqu'à la veulerie.

Des grèves ont pourtant eu lieu au résultat pas toujours très heureux.

Cette situation ne doit pas vous laisser en spectateurs passifs !

La C.N.T. voit ses syndicats se développer, il importe que les Cuir et Peaux suivent ce mouvement !

Contre les centrales politisées aux positions occasionnellement pro-ouvrières, aux dirigeants de sincérité, voire de moralité douteuses, aux attitudes faussement pacifistes, et que les élections proches incitent à une certaine action dont « leur » parti doit tirer le bénéfice, opposons notre conception révolutionnaire du syndicalisme !

Face à leur propagande malsaine (et elles ont de puissants moyens pour l'effectuer), soutenons de toutes nos forces les revendications de la C.N.T., l'apolitisme absolu, l'antilatéralisme, la lutte contre le capitalisme et le rejet de toute collaboration avec celui-ci.

C'est là un combat ardu, sans doute, et toutes les volontés sont nécessaires pour le mener.

Camarades des Cuir et Peaux apportez-nous votre concours !

LE BUREAU SYNDICAL.

(Voir notre convocation aux communiqués.)

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

25^e année - Nlle série. N° 54

10 FRANCS

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

VENDREDI 26 JANVIER 1951

SEUL, LE PROLETARIAT FAIT LES FRAIS DE TOUTES LES GUERRES

Qu'on nous excuse de revenir sur ce thème qui est loin d'être épuisé, et on ne peut lui reprocher d'être inactuel.

Nous nous défendons toujours d'être des démagogues, car nous n'avons aucun intérêt à l'être. On sait que les vrais démagogues, ce sont ceux qui flattent les passions populaires les moins honorables. On le sait, mais nous ne croyons pas inutile d'en faire la remarque, car on nous a assez reproché de faire le vide autour de nous en disant trop crûment les choses. Devons-nous alors cacher ou faire la vérité pour ne pas nous aliéner certaines sympathies ? Nous ne le pensons pas et nous sommes convaincus que si, parfois, nos propos irritent, on devra en reconnaître tôt ou tard le bien-fondé.

Le prolétariat, avec lequel nous avons d'excellents rapports de nous identifier, commence à comprendre que lui tout seul paie les frais de toutes les guerres. Les individus appartenant aux autres classes ont certainement des ennemis, mais ces ennemis vont en s'amenuisant au fur et à mesure que l'on remonte dans la hiérarchie sociale.

La menace de la guerre et puis la

guerre survenant, ne produisent jamais autre chose qu'un décalage des prix. Alors, ceux qui possèdent des valeurs, s'ils paient plus cher les marchandises, comme tout le monde, voient en compensation les valeurs qu'ils ont en mains augmenter de prix. Mais le travailleur qui n'a que sa journée payée à un taux dérisoire, comment voulez-vous qu'il y arrive, lui ?

Nous exagérons peut-être. Mais voyons, notre C.N.T. réclame depuis la Libération que les travailleurs de toutes les corporations reçoivent le même salaire qu'en 1933, COMPTE TENU de l'augmentation du coût de la vie. Hé ! hé ! Nous sommes loin du compte, n'est-ce pas, messieurs les dirigeants ?

La menace d'une troisième guerre mondiale oblige les gouvernements de tous les pays, même ceux qui, par un abus de mots, se prétendent socialistes, à gonfler considérablement leurs budgets de défense. Aussitôt, les prix montent. D'abord le gaz, puis le charbon ; nous aurions préféré l'inverse, car si, après avoir augmenté le gaz, on augmente le charbon, comme le gaz est fabriqué avec du charbon, une nou-

velle augmentation du gaz est inévitable... à moins qu'on nous dise carrément que nous n'y comprenons rien.

Un communiqué, joliment bien entortillé, de M. Louvel, ministre du Commerce, nous « explique » les raisons de cette augmentation, mais nous nous permettrons de les détorquer et de les traduire en clair : une nouvelle tranche de la sidérurgie « pour l'armement » exigera un supplément de 30.000 tonnes de coke par mois et des importations supplémentaires (de ce fait) s'avèrent nécessaires. Or, les charbonnages de France, qui étaient déjà en déficit à cause des exigences « d'ordre militaire », ne pouvant parer aux besoins nouveaux « imposés par l'armement », il faudra faire appel aux importations allemandes, et comme le charbon allemand importé en France vient comme par hasard d'augmenter, vous voyez — vous... enfin vous comprenez, n'est-ce pas ?

Mais les oléagineux, le café, le sucre, etc., vont encore augmenter aussi. Ceux qui « peuvent » font déjà leurs provisions, ils pourront ainsi économiser quelques billets, mais ceux qui ne peuvent pas ? La solution est simple, ils se mettront la ceinture.

C'est alors que nous allons voir réapparaître les fameux « solutions socialistes » qui jusqu'ici n'ont jamais servi qu'à sauver le capitalisme. Ces solutions impliquent un certain dirigisme. A ce propos, il est assez amusant d'analyser les préoccupations des « grands hommes ». M. Claudius Petit, qui malgré son nom est un de ces grands hommes, puisqu'il est ministre de notre Reconstruction Nationale, ne veut pas de dirigisme « dictatorial », mais pas d'anarchie non plus... Et il ajoute qu'il n'est pas possible que des employeurs croient avoir fait leur devoir en payant des cotisations sociales.

Si nous comprenons bien, les sanctions de Son Excellence Petit se borneront à traiter de mauvais citoyens les employeurs incriminés.

Enfin, un leader républicain (sic) de la Chambre des représentants des U.S.A., a pris vivement à partie M. Truman en l'accusant de vouloir faire une Amérique socialiste, parce qu'il a le mauvais goût de vouloir employer des solutions propres à sauver le capitalisme, qui ont à ses yeux le grave tort de s'appeler socialistes.

TRENCOSERP.

QUE SE PASSE-T-IL LA LA SÉCURITÉ SOCIALE ?

Un nouveau scandale à l'actif de notre quatrième République ! Un nouveau scandale à moitié étouffé, à moitié caché !

A la suite du suicide de M. Grimald, directeur de la Caisse Régionale d'Invalidité de la Région Parisienne, l'on était en droit de penser que la vérité allait éclater sur la façon dont sont gérés les 800 milliards de la Sécurité sociale. Bien au contraire, au lieu de cela, selon les services du Ministère du Travail, le suicide n'aurait laissé dans une lettre posthume que des raisons dans le genre de celle-ci : « Il était las d'entendre critiquer la gestion de sa caisse. » Précisons toutefois que de l'enquête effectuée il appert qu'aucune malversation n'a été relevée contre le disparu. On a simplement découvert des formalités mal observées, des nominations abusives, des achats inconsiderés.

Mais ceci n'était que le premier acte. L'on a prétendu par la suite qu'au moment de la constitution de la Caisse C.G.T. et que, à partir de cette date il y aurait eu, d'après les papiers laissés par le défunt, deux organismes de direction : le directeur, d'une part, et une sorte de conseil formé par les

Saisi du cas des deux anciens maires communistes renvoyés il y a peu de temps et embauchés par favoritisme à la Caisse Vieillesse de Sécurité sociale de la Seine, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité, (sauf les voix cégétistes) de suspendre les trois principaux dirigeants de cet organisme, MM. Miniconi, directeur, Harrié, sous-directeur, et Boutillier, chef du personnel.

D'autre part, le directeur régional, M. Moras, est invité à désigner une commission d'enquête qui prendra des sanctions définitives. Celles-ci ne font d'ailleurs aucun doute, les irrégularités étant flagrantes.

Voici donc la façon dont sont gérés les fonds des ouvriers et les vieux travailleurs pouvaient toujours attendre la liquidation de leur pension.

Cherchons à voir clair dans ce fatras d'informations. Il est certain qu'il existe deux antagonismes au sein de la Sécurité sociale : d'une part le déféré Force Ouvrière-C.G.T. datant dans sa phase aiguë, des dernières élections ou, à la suite de manœuvres politiques, le président cégétiste du Conseil d'Administration de la Caisse primaire a été mis en minorité et a été remplacé par un président « Familial » appuyé par F.O.; d'autre part, le moins connu du grand public, le déféré Fédération Nationale des Organismes de Sécurité sociale-Ministère du Travail. Ce dernier voudrait remplacer tous les éléments directeurs de la Sécurité sociale par des fonctionnaires. La première manche de cette lutte souterraine a été remportée par la F.N.O.S.S. qui a mis immédiatement à la place des cinq dirigeants suspendus ou révoqués à la suite du suicide de M. Grimald, des éléments tout acquis à sa cause.

Il reste à savoir si toutes ces manœuvres ne jouent pas contre la Sécurité sociale elle-même. Au moment où le scandale des Brosses, cette colonie de vacances transformée à coups de millions en maison de repos pour laquelle l'ingénieur agronome qui faisait une apparition mensuelle a été remplacé par deux personnes incompétentes mais dans la ligne, pour laquelle il fallait absolument un cheval que le directeur a commandé à un sien ami — coût du transport : 3.000 fr. — vient d'éclater ; au moment où le gouvernement prévoit des mesures utiles, certes, mais insuffisantes pour rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale, il importe d'être vigilant afin que l'Etat n'introduise pas de ses sièges dans les conseils d'administration d'un organisme qui devrait être notre bien et non pas celui des politiciens véreux.

Il y a une chose certaine dans toutes ces informations contradictoires, dans toutes ces malversations mises à jour avec prudence, c'est que, encore une fois, c'est le travailleur qui en fera les frais, et c'est ce qu'il ne faut pas !

Il faut que toute la lumière soit faite et que les coupables paient leur faute, la plus grande faute envers le prolétariat, la dilapidation des deniers publics représentant la sueur humaine, et l'abus de confiance et de pouvoir, source de toutes les dictatures.

Pierre FLAGY.

ELITES...

Au loin, là-bas... les croix de bois germèrent et poussèrent dru, comme les blés en Beauce...

Les loups hantent les étendues où de la belle viande de vingt ans agonise ; les chacals et les hyènes hument les délices de la chair humaine en pourriture.

Hurlant avec eux, les « intellectuels » ont réintégré leur « cabinet de travail ».

Le logis est confortable ; des tapis assourissent les pas du valet que l'on a sonné pour apporter un nouveau cigare et enlever les mégots. Une ambiance agréable préside à l'élaboration de la fortune et de la « gloire ».

On écrit, on peint, on sculpte, on versifie, mais pas à l'importance quel prix ! On prépare, en l'accoutrement carnavalesque de l'emploi, et devant le miroir, la plaidoirie, la thèse, le cours ou le discours pour oreilles d'ânes ou complaisantes.

La pièce, spacieuse, prend sa lumière — et notre soleil — sur un jardin ou un parc où parviennent, ouatées et confuses à souhait, les rumeurs des hommes à la peine. Dans un coin de pénombre propice, un grand meuble vitré d'où s'échappent des reflets fauves de cuir ou brillants d'or, impose le caractère d'orgueilleuse austérité qui convient à son possesseur ; c'est la bibliothèque. Sur la table-bureau : des bibelots, objets précieux exotiques volés par les honnêtes colonisateurs, et, en un fouillis affecté, les feuilles empoisonnées de la Presse vendue ou à vendre. Enfin, bien en vue et en pied — et en triépié — les portraits du « maître » ; à cinq ans, avec des cheveux ; à douze ans, en pensionnaire de jésuitisme ou de boîte à lettres ; à seize ans, parce que, à cet âge, la physionomie est d'un crétinisme duveté et traditionnel.

Certains de ceux-là qui avaient vingt ans au temps de l'affaire Dreyfus et, deux guerres n'étant pas passées ni surtout la « renommée » survenue — ils couraient après — s'étaient jetés dans la mêlée.

A les voir maintenant et à contempler leurs successeurs du même âge d'antan, mais déjà podagres, on peut se faire une haute idée de leur valeur sociale.

Car enfin, c'est « ça » ! les lumières contemporaines. Ces pondeurs de lignes à tant la lettre ; ces discoureurs au cœur aussi creux que leurs convictions (?), ces chirurgiens à cinquante mille francs le coup de scalpel dans la viande veule et pourrie des riches, mais qui « ratent » sur la chair souffreteuse du gibier d'hôpital après l'avoir inutilité et d'un cœur sec, martyrisé. C'est ça, les architectes dont tout l'art se prodigue en l'élaboration de villas princières, d'établissements de plaisirs capuleux et aussi, de prisons ; ces économistes pensant brouette et rareté en une époque de progrès stupéfiants et de production surabondante dont ils ne veulent pas faire assurer la répartition équitable à tous les humains uniformément consommateurs ; ces hygiénistes qui constatent le paupérisme, l'alcoolisme et la tuberculose, mais n'ont pas un mot, et encore bien moins un geste, pour exiger la suppression de l'alcool et des

franges alimentaires et la destruction radicale des laudis.

Or, tous ces sous-hommes, qui tiennent leur savoir des recherches et des travaux de nos aïeux, et aussi, des études que nous leur avons payées par notre labeur dès l'âge pubère, tous ces personnages infatués, influents et par les foules vénérés, ne sont, en réalité, que d'effrénés et monstrueux jouisseurs. Comme tous les politiciens.

En dehors de ce qui concerne et intéresse exclusivement leur abominable « caste », nulle injustice ne les intéresse, nulle détresse ne les touche, aucune douleur, non officielle, et rémunérée, ne les émeut.

Lorsque, par hasard, ils pensent au « peuple » — tous ces « damnés de la terre » victimes d'un régime social criminel — c'est pour le faire servir à leur sordide ambition ; aucune clairvoyance, aucune générosité, l'esprit et le cœur impavides, ne les incitent à prendre la main de l'ignorant pour le guider vers le savoir ; à soulager le malheureux, à défendre la victime. Ils ont peur pour leurs prérogatives usurpées et pour leur place dorée.

Méfions-nous d'eux ! Et apprenons à faire nos affaires nous-mêmes dans l'exercice persévérant de la solidarité affectueuse.

C'en est assez ! Plus de vénération ni d'humiliation devant cette « noblesse » de l'intelligence canaille et sans grandeur, qui n'agit que par vanité et pour consolider les privilèges de la bourgeoisie, sa nourriture.

CLOVYS.

A propos du travail aux pièces dans le textile

Travailleurs aux pièces, le Conseil des Prud'hommes de la Seine, lors d'une audience, avait à juger un différend entre salariés et patrons pour une question de salaires horaires et de prix aux pièces.

En l'occurrence, il s'agissait d'une ouvrière giletière, qui par incidence, effectuait le travail de couturière, de vestes et de pardessus ; elle réclamait la différence des petites pièces entre les grosses.

Le représentant du patron arguait que l'ouvrière ne pouvait réclamer, étant donné qu'elle se faisait 105 francs de l'heure, que le travail payé pour les grosses pièces était de 103 fr. 50, les petites 97 francs et que le salaire horaire n'était que de 95 francs.

L'ouvrière essaya de démontrer que si elle touchait 105 francs c'était par suite des heures supplémentaires qu'elle faisait en arrivant le matin avant l'heure, qu'elle mangeait en dix minutes au lieu d'une heure et le soir vingt à trente minutes, suivant les travaux que le coupeur jugeait pressés.

Le Président demanda à l'ouvrière : « Le coupeur touchait-il des pourboires et les partageait-il avec vous ? »

Réponse : « Oui, il touchait des pourboires, mais jamais il m'en donna. »

Le Président : « Drôle de façon. »

S'adressant au patron : « Votre atelier est donc toujours ouvert ? »

Réponse : « Oui, pour favoriser les ouvrières dans leur travail. »

Suspension d'audience.

Retour du Conseil une demie-heure après.

Le Président à l'ouvrière : « Que réclamez-vous ? »

Réponse : « D'être payée à l'heure et non aux pièces. »

Le Président : « Le Conseil ne peut vous

Toutes les routes du monde sont pavées de mensonges. Mensonges patriotiques, mensonges impérialistes, mensonges démocratiques, mensonges religieux, mensonges bolchevistes, mensonges pacifistes.

Mensonges, partout et toujours Mensonges. C'est là la condition d'une société fondée sur l'Etat, le Capitalisme et l'Eglise. Pour cette triste trilogie ayant pour but

l'exploitation de l'homme par l'homme, l'humain n'est qu'un jouet et son arme préférée n'est autre que le viol psychologique des foules grâce auquel le moi doit disparaître, il en est de même de la conscience et de la raison.

Voilà le monde partagé en deux blocs bien distincts. D'un côté, l'Etat, le Capitalisme et l'Eglise ; de l'autre, un troupeau de vermine, de chair à canon ; d'agrumes

l'employeur, je vous recommande de ne plus l'utiliser. »

L'ouvrière ayant un avocat, celui-ci demanda une visite à l'entreprise.

Le Conseil désignera un conseiller.

D'avance l'ouvrière perdra son procès, parce qu'elle travaillait aux pièces.

Donc, avis aux amateurs de ces travaux.

Exigez un salaire horaire indispensable pour vivre et l'application des 40 heures.

Suppression du travail à la tâche, aux pièces et autres formes de rendement.

Le Conseil des Prud'hommes vous le conseille.

LE SYNDICAT DU TEXTILE.

N'oubliez pas de souscrire pour le retour aux quatre pages hebdomadaires

Adressez les sommes à
Yvette Richaud, 20, rue Sainte-Marthe, Paris-10^e.
C.C.P. : 7497-93 Paris.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

25^e année - Nlle série. N° 55 10 FRANCS VENDREDI 9 FÉVRIER 1951

Fichez donc la paix aux travailleurs communistes

On nous excusera d'exprimer ici une opinion personnelle, malgré notre souci constant de rester dans la ligne C.N.T.-A.I.T. En général, notre devoir est facile à remplir car le syndicalisme révolutionnaire possédant sa philosophie propre, nous analysons et nous commentons les faits, à la lumière de cette philosophie. On ne nous reprochera pas d'être dogmatique, car justement notre philosophie syndicaliste révolutionnaire est avant tout antidogmatique.

Mais les passions déchaînées nous mènent parfois fort loin. C'est ainsi que dans cet angoissant dualisme

américano-soviétique, tout en refusant de prendre parti, comme nous refusions de prendre parti si on nous intimait l'ordre de choisir entre la peste et le choléra, nous nous voyons accusés tantôt de trumanisme et tantôt de stalinisme, selon la qualité de l'adversaire que nous trouvons en face de nous.

Le stalinisme n'a plus le vent en poupe, comme dès les premières années de la pseudo-libération. L'état se resserre de plus en plus autour de lui. Se croyant menacé, le gouvernement prend des mesures de plus en plus exceptionnelles, vis-à-vis du parti dit

communiste. Et pour nous forcer à nous enrôler sous la bannière occidentale, il brandit l'épouvantail stalinien. Nous nous trouvons ainsi face à deux boutiques qui vantent leurs produits à grand renfort de réclame tout en s'efforçant de dénigrer la camelote du concurrent. Or, nous sommes à même de juger la qualité des marchandises qu'on nous vante de l'un et de l'autre côté, parce que nous en avons déjà examiné plusieurs échantillons.

Les orientaux et les occidentaux prétendent être en mesure de nous assurer le pain, la paix et la liberté. Or, pour le pain, nous savons de quoi il retourne, nous devons le payer toujours plus cher. La liberté ne cesse de s'amenuiser d'une année à l'autre des deux côtés du « Rideau de fer », tandis que la paix se trouve fort mal en point.

Pour répondre à la « réclame » incessante que font les manitous occidentaux et orientaux autour de leur régime respectif, il devrait s'établir entre eux une sorte d'émulation pour arriver à faire mieux. Hélas ! si cette émulation existe, elle doit fonctionner à rebours.

Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire que le meilleur moyen de lutter contre le bolchevisme c'était de donner toujours plus de bien-être et de liberté aux travailleurs. Et dimanche dernier encore, à Cambrai, M. Eugène Thomas, sous-secrétaire au ministère de l'Intérieur, s'est écrié : « Le meilleur fourrier du communisme, c'est l'égoïsme des possédants. » Oui, nous ne le savons que trop, mais l'égoïsme des possédants se traduit par une intransigeance gouvernementale sans cesse accrue.

Se figure-t-on en « haut lieu » qu'en

TRENCOSERP. (Suite en page 3.)

Voyages aux U. S. A.

Quatre syndicalistes français, invités par les organisations ouvrières américaines (C.I.O. et A.F. of L.) viennent de rentrer des U.S.A.

Ils donnent le compte rendu de leur voyage dans une brochure intitulée : « Quatre syndicalistes français aux U.S.A. », éditée par le bureau du bulletin syndical de la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres).

Cette brochure, dont on pouvait attendre un compte rendu de la vie ouvrière et syndicale américaine, n'est en fait qu'une violente diatribe anti-communiste, ce qui n'est pas étonnant quand on apprend les noms de ceux par qui la brochure en question a été rédigée.

Nous sommes d'accord sur le fond avec ces gens quand ils nous disent que le syndicalisme est pollué par l'idéologie communiste. Seulement, où nous ne sommes plus d'accord avec eux, c'est quand ils nous disent entre autres choses (c'est M. Thomas, secrétaire de la Fédération du Gaz et de l'Electricité Force Ouvrière qui cause) « par la loi, l'ouvrier est défendu et le patron aussi ».

Le patron est défendu par la loi, ceci c'est l'évidence même, puisqu'en fait les lois ne sont que l'expression de sa volonté, étant votées par un gouvernement tout dévoué aux capitalistes. Ceci, il est inutile d'être un fonctionnaire officiel du syndicalisme pour s'en rendre compte. Mais que l'ouvrier soit lui aussi défendu par les mêmes lois, voilà où le bât nous blesse.

Le patron d'une usine paye à l'Etat des impôts très lourds, nous en sommes bien d'accord, seulement il est patron, il gagne de l'argent, beaucoup d'argent. Il est évident qu'un individu qui gagne très souvent plus de cent mille francs par mois — et nous sommes modestes — aura plus de facilité à en verser vingt mille à l'Etat, qu'un ouvrier qui devra en verser souvent plus de deux mille sur un salaire « royal » de quinze mille francs tous les trente jours.

Nous voudrions revenir sur le fait que le syndicalisme, quel qu'il soit, est imprégné d'une idéologie quelconque. Dans la mesure où on lutte contre ce syndicalisme n'est-on pas aussi imprégné d'une idéologie adverse ? Donc, s'intituler « Syndicalistes libres » n'est qu'une façade propre à tromper les

lâches et les imbéciles. Pour mon compte personnel, ne sont habilités à juger les autres que ceux qui n'ont rien à se reprocher, il me semble à priori que F.O. et la C.F.T.C. en sont très loin (ne serait-ce que la trahison, avec l'accord de la C.G.T. stalinienne, des dernières grèves en France).

J'oubliai de mentionner, dans mon article, que la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens avait participé au voyage organisé aux U.S.A., patrie de la liberté syndicale comme chacun sait, et où les droits de l'homme ne sont respectés que dans la mesure où ceux-ci ne sont pas « des colored men ».

Messieurs « les syndicalistes » vous aurez beau faire, vous n'arriverez jamais à nous convaincre que les ouvriers américains sont contents de leur sort, vous avouez vous-mêmes dans votre brochure qu'il y a aux Etats-Unis des grèves qui sont très brutales et violentes et où quelquefois le sang des ouvriers coule. Alors ?

Roger MARNIER.

CE QUE NOUS SOMMES NOUS, LES JEUNES

Nous sommes la jeunesse de 1951. Celle dont on dira qu'elle fut inutile. Jusqu'aujourd'hui nous n'avons jamais eu d'illusions, nous n'en aurons jamais plus. Nous vivons nos plus belles années dans une psychose guerrière et nous nous en moquons.

Nous avons été trahis par les générations précédentes, nos parents nous ont laissé dans notre crasse et nous la reproche. La seule chose qu'ils savent nous dire est que nous sommes pourris, « existentialistes » (?). On s'en moque. Tout ce qui nous arrive nous le leur rejetons sur la tête en pleine conscience de nos actes.

Ils ne savent qu'écrire les députés, les quels nous voteront deux, trois, dix

ans de service militaire, et voilà disent-ils, notre devoir est accompli, faisons autant mon petit et sois brave, cela te portera bonheur.

Ils nous veulent utiles dans leur société et ne nous en donnent pas les moyens. On nous veut conscients et on ne nous sert que des inepties sans nom avec lesquelles on veut nous faire faire un monde nouveau.

Ils mettent tous leurs espoirs en nous et nous sortent à longueur de journée : « On en a fait assez, on vous passe le flambeau à votre tour, nous, nous prenons notre retraite ». Ils nous ont donné des livres de morale qui, selon eux, devaient nous permettre de devenir de bons citoyens conscients. Leurs livres sentaient le sépulcre, ils nous donnaient l'exemple de leurs vertus en faisant du marché noir. Ils nous trahissent et nous reprochent notre défection de leurs affaires.

Nous nous moquons volontairement de leurs syndicats pourris, de leur religion abstraite et sans vie, de leurs partis politiques prostitués, et nous en sommes fiers.

Nous sommes campeurs, nous leur cassons les oreilles avec nos cris et nos chansons : « Et puis voulez-vous que j'vous dise Madame du Chose, c'est le vrai sabbat, pensez donc, il paraît que les filles couchent dans la même tente que les garçons. Quelle époque vivons-nous ? »

Nous travaillerons toute notre vie pour récolter une retraite minable ou une balle dans la peau si nous sommes encore mobilisables à la prochaine dernière.

Vous êtes arrivé sous-chef inutile d'un bureau non moins inutile par votre travail (soi-disant) tant mieux pour vous, nous, nous ne voulons pas devenir tel.

Vous avez eu raison de vous crever à la tâche, ça nous en fait moins à faire ; en un mot vous nous avez mal éduqués et vous nous reprochez notre mauvaise éducation.

Nous ne sommes pas responsables

Le camp de concentration régime de demain

Le procès David Rousset est virtuellement terminé. Que nous a-t-il appris ? Rien que nous ne sachions déjà. Que nous a-t-il apporté ? Rien de plus. Si nous avons entendu des dépositions émouvantes, celle d'Eleanor Lipper, par exemple, elles ne nous ont pas convaincu entièrement et n'ont pu faire taire nos doutes. La même pénible sensation, origine de notre malaise, et que déjà le procès Kravchenko avait engendré, nous l'avons de nouveau ressentie.

Ces hommes, ces femmes extraits des camps de personnes déplacées, si elles ont fait sortir des larmes de nos paupières n'ont pas réussi à faire taire cette voix qui nous criait : « D'où vient l'argent ? Pourquoi ce ton de haine, alors que nous attendions des témoignages objectifs ? Pourquoi cette partialité ? Pourquoi ces louanges ? »

Et, en effet, qui a financé le procès David Rousset ? Son annonce, pardon son appel, paru dans l'organe de la bourgeoisie bien-pensante et conformiste, le « Figaro Littéraire », ne peut nous laisser aucun doute sur l'identité des nouveaux maîtres de David Rousset. Et ses témoins ? Eux non plus ne nous paraissent pas avoir la conscience claire, leurs cris ne nous semblent pas dénués de calculs, cet ensemble sent l'argent, le témoignage payé. Et pourquoi nous a-t-il fallu entendre chanter les louanges des U.S.A. et des « libertés démocratiques » ?

Le prochain C. S. paraîtra le Vendredi 23 Février 1951

ques » dont l'assassin Franco se réclame ? Cela nous le savons aussi : le procès, les témoins, les témoignages, les hommes, les femmes, tous sont au service d'une nouvelle croisade.

Paul Rassinier vient de publier un nouvel ouvrage : « Le Mensonge L'Ulysse », préfacé par Albert Paraz. Ce livre, consacré aux camps de concentration ou plus exactement à

l'exégèse de la littérature concentrationnaire est très intéressant. Mais pourquoi Rassinier a-t-il choisi Paraz pour préfacier ? A notre question posée lors d'une conférence organisée à la Mutualité, Rassinier a répondu qu'il avait choisi Paraz uniquement parce que celui-ci fréquentait les mêmes milieux que lui. Mais cette réponse ne peut nous satisfaire. Sur un sujet aussi grave, la plaisanterie n'est pas permise.

Si le livre de Rassinier est d'un intérêt véritable, sa parution nous paraît inopportune. Elle vient ou trop tôt ou trop tard. Elle vient trop tôt, car ce livre va être exploité par les fascistes de tous poils. La pensée de Rassinier sera trahie, défigurée, et son ouvrage s'inscrira malgré lui dans le même cadre que le procès David Rousset dont nous parlions tout à l'heure. Elle vient trop tard, car si Rassinier estime que Kogon, Rousset, Martin Chauffier ont menti, nous pouvons nous demander pourquoi il a attendu plus de quatre ans pour dévoiler l'escroquerie. Il pourra nous objecter qu'en 1946, l'opinion de s'y prêtait pas. Mais le scandale n'est pas de dire la vérité, mais de dire ou de laisser dire une partie de la vérité. Et nous avons le droit de demander à Rassinier, ancien membre de l'Assemblée Constituante, pourquoi il s'est tu jusqu'en 1950 ? Pourquoi il appartient toujours à la S.F.I.O. ? Pourquoi il n'a pas témoigné à Nuremberg ? Pourquoi il a laissé s'accréditer dans l'opinion la légende qu'il considère comme une escroquerie ?

Cependant, nous l'avons déjà dit, le livre de Rassinier comme le procès Rousset nous obligent à repenser l'« univers concentrationnaire ». Cet univers est-il en passe de devenir le régime de l'avenir ? Serons-nous demain les esclaves de nouvelles Baby-lone ? Ce sont ces questions qui aujourd'hui occupent à juste titre la première place dans notre esprit. Examinons les faits.

Le système concentrationnaire, n'en déplaise à certains, n'est pas une invention nazie. La paternité en échoit à feu la Troisième République.

Nous avons parlé ici même du dernier livre d'Alain Sergent. Qu'il nous soit permis d'y revenir.

Alain Sergent dans « Un anarchiste de la belle époque : Alexandre Jacob » nous décrit avec beaucoup de talent, en un style rappelant le regretté Albert Londres, le système « pénitentiaire » français. A la Guyanne, la durée moyenne de la vie, pour un individu généralement en très bonne santé, a été évaluée en 1902 par un médecin français à cinq ans. Et dans le Bulletin des lois et décrets de 1894 nous trouvons ce paragraphe : « La relégation n'est pas l'exclusion pure et simple. Elle implique privation de liberté et, souvent, la destruction lente par l'action du milieu où elle est subie. »

Quelle est la différence entre ce système « pénitentiaire » et le régime concentrationnaire national-socialiste ou stalinien ? Nous n'en voyons aucune.

Les mêmes moyens ont les mêmes effets. L'internement, la promiscuité, la privation de liberté, tout cela n'a qu'un seul but, la dégradation de l'être humain entraînant sa mort morale et, pour terminer, l'opération, la liquidation physique.

Jacques BRENNER. (Suite en page 3.)

SUR LE BOUT DU BANC

Un jour, flânant pendant l'heure du déjeuner en attendant de rentrer au boulot, je vis sur nos grands boulevards, assis sur le bout du banc deux hommes, que certaines gens, sans savoir, les traitent de paresseux et de mendians. Pourtant, ils n'avaient rien de mendiant, ni du paresseux. Leurs hardes usagées portaient à certains endroits les traces d'un travail de portefaix.

Sur ce banc, nos deux types, sans s'occuper du monde, un litre de rouge entre eux, du gros pain fut partagé ainsi qu'un oignon, de temps en temps une lampée de rouge.

Nos personnages montraient une solidarité touchante, même quantité des trois choses ; ils avaient une bonne tête de philosophe de la misère, malgré l'abondance de poils en tous sens. Pas de sourire, mais une joie de vivre. Ils semblaient heureux de leur sort.

Pendant qu'ils mangeaient, malgré que des places fussent disponibles, les habitudes de ce banc, faisaient une moue dédaigneuse et s'en allèrent plus loin en maugréant.

Nos mangeurs, insouciant, continuent, ils se reposaient en plein air, tranquillement, d'un labeur rempli, rendu plus pénible par le manque de sommeil.

Certainement, ils dormaient, façon de parler, à la belle étoile près du lieu où un employeur daignera les embaucher pour une corvée. Le prix de cette corvée leur permettra de manger et boire un coup de rouge.

Cette petite scène me fit souvenir qu'un jour, j'étais dans une salle d'audience d'une chambre correctionnelle, j'ai entendu la distribution de mois de prison à de pauvres bougres ayant commis le délit de mendicité, alors je pensais à mes braves types du banc.

En haillons quel est le patron qui les embaucherait et les chausseries qui ouvrent leur pointe comme des gargouilles de cathédrale.

Ils sont donc condamnés à mourir de faim à cause de leur sale situation. Drôle de société.

Pour revenir aux tribunaux, j'ai aussi entendu un homme d'une trentaine d'années environ à qui le tribu-

Réservez votre soirée du Samedi 24 Février pour la

GRANDE FETE

organisée par la 2^e U.R. de la C.N.T. et le « Combat Syndicaliste »

SALLE SUSSET
206, Quai de Valmy - PARIS (Métro : Jaurès)

PROGRAMME DE VARIETES

Présentation Gaston Gassy avec le concours de Paul Primert, Rachel Lantier, Robert Gamelin, Ibanex, Raymonde Delcambre, André Flandre, Jacqueline Galant, François Zara, Janine Fiselier, Léo Campion, Antonio Ramos et Violette Ruz, René Paul.

GRAND BAL
de 0 h. 30 à 5 heures

avec l'Orchestre « Diamante Azul », direction Salvado

Tombola gratuite - Nombreux lots

BUFEET BAR

Pour faciliter l'organisation prière de retirer les places dès maintenant au Siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne ou aux Responsables

Les Livres

“La mort du Petit Cheval” est-elle pour demain ?

Art et Liberté

Il y a maintenant une affaire Henri Bazin, et cela grâce à l'excellent critique Maurice Nadeau (1).

L'on connaît l'histoire. Un éminent critique, M. Maurice Nadeau « ex-communiste, ex-trotskyiste, parti de tout, mais bien arrivé, calé en divers fauteuils, en qualité de directeur littéraire de différentes maisons » vient de dogmatiser du haut de sa chaire de « combat » qu'« Hervé Bazin n'est ni un grand écrivain, ni un petit », que le dernier ouvrage de Bazin est un « ouvrage édifiant, ennuyeux plus qu'on ne peut dire... « La Mort du petit cheval ». Un titre et un programme ».

Il est dangereux de s'attaquer aux gens en place. Il est difficile d'opposer de bonnes raisons à leurs arguments spécieux, car les bonnes raisons partent du cœur et de la spéciosité de l'esprit. Et puis M. Nadeau a un public. Un public de jeunes, plus ou moins boulotteux, plus ou moins inquiets, qui attendent avec angoisse les paroles du Maître.

Pourtant, M. Nadeau devrait se méfier. Il possède à fond l'art d'émettre des jugements faux. Vous vous souvenez de « La Classe spirituelle », ce savoureux canular où il « perdit son prestige en authentifiant ce faux chef-d'œuvre, malgré Breton, puis en ergotant pitoyablement, lors de l'aveu de ses auteurs, qu'il s'agissait d'un faux faux ».

Et lorsqu'il pontifie, M. Nadeau, n'emploie pas ses images... littéraires (réservées à sa correspondance) dont nous nous permettons de donner un extrait : « Putain, pucelle ou demivierge, vous devez avoir une sacrée sale gueule... ».

Après cela M. Nadeau s'arroge encore le droit de louer, maudire, condamner. Nous, à sa place, on serait plus prudent.

Ceci dit, revenons à « La Mort du petit cheval » et à son auteur, Hervé Bazin.

Hervé Bazin est le petit-neveu de l'illustre académicien pleurnichard, lacrimatoire et édifiant qui, de nombreuses années durant a sévi à l'Académie Française (catholique et royale), à la Bonne Presse (Mon Dieu ! préservez-vous du mal) et dans toutes les bibliothèques bien pensantes des municipalités, lycées et collèges. Il a publié, voit déjà quelque temps « Vipère au Poing », début, ou mieux, préface du livre actuel.

Nous ne pouvons cacher notre sympathie pour l'auteur. Il est jeune, sportif, dynamique. Il nous entraîne dans son sillage. Nous aimons sa franche, sa déjà quelque temps « Vipère au poing... effarouchant son public ».

Car Bazin a effarouché son public et surtout sa famille. Pensez donc, oser publiquement traîner dans la boue sa mère, la vipère, son oncle, le protonotaire apostolique, son grand-oncle, la gloire de la famille, l'académicien, et son père, ce pauvre homme « plus Job que Jobard » ! Quelle honte. Avouer à la face du monde qu'il est préférable de trosser la petite vachère plutôt que de se consacrer au plaisir solitaire comme le veut la bonne éducation. Trouver agréable de toucher, ou manier frénétiquement le sein rose et tendrelet d'une autre jeune et agréable personne, quel scandale... Œuvre de chair... non, mais vive solitaire...

Décidément la révolte a du bon. Mais la famille, les relations, le monde. Qu'importe, il faut rompre, rompre avec ceux qui meurent, qui déjà virtuellement sont morts.

Avouons que pour un essai, c'était un coup de maître.

Mais maintenant est-ce, aussi « la mort du petit cheval » ?

Que reproche-t-on au juste à Bazin ? D'avoir perdu le ton révolté, d'avoir

renoncé à exploiter une veine inépuisable. En un mot, de devenir conscient. Car, pour certains, devenir conscient, c'est devenir dangereux. Et Bazin a du talent. Beaucoup de talent. Et un homme conscient possédant beaucoup de talent peut débouloigner les idoles. Opération dangereuse pour les situations assises.

D'ailleurs, Bazin lui-même honnêtement, nous en avertit. Il rejette la révolte.

« Je connais ces dilettantes de l'anti-conformisme, qui aiment leurs pantouffles et le mystère des âmes damnées, l'art pour l'art, la révolte pour la révolte (à condition qu'elle ne bouscule point leurs prérogatives et se contente d'inquiéter celles des autres). Il est bien inutile de leur répondre que la révolte en soi n'est rien, ne mène à rien, qu'elle permet seulement de reconsidérer les valeurs à l'abri du respect, fléau de la pensée, qu'elle doit toutefois se mettre aussi à l'abri de sa première fureur ; que en définitive ce ne sont pas les révoltes chaudes, mais les révoltes refroidies qui sont les plus lucides, les plus efficaces. »

« Non, je ne me range pas... Je veux durer. Je durerai. »

Et les critiques bien-pensants qui déjà s'émoussent de la conversion si rapide de ce mal-pensant, feraient bien de méditer ces lignes. Non, l'épave de la Vipère n'est pas terminée. Le public sera toujours effarouché, violé. Mais il s'agit aussi de bâtir. Car à quoi sert la démolition ? A accumuler des ruines. Et l'homme n'est pas fait pour les ruines, mais pour la vie.

« L'avenir est à la grande cause des petites gens. Tu seras ce que tu voudras. Tu ne souffriras pas de cette mentalité qui permet de transformer les moyens en mérites, la fortune en dignité, les idées en dogmes, la culture en excellence. N'ayant pas l'habitude des privilèges, tu n'en auras pas le goût... »

« Le monde s'agit, il ne lit plus guère La Croix, il se fout des index et des imprimatur, il réclame la pitié et non vos aumônes, il peuple les trains de banlieue qui dépeuplent les campagnes asservies, il ne connaît plus l'orthographe des noms historiques, il pense mal parce qu'il ne pense plus vertu, et pourtant il pense, il vit, infiniment plus vaste que ce coin de terre isolé par ses haies, il vit... »

Et Hervé Bazin se souvient qu'il aime et qu'il est aussi poète. Il nous parle de Monique, sa femme en des termes troublants : « Monique dort, éparpillée en travers du lit, la paupière cousue à la joue par un surjet de cils. S'il aime, il sait aussi haïr. Pour sa mère, il a encore ce trait : « Veuve de pied en cap et le renard même en berne, empaquetée dans ses voiles, s'avance une vieille Andromaque qui semble ne rien voir, ni rien sentir... »

Et comme le note Jean Texier « un écrivain qui a de ces trouvailles n'est pas n'importe qui ».

Non, Hervé Bazin n'est pas n'importe qui. Il sait aimer, il sait haïr, il sait réfléchir. Il sait penser. Il sait nous émuvoir.

Et nous sommes maintenant plus à l'aise pour reprocher à Bazin son mépris vis-à-vis des filles de basse condition. Cela rappelle trop le bourgeois bien-pensant académicien. Que Brasse-Bouillon (B.B.) dépucelle les filles, soit ! qu'il les méprise, non ! Il nous semble entendre « il y a les filles qu'on épouse... et les autres ».

Quant à nous nous refusons à faire une différence. Il y a les femmes, que l'on aime ou que l'on méprise. Et notre amour ou notre haine n'ont pas pour ligne de démarcation la condition sociale des individus. Notre amour va à ceux qui souffrent et notre mépris à ceux qui font souffrir.

Après avoir écrit la révolte, Bazin écrit la réflexion. Nous attendons de lui la déduction logique de sa révolte et de ses réflexions. S'il nous décevait ce serait vraiment « la mort du petit cheval » !

Claude DESALLE.

(1) Combat, 23-11-50.

Cinéma “A l'ouest rien de nouveau”

Le Cinéma d'Essai vient de reprendre « A l'ouest rien de nouveau » (All quiet on the Western Front), tourné en 1930, d'après le livre d'Erich Maria Remarque.

1914 dans une ville allemande : plus rien ne compte que la guerre. De jeunes lycéens, fanatisés par leur professeur — qui ne fait pas — s'engagent, mais font vite connaissance avec l'aspect rebutant de l'armée, le harcèlement ininterrompu qui fait dépérir la personnalité et permet le développement de la brute, puis de l'assassin.

Enfin c'est la guerre elle-même que subissent ces jeunes engagés. Au lieu de la gloire promise, ils connaissent la peur, la saleté, les souffrances, le voisinage incessant de la mort.

Ils sont pris dans une immense machine dont la conduite leur échappe, et qui obéit à des intérêts différents de leurs. S'ils prennent conscience de cette situation, ils ne sont plus malheureusement que des corps sans initiative, liés à la guerre qui ne s'arrêtera que lorsque ses responsables le jugeront opportun, sans se soucier des ruines et des cadavres.

L'impossibilité pour l'homme embrigadé de pouvoir influencer les événements est peut-être l'enseignement le plus fructueux que nous pouvons tirer de ce film. Notre tâche n'en est que plus claire : lutter avec vigueur contre l'actuelle préparation psy-

chologique à laquelle se livrent les tyrannies officielles en vue de faire accepter aux masses un prochain conflit.

A l'heure où l'on nous serine les sempiternelles foudrises sur les vertus militaires, il faut aller voir ce film qui montre les résultats de ces vertus militaires : des hommes amoindris par la peur, s'exterminant sur l'ordre au cours d'attaques hallucinantes ; des mutilés qui n'auront plus que le rêve d'une jeunesse imaginaire, et l'envahissement progressif de la bêtise devenue infaillible et intouchable.

Le metteur en scène Lewis Milestone a su rendre sensibles au public ces différents aspects de la guerre, aussi ne lui tiendrons-nous pas rigueur du manque de souplesse dans l'enchaînement des séquences.

Constataons plutôt avec amertume que le cinéma américain en est aujourd'hui à l'apologie du crime collectif avec son immense « Two-Jima ». La réponse la plus cinglante à ce conformisme des hautes sphères hollywoodiennes, nous la trouverons dans ces sous-titres d'« A l'ouest, rien de nouveau » :

« C'est sale et cruel de mourir pour sa patrie. Il vaut mieux ne pas mourir du tout ! »

Jérôme ARNAN.

N.B. — Il est impossible de juger de la valeur de l'image, car la bande projetée est vraisemblablement un contretype.

LIBRAIRIE

BROCHURES
L. Barbedette. — Pour la Justice économique, 10, 20.
Bakounine. — Dieu et l'Etat, 30, 45.
P. Besnard. — Le fédéralisme libertaire, 20, 30 ; Le problème des salaires, 6, 16 ; La responsabilité, 10, 20.
Editions C.N.T. — La charte du syndicalisme révolutionnaire, 5, 15 ; Le syndicalisme et la guerre, 5, 15.
P. Camus. — Le syndicalisme et problème paysan, 20, 35.
S. Charpy. — Prendrons-nous les usines ? 30, 40.
P. Comont. — L'architecture, 20, 35.
J. Cotureau. — Le comploteur, 40, 55 ; L'Eglise a-t-elle collaboré ? 40, 50.
A. Ciliga. — Lénine et la Révolution, 40, 50.
C. Berneri. — La société sans état, 20, 30.
M. Dommangeat. — Révolution et drapeau rouge en 1848, 80, 95.
Ernestaux. — La fin de la guerre, 5, 15.
S. Faure. — Douze preuves de l'existence de Dieu, 15, 25 ; Les Crimes de Dieu, 20, 30 ; La fausse rédemption, 10, 20 ; La véritable rédemption, 12, 22 ; Nous voulons la paix, 15 ; Sacco et Vanzetti, 5, 15.
A. Ferral. — Révolution soviétique et troisième Internationale, 30, 40.
B. Fouchère. — La vie héroïque de Rosa Luxembourg, 40, 50.
A. Corion. — Cris de révolte, 45, 60.
A. Guittier. — La Révolution salvatrice, 15, 25.
J. Jaurès. — Le Manifeste communiste de Marx et Engels, 30, 40 ; L'Eglise et la laïcité, 30, 40.
Jaurès et Lafargue. — Idéalisme et matérialisme, 30, 40.
K. Kautsky. — Les trois sources du marxisme, 40, 50.
Kropotkine. — L'anarchie, sa philosophie, son idéal, 30, 45 ; Aux jeunes gens, 10, 20.
A. Lapeyre. — Le problème espagnol, 15, 25.
Lashortés. — Qu'est-ce que le prolétariat ? 10, 20.

R. Le Feu. — La politique communiste, 40, 50.
G. Léval. — L'anarchisme et l'abandonisme, 20, 30 ; Le communisme, 40, 55.
R. Louzon. — L'ère de l'impérialisme, 80, 95.
R. Luxembourg. — Grève générale, partis et syndicates, 80, 95 ; Marxisme contre dictature, 40, 50 ; Réforme et révolution, 90, 120 ; Vie héroïque. Lettres de la prison, 80, 95 ; La Révolution russe, 40, 50.
L. Michel. — Prise de possession, 15, 25.
A. et D. Prudhommeaux. — La Catalogne libertaire, 1936-1937, 40, 50.
M. Ollivier. — Le Guépéou en Espagne, 40, 50.
Rosmer et Modiano. — Union sacrée 1914, 50, 65.
E. Rothen. — La politique et les politiciens, 20, 30.
E. Rotol. — Le syndicalisme et l'Etat, 15, 25.
V. Serge. — Nouvel impérialisme russe, 40, 50 ; Seize fusillés à Moscou, 50, 65.
P.-L. Timori. — Qui succèdera au Capitalisme ? 40, 50.
XXX. — A.B.C. du syndicalisme, 15, 25 ; Les Anarchistes et l'activité syndicale, 15, 25 ; L'esprit libertaire, 5, 15 ; Les Bulgares parlent au monde, 50, 60.
M. Yvon. — Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60, 75.
Z. Zaremba. — La Commune de Varsovie, 40, 50.
Professeur P. Laeng. — Une langue auxiliaire ? Pourquoi ? Comment ? L'INTERLINGUE, 20.
PHOTOS
Louise Michel, 20.
Pierre Besnard, 15.
Sébastien Faure, 25.
EXPÉDITION
Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marchetti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

Le camp de concentration régime de demain

France... L'Europe est devenue ainsi un immense camp de concentration. Quant aux U.S.A., le « Popuixpagas », édition de Paris, nous apprenait voici quelques mois qu'aux U.S.A. ce « paradis des libertés » 150.000 personnes avaient été de 1943 à 1949 isolées complètement du monde, dans une ville atomique dont le nom m'échappe. Car le système concentrationnaire, celui qui menace de s'abattre sur nos têtes si nous n'y prenons garde, ce n'est pas seulement la liquidation physique qui le caractérise. Non. Il est devenu un système scientifique, rationnel, organisé. Le but en est l'asservissement des esprits et le travail forcé pour construire le régime. Le camp de concentration c'était hier une ville atomique, ce sera demain nos usines, nos bureaux, nos villes mêmes et nos maisons seront nos cellules.

Les contradictions du régime capitaliste nous conduisent à voir disparaître une à une toutes les valeurs humaines. Numéros matricules, rendement, production, puissance militaire, voilà la civilisation du XX^e siècle. Dictature, sang, haine, tels sont ses fruits. Attention ! Demain il sera trop tard. Il n'y aura plus personne pour crier, ni personne pour se boucher les oreilles. Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure : **LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE** En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

Fichez donc la paix aux travailleurs communistes

tentissants ne sont inquiétées le plus souvent que pour la forme. Et les acquiescements spectaculaires de tant de tuteurs à la solde des nazis ? Il est vrai que leur grand chef, Pétain, n'ayant été condamné qu'à être entretenu fort bourgeoisement aux frais de l'Etat, la condamnation à retardement de ses hommes de main, devient un odieux non-sens. Mais alors, qu'on fiche la paix aux travailleurs communistes, car si leurs idées ne nous plaisent pas, ils gagnent eux, tout comme nous, honnêtement leur pain, à la sueur de leur front, tandis que ceux qui les tracassent ne peuvent guère en dire autant. Et puis, soyez tranquilles, si nous nous montrons indifférents, notre tour viendra aussi. Face à la liberté menacée, le prolétariat doit se dresser d'un bloc contre la réaction patronale et gouvernementale. C'est du moins l'avis que se permet d'exprimer ici, un vieux militant syndicaliste révolutionnaire.

FACE A LA CALOMNIE

nous affirmons tous notre complète solidarité AVEC LA C.N.T. D'ESPAGNE

LE COMBAT

SYNDICALISTE



ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

25^e année - Nlle série, N° 56 10 FRANCS VENDREDI 23 FÉVRIER 1951

DEPUIS quelque temps, la C.N.T. et ses hommes, dans l'ensemble et sans distinction, sont victimes d'attaques injustifiables de la part de certaine presse et de quelques journalistes. Cependant, à l'honneur du journalisme français, il n'a pas manqué de journaux et de journalistes qui aient fait preuve de bon sens et d'esprit de justice, ni de manifestations de compréhension et de solidarité morale qui sont, aux heures d'épreuve, d'autant plus appréciables.

La C.N.T. n'est, ni n'a jamais été une association de bandits et de charlatans. Si elle l'était, nous, nous n'en ferions pas partie. Affiliés depuis plus de trente ans à cette ASSOCIATION DE TRAVAILLEURS CONFEDERES nourrie des doctrines des Proudhon, des Pelloutier, des Pouget, des Griffuelhes et même d'Aristide Briand, nous lui avons consacré le meilleur de notre existence et nous nous sommes toujours senti orgueilleux d'appartenir à une organisation ouvrière d'une solvabilité morale telle, qu'elle a résisté victorieusement à toutes sortes d'attaques et de calomnies et qu'elle est profondément enracinée dans la conscience du noble peuple espagnol.

Ce n'est pas en attaquant injustement la C.N.T. et ses membres que l'on défend la cause de la liberté. En tout, il faut être juste. Un monde sans justice serait quelque chose d'épouvantablement chaotique et désolé. C'est la conception même de CIVILISATION qui impose le sens de la justice. Et les pays qui s'estiment libres, qui veulent exercer une influence morale bienfaisante dans le monde, doivent savoir se montrer imprégnés de ce sens de la justice, fin et sensible, qui doit leur gagner sympathie et respect dans les cœurs, et surtout la sympathie et le respect des hommes simples et modestes, des travailleurs authentiques qui ont une grande valeur, parce qu'en eux la fibre de la sensibilité imprégnée d'humanisme, qui fait que les hommes peuvent se sentir en fraternité dans les grandes causes, tout en conservant une idéologie indépendante et variée, ne s'est pas desséchée.

Un crime est un crime, qu'il soit commis par un catholique fervent ou par un anarchiste. Une mauvaise action est une mauvaise action, que l'accomplisse un conservateur ou un révolutionnaire. Mais aussi un dommage injuste et violent reste tel, même s'il est perpétré par celui qui a la force et le pouvoir de le faire. Et c'est le dommage injuste que la justice humaine et même la juridiction historique doivent savoir éviter, en honneur des institutions que l'on veut voir respectées.

Aucune collectivité humaine, et encore moins lorsqu'elle est nombreuse, ne peut éviter que dans son sein s'introduisent ou se manifestent des êtres défectueux, anormaux ou déplacés. La Société elle-même ne peut l'éviter avec toutes ses lois et les personnes chargées de les faire respecter. Rendre les collectivités responsables d'actes individuels, quand ces actes n'ont pas été approuvés par les collectivités, serait appliquer une parodie de justice, apparentée aux vices hitlériens : prendre pour otage tout un peuple et lui faire subir les atrocités les plus barbares pour sanctionner quelques actes qualifiés coupables. Non, cette justice ne peut jamais être celle d'un pays démocratique. Cela constituerait une indignité.

On peut admettre que la C.N.T. et quelques-uns de ses hommes aient des tares et des défauts. Il n'existe pas de collectivité ou d'association humaine qui ne les ait. L'U.G.T., la C.G.T., la C.F.T.C., l'A.F.L., les Trades Unions anglaises, toute association ouvrière, toute association politique et même toute association simplement culturelle ou scientifique les ont. La perfection n'est malheureusement pas de ce monde, ce qui n'empêche que nous désirons ardemment l'atteindre et essayons de la réaliser.

Mais ce qu'on ne peut admettre, ce que nous n'admettrons jamais, c'est que la C.N.T. soit une association de malfaiteurs. Contre cette accusation infâme, notre conscience et notre honneur se soulèvent hautement. Qu'on désigne, qu'on démontre avec des preuves que parmi les affiliés de la C.N.T. espagnole il y a des malfaiteurs

Les travailleurs de Brest manifestent

Mercredi 14 février, à l'appel des organisations syndicales, les travailleurs de l'Etat de Brest ont déserté les ateliers, les chantiers et les bureaux à 16 heures afin de démontrer leur mécontentement dû à leur faible pouvoir d'achat.

La C.N.T., par communiqué spécial, avait tenu à s'associer à cette manifestation et indiqué qu'elle demanderait à exprimer son opinion sur les salaires.

En arrivant au lieu de rassemblement, je fus prévenu que la C.N.T. était invitée à prendre place au bureau et à parler.

Le bureau formé et présenté, les représentants des quatre syndicats F.O., C.N.T., C.G.T. et C.F.T.C. se firent entendre tour à tour.

Le délégué de la C.N.T., attaqua avec vigueur les catégories de salaires en réclamant de ramener leur nombre à trois. Il critiqua les accords d'octobre 1950, conclus pour la métallurgie parisienne, et qui ne donnent qu'une augmentation dérisoire, et déclara qu'il fallait revendiquer actuellement 1.000 francs par jour au minimum.

Tous les orateurs furent plus ou moins applaudis ; mais il est bon d'indiquer que celui de la C.N.T. ne le fut pas le moins et recueillit l'approbation de la quasi-totalité des participants et fut entendu dans le plus complet silence.

Que doit-on en penser ? Qu'un mécontentement justifié existe parmi les travailleurs, soit à cause du faible pouvoir d'achat, soit à cause des nombreuses catégories de salaires.

Ce mécontentement doit se montrer plus vigoureux et avec des revendications très précises, très compréhensibles, afin que le patronat d'Etat se rende compte qu'il est temps que les conditions d'existence s'améliorent.

Les revendications de la C.N.T. ont leur pleine justification et j'espère qu'à Brest en particulier, avec l'aide de tous les camarades, nous pourrions constituer solidement notre C.N.T., au point de devenir « représentative » à son tour.

A. LE LANN.

N. B. — Seul, le quotidien communiste régional a passé sous silence la participation de la C.N.T. à la belle manifestation du 14 février.

convaincus, et ceux-ci, je n'en doute aucunement, seront automatiquement rejetés d'une organisation qu'ils déshonoreraient et ils recevraient la plus sévère des condamnations morales, celle qui ensevelit à jamais l'homme et le militant dans le cercle empesté de l'indignité et de l'opprobre.

Que l'on sache être juste : c'est la seule chose que demandent et attendent les hommes de la C.N.T., ces milliers de travailleurs qui apportent en France un effort utile et social, ces centaines de travailleurs de la C.N.T. qui, dans les heures critiques pour la France et le monde entier, menacés par la barbarie nazie, surent mêler leur idéalisme ardent, leur sang généreux à l'héroïsme des cœurs les plus nobles de France et des pays libres et qui écrivirent avec une dignité manifeste des pages inscrites parmi les plus brillantes de la geste glorieuse de la Résistance et de la Libération.

Il ne faut jamais oublier ce que la C.N.T. a représenté, représente et représentera dans le passé, le présent et l'avenir du peuple espagnol et du monde.

La C.N.T., ce ne sont pas seulement ces 25.000 réfugiés espagnols, ouvriers et exilés politiques recueillis par l'hospitalité généreuse de la France. La C.N.T., qui a eu en Espagne un million d'affiliés, qui a été l'organisation ouvrière espagnole la plus nombreuse et la plus puissante ; la C.N.T. qui, aujourd'hui, est l'âme de la Résistance en Espagne et qui, avec l'U.G.T. et l'Association des Travailleurs Basques, groupe l'ensemble des forces ouvrières qui ne se sont pas plies à la tyrannie qui saigne un peu-GERMINAL ESGLEAS.

(Suite en page 4.)

Makronissos, camp de concentration existe toujours Scandaleuse atteinte à la liberté !

Il paraît que dans les pays du bloc occidental tout est merveilleux. L'ouvrier mange à sa faim, le travailleur en toute liberté, le journaliste peut écrire tout ce qu'il pense, les manifestations sont libres et tout le monde peut crier dans la rue sa joie ou sa haine. Les prisons aussi ont disparu. Elles n'existent plus que dans l'imagination des journalistes barbares de derrière le rideau de fer ou dans celle de quelques plumitifs attardés et incapables de rien comprendre aux beautés de la nouvelle civilisation, de l'ordre nouveau.

C'est du moins ce qu'il semble ressortir de la lecture de la presse bien pensante du centre, de droite, d'extrême droite et des innombrables feuillets fascistes, antisémites et réactionnaires allant de « Contre-Révolution » à « Rivarol » en passant par « Aspects de la France ».

La réalité est toute différente. Hier, c'étaient sept noirs condamnés pour avoir violé une blanche. Aucune preuve n'a pu être fournie. Ils ont été exécutés. Hier, c'étaient des manifestants criant leur désapprobation de voir les tortionnaires de la S.S. se promener en toute liberté dans Paris, invités par le « gouvernement français », qui étaient arrêtés et passés à tabac de la façon la plus démocratique qu'il soit. Hier, c'était la saisie de « l'Humanité » et de « Ce soir ». Demain, ce Jacques BRENNER (Suite en page 3.)

C'est avec surprise que nous apprenons qu'à l'occasion du « hold up » de Lyon, deux camarades de la C.N.T., qui n'étaient pour rien dans l'affaire, ont été arrêtés et maintenus en cet état.

On pourrait penser qu'on aurait trouvé contre eux un motif valable, au regard de la loi, par exemple celui de recel dit de « malfaiteurs ». Mais il n'en est rien.

Il paraîtrait cependant qu'on reproche à nos deux camarades d'être habituellement coupables d'une trop large hospitalité !

Ce serait là la raison de leur maintien en maison d'arrêt.

Nous pensons qu'il nous suffira de signaler le cas ici pour qu'il soit mis fin à cette attaque au droit des gens.

Il n'est pas étonnant que l'on s'attaque à la C.N.T. au travers de ses militants. C'est que l'on cherche à la salir, car l'on craint que les travailleurs se détournent des centrales politisées viennent grossir ses rangs.

Mais toutes ces manœuvres n'aboutiront à rien et se retourneront contre leurs auteurs.

Quoiqu'il en soit, il est bien évident que nous n'abandonnerons pas nos deux camarades et que tout sera fait pour que la liberté leur soit rendue.

Les travailleurs de ce pays ne laisseront pas le fascisme s'installer ici, même d'une façon détournée.

LA C.N.T.

Une affaire énigmatique

Que de bruit sur l'attentat de la rue Duguesclin, à Lyon ! La police, voulant redorer son blason, opéra de nombreuses perquisitions et interrogatoires, dans le but de jeter le discrédit sur les organisations syndicales C.N.T. française et C.N.T. espagnole en exil. Cette démonstration de force policière, bien qu'effectuée un peu partout, ne donna aucun résultat.

Pendant ce temps, le ministre de l'Intérieur, grand patron des policiers, répondait à un député de la tribune de la Chambre : « En France, vous avez le droit d'avoir des opinions, de les exprimer ; des journaux, car nous sommes en démocratie ; mais, derrière le Rideau de fer, vous ne pourriez pas le faire sans crainte de représailles, de déportation ou de mort. »

Est-ce que Lyon serait derrière le Rideau de fer ?

Vous, monsieur Herriot, maire de la grande cité lyonnaise, qui, dans vos oraisons funèbres, déployez un humanisme si noble, si élevé, tolérerez-vous que de tels actes se déroulent dans votre ville ?

La police a voulu faire croire à la population que les syndiqués appartenant à la C.N.T. française et à la C.N.T. d'Espagne en exil, étaient des gangsters. Non, messieurs ! Vous avez fait fausse route : ce sont des travailleurs et non des gangsters.

Malgré son désir de donner des gages à Franco, la police doit relâcher les inculpés, car les renseignements recueillis sont excellents : tous jouissent de l'estime de leurs voisins.

La preuve est faite d'une manière éclatante, de par les témoignages que vos services de renseignements ont reçus, que ces camarades sont d'honnêtes travailleurs et non pas, encore une fois, des gangsters.

LAURENT.

TOUS DEMAIN SAMEDI 24 FÉVRIER, A LA

GRANDIE FETE

organisée par la 2^e U.R. de la C.N.T. et le « Combat Syndicaliste »

SALLE SUSSET
206, Quai de Valmy - PARIS (Métro : Jaurès)

PROGRAMME DE VARIETES

Présentation Gaston Gassy avec le concours de Paul Primert, Rachel Lantier, Robert Gamelin, Ibanez, Raymonde Delcambre, André Flandre, Jacqueline Galant, François Zara, Janine Fiselier, Léo Campion, Antonio Ramos et Violette Ruz, René Paul.

GRAND BAL
de 0 h. 30 à 5 heures
avec l'Orchestre « Diamante Azul », direction Salvado

Tombola gratuite - Nombreux lots

BUFFET BAR

AVIS. — Les camarades qui se sont chargés du placement des billets sont invités à rapporter au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, ceux qu'ils ont encore en leur possession, pour le SAMEDI 24 COURANT, A 16 HEURES, DERNIER DELAI. Merci.

CHEZ NOS AMIS DE LA F. T. R.

C'est pas d'la soupe... c'est du rata

Qui, ça viendra ! Pour en acquiescer la certitude il suffit de prendre un seul repas à la cantine S.N.C.F. de Paris-Nord. Le moins averti est immédiatement fixé.

était impeccable; le camembert, le vin passable, le reste franchement mauvais, oranges avariées, frites froides, corps gras et viande infectes. Offrez donc un morceau de « boudin cantine » à votre chien, vous verrez l'accueil qu'il lui réservera.

« Faisons » qui pullulent sur la terre. Ce travail serait surhumain. Nous subissons là les tristes conséquences d'un régime archi-pourri.

Faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais

A la gare de Paris-Nord les receveurs aux billets disposent pour accomplir leur travail de documents qui sont, la plupart du temps, dans un état lamentable. Les pages en sont illisibles, déchirées, manquantes. Par mesure d'économie, le remplacement en est effectué le plus rarement possible.

subir, sans risquer la faillite, un tel préjudice. C'est la raison pour laquelle elle ne tolère aucun écart de la part des agents de la base. Pour les autres évidemment, ce n'est pas pareil; voyez plutôt.

La causerie de notre ami Thersant

(Suite et fin) A cette idée de « tout le pouvoir aux soviets », nous opposons celle d'un organisme émanant de la classe ouvrière et contrôlé par elle, qui doit se substituer au pouvoir. Cette idée est essentielle.

nommées ne devra être tenue à l'écart et toutes devront se trouver à égalité de droits. Ce qui m'intéresse, dit alors le camarade Thersant, ce n'est pas que vous soyez d'accord, mais que vous réfléchissiez sur ce problème.

nement survenu dans son pays en 1936 et poursuit : « Il faut orienter notre propagande vers la prise de possession des instruments de production. La question économique domine tout, et c'est une solution économique que nous devons apporter au problème social.

Avant d'accomplir son coup de maître de « Je sais tout » de la passerelle n'a même pas daigné passer un coup de téléphone aux billets pour éclairer un peu sa lanterne éteinte. Quand on est agent de maîtrise on possède la science infuse, inutile donc de s'abaisser à contacter des subalternes.

COMMUNIQUE

TRESORIER CONFEDERAL René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clichy, Paris (18e). C.C.P. 5046-35. DEUXIEME REGION UNION LOCALE DE PUTEAUX

INTER-CORPORATIF TOULOUSE AVIS AUX MILITANTS Les cotisations arriérées de 1950 non réglées au 31 décembre, seront payées à partir du 1er février avec les nouveaux timbres majorés.

invités à se mettre en relation avec Antie Maurice, P.T.T., Coutances (Manche). ROUEN Premier dimanche et chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

« Mais à côté des instruments de production, il importe également de s'emparer de la monnaie et de toutes les valeurs d'échange disponibles pour nous procurer au dehors ce qui pourra nous faire défaut au dedans. Le Comité de gestion économique est indispensable. Nos camarades d'Espagne l'avaient bien compris et, c'est pourquoi, ils en avaient formé un comprenant des délégués de toutes les fédérations syndicales.

« La plus grande difficulté rencontrée, ce fut la délimitation des fonctions entre les fédérations syndicales et les municipalités. Ce sont, d'abord, les syndicats qui doivent assumer toutes les responsabilités, puis peu à peu les municipalités recouvrent tout ce qui leur revient de droit sur le plan administratif des communes.

CAMARADE ! Combien as-tu diffusé de «COMBAT SYNDICALISTE» la semaine dernière ?

ONZIEME REGION BREST-INTERCORPORATIF Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.

LES « AMIS de Sébastien Faure » nous prient d'annoncer qu'ils viennent de rééditer : LES PROPOS SUBVERSIFS

LE BUREAU FEDERAL. Après avoir esroqué l'organisation, le dénommé Gayon (Jean-Pierre), qui était au Comité intersyndical de Saint-Maur, en 1948, continue de surprendre la bonne foi des camarades en se recommandant de l'un ou de l'autre.

MISE EN GARDE Après avoir esroqué l'organisation, le dénommé Gayon (Jean-Pierre), qui était au Comité intersyndical de Saint-Maur, en 1948, continue de surprendre la bonne foi des camarades en se recommandant de l'un ou de l'autre.

VIEUX TEXTES TOUJOURS VRAIS

La décomposition du Marxisme

de Georges SOREL

En suivant de près cette organisation du syndicalisme révolutionnaire et adversaire des politiciens, quelques hommes, qui avaient longuement réfléchi sur le marxisme, s'aperçurent que le nouveau mouvement offrait de singulières analogies avec certaines parties de la doctrine de leur maître; ils constataient aussi que les chefs des partis socialistes ne savaient dire sur ces questions que des choses d'une faiblesse désespérante.

tèle ouvrière; son ambition était tout autre, c'était de comprendre la nature du mouvement qui semblait intelligible pour tout le monde. Elle procéda tout autrement que ne le faisait Bernstein; elle rejeta peu à peu toutes les formules qui provenaient soit de l'utopisme, soit du blanquisme; elle purgea ainsi le marxisme traditionnel de tout ce qui n'était pas spécifiquement marxiste, et elle n'entendit garder que ce qui était, suivant elle, le noyau de la doctrine, ce qui assure la gloire de Marx.

grande pierre de scandale pour les socialistes qui voulaient mettre le marxisme en accord avec la pratique des hommes politiques de la démocratie — se trouve correspondre parfaitement à la grève générale qui, pour les syndicalistes révolutionnaires, représente l'avènement du monde futur. On ne peut pas accuser ceux-ci d'avoir été trompés par la dialectique hégélienne; et, comme ils repoussaient la direction des politiciens, même des plus avancés, ils ne sont pas non plus des imitateurs du blanquisme. Nous sommes ainsi amenés par l'observation des faits qui se manifestent dans le prolétariat, à comprendre la valeur des images employées par Marx, et celles-ci à leur tour nous permettent de mieux apprécier la portée du mouvement ouvrier.

comme les concevait Pelloutier, des organisations de producteurs qui font leur affaire eux-mêmes, sans avoir besoin d'avoir recours aux lumières que possèdent les représentants des idéologies bourgeoises. Dans la brochure que j'ai déjà citée, Pelloutier exposait ainsi la situation de ses amis : « Proscrits du Parti, parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même » (5). Des gens qui sont animés de tels sentiments, ne peuvent faire autrement que de mettre en pra-

tique, sous la forme rigoureuse, la doctrine de la lutte de classe. Les efforts que le gouvernement français, après l'affaire Dreyfus, a faits pour se concilier les bonnes grâces des hommes les plus marquants du monde ouvrier, ont beaucoup contribué à éclairer la nature des rapports qui existent entre le socialisme et la démocratie. Etant donné qu'aujourd'hui la mode est à l'évolution, il était impossible qu'on ne considérât pas la démocratie comme une étape entre la société aristocratique de l'Ancien Régime et le socialisme : nobles, bourgeois, petits bourgeois, ouvriers; l'échelle descendante des fortunes devait correspondre à un mouvement vers le gouvernement des plus pauvres. Marx croyait que le régime démocratique offre cet avantage que l'attention des ouvriers n'étant plus attirée par des luttes contre la royauté ou l'aristocratie, la notion de lutte de classe devient alors beaucoup plus facile à entendre. L'expérience nous apprend, au contraire, que la démocratie peut travailler efficacement à empêcher le progrès du socialisme, en orientant la pensée ouvrière vers un trade-unionisme protégé par le gouvernement. Depuis que nous avons sous les yeux deux formes opposées de l'organisation syndicale, ce danger de la démocratie apparaît clairement. (A suivre.)

(4) Antonio LABRIOLA, Essais sur la conception matérialiste de l'histoire, trad. franc. 1re édition, pp. 40-41. (5) PELLOUTIER, op. cit., p. VII.

TIREVIE DE TIERGIVERSATIONS

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

25^e année - Nlle série, N° 58

10 FRANCS

VENDREDI 23 MARS 1951

NOUS SOMMES TOUJOURS AVEC LES GRÉVISTES

La grève en cours du personnel du métro et des autobus parisiens a été l'occasion pour M. Pinay, ministre des Travaux publics et des Transports, d'exhaler à la radio, en termes bien sentis d'homme habitué à voir les choses de haut, son désappointement et

son écœurement devant tant d'incompréhension de la part de gens qui devraient, sans doute, s'estimer suffisamment rétribués par l'honneur qui leur est fait, de se voir confier la marche d'un service public, dont l'utilité est indiscutable.

Les travailleurs de la Régie des Transports parisiens sont des mécontents, parce que :

1° Le Gouvernement leur avait promis de recevoir leurs délégués lundi 19 et ils ont eu l'« incorrection » de ne pas faire plus de cas de cette promesse gouvernementale que d'une vulgaire promesse électorale ;

2° La revendication portant sur une augmentation de salaire non hiérarchisée de 6.000 francs par mois est déraisonnable car en définitive ce seront encore les contribuables qui en feront les frais. Et puis, de quoi se plaignent ces employés de métro ou d'autobus ? Après tout, il y a encore plus malheureux qu'eux. Eux, au moins, jouissent d'une stabilité dans l'emploi avec retraite en fin de carrière ce qui n'est pas donné à tout le monde ;

3° Enfin, ce bon peuple de Paris qui en a déjà tant vu dans le passé, ne méritait pas cette épreuve et M. Pinay en a le cœur profondément ulcéré, rien que d'y penser.

Ces palinodies de ministre ne sont pas faites certes, pour nous étonner. « Diviser pour régner » en faisant jouer au besoin la corde sensible de l'humanitarisme a toujours été dans la tradition des méthodes gouvernementales et ce ne sera pas demain que les gouvernants renonceront à ces grossières ficelles qui leur rendent encore tant de services. Les vieux trucs sont, paraît-il, toujours les plus efficaces. Mais quelle tristesse, quelle misère d'entendre à cette occasion les commentaires et les réflexions venant de la part de nombreux salariés, d'autres exploités. Le bas égoïsme, les

mesquines jalousies s'expriment sous une forme à peine voilée. C'est avec une complaisance extrême que l'on tend la tête pour avaler toutes les colportages qu'il plaira au Gouvernement de vous présenter. Qu'importe si la raison ou même le simple bon sens y perdent leurs droits, et à plus forte raison, tous les sentiments qui honorent l'homme, du moment que la hargne de l'intérêt personnel lésé y trouve son compte.

Dans leur aveuglement ces inconscients ne voient pas, ne comprennent pas que demain peut-être leur tour viendra et plus rapidement qu'ils ne l'imaginent. Si ces apprentis esclaves qui, sans doute, aspirent à l'égalité dans une misère généralisée, savent conserver une lueur de bon sens, celle-ci les inciterait à rétorquer au ministre Pinay et au gouvernement Queuille :

1° Votre promesse d'audience du 19 n'est qu'une manœuvre pour gagner du temps et vous permettre de prendre des dispositions qui placeront les revendicateurs dans une position désavantageuse vis-à-vis de vous. D'ailleurs, rien ne dit que le 19 mars, l'audience n'aurait pas été remise à huitaine, toujours dans le but de gagner

C. N. T.

(Suite en page 4.)

L'HEURE DE L'ACTION A SONNÉ

APRES CEUX DE BARCELONE
LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS SE DRESSENT A
LEUR TOUR DANS UN MOUVEMENT UNANIME
POUR DEFENDRE LEUR DROIT A LA VIE.
PAR L'ACTION DIRECTE, ILS CONTRAINDRONT
PATRONAT ET POUVOIRS PUBLICS A LEUR
ACCORDER LES AVANTAGES TOUJOURS DIFFERES
DONT CEPENDANT PERSONNE AUJOURD'HUI N'OSE
LEUR CONTESTER LA LEGITIMITE

La lutte de nos camarades de Barcelone montre déjà qu'elle a eu un retentissement mondial. Bien que dans la clandestinité, ceux de la C.N.T. sont à la pointe du combat. Par leur comportement, ils nous ont montré la voie à suivre.

Aussi, les travailleurs français, las des paroles inutiles concernant leur pouvoir d'achat, sont, à leur tour, passés à l'action pour plus de bien-être et plus de liberté.

Dans cette lutte, nous demandons aux camarades français de la C.N.T. de montrer à leur tour qu'ils sont pour l'union dans l'action. Conscients de leur devoir, ils sauront, eux aussi, se montrer dignes de leurs frères de Barcelone par leur comportement dans les usines, dans les chantiers, les ateliers et les bureaux de toutes les industries du secteur privé et du secteur nationalisé.

Nous leur demandons de veiller à ce que la lutte ait pour objectif le triom-

phe des revendications ouvrières préconisées par la C.N.T.

Depuis toujours — il y a plus de quinze ans — nous préconisons l'échelle mobile des salaires, basée sur des statistiques réelles; la diminution du temps de travail par l'application généralisée de la journée de six heures; la suppression de tout travail au rendement qui provoque tant d'accidents dus à la négligence des mesures de sécurité qu'il entraîne; l'abolition des zones de salaires; la généralisation à tout le pays du remboursement de l'indemnité de transport aux ouvriers (déjà acquise dans la région parisienne).

Les pourcentages demandés, loin de nous satisfaire auront, une fois de plus, comme conséquence d'élargir la hiérarchie des salaires, divisant ainsi, sur le lieu de travail même, l'ensemble des travailleurs, techniciens et manuels. A cela, la C.N.T. oppose la revendication d'une augmentation UNIFORME pour tous, étant donné que du manœuvre au compagnon, et de l'employé au technicien, les besoins sont humainement les mêmes. La femme du manœuvre paye le même prix pour garnir son panier que celle du technicien, ou du travailleur dit hautement qualifié.

La lutte qui s'engage est essentiellement économique. Par leur vigilance, nos camarades de la C.N.T. sauront lui conserver ce caractère en ne la laissant pas détourner de ses objectifs initiaux.

Nous rappelons les principes essentiels du syndicalisme de ce pays : groupant les travailleurs, en dehors de toute opinion politique, sur le terrain du travail, pour l'aboutissement des revendications ci-dessus énoncées.

Dans les heures graves que nous vivons, la discipline dans l'action est indispensable.

Réalisons dans l'action l'union des travailleurs.

Que nos camarades se montrent partout les plus aptes et les meilleurs.

Pierre ARRADON,
Secrétaire à la Propagande
de la C.N.T.

Dattrino, Courtial et leurs compagnes sont toujours en prison

Aussi odieux que ce soit, le fait est là : nos camarades, dont il est certain qu'ils sont complètement étrangers à l'affaire du « hold-up » de Lyon, sont toujours maintenus en prison.

Il faut que ce scandale cesse. Pour cela la protestation de toutes nos organisations doit se faire de plus en plus forte.

D'autre part notre solidarité doit être effective. Nous savons que ce n'est pas en vain que notre appel est fait et qu'il sera entendu.

LE « C.S. ».

Les sommes pour assurer la défense de nos camarades peuvent être adressées à Commun Simon, 95, avenue Berthelot, Lyon, 7^e. C.C.P. : Lyon 1154-71 ; ou à Doussot René, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris-18^e. C.C.P. : Paris 5046-35.

LA COMMUNE DE PARIS ET SON IDEAL

Tous les ans, dès qu'arrive le 18 mars, on pense à la Commémoration de la Commune de Paris et aussi, hélas ! à celle de la semaine sanglante et à la défaite.

Cependant, il ne s'agit pas de commémorer seulement cette grande date de l'Histoire. Il faut surtout méditer sur sa véritable signification.

On a coutume de dire et d'écrire que ce fut une explosion de patriotisme qui souleva la population parisienne contre les responsables de la défaite française, qu'elle stigmatisa du nom de « capitulards ». C'est exact, mais la cause véritable de ce soulèvement, ce fut une ardente soif de liberté unie à la profonde déception causée par une ignoble caricature de l'idéal républicain.

Le Second Empire, qui avait si longtemps comprimé cette liberté, s'écroulant ignominieusement dans la défaite et l'invasion, mit le comble à l'exaspération populaire.

Mais on aurait tort de croire que la Commune de Paris ne fut qu'une explosion de patriotisme cocardier et revanchard. Du reste, le déboulement de la statue du « premier vampire » de la place Vendôme suffit amplement à éclairer notre religion là-dessus. On avait jeté en pâture au peuple français cette caricature de république, avec, à sa tête, le détestable « Monsieur Thiers », suivi de ses préfets, de ses mouchards et de ses gendarmes et le premier acte des représentants les plus qualifiés — si l'on peut dire — avec M. Thiers bon premier, avait été de se mettre à plat ventre devant l'envahisseur, qui représentait lui aussi un régime d'oppression. Il n'y avait donc rien de changé, la République continuait l'Empire.

Ce fut le grand mérite des Parisiens de s'apercevoir, dès cette année de 1871, que cela ne correspondait pas du tout à l'idée qu'ils s'étaient faite de la République. Pourquoi donc faut-il

qu'après tant d'années, le peuple de France tout entier ne s'en soit pas aperçu à son tour ?

Car s'il lui arrive d'exprimer son mécontentement, il espère qu'un « bon gouvernement » pourrait y mettre fin.

Or, l'idée maîtresse de la « Commune de Paris », malgré les nombreuses divergences qui existaient dans son sein, ce fut de créer une « vraie » République qui aurait été l'émanation même de la volonté populaire.

C'est pour cela que le fédéralisme proudhonien gagna si rapidement la sympathie de la presque totalité des communards. Car le souvenir de la trahison de la République, par les gouvernaillons de 1848, était encore présent à toutes les mémoires. Et le fédéralisme apparaissait aux yeux des

PITALUGUE.

(Suite en page 2.)

LA C.N.T. D'ESPAGNE AUX HOMMES LIBRES

Barcelone est, au moment où nous rédigeons cet appel, le théâtre d'événements sociaux dont la grandeur et la signification ont réussi à mettre en évidence la véritable situation de notre peuple.

Depuis 1939, l'Espagne vit sous la pression du terrorisme officiel ; et chaque fois que le prolétariat a voulu prouver son aversion pour le totalitarisme, une vague de terreur a imposé le silence, noyant dans le sang les justes protestations de notre peuple.

Les événements qui se déroulent

dans la capitale catalane et dans une partie de sa province, luttant pour s'étendre dans toute la Péninsule obtiennent un relief important, précisément par le fait d'avoir réussi à déborder la terrible machine répressive du fascisme. La « Gestapo » espagnole, à cette occasion a été impuissante pour neutraliser les effets de l'indignation du peuple espagnol. Et partout, dans Barcelone, les travailleurs ont manifesté leur mécontentement. La grève générale a été absolue et

(Suite en page 4.)

POUR SOUTENIR NOS CAMARADES D'ESPAGNE EN LUTTE

TOUS, dimanche 25, à 9 h. 30, au

GRAND MEETING

à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor Métro : Maubert-Mutualité

sous la présidence de Pierre ARRADON

Secrétaire de la C.N.T. Française

avec le concours de

Federica MONTSENY

du M.L.E.-C.N.T.

SANS SICART

du Sous-Secrétariat de l'A.I.T.

Paul LAPEYRE et FONTENIS

de la C.N.T. Française

Attention au traquenard des nationalisations

Les nationalisations que nous avons dénoncées ici à plusieurs reprises, comme une duperie et une infâme machination contre la classe ouvrière, sont plus que jamais à l'ordre du jour. Les travailleurs anglais s'y sont engagés résolument, ce qui force l'admi-

ration des marxistes de toutes nuances qui voient dans cette transformation du capitalisme un acheminement vers... le socialisme !

En Iran, le chef du Gouvernement, le général Razmara a été assassiné parce qu'il s'opposait à la nationalisation du pétrole, elle a été votée par le parlement iranien quelques jours à peine après l'attentat.

Naturellement, cela ne fait pas l'affaire de l'Anglo-Iranian Petroleum, mais cela nous est parfaitement égal. Si nous sommes résolument contre les nationalisations, ce n'est pas par un amour, même fort modéré, des entreprises du capitalisme privé que nous enverrions volontiers à tous les diables. Seulement, jusqu'ici, nous avions été à peu près les seuls à nous élever contre l'étatisation de n'importe quel secteur de la production de notre pays. Aussi, c'est avec un très vif plaisir que nous avons lu « L'Observateur » du 15 courant, un article signé Jean-Michel, intitulé : « Méfiance ouvrière à l'égard des nationalisations. »

Ce n'est pas que nous ayons à faire des éloges à l'auteur de cet article, bien loin de là, mais il dénote chez certains travailleurs un commencement de compréhension très intéressant.

Les amis de « L'Observateur » avaient organisé une discussion géné-

rale sur les nationalisations. « Parmi les orateurs, écrit Jean-Michel, un jeune ouvrier appartenant à une importante entreprise nationalisée de la région parisienne, est venu affirmer avec beaucoup de conviction la déception qu'éprouvait la classe ouvrière à l'égard des nationalisations. » Malheureusement, Jean-Michel s'empresse d'ajouter : « Il s'agit d'un symptôme grave. » L'explication de l'inquiétude décelée par cette phrase nous est donnée dans le dernier paragraphe du même article, le voici : « En définitive, la classe ouvrière sent, peut-être confusément, mais à coup sûr profondément, que le contenu de l'Etat domine le problème des nationalisations qui, dès lors, revêt un aspect politique essentiel. Et puisqu'elle a nettement conscience que la politique actuelle ne lui est pas favorable, elle redoute que les nationalisations ne deviennent un instrument d'oppression. »

Maintenant, nous comprenons mieux les nationalisations constituant la tarte à la crème de tous les politiques marxistes, il faut les sauter à tout prix. Alors on va essayer de faire croire aux salariés de l'Etat, que si actuellement ils perçoivent les salaires les plus bas et si leur patron anonyme réprime leurs grèves avec la dernière

(Suite en page 4.)

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 59

10 FRANCS

VENDREDI 6 AVRIL 1951

CAMARADES OUVRIERS VOICI LES OBJECTIFS DE LA C.N.T.

A l'issue du dernier C.C.N. de notre organisation confédérale, notre camarade Arradon, du S.U.B., a prononcé un magnifique discours de clôture que nous regrettons vivement de ne pouvoir publier in extenso. Mais qu'il nous soit tout au moins permis d'en exprimer l'essentiel. Mais qu'il nous soit tout au moins permis d'en exprimer l'essentiel. Mais qu'il nous soit tout au moins permis d'en exprimer l'essentiel.

Dans ce discours, notre camarade Arradon s'est attaché à esquisser les grandes lignes du travail auquel nous devons dès maintenant nous atteler et qui est de la dernière urgence.

D'abord, face à tous les pacifismes

DATTRINO et COURTIAL toujours emprisonnés

AUX dernières nouvelles Dattrino et Courtial sont toujours emprisonnés sous le coup d'accusations dont tout Lyon sait qu'ils sont innocents.

Le maire de Lyon, Président de l'Assemblée Nationale, second « personnage » de la « nation », n'a pas daigné se pencher sur l'atteinte à la liberté dont nos camarades souffrent et dont chacun de nous est susceptible d'être de même victime demain.

Dattrino et Courtial ne peuvent compter que sur la solidarité de leurs compagnons de la classe ouvrière, devant les manifestations de la justice de classe de la bourgeoisie qui, à travers leurs personnes, s'efforce d'atteindre notre C.N.T. et de nuire à son développement.

Mais les intentions machiavéliques des juges de classe seront sans effet : la C.N.T. continuera sa marche en avant et Dattrino et Courtial viendront y reprendre leur place.

L'argent de notre 17^e région devra lui être restitué.

Cela il faut que les juges lyonnais le sachent.

Jean THERSANT.

GREVE TOTALE A LA CELLOPHANE DE BEZONS

Les ouvriers et les ouvrières font grève pour les 20 francs horaires pour tous et à tous uniformément.

Ce beau mouvement a débuté par une grève perlée à l'atelier d'impression. Ce sont nos camarades de la C.N.T. qui déclenchèrent le mouvement en appelant à eux les autres catégories de la fibranne artificielle. Après une semaine de grève perlée, le conflit devint général. Tous les ouvriers et ouvrières y prennent part, fermement convaincus de la légitimité de leurs revendications.

Comme partout ailleurs, le patronat de cette industrie fait la sourde oreille et refuse d'entendre parler des 20 francs de l'heure d'augmentation et des autres revendications que réclament leurs salariés.

A une assemblée organisée en face de l'usine, l'auteur de ces lignes, appelé à prendre la parole à la demande générale des grévistes, a précisé la position générale de notre C.N.T. face à la misère grandissante due à l'augmentation des prix, alors que les salaires restent toujours bloqués.

Passant brièvement en revue ce que depuis plus de quinze ans nous préconisons, l'orateur fit remarquer qu'il n'y a pas bien longtemps nous étions toujours les seuls à réclamer l'échelle mobile des salaires et qu'alors — et

plus ou moins guerriers, la C.N.T. proclame sa volonté de paix sans conditions, avec comme corollaire immédiat le désarmement général. En même temps, elle repousse à l'avance toute forme de super-gouvernement mondial, qui ne manquerait pas d'entraîner à sa suite une compétition implacable entre les différentes nations, pour s'emparer de ce formidable pouvoir, et c'est de ce dernier que sortirait infailliblement le déchaînement d'une nouvelle guerre. Cela, nous l'avons toujours dit, même avant la formation de l'O.N.U. Celle-ci étant tout de suite devenue la chose du capitalisme américain, a engendré la guerre de Corée et menace de fomentation une troisième guerre mondiale.

Dans notre campagne pour le désarmement général, nous devons tâcher de faire comprendre à la classe ouvrière que chaque guerre qui passe sur le monde anéantit la plus grande partie des richesses accumulées grâce

TRENCOSERP.

(Suite en page 3.)

Magnifique mouvement à Brest chez les travailleurs de l'Etat

A la suite d'un débrayage qui eut lieu le jeudi 22 mars, les quatre Syndicats réunis décidèrent d'appuyer celui-ci par une grève de vingt-quatre heures, laquelle, depuis, est une grève illimitée.

D'une manière quasi totale les ouvriers sont en lutte et sont décidés à lutter jusqu'à ce que satisfaction soit donnée, dans une large mesure, à leurs revendications dont voici un aperçu.

Véritable rajustement de salaire basé sur celui de la métallurgie de la région parisienne ;

L'échelle mobile ;

La suppression des zones de salaire ;

La refonte immédiate de la loi des retraites ;

La suppression de l'impôt sur les salaires ;

La compression de la hiérarchie des salaires.

La C.N.T. qui fait partie du comité de grève et de son bureau a réussi à faire admettre dans les revendications cette demande de compression de la hiérarchie des salaires. Dans nos interventions quotidiennes nous avons vigoureusement appuyé sur ce point ain-

si que sur celui de la suppression de l'impôt sur les salaires et l'organisation des retraites.

Le mouvement est suivi avec ténacité par les Brestoises qui s'étonnent de se voir seuls dans une action qui in-

LE "COMBAT" A 15 FRANCS

Après avoir examiné la situation financière du « C.S. », et constaté les charges nouvelles qui lui ont été imposées par suite des augmentations qu'il a dû subir, le C.C.N. a décidé, conformément à la latitude qui lui avait été laissée par le Congrès de Bordeaux, de porter le prix de l'exemplaire à 15 francs, à partir du n° 60.

Cette mesure qui ne pouvait plus être différée, ne doit pas nuire à la progression de sa diffusion, ce doit être l'occasion d'un effort nouveau qui permettra d'envisager le retour à l'hebdomadaire.

Afin de faciliter cet effort à tous nos adhérents, le prix des abonnements ne sera changé qu'à partir du prochain numéro. En conséquence jusqu'au 20 avril 1951, vous pouvez bénéficier et faire bénéficier vos camarades de travail de l'abonnement à l'ancien prix. Ne manquez pas de le faire.

Y. R.

ÇA NE TOURNE PAS ROND

Les services de la statistique nous informent qu'en cinq ans la population de la France a augmenté de deux millions. Qu'est devenu la procréance légendaire des Français en l'occu-

nombrables de gens vivent entassés dans d'insuffisantes et insalubres bi-coques; les vivres manquent dans certaines régions où la nature et la terre sont particulièrement avares. Dans le

par Jeanne HUMBERT

rence ? Sont-ce les primes au lapinisme qui nous valent ce beau résultat ? Et, pour tout compliquer, les autres pays enregistrent, eux aussi, des hausses constantes de leur natalité.

Cette course au surnombre n'a pas fini d'embrouiller les problèmes déjà si compliqués de la gestion économique des états. Aucune solution satisfaisante ne peut être envisagée au taux actuel de l'accroissement de la population du globe. Les écoles de partout se révèlent ridiculement étroites pour contenir l'afflux débordant des élèves qui gonfle chaque année; les abris font défaut et des quantités in-

numéro de Points de Vue, du 29 mars, je lis cette effrayante information : « 32 volontaires vivent presque sans manger depuis un an, dans un laboratoire de Minnesota, pour expérimenter les meilleurs remèdes à appliquer à des pays victimes de la famine. Ils ont perdu en moyenne 28% de leur poids. » Pourquoi n'en pas venir à la limitation des naissances, tout simplement, à la diminution du nombre des mangeurs là surtout où les vivres sont rares ?

(Suite en page 3.)

Maintenant que les politiciens ont "canalisé" le nouveau Juin 36 que nous venons de vivre, ils vont demander aux travailleurs de bien voter.

QUE CEUX-CI LEUR DISENT M.... !

Sommes-nous de la race des mérinos ?

Une occasion, une bonne occasion, vient d'être manquée : comme en 1936, la classe ouvrière, retrouvant enfin son union dans l'action, était prête à porter un coup décisif au capitalisme privé et à l'Etat-patron.

Après la magnifique grève des transports parisiens, délaissée par les centrales politisées et limitée à son seul objet par leur volonté arrêtée, nos camarades des autres corporations, du transport privé, des chemins de fer, de l'eau, du gaz et de l'électricité, se levèrent spontanément et simultanément en posant eux-mêmes leurs propres revendications.

Chez les cheminots, à la gare du Nord, à La Chapelle, à Achères, à Villeneuve-Saint-Georges, nos militants cénétistes, à la pointe du combat, propagèrent nos mots d'ordre en appelant les ouvriers à se battre pour leurs revendications, certes, mais en même temps, s'inspirant de nos méthodes syndicalistes révolutionnaires, ils témoignèrent leur solidarité effective avec leurs camarades du métro et des bus en grève.

Mais comme toujours, les carriéristes du syndicalisme veillaient : tous

les pieds-de-bichards, Cadres, F.O., C.F.T.C. se précipitèrent au secours du capitalisme et de l'Etat ébranlés. La C.G.T. ne lança pas le mot d'ordre de la grève générale, d'abord par peur d'être dépassée et aussi, disons-le, par pure tactique électoraliste et politicienne, tuant ainsi dans l'œuf ce beau départ d'une lutte ouvrière dépassant de loin leurs prévisions de mauvais stratèges. Ils ont agi, les uns et les autres, de manière à détourner les grèves de leur objectif essentiel : le triomphe de l'ensemble des revendications légitimes des travailleurs.

C'était trop beau, camarades, et c'est la raison pour laquelle patronat et pouvoirs publics, radio et grande presse (le tout savamment orchestré) se pressèrent qu'il y avait des gens qui savaient briser une grève comme cela fut jadis, en 1936, vous souvenez-vous, quand ils proclamaient « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Toutes les centrales politisées furent convoquées pour jouer leur rôle de soupape de sûreté : on se souvint tout à coup qu'il y avait dans ces centrales des gens très bien avec lesquels on pouvait discuter du minimum vital,

des conventions collectives et autres revendications depuis toujours différées.

Inutile de dire ici quel fut le beau résultat du travail de ces GENTLEMEN de la trahison : alors que le coût de la vie s'engouffrait dans l'ascenseur depuis août 1950, les salaires restaient à la première marche de l'escalier. On nous jetait en pâture un os à ronger en fixant des coefficients erronés; on minimisait ainsi ce dont nous étions en droit d'attendre : le rappel des salaires depuis l'époque où le prix des denrées et des autres marchandises avait bougé.

Et maintenant, que reste-t-il des maigres avantages obtenus ? Rien, moins que rien, puisque le gouvernement a eu le temps, alors qu'il était dans l'embaras et le plus grand désarroi, de reprendre l'offensive sur un autre terrain, en augmentant le gaz et l'électricité. Demain, ce sera le tour des transports. Toutes ces mesures répercuteront une nouvelle fois sur le coût de l'ensemble des marchandises et, en conséquence, l'ouvrier, le fonctionnaire, le cheminot et toutes les autres catégories de travailleurs seront les seuls à en supporter les frais en payant, comme consommateurs et doublement, ce qu'ils n'ont pu, parce que trahis, obtenir sur le terrain des salaires.

Aussi, à la C.N.T., lors de notre C.C.N., avons-nous, face à cette nouvelle offensive du patronat, des pouvoirs publics et du mercantilisme, débattu des formes d'action circonstanciées et adéquates à notre époque : puisqu'il est désormais démontré que chaque fois que nous obtenons des avantages, ceux-ci restent illusoirs

Pierre ARRADON,
Secrétaire de la C.N.T.

(Suite en page 4.)

Les résultats de l'action directe à Nice

A l'usine D. Michel, de Nice, les ouvriers menuisiers, sous l'impulsion d'un camarade de la C.N.T., déclenchèrent, courant janvier, un mouvement de protestation et se mettaient en grève d'une demi-heure, pour obliger les délégués ouvriers (tous de la C.G.T.), à s'intéresser à leur situation particulière sur la question des salaires et des primes, en valeur du travail fourni, et un référendum fut décidé pour que la prime de rendement soit unique, pour tous les échelons.

Ce référendum fut escamoté à deux reprises différentes, par la section syndicale C.G.T. : 1° sous prétexte que de nombreux ouvriers étaient absents à la première réunion, et qu'il était nécessaire de faire imprimer des bulletins de vote, et 2° le lendemain parce que les bulletins n'étaient pas imprimés.

Le troisième jour, en commission paritaire, la discussion sur les salaires venait se greffer sur le plan de l'entreprise et les doléances présentées par les menuisiers furent bafouées tout en les prévenant que leurs primes seraient relevées.

Mais entre temps, le syndical « jaune » C.T.I. (entièrement sous la coupe patronale), par l'entremise d'un de ses secrétaires nommé Paulet, signa un accord autorisant le patron à payer les ouvriers au-dessous du minimum garanti, et, encore plus fort, compléter le salaire avec la prime au rendement.

Devant cette situation, les ouvriers décidèrent de boycotter la production, en ne produisant plus que le 60% minimum fixé par l'Inspecteur du Travail, et cela dura jusqu'au lundi 6 mars, jour où la direction, lasse de perdre des millions, fit afficher une note disant « que désormais le travail serait payé en fonction de celui effectué par les équipes ».

Ayant lu cette note à la sortie de midi, les ouvriers décidèrent de ne pas reprendre le travail à 13 h. 30, et se mirent en grève pour exiger que cette note soit enlevée immédiatement, et on palabra tout l'après-midi avec l'Inspecteur du Travail, qui confirma nos droits de produire 60% et reconnu

SALARIÉS DE TOUTES PROFESSIONS !

LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL VOUS PARLE...

Depuis août 1950, le coût de la vie a repris son ascension vertigineuse que notre mercantilisme social ne cesse de propulser, tandis qu'il maintient nos salaires dans une dispropor-

tion scandaleuse au regard de cette situation. Pendant ce temps, les différentes centrales syndicales poursuivent leurs vaines palabres dans différents organismes où leurs représen-

tants et ceux de nos exploités recherchent, dans une touchante émulation, les moyens d'apaiser notre colère avec un minimum de sacrifices.

Seule la C.N.T. a préconisé l'action nécessaire

Seule la C.N.T., ennemie déclarée de tous les endormeurs, diffusait ses revendications immédiates en indiquant les moyens pratiques de les faire aboutir :

UNION DE TOUS LES TRAVAILLEURS DANS L'ACTION, GREVE GENERALE (SERVICES PUBLICS COMPRIS) SPONTANEE ET VIGOUREUSE.

L'expérience de 1936 a démontré l'efficacité de cette méthode à l'exclusion de toute autre, non seulement pour obtenir des améliorations bientôt évanouies, mais aussi, quand vous y serez enfin décidés, pour vous libérer totalement de la servitude de l'Etat et du capitalisme. Sachez donc qu'un « Etat ouvrier » n'est qu'un trompe-l'œil.

Naturellement, hormis la C.N.T., toutes les autres centrales se sont montrées hostiles à ces moyens trop « radicaux » et ont tout fait pour vous empêcher de les employer.

Depuis plus de quinze ans nous réclamons l'application de l'échelle mobile basée sur des coefficients réels.

Travailleurs, souvenez-vous !

« Tout n'est pas possible », nous rétorquait Henri Raynaud, secrétaire inamovible de la C.G.T.

« Il faut savoir terminer une grève », renchérisait Maurice Thorez, secrétaire général du P.C.F.

« Il y a des moments où, après l'effort, il faut faire la pause », susurrerait Léon Blum.

Nous vous rappelons ces paroles « historiques » pour vous amener à réfléchir sur les véritables intentions des politiciens face à votre action directe.

Après la Libération, alors que nous étions seuls à réclamer des salaires en rapport avec ceux de fin 1936, ces mêmes politiciens nous

répliquaient : « Travaillez d'abord, vous revendiquerez ensuite », « Retrouvez vos manches », etc.

Naturellement, ces mots d'ordre étaient lancés par des travailleurs honoraires ayant un pied dans le gouvernement.

Pour la journée de six heures Contre la hiérarchie des salaires

NOUS SOMMES SEULS A REVENDIQUER LA JOURNEE DE SIX HEURES ET UN MOIS DE CONGE ANNUEL, AINSI QU'UNE RE-FONTE TOTALE DE LA SECURITE SOCIALE, PLACEE SOUS LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS, POUR QU'ELLE REPONDE VRAIMENT A SON BUT ET CESSE D'ETRE UNE ESCROQUERIE.

Nous sommes toujours contre le travail à la tâche, au risque de peiner le syndicaliste (?) Arrachard ; contre les primes au rendement, contre tout ce qui contraint l'homme à produire au-dessus de ses forces, favorisant ainsi l'extension du chômage et l'insécurité dans le travail.

Nous condamnons une fois de plus la hiérarchie des salaires et demandons pour toutes les catégories qu'ils ne soient pas inférieurs à

30.000 francs, ni supérieurs à 75.000 francs par mois.

La C.N.T. se doit de rappeler à tous les travailleurs que le but essentiel du syndicalisme c'est leur affranchissement intégral par la prise de possession des moyens de production et d'échanges au profit de la communauté entière, débarrassée de tous les parasitismes : étatiques, bureaucratiques et capitalistes.

La C.N.T. contre toutes les guerres

La C.N.T. affirme une fois de plus son horreur de la guerre d'où qu'elle vienne, en proclamant que celle-ci ne pourra être vaincue que par l'organisation internationale des travailleurs, imposant à toutes les nations et sous son contrôle le désarmement général par la démilitarisation et la coopération universelle.

La C.N.T. ne voit qu'un seul organisme capable de poursuivre cette tâche et de la mener à bien :

C'est l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs), la seule qui pratiquement s'est toujours dressée contre le chauvinisme intéressé de tous les gouvernements, en poursuivant sans défaillance son idéal de bien-être

et de liberté pour tous et de fraternité entre tous les peuples.

TRAVAILLEURS, SI CE PROGRAMME HAUTEMENT HUMAIN VOUS AGREE, ADHEREZ A LA C.N.T. ET A L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

LA C.N.T.

ASSISTEZ A NOTRE REUNION

LECOMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 61

15 FRANCS

MARDI 1^{er} MAI 1951

Voici le Premier Mai, camarades
debout !

Quand l'Etat est en jeu, le peuple
en est l'atout.

Faisons qu'au rendez-vous les masses
soient compactes,

Cessons de menacer et commençons
les actes.

CH. D'AVRAY

Le premier Mai, journée de solidarité et de fraternité internationale des travailleurs

Le Pays Basque se révolte

Au moment où nous écrivons ces lignes, à Bilbao, le second centre industriel de la péninsule, à Mondracon, à Eclair, à Verjara, à Tolosa et même à San Sebastian, la ville des pourvus, le courageux prolétariat espagnol se dresse contre la tyrannie fasciste, porteuse d'une extrême misère, et affronte, au mépris de la mort, les sbires armés de la clique militarofasciste qui tient affamé tout un peuple.

Ah ! qu'elle est bien mal placée votre confiance, général Eisenhower, prétendu défenseur des prétendues démocraties ! l'armée franquiste sur laquelle vous comptez, n'a pas d'assises sérieuses, car toute la population du pays est contre le régime de boue dont elle est le pilier.

Vous appuyer sur cette armée pour établir vos plans stratégiques c'est faire la preuve qu'avant l'intérêt de ce que vous appelez votre patrie, vous vous occupez beaucoup plus de vos intérêts de classe et que vous préférez soutenir les assassins contre ceux

qu'on assassine, car la libération du peuple d'Espagne serait le signal de la chute de tous les privilèges sur ce territoire que l'on nomme l'Europe occidentale et, sans doute, dans le monde entier.

Cela vous le savez et c'est pourquoi, vous, que les peuples abusés ont acclamé comme un libérateur en 1944, n'hésitez pas aujourd'hui à maintenir en place celui qui n'est là que parce qu'il y fut installé par Hitler et Mussolini.

Mais toutes vos habiletés seront brisées car le sort du peuple d'Espagne ne dépend pas seulement de vos « pentagones », il dépend d'une chose de bien plus profond : il tient au sentiment de la justice qui anime les travailleurs.

Ce sont les travailleurs qui libéreront l'Espagne du joug fasciste. Ce sont eux qui, de France, d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, etc., soutiendront le peuple d'Espagne dans sa lutte constante jusqu'à la victoire et la révolution générale de toute l'Europe d'occident.

Car le meilleur moyen d'assurer la paix, le meilleur moyen d'éviter l'envahissement d'une soldatesque, c'est de faire la révolution.

Les travailleurs d'Espagne en lutte peuvent compter sur la C.N.T. de France pour les soutenir sans relâche, pour accentuer et étendre leur magnifique exemple à tout le Ponent.

DUBURON.

C'est le 8 Mai que Mac Gee doit être exécuté

EST-CE que ce nouveau crime démocratique aura lieu ?

Il nous souvient de Sacco et Vanzetti : leur grâce était « acquise » lorsque arriva la nouvelle que les hypocrites n'avaient lancé ce bruit que pour être plus tranquilles dans l'accomplissement de leur forfait.

Nous joignons notre protestation à celle de tous les autres : le crime ne doit pas avoir lieu.

Nous espérons que le prolétariat américain saura prouver au prolétariat des autres pays qu'il n'est pas aveuglé par des préjugés de race, et qu'il saura obtenir que Mac Gee reste, d'abord, vivant, puis que les moyens lui seront donnés de prouver de nouveau son innocence.

LE C.S.

VOUS lirez par ailleurs un article sur l'historique du 1^{er} Mai. Nous ne nous répéterons donc pas, nous nous bornerons à concentrer notre pensée sur des sujets plus en rapport avec l'actualité économique et sociale.

Il nous faut cependant faire revivre la signification hautement idéaliste et humaine des journées inoubliables et du caractère exclusivement prolétarien qui furent à l'origine du 1^{er} Mai ; les immenses espoirs qu'il fit naître au cœur des travailleurs, l'enthousiasme des masses d'alors, dans leurs élans de fraternité syndicaliste et révolutionnaire.

Déjà dès cette époque, 1888 : Chicago ; 1890 : Vienne, Paris, Londres et Madrid, les prolétaires se dressaient dans une vague de fond, comme le blé qui lève, entraînant avec eux les hésitants, les timorés, les politiciens opportunistes, enfin tous ceux qui ont peur des grands remous que déclenche la grève internationale des travailleurs.

Les magnifiques manifestations qui se déroulent dans toutes les capitales, avaient tout d'abord comme objectif une protestation véhémement contre le capitalisme yankee, qui venait de se souiller les mains par une répression sanglante contre les militants de Chicago, coupables à ses yeux d'être les auteurs (et ils l'étaient) de l'action directe des masses américaines pour l'obtention de la journée de huit heures.

Mais ces manifestations avaient pris également, grâce aux minorités agissantes, non seulement un caractère revendicatif et protestataire, mais en-

core une forme d'action directe internationale menée par les prolétaires entre leur propre bourgeoisie, en agissant partout et à la même heure par dessus les frontières, prouvant ainsi l'unité de vue de tous les explosifs et la confiance dans l'action salvatrice des travailleurs organisés.

En ce qui concerne notre pays, les formes d'action furent appliquées à un ensemble de revendications concrètes, popularisées par des militants venant de diverses opinions mais tous imbus d'un idéal supérieur les groupant en tant que travailleurs, en dehors de toute influence politique, philosophique ou religieuse.

L'intérêt général des travailleurs prenait résolument le pas sur les questions d'ordre secondaire. Il n'y avait entre eux aucune considération de personne et la foi qui les unissait était tout un symbole qui, loin de les diviser, les galvanisait et, avec juste raison, les rendait confiants dans la raison de leur force ; la noblesse de leur cause, la richesse de leur idéal.

P. ARRADON.

(Suite en page 4.)

DANS NOS MEETINGS
ET PERMANENCES,
N'OUBLIEZ PAS DE RECLAMER
LE TIMBRE SPECIAL EDITE
A L'OCCASION DU 1^{er} MAI
(20 francs)

Premiers Mai d'autrefois

On a si souvent fait l'historique du 1^{er} Mai qu'il nous paraît inutile de le refaire à notre tour. Ce qui importe selon nous, c'est de rappeler ce qu'il a d'essentiel.

La journée du 1^{er} Mai revêtit un caractère particulièrement significatif, du jour où la Confédération Générale du Travail en fit une journée revendicative nationale. Dès lors, chaque 1^{er} Mai, on voyait défiler dans les rues des principales villes de France, des manifestations ayant un caractère revendicatif, mais de sens général qui était l'émanation des aspirations du prolétariat de ce pays tout entier, du moment que celui-ci eut réalisé son unité syndicale sur le plan national.

Dès ce moment, l'opinion ouvrière française ne pouvait plus se cantonner en un point de vue étroitement corporatif. De par la force des choses, elle était obligée de déborder ce cadre devenu trop étroit, et dans un élan irrésistible venant de tous les points du territoire, elle devait élaborer la charte nationale de toutes les aspirations ouvrières tendant à élargir son champ jusque sur le plan international et à l'approfondir également en lui assignant des buts de plus en plus élevés.

Quant des imbéciles — il n'y a pas de mot plus poli pour les qualifier —

TRENCOSERP.

(Suite en page 4.)

L'A.I.T. à tous les travailleurs du monde

Le grand capitalisme et l'impérialisme occidentaux comptent sur un conflit entre l'Occident et le bloc impérialiste russe, et s'occupent avec une activité fiévreuse d'armements qui concurrencent les armements de la Russie soviétique. La soi-disant armée atlantique, dont les Etats-Unis ont pris l'initiative, est en train de prendre forme, et son organisation progresse rapidement. Les plans d'un réarmement de l'Allemagne occidentale mûrissent et on tente d'y incorporer aussi l'Espagne franquiste.

Ces armements énormes en Occident et en Orient signifient un appauvrissement général du monde, puisque tous les pays doivent supporter la charge des armements croissants. Les préparations de guerre dévorent une partie toujours plus grande des richesses produites par l'humanité, tandis que la partie disponible pour les besoins civils et pacifiques devient de plus en plus petite. La pénurie de marchandises et de matières premières produite de cette façon fait hausser les prix, et le niveau de vie des grandes masses ouvrières baisse de plus en plus. L'augmentation de la produc-

tivité des industries ne sert à rien ; la plupart des produits vont aux armements ou aux stocks militaires.

Les gouvernements des grandes puissances et leurs instruments diplomatiques ne savent rien faire pour diminuer la tension internationale qui s'approfondit et augmente. Le mouvement ouvrier international est divisé organiquement et idéologiquement, incapable, pour cette raison, d'intervenir et d'imposer la volonté des masses. Une nouvelle guerre trouverait la classe ouvrière sans préparation à l'action de défense de la paix.

DANS cette situation tragique, l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.), est le seul espoir.

En dépit de persécutions et de mesures d'oppression de toute espèce, elle continue son activité sur les fondements mêmes qui étaient la base de la première Internationale.

Il y a des pays où les sections de l'A.I.T. doivent supporter le poids le plus lourd et font les sacrifices les plus grands dans la lutte contre les régimes totalitaires qui ont pris le pouvoir en écrasant la liberté.

Ceci est, par exemple, le cas de l'Argentine et d'autres pays de l'Amérique Latine.

En Espagne, Franco continue comme dictateur, mais les événements des

(Suite en page 2.)

SÈVE de MAI

Il est peut-être opportun, à la date du 1^{er} mai, de revenir sur une question qui nous tient à cœur, et qui, au fond, demeure la raison essentielle qui justifie l'existence de la C.N.T. : le regroupement des travailleurs dans une organisation dont les buts sont la réalisation des postulats du syndicalisme révolutionnaire.

Il n'est pas étonnant qu'à l'époque que nous traversons, il existe la confusion que nous voyons.

Alors que les mots perdent leur sens, que les notions qu'ils représentent sont, de par la volonté des viveurs qui ont pénétré le mouvement syndical, employées à des fins de déviation voulue, cette confusion est obligatoire ; si elle n'existait pas, malgré tout ce qui en est la cause, la crée, c'est que nous serions à la veille de la révolution que nous souhaitons.

Nous sommes donc dans une période de confusion dont il nous faut sortir. Le rôle des militants de la C.N.T. est là, tout tracé.

C'est à eux qu'il échoit : s'il en ont conscience, ils sont susceptibles d'obtenir des résultats positifs.

Il ne fait aucun doute qu'il était nécessaire de briser le véritable complexe d'infériorité qui tenait prisonniers des bolcheviques tous les secteurs sociaux qui n'avaient pu pren-

NOS MEETINGS DU PREMIER MAI

A PARIS, à 14 h. 30

SALLE SUSSET, 208, quai Valmy, PARIS (10^e)

ORATEURS :

ARRADON — LAURENT — BOUYE — NOURRIN — AROLAS

A HOUILLES, à 9 heures du matin

ORATEURS :

YVERNEL — ARRADON — OTTIER

(Voir les affiches pour le lieu)

A LYON

ORATEURS :

FAYOLLE — THERSANT

(Voir les affiches pour le lieu et l'heure)

A BORDEAUX

ORATEURS :

LAPEYRE — BARRUE

(Voir les affiches pour le lieu et l'heure)

A PUTEAUX, à 9 heures du matin

BOURSE DU TRAVAIL, 19 bis, rue Roque-de-Fillol

ORATEURS :

TRENCOSERP — SAMSON — BEUCLET

A PALAISEAU, à 9 heures du matin

ORATEURS :

TESSIÉ — GUEHOT

(Voir les affiches pour le lieu)

A MARSEILLE

ORATEUR : BREGLIANO

(Voir les affiches pour le lieu et l'heure)

A TOULOUSE

ORATEURS :

NAN — JAMES

(Voir les affiches pour le lieu et l'heure)

A L'UNANIMITÉ le 7^e Congrès de l'A.I.T. affirme

LECOMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL



SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 63

15 FRANCS

VENDREDI 1^{er} JUIN 1951

l'indépendance du syndicalisme révolutionnaire

Notre camarade Galdos, délégué du Comité National de l'Intérieur, est tué en passant la frontière

Un autre délégué reçoit cinq balles dans un pied, se fait soigner et vient siéger quand même

En Argentine, les dockers affiliés à la F.O.R.A., section argentine de l'A.I.T., maintiennent la journée de 4 heures malgré les tentatives du fasciste Péron

Pendant douze jours, du 12 au 23 mai, dans les locaux de l'Union locale de la C.N.T. française de Toulouse, s'est tenu le 7^e Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs.

Le dernier congrès s'était tenu en 1938, les circonstances empêchant toute possibilité d'organisation depuis cette date.

On se rend immédiatement compte de l'importance qu'a pu revêtir ce congrès d'un mouvement qui, dans le monde, est à peu près le seul à grouper les syndicats œuvrant sur la base du syndicalisme fédéraliste, révolutionnaire, indépendant et antiétatiste.

Des décisions prises dépendait l'orientation qu'allait prendre celui-ci à l'échelle mondiale. Et ces décisions étaient d'autant plus importantes que certaines des sections de l'A.I.T. ont fait des expériences multiples de combat clandestin, de lutte armée contre les dictatures et de constructions révolutionnaires dans le sens de ce que nous estimons être la véritable révolution sociale.

Toute cette saine tradition allait-elle se trouver mise en échec par des courants qui se sont fait jour et qui ont atteint leur apogée au moment où fut commise l'erreur de participer à un gouvernement ?

Que chacun se rassure, l'organisation tout entière s'est ressaisie et le septième congrès a replacé la vieille internationale dans sa tradition strictement ouvrière et antiétatique.

C'est à l'unanimité qu'après des discussions passionnées où furent évoquées les expériences espagnole, mexicaine, italienne, argentine, française,

suédoise, etc., qui opposèrent les courants dans des débats qui surent se tenir à un niveau très élevé, le congrès tout entier se retrouva pour approuver sans lui apporter le moindre changement, la déclaration de principes adoptée en 1922, à la reconstitution de l'A.I.T. et modifiée en 1931, en 1935 et en 1938. (Nos lecteurs en trouveront le texte dans le journal.)

Cette unanimité sur les points de principe n'empêche pas qu'à la discussion sur la tactique, les discussions

reprirent toujours aussi passionnées, et il fallut la recourir à la loi du nombre pour en terminer.

A la majorité, le congrès décida de supprimer l'additif qui avait été introduit dans les statuts en 1938, et qui avait permis à certains de justifier a posteriori leur entrée dans des organismes d'Etat.

L'A.I.T. se trouve donc maintenant

Jean THERSANT.
(Suite en page 2.)

PROPAGANDE ACTION ORGANISATION

Nous avons été, et sommes toujours, de ceux qui considérons que l'action et la propagande se conjuguent dans l'ordre organique. Elles s'épaulent mutuellement s'il est parfois des actions spontanées, enthousiastes, décrétées la plupart du temps par l'excès de zèle de technocrates asservis par le patronat dédaigneux (qui les appelle, du reste, ses esclaves en faux-col).

L'expérience démontre amplement que, toujours en pareil cas, les individus ou collectifs, aux prises avec les difficultés de la lutte, dirigent leurs regards vers les organisations syndicales qui apparaissent, à leurs yeux, non pas les plus représentatives, mais les plus sérieuses, les plus actives, en un mot, les plus dynamiques.

Et c'est ici que l'esprit d'organisation méthodique fait son apparition et succède au premier geste de révolte, car, ne l'oublions pas, il est plus facile à nos esclavagistes modernes, de briser dans l'œuf un geste spontané de révolte individuelle sans lendemain que de s'attaquer à la plus petite section d'usine, de chantier ou d'atelier.

La raison est bien simple, une propagande préalable, menée adroitement par nos camarades lui ont donné l'éveil. Il sait que l'organisation est encore parfois à l'état embryonnaire et par ses mouchards (souvent en blouses blanches) il la suit, s'informe sur sa marche ascendante, sur l'ensemble de ses ouvriers, épie partout les faits et gestes de ceux qui en font partie et qui animent cette section.

Il est inquiet, il se demande souvent quel stratagème il pourra mettre en branle pour tenter de briser l'organisation naissante. Mais il sent par contre, que les travailleurs, sans toutefois être membres de l'organisation (ce qui est d'ailleurs un tort) lui sont déjà acquis, grâce aux comportements que nos militants ont à l'égard de leurs copains, alors, ce patronat essaye d'une autre forme de lutte, sournoise, rusée, s'accompagnant en l'occurrence d'un large sourire paternaliste, trompeur, doublé de certains gestes philanthropiques.

Il dispute pas à pas, bribe par bribe, afin de reprendre en main la situation et de contrebalancer l'influence qui, en se développant, lui était défavorable. Mais, même sous cette apparence, il

n'en reste pas moins dangereux. Et c'est ici qu'il nous faut le démasquer. Mais par quels moyens ? me demanderez-vous.

P. ARRADON.
(Suite en page 4.)

La farce et les dindons de la farce

NOTRE excellente troupe de comédiens français ayant accompli son engagement jusqu'au bout, sans la moindre défaillance, vient de se disloquer. Nous le regrettons vivement, car elle nous a donné « ben du plégi », comme on dit dans ch'Nord.

Il faut dire que cette troupe-là était d'une homogénéité parfaite en dépit de sottes apparences.

Depuis les grands premiers rôles M.R.P. ou simili socialistes, jusqu'aux figurants staliniens, en passant par les comiques et bouffons du parti radical,

tous s'en sont tirés avec une habileté consommée, tous méritent les plus grands éloges.

Le si dangereux et si difficile rôle de traître fut soutenu tantôt par une vedette socialiste, tantôt par un M.R.P., souvent aussi par un ténor radical. On comprendra aisément pourquoi. C'est que celui qui assume ce rôle écrasant et le remplit trop consciencieusement si l'on peut dire, courant le risque de se faire écharper à la sortie, il était d'une prudence tout à fait élémentaire de se le partager à plusieurs.

Les staliniens ont eu la chance de n'y prendre aucune part, l'ensemble de la troupe leur ayant réservé des besognes plus nobles, ce qui les met en

TRENCOSERP.
(Suite en page 4.)

Fraude fiscale ?

Comment le R.P.F. finance ses élections

LA campagne électorale est ouverte. Les murs en France vont se couvrir des milliers d'affiches éditées par les différents partis pour « piper » les voix des électeurs.

Des centaines de millions seront dépensés, des centaines de tonnes de papier seront gaspillées alors que, un peu partout, des gosses ont faim, alors qu'il est de plus en plus difficile de publier un journal libre, sans financement occulte.

Mais d'où vient l'argent ? Comment font les partis « nationaux » pour dupier d'une façon un peu plus rationnelle les honnêtes « pékins » ?

Si le parti communiste reçoit ses fonds de Moscou, la S.F.I.O. de Londres et de l'A.F.L., le M.R.P. de Rome, le R.P.F. vient de mettre au point une nouvelle méthode de « collectage » des fonds.

Qu'on en juge :
12, avenue Kléber, PASsy 00-01
Cher Monsieur,

J'ai été chargé par le général de Gaulle de collecter des fonds pour continuer son œuvre très spécialement anticommuniste. Je viens vous demander si vous voulez bien être l'un des participants de cette collecte. Les versements que vous voudriez bien faire pourraient être faits à l'ordre de la Société A.D.E.T.S. (Association pour le développement des Etudes et Techniques sociales), 69, avenue de la Grande-Armée, Paris, ce qui permettrait, en cas d'acceptation de votre part, de faire passer ces sommes dans les comptes de votre maison pour « frais généraux ».

Je suis à votre disposition pour vous

donner tous renseignements à ce sujet. Et dans l'espoir d'une réponse favorable, je vous prie de croire, cher monsieur, à l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Paul JONAS.

P.-S. — J'ai été chargé par le général de Gaulle de trouver mille personnes voulant verser 120.000 francs par an. Dans le cas où vous seriez déjà en rapport avec un organisme R.P.F. qui vous aurait demandé de l'argent, vous pouvez après toute somme qui me serait versée, refuser tout autre versement, l'action dont je m'occupe étant pour le Siège Central, directement sous les ordres du général de Gaulle et devant supprimer les multiples « tapages » locaux.

Ainsi, par la fraude fiscale, préconisée par M. Paul Jonas, Vice-Président du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais et membre du Conseil national R.P.F., avec l'argent volé aux travailleurs, le patronat français, avec ses superhérités, soutient la propagande du général fasciste de Gaulle.

Lorsque le prétendu rassemblement du peuple français nous parle d'association capital-travail nous en comprenons la signification exacte : le travail soutenant et nourrissant le capital, ce dernier subventionnant son fidèle soutien : le général de brigade de Gaulle. Ainsi le travail des ouvriers servirait à briser les grèves et à fonder l'Etat militaire dont rêve le général-deux-étoiles.

Mais dans ce pays, il y a encore des semelles de cuir pour nettoyer les culottes de peau...

Claude DESALLE.

A l'aide du peuple espagnol

Le VII^e Congrès de l'A.I.T. se faisant l'interprète du peuple espagnol qui lutte pour la liberté, s'adresse à tous ses adhérents et aux travailleurs du monde entier pour leur rappeler leur devoir de solidarité que réclame cette situation.

A cet effet, il invite tous les exploités à créer une atmosphère favorable pour organiser sur le plan international, un boycott économique, politique, moral et de tout ordre, c'est-à-dire complet, contre le franquisme ; et à intensifier la campagne contre la dictature.

Le mouvement de solidarité mondiale que nous préconisons doit se manifester en faveur d'un peuple digne et héroïque qui accomplit des efforts titanesques pour se libérer de la tyrannie fasciste.

Résolution sur les activités futures de l'A.I.T.

Sur la proposition de la F.O.R.A. de la C.N.T. de France, Allemagne et C.N.T. d'Espagne (intérieur et en exil), le Congrès approuve le document suivant, relatif au futur travail de notre Internationale :

1^o L'A.I.T. doit être connue dans toutes les parties du monde, au moyen de manifestes brefs et précis, brochures, livres, radio, cinéma, conférences, meetings de propagande où seront exposés nos principes, notre tactique, nos buts ; le tout expliqué et édité en différentes langues, susceptibles d'inté-

resser les travailleurs, les hommes libres et d'avant-garde, aux organisations procédant de l'A.I.T.

On devra faire tout le possible pour élargir le rayon d'action de cette dernière, tant du point de vue moral qu'effectif.

On devrait éditer une revue internationale capable de rendre plus efficiente l'action de nos militants, ce serait une revue d'information et de vulgarisation objective concernant l'A.I.T. dans une langue ou dans plusieurs, selon l'opportunité du moment.

2^o L'A.I.T. doit faire connaître son opinion sur les problèmes vitaux qui intéressent les travailleurs et le monde entier, en ne cessant de s'inspirer du contenu fondamental des buts et des principes qui l'animent, en présentant des suggestions concrètes, ou des solutions qui la placent à l'avant-garde de toutes les organisations ouvrières. S'il s'agit de traiter une question à caractère transcendantal intéressant toutes les sections, celles-ci devront être consultées.

3^o L'A.I.T. s'efforcera de créer des sections dans les pays où il n'en existe pas, les aidera afin qu'elles se développent et stimuleront leurs activités. L'activité de ces noyaux initiaux devra être intelligemment orientée afin d'en tirer le maximum de profit, toujours en partant du principe suivant lequel on doit pénétrer le plus possible dans l'âme du peuple, parmi les multitudes ouvrières de l'industrie, de l'agriculture, bref, parmi tous les travailleurs, en donnant partout le bon exemple, en les intéressant à leurs luttes, aux solutions apportées aux différents problèmes, pour attirer vers nos organisations de nouveaux adeptes qui deviendront à leur tour des interprètes actifs des mots d'ordre de l'A.I.T.

4^o La tâche primordiale de l'A.I.T. consistera à donner une impulsion à la propagande dans les milieux juvéniles internationaux, de façon à intéresser la jeunesse aux buts et activités de l'A.I.T. Les jeunes devront former partout des éléments actifs toujours prêts à donner leur concours dans nos sections en qualité de membres de l'A.I.T., mais cela sans constituer de groupe à part. Cependant, on devra tenir compte des conditions créées par les jeunes de chaque pays. Les caractéristiques régionales étant acceptées, l'apport des jeunes doit être direct et sans bifurcation. Pour tous les jeunes du monde, on réalisera une propagande intense et permanente d'orientation, d'éducation sociale, culturelle et idéologique, en accord avec les conceptions de l'A.I.T.

5^o Face aux deux blocs ennemis qui se disputent l'hégémonie mondiale et se proposent de sauvegarder la suprématie du capitalisme de l'Etat, ses impérialismes et ses totalitarismes, l'A.I.T., grâce à la force de ses filiales, et des membres de celles-ci et à la collaboration des hommes libres du monde, organisera la lutte pour la défense intégrale des libertés humaines.

Dans cette action commune, chacun des participants agira dans son indépendance la plus complète et conservera sa liberté de mouvement et c'est ainsi que devra se former le bloc, ou front international de la liberté.

BATAILLE nous quitte

Nous avons appris le décès de notre camarade Bataille, survenu au mois de mai.

Ce fut un bon syndicaliste. Que sa femme et sa famille nous sachent à leur côté dans ce malheur qui les atteint.

Le Livre-Papier-Carton.

UNE INFAMIE

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 65 15 FRANCS VENDREDI 29 JUIN 1951

La foire au massacre

APRÈS un conflit meurtrier, les maîtres du monde accordent toujours quelque condescendance aux peuples affaiblis. Au fur et à mesure pourtant que de nouveaux antagonismes s'aiguisent, la gradation des propagandes tend à créer l'atmosphère d'une guerre inévitable et à faire accepter aux masses l'éventualité de nouveaux massacres. Les développements d'opérations militaires de moindre envergure, prétextes indispensables au renforcement du langage belliciste, tendent en même temps à convaincre les esprits fâlots de la nécessité d'une défense.

leurs facultés de pensée et de révolte, de leur faire perdre jusqu'à un élémentaire instinct de conservation, en leur inoculant à dose habilement étudiée, une psychose de menace à surmonter pour reconsidérer l'avenir. Un pacifisme de pacotille, propre à égarer ceux qui pourraient rejoindre des groupements efficaces dans la lutte à mener contre la militarisation progressive des continents et des consciences, disparaît en même temps que le ton officiel se durcit, que l'opposition au programme assassin se voit peu à peu étranglée dans le filet des lois toujours en vigueur ou revigorées en cas de doute, que les chantages des prochaines hécatombes trouvent les notes jugées nécessaires pour inciter à mourir aux meilleurs instants de la vie. Nous en sommes là. Les chœurs vénéreux commencent à s'organiser et à

hurler comme des chacals contre quelque tente de s'opposer à l'amoncellement des cadavres. La Corée et l'Indochine se couvrent de ruines et de corps mutilés : quels frémissements de satisfaction commencent à parcourir les fabricants connus — et ceux que nous connaissons demain — de lyrisme et d'incantation. Ils sont placés sur l'estrade de la foire au massacre et vont commencer leur boniment. Ils doivent assurer le remplacement accéléré de ceux qui sont déjà tombés, volontaires stupides, souvent dans l'ignorance des mauvaises causes qu'ils servaient, et préparer les mouvements dociles de millions d'embrigadés. Certains propos ne sont plus de mise et les bouffons sinistres les couvrent sous le flot grandissant des raisons forgées pour les croisades à venir. Est-ce qu'aujourd'hui, dans une conférence de presse, M. Paul Coste-Floret répéterait :

LES GÉNÉRAUX AU POUVOIR ?

CHACUN sait ce que nous pensons du système du suffrage universel : même exercé avec le maximum de garanties, il ne peut conduire l'individu à sa libération, car il ne peut s'exercer que dans le cadre d'institutions basées sur le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme, et instaurées de manière à assurer la pérennité de celle-ci. Nous avons donc raison de dire aux travailleurs qu'au choix de gens qui exercent un pouvoir, une autorité, il faut substituer l'action directe des masses dominées, afin de les habituer à faire leurs affaires elles-mêmes et détruire le régime qui les oppresse.

nous avons suivi la dernière campagne électorale. Un fait frappe plus que tous les autres : le parti des généraux arrive en tête et le leader de ce parti a posé sa candidature au pouvoir. Certains disent bien qu'il peut exister une majorité « centriste », qui s'opposerait à l'accession au pouvoir de de Gaulle, mais il est bien évident que ceux qui ne se laissent pas mettre des œillères ne peuvent admettre cette prétention de ces gens dits du centre, qui n'ont aucun idéal, si ce n'est celui de leurs affaires, qui n'ont aucun programme et qui sont dépourvus de tout dynamisme. En face de cela, de Gaulle, avec tout le prestige que lui confère son coup de dés du 18 juin, peut, lui, rallier tous ceux qui réclament, sans savoir pourquoi, un homme à poigne. On ne cache pas que l'ascension de de Gaulle ferait l'affaire des généraux américains, qui trouveraient enfin là, gens qui parlent le même langage qu'eux. Nous risquons donc, au cours de la législature qui s'ouvre, de voir ce pays gouverné par des culottes de peau et des pires. Ce qui nous occupe ici, c'est de savoir ce qu'il en résultera pour la classe ouvrière. Jean THERSANT. (Suite en page 4.)

EST-CE LA PAIX ?

Les porte-parole des deux puissances qui gouvernent le monde viennent de proclamer leur volonté de mettre fin à la guerre de Corée. Devons-nous en conclure que la paix va revenir et que le pays du matin calme va pouvoir enfin panser ses plaies ? Bien que ne voulant pas être de ceux qui prédisent toujours le pire, il ne nous est pas possible de ne pas avertir nos lecteurs qu'ils ne se fient pas trop aux paroles susdites. Si la paix est conclue, nous serons les premiers à y applaudir, mais il n'en restera pas moins qu'aucun des problèmes qui provoquent les guerres n'auront été solutionnés parce qu'en régime capitaliste ou autoritaire tout est orienté pour des solutions de force. Il est à craindre que les deux adversaires s'étant mesuré sur une échelle restreinte aient tout simplement conclu qu'ils ne sont pas encore suffisamment préparés pour le grand choc. S'il nous est donné de vivre ce répit, il nous faut faire le maximum pour initier un mouvement révolutionnaire qui seul peut définitivement mettre fin aux guerres. LONGUEVE.

AUTANT EN EMPORTERA LE VENT

ÇA va changer, disaient de belles affiches récentes. Il faut que ça change, répétaient sans se lasser les gogos d'électeurs, sincèrement ébranlés par la « puissante » dialectique des orateurs, dans les réunions publiques pré-électorales. Nous étions, quant à nous, de ceux qui montrions peu d'enthousiasme pour ces novateurs d'un nouveau genre, car rien ne pouvait changer, quels que soient les nouveaux hommes et les nouveaux partis appelés à prendre le pouvoir. Rien n'est changé, toujours même lacune, disait d'Avray, et nous ajouterons que le peuple est de plus en plus victime des envieux, il est donc de plus en plus vieux ? Car, enfin, depuis 1848, il est des partis politiques en France qui ont été plusieurs fois au pouvoir et qui, depuis cette date, reviennent devant les électeurs avec le même programme mirifique, sans qu'ils l'aient jamais réalisé et pour cause. S'ils Pierre ARRADON. (Suite en page 3.)

Bien qu'innocents nos camarades de Lyon sont condamnés en vertu d'un verdict de classe

C'est la C.N.T. qu'on veut atteindre parce que c'est l'esprit de la C.N.T. que l'on craint La solidarité de tous nos camarades doit être effective en faveur des familles de nos emprisonnés

MALGRE leur innocence, nos camarades de Lyon ont été féroce-ment condamnés.

Cette condamnation indique nettement dans quel sens les capitalistes de ce pays veulent que s'orientent les « justice ». C'en est maintenant fini de la tolérance que nous avons connu au lendemain de la « libération ». La trouille au ventre, ces messieurs n'étaient alors que tout sourire. Maintenant qu'ils croient le danger écarté, ils exercent leur répression sans vergogne. Alors que les trafiquants du vin, de l'or, etc., peuvent exercer leur honnête commerce sans craindre leurs coups, d'honnêtes travailleurs qui n'ont que leur force de travail pour vivre se voient frappés pour avoir été simplement humains. Ils avaient cru héberger de pauvres diables comme eux, et comme ils savent ce que c'est que souffrir, ils avaient fait ce qui leur semblait tout normal : partager avec plus malheureux qu'eux ce qu'ils pouvaient partager, un toit. Pour ce geste d'humanité, ils vont rester de longs mois en prison et cela, de par la volonté de juges qui les savent innocents mais qui n'ignorent pas qu'il faut emprisonner les adversaires irréductibles des profiteurs que sont les hommes et les femmes de la C.N.T. Ils se figurent sans doute que cela peut briser notre organisation. Il leur sera démontré, à leur grand dam, que c'est peine perdue : tous les nôtres seront les poings ; tous seront solidaires de ceux qui sont ou seront frappés. Et le jour viendra où les comptes se régleront devant le tribunal de l'histoire. VILLEMARQUE.

DATTRINO et COURTIAL condamnés à UN AN de prison

Bien avant l'heure prévue, le 13 juin dernier, un public nombreux se pressait à l'audience de la 5^e Chambre du Tribunal Correctionnel, il était composé en majeure partie de presque tous les camarades de la C.N.T., venus avec l'espoir d'apporter, par leur présence, un peu de réconfort à nos camarades Courtial et Dattrino. Impatients de savoir si enfin les juges rendraient vraiment la justice ; presque tous étaient là et l'inquiétude se lisait sur les visages. Aux questions du Président du Tribunal, nos amis et leurs compagnes répétèrent ce qu'ils avaient déclaré à l'instruction : jamais l'idée que les deux individus qu'ils avaient abrité pouvaient avoir participé à l'agression de la rue Duguesclin ne les avait effleurés. Puis un excellent camarade de notre trésorier et nos camarades Fayolle, Plantard et Roch, vinrent témoigner, insistant sur la servabilité de notre ami Dattrino, trait dominant de son caractère. Puis ce fut la plaidoirie de M^r Gueugniaud qui s'appliqua à démontrer que particulièrement Dattrino et sa compagne avaient été victimes d'individus ayant abusé de leur bonne foi. En un langage simple, direct et un peu ému, il s'attacha à prouver que nos amis ne pouvaient même pas se douter qu'ils hébergeaient des suspects, il stigmatisa le fait que c'est pour avoir respecté les lois de l'hospitalité que la justice les poursuivait. Lui succédant, M^r Labastie, défenseur de Courtial et de sa compagne, plaida davantage le point de vue juridique de l'affaire, sans toutefois négliger le côté humain et estima à ce double titre que la justice n'avait aucune action sur nos amis. Et ce fut le moment le plus pénible du procès. Nous aurions voulu pouvoir scruter le fond de l'âme des hommes en robe noire ; les inciter à l'indulgence, à la clémence. Un silence lourd, pesant, qui sembla durer une éternité, précéda les paroles du Président du Tribunal qui annonça d'une voix blanche que le jugement serait rendu à huitaine. La rage au cœur, l'âme révoltée, il nous fallut revoir partir nos camarades entre les pandores aux mines sinistres et semblant être choisis pour si basse besogne. Dans la cour du Palais, nous nous retrouvions par petits groupes supputant les chances de nos amis, les uns étant pessimistes, d'autres voulant demeurer plein d'espoir, mais tous anxieux devant l'incertitude de la situation. Huit jours ont passé et nous voici devant le fait de la justice : il est cruel et injuste ; la réalité implacable nous étirent : nos camarades sont condamnés. La consternation règne dans nos syndicats, mais ce verdict inhumain, loin de nous abattre, nous donne conscience de l'indispensable nécessité de lutter contre toutes les iniquités de cette société capitaliste pour hâter la libération totale de l'individu. Nos camarades sont encore dans la peine, serrons les coudes, renforçons la solidarité. Il faut sortir nos camarades de ce mauvais pas. Les militants des Syndicats de la 17^e U.R. ne veulent pas douter de l'esprit solidaire de tous les camarades de la C.N.T. Ils demandent à tous d'intensifier les listes de souscription en faveur de nos condamnés. La solidarité effective doit donner à plein rendement pour nous permettre de prouver qu'une fois de plus la justice des hommes a mis à son actif une nouvelle iniquité. L. ROCH. La 17^e Union Régionale.

IPARRAILLÉ

Que l'on veuille bien m'excuser de commenter la lourde peine infligée à nos camarades Courtial et Dattrino par un souvenir personnel. Je sais pertinemment que dans nos milieux révolutionnaires, nous sommes fixés depuis fort longtemps sur la prétendue impartialité et équité de notre justice. La perfection n'est pas de ce monde, objecteront nos adversaires. Mais ce dernier exemple me laisse sceptique sur les efforts des magistrats pour l'atteindre cette perfection, et normalement c'est bien ce à quoi ils devraient tendre : faire toute la lumière sur les affaires qu'ils ont à juger. A l'audience, j'ai ressenti une impression de légèreté de la part des juges et cela m'a été pénible. Le verdict m'a fait réfléchir à un autre cas, un autre procès où je fus également témoin. C'était, il y a quelque trente ans, j'étais tout enfant et quoique imprécis, mes souvenirs me rapportent quelques détails bien nets. Par suite, je devais apprendre que grâce à mon témoignage l'accusé avait été acquitté ! Cependant celui qui comparaisait devant ses juges avait tué un autre homme. Je devais apprendre également que c'était un règlement de comptes entre gens du milieu, donc des individus dont la société pouvait aisément se passer. Mais voilà, celui qui avait été tué avait tiré le premier ; le tueur était en cas de légitime défense. J'avais entendu trois coups de feu, ce qui justifiait le point de vue du défenseur. Ce détail, je devrais écrire cette astuce, me permit — bien à mon insu — d'être la cause de la libération d'un néfaste individu. Aujourd'hui — et je m'excuse de la comparaison, surtout auprès de mes vieux camarades Dattrino et Courtial, qui font partie de cette chaîne de travailleurs si indispensables à la marche de notre société — on condamne deux hommes et une femme qui n'ont commis pour tout crime que celui d'offrir généreusement l'hospitalité.

Soutenez les familles de DATTRINO et COURTIAL

Envoyez les fonds au Trésorier Confédéral

C.N.T. Confédération Nationale du Travail A.I.T.

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

AUX TRAVAILLEURS

MANUELS ET INTELLECTUELS

La période électorale est terminée. Dès maintenant et pendant cinq années, vous serez à la merci de vos élus.

Les erreurs succéderont aux erreurs, les impôts aux impôts, l'injustice aux injustices et... comme corollaire à tout cela :

La guerre atomique détruira la civilisation

Contre cela, la C.N.T. vous convie à continuer la LUTTE DE CLASSE car, « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Camarades, les longues journées font les petits salaires. En effet, les dockers argentins ont un

pouvoir d'achat supérieur au vôtre et cependant ces travailleurs ne font qu'une journée de quatre heures, et ce, grâce à l'action du Syndicalisme Révolutionnaire de la F.O.R.A. Quant aux travailleurs de la presse parisienne, tout en ayant

un salaire plus élevé que le vôtre, ils font une journée de six heures.

Alors Camarades, n'écoutez plus les boniments de la politique, montrez-leur qu'ils ne vous détourneront jamais de l'objectif suivant :

Une journée de six heures et une rémunération conforme aux nécessités vitales une plus grande liberté, gage d'une bonne santé

Nous prétendons que cela est possible car, le perfectionnement mécanique, fauteur de surproduction, réduit la main-d'œuvre. Qui ose nier que la production actuelle, par rapport à celle d'avant guerre, a augmenté de 40 % alors que le salaire est déprécié de 50 %, ce qui fait que le pouvoir d'achat de l'ouvrier est réduit de 80 %.

Camarades, n'oubliez jamais que si aujourd'hui vous êtes frustrés de vos conquêtes, c'est que vous avez eu trop confiance en l'action des politiciens.

Oui, lorsque la politique entre dans l'arène sociale, la misère, l'esclavage, l'injustice, la guerre suivent. Exemple : Franco, le bourreau

du Peuple Espagnol, grâce à la complicité et aux marchandages des chancelleries des pays démocratiques, continue son œuvre de destruction et de mort. Cela est une insulte aux maquisards morts pour détruire tous les fascismes, cela est une entorse à la raison.

Camarades, contre toutes les dictatures rouges ou noires, pour un syndicalisme révolutionnaire, ADHÉREZ à la C.N.T., seule Centrale syndicale de lutte de classes.

VIVE LE PROLETARIAT !

LA C.N.T.

Lisez,
faites lire

LE COMBAT SYNDICALISTE

39, Rue de La Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

LE SECRÉTARIAT DE L'A.I.T.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
Paraît tous les 15 jours

Abonnements, 12 numéros : 170 fr.
24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 660 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-X^e

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

S'ADRESSE AUX OUVRIERS DU MONDE ENTIER

Le VII^e Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs siégeant à Toulouse du 11 au 23 mai 1951, a terminé ses travaux. Les Sections de France, d'Espagne, d'Argentine, de Suède, du Portugal, d'Angleterre, de Bulgarie, d'Autriche, d'Allemagne, du Danemark, de Norvège, d'Italie, de Hollande étaient directement représentées par des délégations, et l'organisation ouvrière de l'Uruguay, adhérente à l'A.I.T., avait envoyé des accords écrits.

Personne ne peut ignorer l'importance de ce Congrès, où devait être examinée la gestion du Secrétariat de 1938 jusqu'à aujourd'hui. Treize ans s'étaient écoulés depuis la date du dernier Congrès international, treize ans durant lesquels ont eu lieu dans le monde de formidables événements. L'échec de la révolution espagnole et la guerre mondiale de 1939-1945 sont, sans aucun doute, les faits mondiaux les plus importants au cours desquels notre Association a eu des heures très difficiles.

Le Secrétariat, réfugié en Suède, pays qui réussit à maintenir sa neutralité au milieu des divers avatars d'un conflit universalisé, ne cessa jamais d'être actif. Avec un tact et une sérénité exemplaires, il guida fermement notre or-

ganisation parmi les multiples écueils surgis devant les sections. Et nous ne pouvons pas oublier que la S.A.C. qui a continué à soutenir notre Secrétariat International, vécut également des moments très difficiles par suite de la proximité de l'occupation allemande au Danemark et en Norvège.

Les armées d'Hitler traversèrent la Suède en diverses occasions. Dans le reste du monde et particulièrement en Europe, toutes les sections, sauf en Angleterre, se virent lancées dans la lutte clandestine. Cependant le sentiment de solidarité internationale ne diminua pas un instant et nous pouvons solder ce bilan d'activité par un magnifique enrichissement moral.

Aujourd'hui, la France s'organise autour de la C.N.T., en Italie, renaît la U.S.I. de glorieuse mémoire ; en Angleterre, la Fédération Syndicaliste Britannique incorpore chaque jour un nombre plus grand d'ouvriers déçus par les Trade Unions ; et en Espagne, malgré la terreur franquiste, l'esprit de l'A.I.T. persiste plus fort chaque jour, préparant la chute du Franquisme et l'action de la classe laborieuse en marche vers son émancipation.

L'A.I.T. ratifie ses principes, ses tactiques, ses buts

Après un examen long et passionné des expériences internationales de ces treize années, après une étude approfondie de ce qu'a été la déviation tactique de la C.N.T. d'Espagne dans les années 1936-1939 ; à la lumière des événements mondiaux qui se sont produits : fascisme, nazisme, échec des tactiques réformistes, incapacité révolutionnaire et constructive de la Social-démocratie (responsable internationalement du totalitarisme et des deux dernières guerres mondiales), le Congrès a estimé qu'à présent plus que jamais apparaissent indiquées et efficaces les tactiques d'action directe antiétatiques et

antigouvernementalistes et qu'à présent plus que jamais apparaissent justes (unique espérance dans le chaos moral présent), le principe et les fins de l'A.I.T., héritière idéologique de la première et glorieuse Association Internationale des Travailleurs.

Pour éviter toute nouvelle interprétation captieuse des doctrines et des moyens utilisés par le syndicalisme révolutionnaire pour arriver à ses fins, le Congrès a supprimé l'additif introduit dans ses Statuts en 1938, à la demande de la section espagnole et il a ratifié à l'unanimité ses principes, ses tactiques, ses buts.

La question espagnole

L'un des premiers points de l'ordre du jour concernait la question espagnole. Ce n'est un secret pour personne que la Section espagnole se trouve divisée en deux tendances. L'une, favorable à l'intervention et à la collaboration de type gouvernemental initiées en 1936, par suite des nécessités et des problèmes engendrés par la lutte contre le franquisme ; l'autre, qui considère cette intervention fautive depuis 1939.

Le Congrès a fait des efforts en vue de l'unité de la C.N.T. espagnole et, moralement, nous pouvons dire qu'un grand progrès a été réalisé étant donné que les

deux courants se sont accordés pour la ratification des principes, des tactiques et des fins et que tous ont pris l'engagement de créer le climat favorable pour une prompte et satisfaisante solution du problème.

On peut donc espérer des événements qui s'annoncent pour des temps prochains en Espagne, que la chute du régime franquiste à laquelle travaillent avec tant de souplesse et d'intelligence nos camarades espagnols trouveront une grande C.N.T., de nouveau unifiée et placée à nouveau dans la droite et claire ligne du syndicalisme révolutionnaire sans hésitations et sans concessions d'aucune sorte.

La lutte contre la guerre

L'Association internationale des Travailleurs se déclare catégoriquement contre les impérialismes en lutte et invite les travailleurs du monde entier à se dresser contre tous les fauteurs de guerre.

La classe ouvrière mondiale ne doit pas se laisser entraîner à une

nouvelle tuerie. Ses intérêts matériels et moraux ne sont pas, ne peuvent pas être liés à l'un quelconque des groupes en compétition. Ni le bloc occidental, défenseur des intérêts capitalistes anglo-américains, ni le bloc oriental, expression la plus dangereuse du totalitarisme impérialiste tendant

à détruire toutes les libertés humaines, ne peuvent s'attirer le cœur ou la conscience de la classe ouvrière mondiale. Les travailleurs ne peuvent ni ne doivent se laisser pousser vers la mort pour des intérêts qui n'ont rien de commun avec les leurs. Le totalitarisme rouge, aussi bien que le capitalisme américain sont des étapes des processus historiques de décomposition de l'idée d'Etat, de la force organisée qu'il incarne et dont il est l'usufruitier. Les travailleurs ne peuvent contribuer ni au soutien d'un système de privilèges et d'injustice, ni à l'intronisation d'un autre qui ne fait que changer l'apparence et le nom des choses mais dans lequel l'esclavage, l'inégalité, l'injustice, la destruction des droits humains persistent sous une forme encore plus atroce, plus impitoyable, plus terrible.

Face aux deux blocs en conflit, la classe ouvrière mondiale doit se dresser, répliquant à la guerre par la résistance active, par la lutte vigoureuse contre toutes les formes d'étatisme et de totalitarisme et en poursuivant, avec ses propres fins et par ses propres moyens, l'émancipation des travailleurs.

Contre la guerre ! Contre le capitalisme et le totalitarisme blanc, noir ou rouge ! Pour la Révolution sociale ! Pour le Syndicalisme révolutionnaire !

La lutte contre les dictatures

L'A.I.T., par les accords de son VII^e Congrès, se proclame solidaire des victimes de toutes les dictatures et exprime sa protestation indignée devant les crimes perpétrés contre les travailleurs et les hommes à la conscience libre d'Espagne, de Russie, de Bulgarie, d'Argentine, de tous les pays soumis à des régimes totalitaires.

Toutes les formes du fascisme sont également exécrables et doivent entraîner l'indignation et la protestation active des travailleurs du monde entier.

L'A.I.T. salue tous les prisonniers et tous les camarades traqués d'Espagne, les camarades qui luttent dans la clandestinité en Argentine, tous les anarcho-syndicalistes enfermés dans les camps de concentration en Bulgarie, et d'autres pays, les rebelles qui agonisent dans les ergastules impénétrables de l'impérialisme soviétique et elle demande au monde civilisé qu'il agisse contre ces dictatures qui sont le stigmate du monde moderne, la négation de toutes les valeurs morales et de toutes les conquêtes du progrès politique et social des peuples.

Voilà les vacances

Les vacances sont commencées pour les uns, les autres se préparent à les prendre.

Pendant vos loisirs, vous lirez, vous parlerez de sujets variés, vous aurez des occasions de discuter avec des personnes dont les occupations sont différentes des vôtres.

C'est donc le moment de faire vos achats de brochures, de livres, en vous adressant à notre camarade MARCHEY, responsable de la librairie C.N.T.

Consultez la liste dans le journal « Le Combat syndicaliste ».

Mieux, venez faire une visite au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e).
La librairie est ouverte tous les jours, de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures.

Contre tous les racismes

L'Association Internationale des Travailleurs élève également sa protestation contre toutes les manifestations du racisme qui ont laissé tant de traces sanglantes dans l'Histoire contemporaine. Tout racisme est une exacerbation nationaliste, une explosion de haine ancestrale, une négative de l'universalisme des idées morales et des valeurs humaines. C'est un recul vers des états primitifs de la conscience individuelle et collective.

Le racisme disparaîtra seulement avec les frontières qui séparent les hommes en groupes ennemis, qui créent parmi eux des complexes spirituels de supériorité et d'hostilité vis-à-vis de leurs frères, ce qui sert au mieux les intérêts

communs des capitalistes de tous les pays, internationalement unis dans les grands trusts, les associations économiques déterminant la politique de tous les gouvernements.

Aussi l'A.I.T. proclame-t-elle ses finalités antiétatiques, ses principes de fédéralisme et de solidarité entre les hommes et les peuples. Les guerres, les races, les haines de nations à nations sont un produit de l'autorité, de la division en classes et en états

Contre tout préjugé de race, contre les manifestations du nationalisme ! Pour la Fédération universelle des hommes et des peuples ! Pour la solidarité et la fraternité humaines !

Le syndicalisme arme économique de la transformation sociale

Le Congrès a étudié la nécessité et l'opportunité d'accroître et de stimuler la constitution de Fédérations Internationales d'Industries conscientes du grand rôle que doit jouer le syndicalisme révolutionnaire dans la période de transformation de la Société.

Sans perdre de vue les intérêts moraux, économiques et sociaux de la classe ouvrière, l'A.I.T. trace les grandes lignes pour tout le travail futur, pour l'œuvre à réaliser dans l'avenir :

- sur le plan syndical ;
- sur le plan de la jeunesse ;
- en ce qui concerne la propagation de nos tactiques et de nos principes ;
- pour l'organisation de nouvelles sections de l'A.I.T. dans tous les pays du monde.

Nous devons incorporer à notre Centrale internationale, toutes les masses ouvrières égarées et désorientées, déçues par l'échec du réformisme, lassées de la démagogie communiste, désireuse d'idées claires et de tactiques efficaces qui ne soient pas une domestication et une nouvelle forme d'esclavage.

Face au syndicalisme d'Etat des pays totalitaires et face au syndicalisme dirigé par les partis politiques, l'A.I.T. apparaît comme quelque chose d'effectif, de sain, de nouveau. C'est une force d'avenir, plein d'élan et de vie.

Nous devons attirer la jeunesse qu'on désorienté et qu'on annule moralement en l'enrôlant dans des organisations semi-militaires, en tuant en cela l'indépendance. Le travail est urgent parmi cette jeunesse dans les rangs de laquelle ne manquent pourtant pas l'enthousiasme et l'esprit de révolte et qui est aujourd'hui sans boussole. Donnons-lui cette boussole morale par notre travail intelligent et notre souplesse à saisir les nuances de l'âme juvénile moderne qui se débat dans le chaos spirituel de cette après-guerre, tourmentée par des négations absolues, par des dangers immédiats et par le désespoir d'être impuissante à les surmonter. Donnons-lui la foi et la confiance en elle-même. Donnons-lui une mission et une espérance. C'est cela que l'A.I.T. doit offrir aux jeunes, grâce à l'action de toutes ses Sections et de tous ses adhérents.

Derniers mots

Le Congrès est fini. Déjà les délégués retournent à leurs pays respectifs.

Il reste la tâche à remplir, l'œuvre à terminer.

Et il reste les durs moments à vivre, les possibilités, les périls, les contingences diverses auxquelles devra faire face notre mouvement international.

Les yeux fixés sur l'avenir, riches des expériences du passé, nous devons savoir envisager toutes les réalités du présent.

Nous devons savoir former le carré autour de notre drapeau de lutte, fidèles à l'idéal de justice que nous avons adopté en entrant dans notre Association.

Face à la terreur, face aux dictatures, face à la guerre, union de tous les travailleurs ! Contre le



Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

Le prochain

C. S.

paraîtra le

VENDREDI 27 JUILLET

LE COMBAT SYNDICALISTE



ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!

25^e année - Nlle série, N° 68

15 FRANCS

VENDREDI 31 AOUT 1951

LA BOMBE GLACÉE : LA PRODUCTIVITÉ

DEPUIS quelque temps celle-ci, telles les fameuses soucoupes volantes, planait dans l'air. Un beau matin... bing... elle éclate. Il en fut comme de toutes les bonnes choses qui nous viennent d'outre-atlantique, tel le chewing-gum ou les tanks Sherman.

De nombreux amateurs friands de ce qui est nouveau l'ont adoptée, dégustée, ingurgitée. De suite il s'est constitué un Centre Intersyndical afin, ici cramponnez-vous, de « créer un climat psychologique absolument indispensable, car sans la bonne volonté des travailleurs et des cadres les meilleures théories sont inévitablement vouées à l'échec ».

Voici donc ces trois centrales dites libres qui yont chercher à créer ce fameux climat psychologique afin que le plan Marshall puisse mettre en application une nouvelle politique d'aide aux industries françaises. Cette nouvelle politique consistera dans un contact direct par la coopération des « chefs » syndicalistes et des cadres techniques qui permettra d'accroître l'efficacité de la production, diminuer les prix et augmenter les salaires — Henry Parkman dixit — M. H. Parkmann est le chef de la mission spéciale en France de l'E.C.A.

Economie Coopération Administration, c'est-à-dire l'administration chargée de l'application du plan, vous savez ce fameux, ce très cher plan Marshall dont il est inutile de décrire les buts ni les bienfaits !!!

Si, en Amérique, la productivité joue un rôle important dans la vie des travailleurs, si elle sert plus qu'elle brime les ouvriers, si elle donne à ceux-ci un standard de vie autrement supérieur à celui des travailleurs français et même européens cela provient surtout de la différence de mentalité qui existe entre les employeurs américains et européens.

La productivité, en France, est synonyme de production et dans maints articles relatifs à cette bombe nous lisons : « Il n'y a pas d'autre moyen d'améliorer le niveau de vie français que de produire davantage », ou « Produire davantage, au prix le plus bas possible demeure l'impératif numéro UN » ou encore « Pour améliorer la condition des travailleurs il faut donc produire encore plus et mieux, réduire ainsi les prix de revient tout en augmentant la quantité des produits distribués et faire en sorte que tous, producteurs et consommateurs, puissent en bénéficier ».

Pas un mot, pas une ligne au sujet des bénéfices scandaleux, sur l'augmentation de la production, laquelle dans certaines industries dépasse celle de 1938. Non, il faut en-

core! produire plus, peiner davantage. C'en est assez, nos salaires actuels nous permettent plus de vivre, il nous appartient pas de discuter sur l'application de ce nouveau-né Productivité, il n'est pas de notre ressort de venter cette expérience, de créer ce fameux climat psychologique comme le désirent ces trois centrales dites libres. La logique veut que, tout d'abord, nous luttons pour obtenir un salaire réel et décent, pour la diminution des heures de travail.

Produire davantage, constituer ou augmenter les stocks de produits fabriqués alors que nous regorgeons de tout et que nous ne pouvons rien acheter, à quoi cela rime-t-il ?

N'existe-t-il pas une crise dans l'industrie de la chaussure qui dure depuis deux années ? La confection ne subit-elle pas six ou huit mois

YVERNEL.

(Suite en page 4.)

MIENACES sur l'apprentissage

CHACQUE année près de 700.000 jeunes atteignent leur quatorze ans. Près de 300.000 entrent immédiatement au travail dans l'industrie. Les autres suivent les cours d'un centre de formation professionnelle, entrent au lycée, vont travailler aux champs, ou suivent les cours d'une école commerciale.

Sur les 300.000 jeunes qui, chaque année entrent dans l'industrie, une cinquantaine de mille seulement sont pourvus d'un contrat d'apprentissage leur assurant une formation professionnelle élémentaire. Seuls, ces 50.000 « privilégiés » sont assurés de suivre des cours professionnels, de recevoir une formation théorique et pratique.

Quant aux autres, ils se « débrouilleront ». Bien ou mal, qu'importe. L'important est qu'ils produisent rapidement. Peu importe s'ils restent toute leur vie manœuvres. Ils auront rempli leur rôle de producteurs inconscients et désorganisés.

Les « privilégiés » dont nous parlions plus haut recevront eux, une petite formation théorique et pratique. Ils pourront, après trois ans d'enseignement, concourir pour obtenir un Certificat d'Aptitude Professionnelle, le fameux C.A.P. Munis de ce C.A.P., ils auront la possibilité de grimper, dans l'avenir, quelques échelons de l'échelle hiérarchique. Ils deviendront P2, P3 ou contremaître, ou chef d'équipe. Une minorité ayant eu le courage de suivre, après le C.A.P., de nombreuses années durant, les cours des Arts et Métiers, pourra arriver à des postes plus importants de la hiérarchie : bureaux d'études, contrôleurs, sous-ingénieurs, et parfois ingénieurs.

On voit donc, par cet exposé, que le C.A.P. représente une étape importante dans la vie du travailleur. C'est le point de départ d'une amélioration de sa situation matérielle et morale. C'est la porte d'accès aux postes de responsabilité. C'est, sur un plan social et économique, la possibilité de réaliser sans heurts, la promotion ouvrière.

Or, des changements importants viennent d'être apportés aux programmes et aux coefficients de l'examen.

Tout d'abord, le coefficient d'atelier passe de 8 à 10. Cette modification principale entraîne toutes les autres. Le coefficient du dessin industriel est réduit de 4 à 2, et le coefficient de l'épreuve en français est désormais fixé à 1. Pour cette dernière épreuve, le programme sera limité à la profession, les sujets seront limités à des lettres usuelles et le vocabulaire sera enrichi par l'apport de quelques termes techniques.

Il est évidemment normal que dans un diplôme professionnel, les épreuves techniques aient grande importance. Il est normal que le C.A.P. sanctionne une valeur professionnelle effective. Mais nous ne pensons pas que la qualification professionnelle doive se faire au détriment de la culture générale minimum que chaque individu devrait posséder.

Si une réforme de l'enseignement technique est nécessaire, elle ne doit pas se faire aux dépens de l'esprit. Nous croyons

Claude DESALLE.

(Suite en page 4.)

La solidarité ne doit pas se ralentir

Nos camarades Courtial et Dattrino, de Lyon, sont toujours emprisonnés, victimes d'un jugement inique de classe.

Ils ont été condamnés parce que, connus comme militants de notre C.N.T., et qu'ils pratiquaient la solidarité.

Nous ne devons et ne pouvons pas les oublier. Il faut que notre solidarité soit effective.

Quel est le camarade qui, partant en vacances, ou en revenant, n'aura pas fait ou ne fera pas le geste qui s'impose ? Les Syndicats, les Unions, se

La presse se meurt

IL y a trois semaines, le journal L'Aube imprimait son acte de décès. Le même jour, Le Populaire faisait connaître l'impossibilité où il se trouvait de continuer à paraître sur quatre pages, grand format et sa décision de ne plus paraître désormais que sur un format réduit. En octobre, sans doute, Le Populaire cessera d'être un quotidien et se transformera en bulletin inférieur à usage exclusif des militants de la S.F.I.O.

Le 14 août, une courte note dans Combat nous apprenait le sabordement du Monde, formule Beuve-Méry et son remplacement, à partir du 17 septembre prochain par un Monde, nouvelle formule se situant de la droite du M.R.P. au R.P.F., en passant par les indépendants et les paysans.

Le départ de Beuve-Méry était motivé par les démissions de deux administrateurs du journal, Funck-Brentanos et Courtin, affirmant que Le Monde avait pour objet de servir une politique strictement nationale et lui reprochant "son attitude neutraliste et démoralisante", ce qui signifiait en d'autres termes que le journal refusait de se mettre à la remorque du gouvernement américain de langue française et entendait garder un certain sens critique.

Ce sont là, dans le régime capitaliste, des crimes impardonnables, qui tôt ou tard se paient. Pensez donc ! Un journal bien informé, sérieux, lu à l'étranger, accueillant très souvent nombre de témoignages contraires à son orientation générale, que de fautes accumulées !!!

N'ayant pu "couler" Le Monde avec le lancement d'un Paris-Presse formule anglaise — qui, entre parenthèses, après quelques mois d'existence, est passé de 12 à 6 pages — il fallait trouver une solution permettant d'imposer les conceptions de la politique réactionnaire et atlantique aux lecteurs du Monde. Pour cela il fallait un homme (au sens biologique du terme). M. Funck-Brentano du Rassemblement de la Phynance française, fut agréé et sa démission du journal, tout-en-restant-actionnaire, entraîna le départ de Beuve-Méry et de plusieurs collaborateurs.

L'on peut émettre de nombreuses critiques sur la rédaction et l'orientation du Monde. Il est toutefois presque impossible de lui retirer ses qualités. Il était considéré comme le journal français le mieux informé et à l'étranger Le Monde faisait honneur à ce qui restait de la presse française.

Indifférent aux querelles partisanes, il essayait de dégager de ses observations, de ses études, une politique claire, froide, lucide, à longue échéance. Du Monde, la basse polémique, marque de fabrique des Aurore ou autres, Figaro était exclue. Et nous ne pouvons oublier les campagnes menées encore tout dernièrement contre la guerre d'Indochine et le Plan Marshall. Bien souvent, Le Monde prenait position pour les grèves contre les ultra-réactionnaires du Gouvernement.

La documentation du Monde était la plus sérieuse de toute la presse. Les informations étaient sans doute dans leur interprétation, sujettes à caution. Les faits étaient toujours fidèlement rapportés.

Pendant que la presse intelligente se meurt, pendant que la presse ouvrière se réduit peu à peu, la "grande presse" fait des affaires d'or et

Jacques BRENNERT.

(Suite en page 2.)

Cinq francs de plus à Lyon

A la Maison Hivernaud, entreprise de travaux publics (chantier de la rue du Dauphiné), les camarades du bâtiment sont comme partout à la recherche de meilleures conditions de vie.

C'est pourquoi depuis trois semaines toute l'entreprise était en lutte avec la direction, sous l'impulsion du délégué de la C.N.T., notre actif camarade Dorjon, en complet accord avec le délégué C.G.T., le camarade Farcasse.

Après différentes phases de lutte (grève perlée, unité d'action revendicatrice, etc.), nos camarades viennent d'obtenir une augmentation horaire de 5 francs de l'heure pour tout le personnel.

Et nos copains ne sont pas décidés à s'endormir sur leurs lauriers ! Ils font appel à tous ceux qui veulent obtenir ce à quoi leur travail leur donne droit, et les invitent à venir grossir les rangs du S.U.B., berceau du syndicalisme révolutionnaire.

Le S.U.B. de Lyon.

Aux travailleurs et ménagères DE MARSEILLE

Travailleurs, Ménagères, Le cycle infernal continue. Après chaque augmentation de salaires la rapacité patronale organise la hausse du coût de la vie.

Autrefois, le billet de mille francs permettait à une famille nombreuse de subsister pendant plusieurs jours. Aujourd'hui, mille francs ne suffisent plus pour assurer la nourriture d'une famille de trois personnes pendant un seul jour. Si cela continue, inutile de dire, ces billets de mille francs se convertiront en chiffons dont la valeur sera égale à ZERO.

Véritable course infernale, la hausse du coût de la vie est savamment entretenue par les uns et les autres :

Elle est entretenue par l'Etat avec ses impôts.

Par les dirigeants syndicaux, défenseurs de la hiérarchie des salaires.

Par les intermédiaires et les commerçants qui, en spéculant sur le prix et sur le poids, exagèrent leurs bénéfices.

Tout ce monde ne pense qu'à une chose : s'enrichir le plus rapidement possible.

Travailleurs, Ménagères, la C.N.T. vous dit : Prenez garde, assez d'illusions. Tous ensemble crions halte à la hausse. Coude-à-coude, luttons contre la vie chère, partout, sur les plans local, régional, national et international.

Tous unis au sein de la C.N.T., essayons de poser de nouveaux jalons qui nous permettront d'arracher un standard de vie humain et plus conforme à une saine justice sociale.

Afin d'amorcer un travail concret, la C.N.T. vous propose ce qui suit :

- 1° Ajustement du coût de la vie en rétablissant les rapports entre prix et salaires de 1938;
- 2° Relèvement des petits salaires, véritable plaie sociale créée par le système de la hiérarchie des salaires chère à la C.G.T. et autres Centrales;
- 3° Réduction du coût des matières premières indispensables à l'industrie. Cette réduction peut s'obtenir très rapidement par la compression des bénéfices de tous les actionnaires, véritables parasites qui, s'ils ne produisent jamais rien, s'arrangent pour tout accaparer.

Camarades, tous à la C.N.T. pour un vrai syndicalisme révolutionnaire.

L'Union Locale de Marseille.

PRENEZ BIEN NOTE

- Tout changement d'adresse ou de quantité doit parvenir le lundi matin, au plus tard ;
- Changement adresse : 20 fr. ;
- Avertir si on ne reçoit pas le « C.S. » ;
- Faire attention à la bande qui porte la fin de l'abonnement ;
- Sauf erreur, si certains ne reçoivent plus le journal, c'est qu'ils ont omis de faire le nécessaire pour renouveler leur abonnement ;
- La souscription est toujours permanente ; faire circuler les listes qui sont à la disposition des camarades ; en faire la demande ;
- Le « C.S. » peut et doit tenir ; mais pour cela on doit faire des règlements réguliers et intensifier le collectage des abonnements.

Administration du « C.S. »

SOUSCRIPTION POUR LE « COMBAT SYNDICALISTE »

Sommes reçues au 28 août 1951
Sidebor, 100 ; Colin, 100 ; Mancel, 100 ; Ganon, 100 ; Gaudiet, 10 ; Volpi, Marseille (sortie champêtre), 1.000 ; Cheminots, Vitry, 300 ; Lasfargues, 300 ; Coutelle, 68 ; Salvétat, 200 ; P.T.T. 2^e U.R., 500 ; Perrissaguet, 20 ; Remy, 400 ; Le Lann, 500 ; Guittou, 50 ; Morandeu, 150 ; Mirande et sa compagnie, 1.000 francs.

LECOMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 70 15 FRANCS VENDREDI 28 SEPTEMBRE 1951

LA PAIX NOUS SOMMES LOIN DE COMPTER

COMBIEN de temps durera encore cette triste comédie ? Combien encore siégeront des conférences à trois, à quatre, à douze, à vingt, pour parfaire le développement des visées impérialistes, nul ne le sait ? Comment ose-t-on prétendre instaurer la paix alors que tous les efforts, qu'ils soient techniques, industriels ou intellectuels, tendent à perfectionner les armements ?

IL nous faut revenir une fois de plus sur un sujet qui nous tient à cœur. Cette question intéresse au plus haut point les travailleurs de notre pays. C'est pour cela que nous réclamons sans cesse la revalorisation de nos salaires, revalorisation que nous sommes les seuls à réclamer par rapport au coefficient d'avant guerre. C'est par là qu'il fallait commencer. Pourtant, dans certaines instances, l'on a envisagé cette question et, le plus fort, sur l'insistance des Américains qui voudraient voir une solution au problème des salaires en Europe. Si nos salaires étaient revalorisés par rapport au coefficient de 1938, c'est un salaire moyen de 200 francs de l'heure qu'on devrait nous allouer. Ce serait le minimum pour pouvoir vivre à peu près correctement.

Ils auraient bien tort d'ailleurs puisque la classe ouvrière de ce pays a perdu toute dignité de classe, toute

Pierre ARRADON.
(Suite en page 3.)

Le cynisme le plus abject plane sur tous les débats des grands, demi-grands ou futurs grands. Tous veulent la paix, tous s'en réclament, tous en sont les plus convaincus ; leurs arguments sont précieux autant que précis ; leurs déclarations pompeuses autant que déchirantes de loyauté ; leurs gestes d'une envolée céleste une main sur le cœur, l'autre dans la poche-révoluer. Tous, avec une incroyable insistance, prouvent que seul le militarisme représente un gage de paix ; que seules les armes sont un témoignage d'amour vis-à-vis de son prochain. Quelle sinistre duperie !

Malheureusement, notre bon camarade Dattroine reste toujours embastillé, victime de la solidarité qu'il n'a jamais oublié de pratiquer. LA SOLIDARITE DES CAMARADES DE LA C.N.T. NE DOIT PAS RALENTIR EN FAVEUR DE NOS CAMARADES DE LYON. Des Unions, des Syndicats, des Sections ont des listes de souscriptions en cours, il est nécessaire de faire rentrer le montant de ces souscriptions très rapidement. De nombreux camarades n'ont pas encore répondu individuellement à notre appel, nous leur rappellerons que la solidarité est une des devises de notre organisation et que nous comptons sur eux pour la mettre en application, car en plus d'une solidarité effective à nos camarades, il y a également les gros frais occasionnés pour leur défense qu'il faut assurer.

COURTIAL est libéré

C'est avec plaisir que nos camarades apprendront que notre ami Courtial, ayant fait appel du jugement inique qui frappait nos camarades de Lyon, a vu sa peine ramenée à six mois de prison au lieu d'un an et qu'il fut immédiatement remis en liberté.

La réaction ouvrière en faveur de la paix fut de même canalisée ; les deux mouvements pacifistes ne le sont que de nom ; tous deux exploitent la crédulité humaine pour soutenir l'un ou l'autre bloc. Tout est faux dans leurs affirmations, aucun acte, aucune parole, aucun écrit qui puissent faire un rapprochement, même provisoire, entre les peuples en tutelle de l'un ou l'autre bloc. Ces mouvements pacifistes ne sont que les officines des deux grands. La paix, comme toute revendication ouvrière, ne peut se concevoir que par la lutte des travailleurs eux-mêmes. Eux seuls peuvent combattre la psychose de guerre en se souvenant qu'ils en paient les frais aussi bien matériellement que physiquement. C'est une certitude que tous les travailleurs ont un ardent désir de paix ; seuls leurs dirigeants s'en désintéressent ou s'en servent pour des fins contraires.

Le vêtement, peut-être, subit une certaine stabilisation ; cela est dû au fait qu'on ne peut plus acheter plus cher et que l'on fait durer les habits le plus longtemps possible. Nombreux sont ceux qui vont en guenilles, sans chaussures, le dos courbé, vers la terre qui les appelle, qui les engouffrera prématurément. Qu'importe à nos patrons de droit divin que leurs esclaves ne mangent pas à leur faim tous les jours, ils ne rougissent pas, ces féodaux modernes, lorsque toute la presse des U.S.A. les traite d'« employeurs les plus rétrogrades du monde ».

Les meetings, les affiches, les discours, les slogans ne peuvent rien contre la préparation à la guerre, il faut s'attaquer directement au germe de celle-ci et pour cela ébranler le capitalisme. Lutter pour une diminution des profits, pour une amélioration réelle du bien-être de ceux qui peinent sur toute la terre. Obtenir de meilleurs salaires permettant une vie décente, limiter les heures de travail afin de sauvegarder sa santé sont des objectifs efficaces pour saper l'édifice capitaliste à cause duquel la guerre vient. Diminuons les bénéfices, les super-bénéfices, nous augmenterons nos chances de vie.

Deux bouchers, Roger Ruault et Roger Lavaud, de Champigny, s'étaient mutuellement juré d'être solidaires dans l'action défensive engagée contre l'opération bifteck du gouvernement. Hélas ! comme souvent en pareil cas, ce ne sont pas toujours ceux qui gueulent le plus fort qui sont les plus résolus et ce qui se passe dans nos propres mouvements de grève quand nous

défendons notre bifteck arriva là aussi : Alors que le premier faisait le « jaune », le second lui cassa la g... ! L'arcade sourcilier fendue, le « jaune » déposa une plainte et le boucher « agresseur » récolta 10.000 francs d'amende pour blessures volontaires. Au Combat, nous applaudirions le geste « actif » du boucher Lavaud qui, en la circonstance, sut envoyer des coups de pied en v... ; nous serions même tentés de témoigner de la solidarité pour l'amende (oh ! combien légère) que lui ont infligée les chats fourrés de Plevin, mais voilà, il y a un mais qui, pour nous, a son importance : C'est que cette « grève », messieurs les « louchébem » n'est pas du tout populaire : vous vous battez pour les marchands de bestiaux, contre votre clientèle, contre la ménagère, en un mot contre le travailleur qui consomme, contre la classe ouvrière, puisque c'est elle qui représente la consommation la plus élevée — dans la mesure des salaires reçus. Vous vous classez vous-mêmes du côté des affameurs du peuple et ainsi nous vous méprisons comme d'ignobles mercantis pour qui l'on devrait rétablir le pilori. Le terrassier de service qui tient mieux un manche de pioche que sa plume a l'intuition que s'il rencontrait votre président, Drugbert, le décoré de la Légion d'honneur, là, entre quatre yeux, il se ferait un plaisir de lui arranger les côtes... pas à coups de manche de pioche, certainement, mais avec certaines méthodes qui ont fait leur preuve dans sa corporation : chaussettes à clous et machine à boscler. Il faut aussi dire que les chats fourrés de Plevin ont appliqué une amende somme toute peu élevée. Quelle différence avec le traitement infligé à l'auteur de cet article qui, en 1923, fut condamné à trois mois de prison et 800 francs d'amende (des francs d'alors !) pour avoir pratiqué la chas-

GREVE GENERALE Les travailleurs doivent se préparer à l'action

Le gouvernement a fixé le minimum vital à 20.000 francs par mois pour une durée de travail de 45 heures par semaine. C'est un os jeté à la classe ouvrière et en même temps, une nouvelle atteinte à une des conquêtes des travailleurs : la semaine de 40 heures. Le patronat rapace de ce pays ne veut même pas mettre en application ce qui découle de ce minimum vital : une augmentation de 15 %, car dans de nombreuses entreprises les augmentations accordées ne sont que 4, 8, 10 % et plus. Aussi le mécontentement des travailleurs est-il grand. C'est pour cela que des organisations se prétendant libres convoquent une réunion des organisations syndicales, où, comme par hasard, la C.N.T. fut « oubliée ». A cette réunion, il fut décidé de réclamer au patronat un nouveau minimum de base de 23.600 francs. La C.N.T. estime dérisoire le chiffre retenu ; ce qu'il fallait réclamer c'est la revalorisation des salaires sur la base de 1938. Quoique ne participant pas aux marchandages et tractations avec les pouvoirs publics et le patronat, elle estime qu'elle doit apporter son entier concours à toute revendication ouvrière qui apporte un mieux-être au sort des travailleurs, se réservant, la revendication acceptée, de reprendre sa liberté d'action pour la lutte pour ses propres revendications. Toutes les organisations de la C.N.T., tous ses militants, tous ses syndiqués, sont prêts à entrer dans la lutte, ils y seront quelles qu'en soient les conditions. Mais notre organisation estime qu'à l'heure présente toute grève partielle, toute grève à caractère de vague d'assaut risque d'aller à un nouvel échec face à toutes les coalitions patronales et gouvernementales. C'est pourquoi la C.N.T. estime que la GREVE GENERALE TOTALE EST NEECESSAIRE pour arracher quelques avantages pour la classe ouvrière. N.T. invite donc tous ses militants à se faire les propagandistes de la grève générale, mais en assurant quand même qu'ils seront à la pointe du combat du moment que les grèves ne sont pas des grèves politiques. Il y a un minimum vital de grève-la-faim, le gouvernement et son Parlement viennent d'adopter l'échelle mobile des salaires, cette échelle mobile qui se trouvera axée sur le pouvoir d'achat des travailleurs le plus bas depuis plus de 50 ans est une VERITABLE ECHELLE MOBILE DE LA MISERE. La C.N.T. qui fut la première organisation à réclamer l'échelle mobile, mais basée sur le coût réel de la vie et des objets produits, après une revalorisation des salaires sur la base de 1938, voit aujourd'hui une de ses principales revendications combattue à l'époque par toutes les autres organisations syndicales, reprise par celles-ci et le gouvernement, mais déformée à tel point qu'elle devient un danger pour la classe ouvrière. La C.N.T. crie gare : accepter « l'échelle mobile » telle que le Parlement vient de l'adopter serait un grand danger pour l'avenir de la classe ouvrière. Celle-ci ne l'acceptera pas. Elle luttera contre avant qu'il ne soit trop tard, tout comme elle saura exiger des salaires décents.

LA C.A. CONFEDERALE.

Echelle mobile et tutti quanti

NON, vraiment, les parlementaires axèrent, prennent-ils réellement les travailleurs pour des êtres obtus, incapables de logique ? Le vote de l'échelle mobile ; mobile ? hum ! nous sommes plus que sceptiques, disons tout simplement immobile, consécration définitive du soi-disant minimum vital. Seul, dorénavant, l'Institut National de la Statistique évaluera la montée des prix. La Commission des conventions collectives ne sera prévenue que lorsque l'indice atteindra 7,5 %. Connaissant les finasseries de cet Institut, soyez persuadés que la vie est désormais stabilisée, il est si facile de choisir adroitement les produits pour fausser le thermomètre. Nous ne pourrions malheureusement nous étendre comme il le faudrait sur ce sujet étant donné que nous travaillons, que nous avons aussi d'autres tâches à assumer et que notre journal doit avoir les papiers à un jour fixe. Ceci est un simple avertissement, nous vous crions gare, attention, cette échelle mobile est un leurre, un attrappe-nigaud, une vraie farce comme seuls les politiciens savent les trouver. Le monde qui produit, qui peine, gronde ; aussi lâche-t-on du lest pour prévenir tout mouvement revendicatif plus que justifié.

Vigilance, clairvoyance sont à l'ordre du jour. La bourgeoisie attaque partout, c'est l'école laïque, c'est la préparation à la guerre, c'est la productivité, c'est cette caricature d'échelle mobile. Plus que jamais les événements nous donnent raison. La C.N.T., malgré le mur du silence sciemment construit autour d'elle par ceux qui vivent du mensonge et de la duperie, poursuit son chemin lentement mais sûrement. Alerte, camarades ! A vos postes, les copains, ouvrez l'œil et le bon, du travail nous attend.

BRISSET.

DANS LE LIVRE ET CE TREIZIEME MOIS ?

Oui, et ce treizième mois ? Ne voilà-t-il pas que certains patrons de province ont accepté le principe du treizième mois. Cela gêne énormément nos dirigeants réformistes de la capitale ; en effet, selon l'engagement du patronat de province, le treizième mois ne deviendra effectif que lorsque les patrons parisiens l'auront accepté. Et quand on sait que les dirigeants réformiste-bolcheviques de Paris « comprennent » qu'il est « très difficile actuellement de tenir dans la leurre », il y a neuf chances sur dix que pour le treizième mois, là ou ailleurs, on peut repasser. Une des conditions à réunir pour rendre effective l'application du treizième mois serait d'avoir, dans les discussions avec les patrons des responsables syndicaux qui comprendraient mieux les besoins de leurs mandants que ceux de leurs exploités. Ce n'est pas avec la « culture » syndicaliste des dirigeants cégétistes ou avec celle de ceux de F.O. qu'on y parviendra.

CORENTIN-LA-TERRASSE.

LECASTAING.

Aux camarades réunis pour les "Journées de la Paix"

Chers Camarades, EN réponse à votre lettre du 1^{er} août 1951, nous nous félicitons de constater qu'enfin nous ne sommes pas seuls à préconiser une lutte efficace contre la guerre qui ne relève ni d'un bloc, ni d'un autre. Soyez certains que nous porterons attention à toute décision et toute action qui nous apparaîtrait sérieuse. En ce qui nous concerne, depuis notre constitution en 1946, la lutte contre la guerre a toujours été une de nos préoccupations premières. Dès ce moment, nous avons dénoncé la duperie d'une paix préconisée par l'un des camps en présence au détriment de l'autre. Nous pensons que la base de toute action sérieuse contre la guerre doit être l'action quotidienne de la classe ouvrière. Nous croyons que c'est dans la mesure où la classe ouvrière combat son propre capitalisme et son propre étatsisme que la guerre peut être mise en échec.

Le capitalisme et l'Etat ne peuvent financer leur guerre que lorsque la classe ouvrière subit des conditions de travail aggravées. Si la classe ouvrière résiste à l'exploitation sur ce terrain qui est le sien avec ses propres méthodes d'action directe, si elle refuse de faire des heures supplémentaires, si elle exige un temps de travail toujours moins long, elle place le capitalisme et l'Etat en situation de ne pouvoir poursuivre ce qu'on appelle « l'effort de guerre », de leur guerre. Si, malgré tout, les capitalistes et les Etats, capitalistes, totalitaires ou prétendus démocratiques pouvaient déclencher leur guerre, nous pensons qu'il faudrait réaliser l'unité d'action la plus large possible dans la grève générale illimitée, prélude d'une révolution qui devra donner la gestion de la société à la classe ouvrière, par l'intermédiaire des syndicats. En vous souhaitant de faire un bon travail, nous vous prions, chers camarades, d'accepter nos saluts syndicalistes et révolutionnaires. La C.N.T.

arrière l'église !

nos lecteurs liront par ailleurs la lettre de nos camarades bidé, moizeau et jubé, de saint-nazaire, inspirée par cette nécessité qui s'impose à la c.n.t. de participer sans réserve à la lutte pour la défense de l'école laïque. nos camarades de saint-nazaire n'ont pas attendu pour se jeter dans cette lutte : ils ont immédiatement mesuré tout ce que représente la victoire que l'église vient de remporter. obtenue parce que tous les hommes de progrès s'étaient endormis confiants dans le vieux fond d'irréligion qui se trouve au cœur de tout républicain sincère. il fut un temps où l'église était au su de tous, royaliste. il n'est peut-être pas inutile de rappeler à la suite de quel incident l'église de france dut abandonner son « royalisme ». cela vaut la peine d'être dit et d'être mis

à la disposition des jeunes générations qui ne connaissent que l'église « sociale » d'aujourd'hui. c'est cette vieille canaille de briand qui réussit l'affaire. alors qu'il était ministre, sa police lui rapporta que le nonce du pape s'était fait prendre dans une partie de... (vous devinez quoi !) qui se déroulait au bois de boulogne. le vieux renard se souvint alors que les voix cléricales s'étaient groupées contre lui lorsqu'il posa sa candidature à la présidence de la république. il tenait sa revanche : le pape fut mis en demeure soit de renier la maison de france, soit de voir le scandale éclater. dans une telle alternative le pape n'hésita pas : de même que napoléon fut couronné, capet, daudet et maurras furent sacrifiés (l'allais dire ilquidés). et le cardinal liénart, ce pas-

Sus aux charlatans !

De même que dans la vie privée on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui, et ce qu'il fait réellement, il faut distinguer encore davantage, dans la lutte historique, entre la piraterie et les prétentions des partis et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité.
Marx dans Le 18 Brumaire

La lumière des concepts du matérialisme historique, essayons de sortir du labyrinthe bolcheviste. Dans la Vie Ouvrière n° 357, M. Eugène Hénaff (comme Crétinff), Secrétaire de l'Union de la région parisienne, s'insurge contre M. Buron, ex-ministre M.R.P. C'est que M. Buron est l'ennemi déclaré de la hausse des salaires alors que M. Hénaff, lui, est partisan de la prime de vacances, de l'échelle mobile et, emphatiquement, notre bonhomme écrit : Ca ne peut pas durer. M. Buron veut nous faire serwer la ceinture plus fort. Voilà de la provocation. On se demande jusqu'où ces gens-là iront.

Connu ou inconnue. Là-bas l'ouvrier est rivié à l'usine, il n'a pas le droit de se rendre à l'étranger. La base, la liberté d'union et de pensée, n'est que foutaise. Là-bas on vous dispense de penser car un Grand Cerveau pense pour vous, c'est celui du vénérable et génial Staline, Dieu et Maître du monde. Dans ce paradis prolétarien, l'ouvrier se heurte à une hiérarchie de salaires inégalable ailleurs, là, le Prolo est soumis à un rythme de production qui s'accroît sans cesse. Plus vite ! toujours plus vite ! plus vite encore ! Ah, vos nerfs sont à bout ? Plus vite et pas de roupisseurs ! silence absolu, obéissez ! plus vite, voyez l'incomparable Stakhanov, il faut suivre son exemple, il faut atteindre le maximum. Vous ne pouvez pas ? Votre physique s'oppose à un si rude effort ? Ah non, marchez, marchez tas de salauds ! plus vite, n'arrêchez ou crevez !

Où, en effet le régime actuel ne peut pas durer, c'est là une vérité connue même par les singes et les perroquets de la jungle ; en revanche, de nombreux ouvriers ignorent le rôle de la C.G.T., ils ne savent pas que cette fameuse centrale syndicale n'a qu'un but, celui d'instaurer la dictature stalinienne. A la lecture des en-têtes chamarrés de blanc, de rouge, de bleu, de ce sale torchon qu'est la Vie Ouvrière, on a l'impression que le grand jour de la rédemption est arrivé. En réalité il n'en est rien, au contraire, de plus en plus l'ouvrier comprend de moins en moins et comment en serait-il autrement ?

Car honte, c'est le paradis de la dictature dite prolétarienne, c'est le pays du communisme qu'on dit. Pouah ! Indubitablement, le capitalisme américain est l'ennemi n° 1 du Proletariat, mais faut-il oublier que le Stalinalisme partage avec lui le triste privilège de pressurer les peuples ? Et alors pouvons-nous rester indifférents ou au contraire devons-nous vomir les slogans ainsi que la dialectique et le matérialisme historique ? A quoi bon se démentir si par la suite nous devons aboutir à la dictature, à la tyrannie ? En fait et en dépit des prétentions du Professeur de dialectique, M. Merleau-Ponty, accoucheur de Humanisme et Terreur, la dialectique est une drogue qui sert au mieux comme au pire. Lorsqu'on affirme : « La violence stalinienne est une nécessité historique sans laquelle il n'y a pas de salut », nous répondons : c'est là une hypothèse très commode avec laquelle on excuse tout, y compris le crime.

A tout cela ajoutiez l'action des camarades ministres de la belle époque de division ouvrière. (de vous en prie, ne riez pas, les délégués cégétistes affirment, dans toute réunion d'usine, que la grève générale est un outil de division, ils affirment cela gravement et sérieusement.) A tout cela ajoutiez l'action des camarades ministres de la belle époque de division ouvrière. (de vous en prie, ne riez pas, les délégués cégétistes affirment, dans toute réunion d'usine, que la grève générale est un outil de division, ils affirment cela gravement et sérieusement.)

Sans doute, Humanisme et Terreur est l'œuvre d'un rhétoricien défenseur d'une mauvaise cause. A notre avis, M. Ponty mystifie ses lecteurs car sa plaidoirie n'est pas au service du prolétariat mais au service de la dictature stalinienne et qu'on dise, les nombreux crimes stalin-

niens ne sont pas imputables aux nécessités historiques ; le seul responsable est celui qui, usant et abusant de son pouvoir, ordonne l'assassinat. En réalité, nous sommes convaincus qu'un parti n'est, par lui-même, qu'un mot ; d'autre part nous pensons qu'un prolétariat qui pense par procuration ressemble étrangement à un troupeau de moutons et que tel est le cas d'un nombre considérable de militants du parti communiste. Cet esprit moutonnier explique largement toutes les trahisons des clercs ou des chefs adorés. Il est clair que le Parti, l'Etat, le Capitalisme, la Dictature, l'Eglise, sont autant de zéros qui assignent des fantômes, des tabous derrière lesquels de vieux renards tirent les ficelles et font danser les marionnettes. Parfois on nous accuse nous, syndicalistes révolutionnaires, de faire le jeu des capitalistes et de l'américanisme, mais on oublie d'ajouter que ces accusations décourent d'un sentiment d'infériorité. L'homme fort, l'homme libre n'ignore pas que la lutte contre la tyrannie exclue les si et les mais et, qu'étant donné que le capitalisme et le bolchevisme sont deux branches d'un même tronc ; la tyrannie, il est nécessaire de mener la lutte sur les deux fronts à la fois.

Désormais nous devons lutter contre l'américanisme et contre le bolchevisme, car l'un et l'autre sont les ennemis de l'émancipation intégrale des travailleurs. L'ouvrier doit désobéir aux ordres de la C.G.T., il doit refuser énergiquement les mots d'ordre de grève d'une, deux, trois, quatre heures, car c'est là une méthode au service de la politique. Sans doute le capitalisme international est une honte pour les honnêtes gens, mais le bolchevisme est une dégradation de l'humanité. L'un et l'autre doivent être extirpés le plus vite possible de la société qu'ils empoisonnent. Les ouvriers voudront-ils comprendre que leur salut dépend de leur volonté d'exterminer les dictateurs rouges ou noirs ainsi que les capitalistes ? Pour anéantir cette plaie qu'est le salariat, lutons contre le capitalisme et le bolchevisme, il n'est jamais tard pour sauver la face du monde et si les ouvriers le veulent, ils peuvent barrer la route à toute la racaille qui détient le volant de l'Etat.

LUC BRÉGLIANO.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
Parait tous les 15 jours
A COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD
Abonnements, 12 numéros : 170 fr.
24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 650 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-X^e

A.I.T. Service de presse

(A.I.T.) - Du 30 juin au 3 juillet, une conférence social-démocrate internationale a eu lieu à Francfort, en Allemagne. Elle a rétabli l'Internationale ouvrière socialiste. Elle se regarde comme une continuation de l'Internationale qui fut établie à un Congrès à Paris, en 1889. L'Internationale de l'an 1889 était certes l'introduction à la collaboration entre les organisations qui cherchaient à conquérir l'Etat. Alors, on combattait pour le socialisme, on soutenait une solidarité inviolable entre les ouvriers des terres et insistait énergiquement à une ligne antimilitaire. L'Internationale social-démocrate de ce jour se compose à un certain degré des partis de gouvernement qui, dans leur œuvre pratique, gouvernent comme des capitalistes. En ce qui concerne le militarisme, ils le soutiennent à peu près sur toute la ligne.

L'Internationale social-démocrate de 1889 ne résista pas pendant la première guerre mondiale. Elle tomba en pièces, quand les organisations rattachées des divers pays s'engagèrent dans la politique de guerre nationale. Elle fut rétablie au Congrès de Hambourg de 1923, mais tomba de nouveau quand la seconde guerre mondiale commença. Une résolution positive pour le militarisme et pour la défense armée pendant la situation actuelle du monde fut présentée par le Congrès, mais l'union ne fut pas complète. D'après ce que la presse disait, la délégation japonaise renonça à sa voix dans le vote de cette question, avec l'argumentation que le socialisme sous toutes circonstances doit s'opposer aux préparations belliqueuses. Le chef indien des socialistes, Dr. Lohia, qui participait à titre d'observateur, protesta contre la résolution. Le social-démocrate Lüthens, de l'Allemagne occidentale, vota pour, mais présente de la part de son parti une adjonction qui dit qu'on ne peut pas demander que des pays qui n'ont pas les mêmes droits fournissent la même contribution que les autres à la défense mutuelle. Une véritable internationale ouvrière ne sera pas celle qui est rétablie maintenant. Ses organisations sont trop intimement engagées dans la politique des gouvernements nationaux de leurs propres pays. Bien plus, elles en sont des instruments, et si de nouvelles complications guerrières apparaissaient, l'internationalisme tomberait certainement de nouveau comme elle a fait déjà deux fois auparavant. (A.I.T.) - Dans la presse norvégienne, la protestation suivante a été publiée : « D'après un article de première page de « Daily Herald » à Londres du 19 juillet 1951, l'amiral Forrest P. Sherman, le chef de la marine des Etats-Unis, entreprit plus que de délibérer sur des bases militaires en Espagne. « Daily Herald » fait savoir que l'amiral Sherman et sa femme avaient été invités à une « garden-party » que Franco tenait à Madrid, pour célébrer l'anniversaire de la guerre civile espagnole. « En tant que citoyens privés américains, qui habitent en Norvège, nous voulons annoncer par la presse norvégienne et pour le peuple de Norvège, que tous les Américains n'approuvent pas la conduite morale et politiquement incorrecte de ce représentant du gouvernement. « Des témoignages disponibles du mouvement anticommuniste souterrain de l'Espagne démontrent que Franco non seulement sera cause pour l'Occident d'une responsabilité idéologique, mais aussi qu'il ne sera d'aucune valeur comme allié militaire. Après une période de dix ans de famine et de gouvernement totalitaire, il est extrêmement douteux que le peuple espagnol - qui est maintenant dans une disposition révolutionnaire - veuille combattre pour Franco. « Ce qui nous cause cependant le plus de chagrin, c'est de voir un haut fonctionnaire américain fraterniser avec Franco. « Honnêtement dit, nous avons honte en tant que citoyens de notre pays. Nous avons honte, du fait que les cercles réactionnaires et militaires aient une si grande confiance dans le boucher espagnol, le symbole de la corruption politique, le fasciste et le dictateur incorrigible, qui s'écroulerait bientôt si seulement l'Amérique arrêtait son aide économique et militaire. « Oslo, juillet 1951. « William Worthy (jr), Arthur N. Fosberg, Ralph Louis Andreano, Richard E. Bailey, Jane N. Callagher, John Miller, William Brooks, Sarah J. Miller, Douglas Mitchell et Leland Crawford. »

L'action contre l'école religieuse

Un meeting à Méan-Penhoët - Une lettre de nos camarades de Saint-Nazaire

Cette réunion extrêmement importante a eu lieu mardi à 18 h. 30 au Foyer Municipal de Méan-Penhoët. Environ une centaine de militants représentaient les Amicales laïques. Notons la présence de nombreux membres du Corps Enseignant ; de MM. Jarraud, secrétaire de la Section nazairienne du Syndicat des Instituteurs ; Albert, secrétaire de l'Union locale des Syndicats F.O., etc. Présidence de M. Balot, le dévoué président du Comité de Coordination des Amicales laïques, assisté de M. Nicol, secrétaire ; Joje, trésorier ; Lavaizais et Haéglin dont c'était en quelque sorte la rentrée après une longue absence et à qui nous souhaitons un prompt et complet rétablissement. Au cours de son allocution d'ouverture, le Président fait un bref exposé de la situation et précise l'objet de la réunion convoquée d'urgence afin d'élaborer un plan d'action sur le terrain local. Dès l'ouverture des débats qui, à certains moments, devinrent passionnés, tant la question est considérée comme d'importance primordiale pour ces ardents défenseurs de la laïcité et de l'école, M. Nicol, secrétaire du Comité, après avoir déploré l'attitude négative de la Ligue et celle de la Fédération, souligne, pour le regretter, que ces organismes directeurs donnent l'impression d'être frappés d'un complexe d'infériorité et d'impuissance et hésitent sur les mesures à prendre en face du péril mortel qui menace l'école laïque, laquelle, dira-t-il, est la seule école qui dispense un enseignement vraiment « libre » aux enfants qui lui sont confiés, sans s'occuper des conceptions philosophiques ou religieuses de leurs parents, alors que l'enseignement privé, au contraire, tend plutôt à « mouler » les cerveaux des enfants en leur inculquant des idées toutes faites.

présentées comme des vérités qu'il leur est interdit de contrôler et, a fortiori, de contester. Placés devant le fait accompli et n'ayant plus rien à espérer du côté parlementaire, M. Nicol déclare que, selon lui, il n'appartient pas aux amicales, qui doivent rester en dehors et au-dessus des partis, d'examiner quel- les ont pu être les responsabilités de tel ou tel parti dans cet affaïre. Il pense que pour quelle ait quelque chance de succès, les Amicales doivent entreprendre, et sans perdre un instant, une action positive qui doit revêtir une forme inusitée, qui doit s'appuyer sur une large fraction de l'opinion publique qu'il faut alerter, réveiller et intéresser au problème scolaire qui, dans les conjonctures présentes, est devenu inséparable du problème social en ce sens que l'école laïque est le creuset de la liberté tout court. Il estime que les organisations laïques ne doivent pas abdiquer, mais au contraire, jeter toutes leurs forces dans la bataille déchirée par les adversaires de l'école laïque. En conclusion, il fournit à l'assemblée un plan d'action autour duquel va s'engager la discussion. Tour à tour, plusieurs représentants d'amicales font connaître leur point de vue. Puis M. Jarraud, secrétaire du Syndicat des Instituteurs, déclare que son organisation est disposée à appuyer l'action des amicales laïques et à participer de manière effective au mouvement de protestation. Néanmoins, tout en se déclarant d'accord en principe avec le plan d'action soumis par le Secrétaire du Comité, il préconise au préalable un travail d'information par les amicales auprès de tous les intéressés et en premier lieu des parents d'élèves. Par contre, Albert, secrétaire de l'Union Locale F.O. se refuse à demander une participation effective des organisations syndicales, en raison de ce qu'il convient de respecter les opinions, parfois divergentes, des syndiqués sur cette question épineuse, certains pouvant avoir une préférence pour l'enseignement privé. Il pense que l'action doit être engagée par les organisations laïques et les parents d'élèves.

Saint-Nazaire, le 14 septembre 1951.
Mon cher Camarade,
Après lecture des articles du Combat se rapportant à la laïcité, nous avons décidé de faire un affichage du journal.
Nous sommes déjà passés à l'action pour la défense de l'école laïque et nous avons la ferme intention de continuer.
Que Thersant soit tranquille, nous ne demeurons pas dans notre tour d'ivoire, malgré quelques crises de découragement que nous réussissons à surmonter.
Nous souscrivons entièrement à son article.
Envoies-nous donc au plus tôt une cinquantaine d'inventus de ce numéro 69 ej, si possible, à un prix réduit. Bien amicalement.
BIDE - MOIZEAU
JUBE.

LE PROCHAIN C.S. paraîtra le Vendredi 12 Octobre 1951

Les travailleurs veulent également que la prime de transport soit portée de 800 francs à 1.500 francs, avec rappel depuis la dernière augmentation de ceux-ci. Ils protestent énergiquement contre la prétention du Gouvernement de ne pas discuter avec les représentants de la C.G.T. qui a la confiance du plus grand nombre de travailleurs. Conscients de la force de lutte que représente leur union, l'assemblée des travailleurs de l'A.O.I.P. est décidée à faire aboutir ces revendications par une action générale sur le plan national. N.D.L.R. - Il est bien évident que nous insérons cette résolution parce qu'elle représente tout de même une réaction des travailleurs de la base. Nos camarades de l'A.O.I.P. membres de la C.N.T. l'ont votée. A notre avis, cela vaut mieux que l'abstention. Mais il est bien évident qu'ils ne défendent pas pour eux-mêmes des revendications aussi peu consistantes et qu'ils ne croient pas que la C.G.T. ait la confiance des travailleurs. Non plus que l'action doive passer par le bon vouloir gouvernemental. Il reste que l'unité d'action s'est réalisée là. Qu'elle se généralise et l'adversaire sera battu. C'est ce qui compte d'abord.

L'UNITÉ D'ACTION A L'A. O. I. P.

Réunis en assemblée générale le 6 septembre 1951 à l'appel des responsables syndicaux C.G.T., F.O., C.N.T., C.F.T.C., les travailleurs de l'A.O.I.P. exigent que soit repris par le gouvernement et le Parlement, lors de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti pour 173 heures, le chiffre de 23.600 francs retenu par la Commission Supérieure des Conventions Collectives. Cette augmentation des salaires ne faisant que compenser la hausse du coût de la vie chiffrée à 35 % depuis mars 1951. Constatant que chaque promesse de baisse de prix était suivie d'une hausse générale du coût de la vie, ils demandent l'application immédiate de l'échelle mobile pour garantir leur pouvoir d'achat.

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François
Imp. 11, Rue de Tanger

Le prochain C.S. paraîtra le Vendredi 12 Octobre 1951

Le Directeur-Gérant : DOUILLET François
Imp. 11, Rue de Tanger

DEUX NOUVEAUX SYNDICATS A LA C. N. T.

Tous ceux qui veulent voir renaître le syndicalisme se rejoindront d'apprendre que deux nouveaux syndicats viennent de s'affilier à la C.N.T. Tout d'abord le syndicat des afficheurs et palissadiers de Lyon qui a décidé de quitter la C.G.T. et de se joindre à notre Dlx-Septième Région. Son secrétaire est le camarade Gay et son trésorier le camarade Ryon. Puis le syndicat du bâtiment de Barèges, dans les Hautes-Pyrénées. Nous souhaitons la bienvenue à ces nouveaux compagnons de lutte. Nul doute que sous leur impulsion leurs corporants obtiennent des résultats concrets. LE « C.S. »

ASSUREZ LA VIE DU C.S.

Il nous faut une fois de plus faire appel à nos camarades pour qu'ils mettent la main à la poche afin de permettre au « C.S. » de continuer sa parution. Alors que la confusion existe partout, alors que le syndicalisme se voit attaqué de toute part par les politiciens qui ont intérêt à sa disparition, il faut que ceux qui savent que la seule garantie est le salut, fassent l'effort nécessaire qui permettra à notre propagande de s'amplifier. Le « C.S. » est notre principal outil de propagande ; il est le seul journal qui défende vraiment l'indépendance du syndicalisme. Il a besoin de vous ! L'ADMINISTRATION.

LECOMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 71

15 FRANCS

VENDREDI 12 OCTOBRE 1951

La conspiration du silence contre la C. N. T.

Dans le « C.S. » du 28 septembre, la C.A. de la C.N.T. faisait connaître sa position sur la question des salaires, sur l'échelle mobile, et sur l'action qui s'impose de déclencher « la grève générale totale ».

Un communiqué fut envoyé aux agences de presse et, directement, à un certain nombre de journaux.

Pas un seul journal ne fit écho à notre communiqué; ce qui ne fut pas une surprise car, depuis toujours, le silence est organisé autour de la C.N.T.

Dans le fond, cela n'est pas très grave, car c'est surtout au sein des bureaux, des usines et chantiers que la C.N.T. fera connaître sa position aux travailleurs, et c'est ce qui importe, car eux seuls nous intéressent.

Mais s'il est normal que l'ensemble des journaux bourgeois ne fassent aucune publicité aux positions de la C.N.T. qui vont à l'encontre des intérêts de la société pourrie dont ils sont les défenseurs, il est bon que nos amis lecteurs de journaux socialistes, tels « Combat » et « Franc-Tireur », en tirent les conclusions qui s'imposent. Nous ne pouvons également que regretter de rencontrer le même ostracisme dans la presse hebdomadaire de gauche et d'extrême gauche.

Certains qui se disent amis publient les positions d'organisations concurrentes de la C.N.T. et omettent sciemment de présenter celle de cette dernière, participant aussi au silence organisé autour de notre centrale.

Il fallait que cela se sache. C'est fait maintenant.

LA C.A. DE LA C.N.T.

LA GRÈVE GÉNÉRALE TOTALE SEULE ARME EFFICACE

FACE à un gouvernement qui fixe à 20.000 francs le salaire minimum mensuel d'un travailleur, c'est-à-dire, au plus juste, ce qu'il faut à un être humain pour ne pas crever de faim; face à un patronat de combat qui reprend chaque jour un peu plus d'arrogance, rogne petit à petit toutes les conquêtes de la classe ouvrière et se refuse même à discuter des salaires avec les organisations syndicales, estimant que la question des salaires est résolue pour l'instant, comment va réagir la classe ouvrière ?

Que vont décider les organisations syndicales pour répondre aux insolences du patronat ?

Des palabres et des courbettes ne sont plus de mise.

Les travailleurs veulent vivre et l'heure de l'action devrait sonner.

Mais quelle action ? Des grèves partielles ?

Nous ne croyons pas à leur efficacité dans la période actuelle où le cadre de l'entreprise, de l'usine et du chantier est largement dépassé, et ce d'autant plus que la solidarité patronale n'est pas, en la circonstance, un vain mot.

Des grèves industrielles ? Nous ne croyons pas non plus à leur réussite, car si nous nous reportons à certains mouvements qui eurent lieu ces dernières années, nous voyons :

Pour la grève des mineurs, arriver le charbon anglais et américain déchargé et transporté par d'autres travailleurs qui ne sont pas touchés par les ordres de grève.

Pour la grève des cheminots, ne voyons-nous pas les transports

rouliers faire une grande partie du travail des grévistes ?

Une grève de la métallurgie viendrait-elle à se déclencher, nous assisterions à une avalanche de matériel étranger, ce qui ne manquerait pas de porter un sérieux coup à la réussite de la grève.

Les grèves à caractère « vague d'assaut », qui ne sont qu'une répétition des grèves industrielles, ont prouvé leur faillite depuis longtemps.

Le droit à la vie des travailleurs n'est pas seulement la revendication d'une corporation ou d'une industrie, c'est une revendication générale.

C'est pourquoi, tous d'accord à la C.N.T., nous disons : pour arracher au patronat et au gouvernement autre chose que « le juste ce qu'il faut, pour ne pas crever de faim », une seule solution d'action possible qui ait des chances de succès : la grève générale totale.

VIGILANT.

POUR LUTTER CONTRE LA GUERRE

Le meilleur moyen de lutte contre la préparation à la guerre est de refuser les heures supplémentaires. Les longues journées avilissent l'homme et font de lui une brute corvéable et exploitable à merci.

C'est parmi ces gens, remarquez-le, que se recrutent les abrutis, les ivrognes, les indécrottables, les tarés, les chiens couchants.

Qu'engendrent-ils ? Des rachitiques, des débiles, des idiots. Tout

Poussons à la roue pour nos revendications

Il n'est pas exagéré de dire que la C.N.T. est l'organisation pilote dans l'élaboration et l'aboutissement des revendications ouvrières.

Par exemple, elle fut la première à revendiquer l'échelle mobile, la vraie, celle qui paie, celle qui donne satisfaction à la ménagère, en un mot, celle qui remplit le filet à provisions.

Car c'est cela qui compte en définitive. Le pouvoir d'achat diminue au fur et à mesure que le volume des billets augmente.

C'est en effet de cette façon que Bevin, alors militant fort en vogue dans les Trade Unions britanniques, en fit la démonstration qui fut éclatante, lors d'un congrès, à la tribune, lorsque, muni d'un filet à provisions, il posa devant tous les délégués, une botte de carottes, un chou, du pain, de la viande, un litre de bière et quelques autres produits alimentaires.

Cette façon d'argumenter fit sensation dans tout le pays et fut particulièrement goûtée par les travailleurs. Cette démonstration devait, dans son esprit, convaincre ses collègues de la répercussion de l'inflation sur le pouvoir d'achat de l'ouvrier britannique.

Ceci se passait en 1921. Ce pouvoir d'achat n'a fait que décroître, bien que le salaire nominal ait augmenté dans des proportions considérables; cependant que la montée en spirale du coût de la vie le rendait inopérant. C'est l'histoire bien connue de l'âne qui court après la carotte sans jamais pouvoir l'atteindre.

Mais qu'on le sache bien, la C.N.T., qui serait en droit de crier : « Usurpateurs ! », n'accepte pas l'échelle mobile des politiciens, l'expérience ayant suffisamment démontré que quand les députés s'occupent de quelque chose, la classe ouvrière doit se protéger avec une solide carapace.

Bref rappel de faits

- 1° Nous avons été pendant de longues années les seuls à agiter la question de l'échelle mobile;
- 2° Nous fumes aussi les seuls à nous dresser contre la hiérarchie des salaires et cela en partant de considérations hautement humaines;
- 3° Notre organisation est toujours la seule à revendiquer la diminution des heures de travail par l'application de la journée de six heures et ceci, en pleine préparation à la guerre.

Etant donné l'évolution de la technique qui introduit de nouvelles méthodes de production, cela est possible. C'est là notre manière à nous de considérer le problème de la productivité.

La production des richesses augmentant, il est donc normal que la classe ouvrière en ait sa part. N'est-ce pas elle qui les crée, les richesses ? Et c'est cette forme de la diminution des heures de travail qui est la meilleure

Pierre ARRADON.

(Suite en page 3.)

LE BROUILLARD va-t-il se lever ?

DANS l'Unité du 1^{er} octobre 1951, Beaulaton, répondant à Devouges et évoquant la C.N.T., parle de celle-ci sur un ton que nous ne lui connaissons pas.

Il accorde à la C.N.T. d'être révolutionnaire. Nous lui en donnons acte, sans avoir l'intention de lui reprocher d'en avoir, à une certaine époque, « douté », pour ne pas dire plus.

Et il pense qu'une unification immédiate F.N.S.A.-C.N.T. entraînant avec elle des éléments minoritaires F.O. et C.G.T., ferait périr F.O. d'abord, et la C.G.T. ensuite.

Il est possible que Beaulaton ait raison; en tout cas ce serait bien souhaitable, le syndicalisme révolutionnaire renaissant pourrait enfin prendre les responsabilités du devenir de l'humanité.

Mais que représente exactement l'article de Beaulaton ? Bien qu'il soit en « Tribune libre », est-il seulement l'opinion strictement personnelle de son auteur, ou est-il l'expression d'un courant existant réellement chez ceux qui ont fait les expériences successives qui les ont conduits là ?

Est-ce trop demander à Beaulaton de nous le dire, assuré qu'il peut être que cette question ne veut pas être un traquenard, mais, bien au contraire, doit être considérée comme une participation à la recherche des moyens de travailler au regroupement dans un seul organisme économique de tous les travailleurs révolutionnaires sincères.

Qu'importent les heurts qui ont dressés les uns face aux autres; il fallait sans doute que certaines expériences se fassent, et peut-être que l'une d'entre elles était que se résolve la brisure entre la génération qui a précédé la guerre et celle qui l'a suivie.

Au sein de la C.N.T., Beaulaton, ses amis et moi-même, nous sommes opposés plus que vivement.

Quand ils allèrent militer ailleurs, c'est avec un intérêt certain que j'assistais à leur évolution, et Beaulaton me permettrait de lui dire qu'il ne tient pas, là où il est, le même langage que celui qu'il avait à la C.N.T. Puis-je lui dire que s'il avait tenu le même langage à la

DUBURON.

(Suite en page 3.)

quelles chances avons-nous de sauver l'école laïque ?

... nous avons conseillé à nos camarades de ne pas hésiter à se lancer dans la lutte pour la défense de l'école laïque. mieux, certains de nos camarades s'y sont jetés d'instinct parce qu'ils sentaient que nous n'en pouvions être absents.

... des discussions que nous avons eues, il ressort que cette lutte est nôtre, qu'elle est de nos préoccupations essentielles. ... mais il reste

à savoir si dans les conditions dans lesquelles elle se déroule et si au travers des circonstances que nous traversons, il nous reste quelque chance de mener un combat victorieux.

... il est bien évident que les exigences de l'église sont formulées au moment même où les américains ont besoin d'une force capable de s'opposer au bolchevisme. ... et il apparaît aux américains que l'église est la seule force réelle susceptible de lui faire échec. ... mais la force de l'église ne peut trouver sa plénitude que dans la mesure où elle peut mettre la main sur l'enseignement. ... l'intérêt des capitalistes américains et celui de l'église concordent : la conjonction était inévitable, elle s'est faite.

... nous sommes donc en face d'adversaires de taille et cela va nous amener à étudier les répercussions immédiates qui vont se produire.

... il est bien certain que bon nombre de laïques — nous nous servons ici du terme dans son sens réel — ne sont pas des syndicalistes révolutionnaires. ... il existe bon nombre de personnes qui seraient bien étonnées de nous entendre dire qu'elles ne sont que superfici-

ellement laïques et que si elles voulaient l'être jusqu'au bout afin que les petits d'hommes connaissent un avenir meilleur, elles ne devraient pas faire confiance à la force des baïonnettes américaines pour s'opposer à la marche des tanks stalinien. ... l'on s'apercevra bientôt que dans le camp des « laïques » il y a beaucoup de gens qui idéologiquement sont sincèrement des défenseurs de l'école laïque.

... jean thersant.

(Suite en page 4.)

L'activité de la C.N.T. à Brest

Face à la situation sociale actuelle, la C.N.T. doit avoir une attitude énergique et claire pour démontrer aux travailleurs désorientés par les continues volte-face des leaders des trois centrales politisées, qu'en France il existe une centrale syndicaliste qui se préoccupe uniquement de leurs intérêts.

C'est ainsi qu'à Brest, la C.N.T. profite de toutes les occasions pour faire connaître ses revendications.

En septembre dernier, alors que les trois unions locales, C.G.T., C.F.T.C. et F.O., reprenant à leur compte les 23.600 francs, sans chercher réellement

si cette somme est suffisante ou non, indiquaient leur position, dans la presse locale.

La C.N.T. répliquait immédiatement qu'elle n'était ni d'accord avec la proposition gouvernementale, ni avec celle des trois principales centrales, comme insuffisantes, et combattait la hiérarchisation des salaires.

Par la suite, un débrayage de deux heures avec rassemblement fut lancé par ces mêmes unions locales, le 17 courant. La C.N.T. répondit présent

... LE LANN.

(Suite en page 4.)

Cependant que l'on parle de Paix

ON n'a jamais tant parlé de paix, et pourtant ceux qui prétendent la servir le mieux sont précisément ceux qui furent les premiers à entretenir savamment une psychose de guerre en se fai-

sant dès la libération les champions d'un bloc au demeurant aussi dangereux pour la paix que l'autre.

La propagande antiméricaine fut en effet ébauchée, discutée, préparée, alors que les Russes étaient sur le Dniepr et les Américains en Afrique du Nord.

Depuis, que de chemin parcouru ! Nous sommes loin des embrassades générales, des grandes réjouissances de la libération. A cette époque maréchaux et généraux occupaient la vedette et les foules, bélanges et délirantes, les acclamaient sans cesse. Et le cœur de nos nouveaux patriotes de circonstance battait à l'unisson tout comme jadis d'autres pleuraient de joie lorsque les troupes françaises faisaient leur entrée à Strasbourg (!).

Mais la paix restait à faire et déjà dans l'ombre de ceux qui, sur

Pierre ARRADON.

(Suite en page 4.)

(1) Marcel Cachin, novembre 1918.

Note de l'administration

La recherche de conditions toujours meilleures nous a amenés à changer de routeur.

La mise en train s'avère très difficile et le dernier numéro a été routé en retard par suite d'une confusion du nouveau routeur.

Nous veillerons à ce que la chose ne se renouvelle pas.

Toutefois, nous demandons à tous nos dépositaires et abonnés de nous prévenir immédiatement de tout retard : nous rappelons que le journal a passé un contrat qui lui assure que même à l'endroit le plus éloigné de Paris, le journal doit être en possession du dépositaire ou de l'abonné, le samedi matin au plus tard.

Si vous ne recevez pas votre journal dans cette limite, ce sera servir l'intérêt du journal que de nous le signaler.

Y. R.

(Suite de la première page.)

C.N.T., nous n'aurions eu aucune raison de nous opposer ?

Depuis, la C.N.T. a retrouvé une conception syndicaliste de la lutte des classes, une conception de synthèse de classe qui rejette tout sectarisme. Et le dernier congrès de l'A.I.T. a confirmé cette position. Est-il inutile de dire ici que dans ce congrès les délégations espagnole et française sont tombées d'accord et ont toujours voté d'une manière identique ? Nous sommes loin, ici, de l'affirmation qui disait qu'on ne devait pas confondre les C.N.T. espagnole et française.

Nous pourrions nous en tenir là et attendre que Beaulaton daigne nous répondre. Mais ce serait trop négatif ; non, nous voulons nous-même apporter notre pierre.

Mais il est bien évident qu'il nous faut revenir en arrière, non pas pour se reprocher ceci ou cela, l'affaire est trop grave mais pour éviter ce qui s'est produit.

La C.N.T. était présente au congrès constitutif de la F.N.S.A., et bien qu'elle y ait entendu exposer par Racine la thèse du « pilote en double commande » (?) (nous avons décrié l'affaire à l'époque) et qu'elle y ait lu sur les prospectus distribués, l'adhésion à celle de l'« animation des masses », ou entendu défendre « nos droits en Indochine », le secrétaire de la C.N.T. de l'époque, Rotot, monta à la tribune et proposa une fusion immédiate.

Beaulaton ne peut pas ne pas se rappeler les remous que cela provoqua chez les amis de Racine. Mais ceux-ci reprirent les rênes en mains et la proposition pourtant concrète — ou ne peut plus concrète — fut bel et bien enterrée et un centre d'attraction nouveau fut créé.

Ce centre d'attraction le fut délibérément ; ce ne fut pas le résultat d'une volonté massive, un mouvement de fond,

LE BROUILLARD VA-T-IL SE LEVER ?

appuyé sur une tradition ou sur un besoin nouveau, non ! Est-ce qu'il en est résulté quelque chose ? Loin de nous l'idée de porter une condamnation définitive ; mais ce centre d'attraction nouveau était-il vraiment utile ? Et ce qui séparait les autonomes de la C.N.T. était-il tel que l'irréversible devait être accompli ?

Quant à ceux de nos camarades qui ont cru meilleur d'aller à F.O. (je pense à mes camarades de Bordeaux, de Nantes, d'Angers, etc.), croient-ils, en cette fin de 1951, qu'ils recommenceraient aujourd'hui ? On sait bien que F.O. n'est pas libre, ne peut pas l'être, qu'elle est plus que jamais contrôlée par l'homme des Américains, Mathot.

Evidemment, nous n'en faisons pas porter la responsabilité aux minoritaires ; nous croyons à leur bonne foi, nous ne doutons pas de leur courage, nous sommes convaincus de leur bonne volonté ; mais ont-ils réussi à faire admettre à la masse des travailleurs que F.O. est une véritable organisation ouvrière ?

Poser la question, c'est la résoudre, et nous savons tous que cette réponse habite au cœur de tous les minoritaires de F.O.

Nous ne nous attarderons pas longtemps sur les minoritaires de la C.G.T. réfugiés pour la plupart à la Fédération du Livre et qui se croient hors d'atteinte du virus stalinien.

Il est bien évident qu'il doit y avoir ça et là des gens qui se décideraient à quitter la C.G.T. s'ils acquerraient la conviction qu'il peut enfin être fait quelque chose en dehors d'elle.

Il en est aussi de même chez les instituteurs.

Nul doute que tous ces gens se cherchent et que s'il leur était donné de se rencontrer à un quelconque carrefour, il pourrait sans doute sortir de là quelque chose de concret.

Mais pourquoi faut-il que chaque fois qu'un camarade de la C.N.T. se rencontre avec un de ceux ci-dessus évoqués, il s'entende demander que la C.N.T. disparaisse préalablement.

Je crois qu'on ne fait pas un effort suffisant pour comprendre quel est l'état d'esprit du cénétiste.

Celui-ci appartient à une organisation qui possède tout de même une vieille expérience de l'action ouvrière, qui a une tradition, qui est reliée internationalement à des organisations qui peuvent sans crainte revendiquer une histoire qui peut mériter une certaine considération : la C.N.T. d'Espagne, l'U.S.I. d'Italie, la C.G.T. du Portugal, la F.O.R.A. d'Argentine, la C.N.T. de Bulgarie, et j'en passe, et on vient lui demander d'abord, avant tout, de briser cela pour faire une autre organisation qui lui apparaît, d'ici, soumise à la plus grande hétérogénéité. Nous comprenons bien ceux qui se laissent porter par leurs sentiments ; nous-mêmes ne sommes-nous pas, au fond, bien que nous nous en défendions, des sentimentaux. Mais notre expérience nous a appris à nous méfier de nous-même quand le sentiment nous emporte et à peser avec soin ce que représenterait la disparition de la C.N.T.

Nous voici donc placés dans cette situation : pour le cénétiste, il est impensable que la C.N.T. puisse disparaître dans un amalgame nouveau dont il ne sait ce qui sortira et dont il a une méfiance instinctive.

Par ailleurs, il faut constater que nombre de camarades qui, pour nous, cénétistes, devraient être à la C.N.T., s'en tiennent éloignés.

Il semble que le même complexe joue pour les uns et les autres.

Que pourrait-il donc être fait qui rapprocherait des gens qu'il est souhaitable de voir agir ensemble, liés organiquement ?

Il vient tout de suite à l'idée que le mieux de tout, le plus simple, serait d'inaugurer une pratique d'action commune.

Là, au pied du mur, les militants des différentes organisations apprendraient à se mieux connaître, à s'évaluer, à s'estimer, et un climat nouveau naîtrait sans doute du fait que dans un certain nombre d'entreprises cela serait générateur d'une action qui mettrait en échec et les réformistes et les bolcheviques. Quand ce climat serait acquis, il est probable que nous pourrions envisager une action nouvelle qui, elle, devrait nous conduire au regroupement organique de tous les syndicalistes révolutionnaires sur la base de l'indépendance totale de l'organisation syndicale, du rejet des fractions, de l'affirmation de la lutte de classes, de l'opposition à tout gouvernement et à tout étatisme.

Cependant, là encore, il est bien certain que des méfiances réciproques subsisteraient et qu'il faut trouver le moyen de les faire disparaître.

Il apparaît que les uns et les autres sont dominés par la hantise d'être, ainsi que le disait le trotskiste Treint quand il était le leader des bolcheviques, « la volaille à plumer ».

Je crois donc que le tout consisterait à trouver la méthode qui permettrait aux uns et aux autres d'être pénétrés de la conviction qu'ils n'iraient pas vers un marché de dupes.

Essayons donc d'élaborer une méthode, ou, tout au moins, apportons notre pierre en souhaitant ne pas être seul à la faire.

Il me semble que si d'avance on écartait de l'affaire tout processus qui relèverait des groupements centraux où se trouvent les hommes qui se sont heurtés, qui conservent une dent contre l'un ou l'autre, qui sont débiteurs l'un l'autre de « coups de pied en... », on acquerrait aussi, du même coup, la garantie que toutes ces petites choses seraient absentes et ne pèseraient plus comme elles le font à l'heure actuelle.

Puis, ceci acquis, on passerait à un second stade qui serait celui des contacts à la base : les syndicats et leurs U. L., les minorités décideraient de constituer des comités de préfusion qui, pendant un temps donné, laisseraient en place les organismes centraux existants. Chacun aurait ainsi la garantie que la vie de l'un ou de l'autre de ces organismes centraux ne serait pas mise en péril, puisque leurs ressources régulières continueraient d'affluer à leur caisse centrale.

Mais en même temps, à la base, les éléments des diverses organisations ne seraient plus épars et travailleraient en commun.

Quand le laps de temps fixé serait atteint, des congrès régionaux communs seraient convoqués qui réuniraient les syndicats de la région selon leur affiliation du présent. Ces congrès jetteraient les bases du futur congrès national de réunification des forces syndicalistes révolutionnaires. Entre autres, ils désigneraient les membres du C.C.N. qui serait chargé de convoquer ce congrès national. Les diverses C.A. des organismes actuellement existants deviendraient immédiatement responsables devant ce

C.C.N. « général » pour tout ce qui relèverait du congrès de fusion.

Enfin, viendrait le congrès de fusion qui couronnerait les congrès régionaux, qui établirait la charte de l'organisation et qui prononcerait l'affiliation internationale.

Par ailleurs et en même temps, tenant compte du fait qu'en aucun cas l'A.I.T. est mise en cause ; qu'au contraire, la quasi totalité des minoritaires ou des autonomes se réclament de l'A.I.T. ; que la personnalité de l'actuel secrétaire de l'A.I.T., Andersson, n'est discutée par personne, je serais d'avis que l'on demande à Andersson de se tenir à la disposition de tous les courants qui seraient appelés à participer à cette réunification, pour présider à sa bonne exécution.

Nous aurions ainsi l'avantage d'avoir en même temps un mouvement de fond, partant, d'une part, de la base, et d'autre part, lié dès le départ au mouvement syndicaliste révolutionnaire mondial, satisfaisant ainsi notre internationalisme militant.

Qu'en pensent les militants de la C.N.T. ; qu'en pensent les militants épars çà et là dans des organisations remplies de bonne volonté, certes, mais dont les possibilités sont à l'état d'épuisement ?

Enfin, qu'en pense Beaulaton, puisqu'il est à l'origine de cet article ?

Poussons à la roue

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

manière d'en profiter puisque ainsi la peine des hommes diminue et que leurs loisirs augmentent ;

4° Nous voulons aussi que la classe ouvrière puisse se défendre après une année de dur labeur. Pour cela, un mois de congé n'est pas exagéré ;

5° Dès sa constitution, la C.N.T. a fait sienne l'abaissement de l'âge de la retraite à 55 ans.

Cela contraindra certainement cet agent du capitalisme, cet « éminent » financier qu'est M. Paul Reynaud, ce budgetaire cynique qui veut qu'au contraire on l'éleve. Nul doute que ce qu'il cherche, c'est la mort à la tâche des vieillards, leur extermination prématurée.

La C.N.T. lui répond en préconisant un abaissement de cet âge et l'augmentation du taux de la retraite, basé sur des coefficients identiques aux salaires en vigueur, avec application de l'échelle mobile ;

6° Plus que jamais, nous voulons la revalorisation des salaires au coefficient de 1938. A ce coefficient, il nous faudrait 250 francs de l'heure pour retrouver le même pouvoir d'achat.

Ce sont là, voyez-vous, nos revendications essentielles. Elles situent nettement nos positions en ce qui concerne les questions qui intéressent le plus vivement le monde du travail. C'est là l'action positive du syndicalisme cénétiste.

Nous savons que pour la bataille, telle que nous voulons la mener, nous sommes actuellement seuls et que nous risquons gros, mais nous le ferons quand même.

Nous voulons l'union des travailleurs, menant librement leur action en dehors de toute formation politique, religieuse ou philosophique, sur le terrain autonome de classe.

Nous appelons tous ceux qui sont près de nous à le faire avec nous, d'une manière désintéressée.

Que ceux de la C.N.T. poussent à la roue dans la lutte qui s'engage ; qu'ils se révèlent partout les meilleurs.

Le Pape, papa-la-pudeur J'ai l'bouzdon !

UN qui la salit, c'est bien çul-là, le v'là qui s'fout en boule contre les bouquins qui parlent de la question sexuelle ; i' n'y va pas de main morte le frère, il est « suffoqué par l'effronterie de l'éducation sexuelle » ; i' dit que « ce sont les plus bas instincts de la nature la plus sordide ».

Ben mon 'ieux, i' m' renverse ce frangin-là, et d'où ç' qui sort le gars, hein ? S'i' s'étaient pas là ces bas instincts, cette nature la plus sordide, qu'est-ce qui aurait eu l'bonjour ? i' s'rait pas sur ses fumerons le zig ; i' s'rait pas pape ; i' dépaierait pas comme un moulin à vent !

Ah ! çul-là, j' suis mal marié avec, i' s'occupe de tout un tas de biseness qui ne le regardent pas, i' file son tarin partout, i' jaspine sur n'importe quoi, mais pas n'importe où, car i' décarre pas de son château, non, i' reste dans son village, se faisant trimballer dans une espèce de caisse à savon en plusse mieux, évidemment.

T'nez, l'aut'e fois, i' disait : « Votez utile », comme si ç'ça l'intéressait ; main'ant i' gueule contre ceux qui veulent éduquer le populo. Non, i' vous l' demande, de quoi i' me mêle ! Alors, quoi, i' n'a pas assez de boulot, ce placier en eau bénite ? Non, ça l' dérange, i' faut qu' i' fartouille partout, i' faut qu' i' se fasse mousser, qu' i' bougonne.

Si encore c'était un homme, un vrai, un Jules... Non ! i' s' nippes en fille, i' s' fringue comme une gambilleuse des Folles-Berges et i' s' permet de donner son grain de sel sur ç'cette question-là, dont i' entrave que pouic. Qu'i' gaffe un peu dans les bouquins et i' verra si le sexe n'est pas un peu là dans la vie de n'importe quel mironfon, n'importe quelle frangine. Et dans la Bib'e, on en parle ou on parle pas des gars de Sodome, des filles de Lhot, hein !

Méziqque, j' vois qu'un truc : on discute le bout de gras sur ç' qu'on connaît ; quand on sait pas, on la boucle. Alors, quand le manitou des corbeaux, il aura quèque chose dans son slip, i' en jactera. J' suis tranquille que c'est pas demain la veille : les miragues, ça n'existe pu !...

Les propos de Geo le pétardier

AH ! les potes, mes povos potes, jamais on s' croirait si près de l'an 2000, non, jamais on s' figurerait respirer le temps des taxes, des frigos, des aréos réactionnaires, de la té, sé, te et tout et tout.

V'là i' y pas que dix-huit pays, vous esgourdez bien, j' dis dix-huit bleds, aussi grands, même pu grands que le nôtre, ont décidé de ne pu se servir du cuivre autrement que pour la bigorne. Oui les potes, ces dix-huit pays qui sont de mèche dans l'O.E. C.E. planqueront le cuivre pour pouvoir faire avec tout un tas de trucs qui sont pas dits.

Alors, nous v'là, nous, les povos mecs : fini les p'tits cadeaux à la mistonne qui vous a chaviré le bantant.

Pu de bagouzes, pu de colliers, pu de bracelets, de breloques qu'on achetait au marca dans la sciure, c'est barca. Main'ant faudra faire des éconocroques pour acheter du Fix. Non, quand même, y a de l'arnaque, on peut même pu offrir une petite fantaisie à sa bichouette. Mais alors, qu'est-ce qu'on va foutre si tout est retiré au pove gars, qui turbine, qui gagne pas des mille et des cent ?

C'est à croire que tous ceux qui mijotent la dernière fraîche et joyeuse veulent nous retirer le goût du pain avant qu'on soit r'froidi par leurs engances à la gomme.

Ah ! les potes, mes povos potes, j' vous l' dis, y a de l'arnaque, y a de l'arnaque et ç'ça m' fout le bouzdon.

A travers la presse syndicale... et l'autre

La classe ouvrière, grâce à son unité, sur le patronat et le gouvernement :

— Approuve les propositions d'unité d'action du Bureau Confédéral aux diverses centrales syndicales ;

— Invite tous les travailleurs à renforcer leur union pour de nouvelles victoires.

Des dirigeants syndicaux devraient au moins posséder un minimum d'objectivité devant les faits et devant les mots, et ne pas surnommer victoire ce qui est un échec subi par la classe ouvrière ; car il faut demander d'abord à celui qui gagne aujourd'hui vingt mille francs par mois s'il est content de sa « victoire », et voir comment les dirigeants et les patrons interprètent cette « victoire ».

M. Plevin, président du Conseil — si je ne m'abuse — a dit très clairement ce qu'il pensait du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti :

«... Quels que soient les arguments qu'on peut apporter sur le principe de l'échelle mobile, le moment de l'appliquer est inopportun. En effet, le salaire minimum garanti vient d'être fixé à un niveau qui comporte une marge de sécurité pour l'avenir. D'autre part, le gouvernement s'est engagé depuis dans un effort difficile pour ramener à des prix plus raisonnables certains produits de grande consommation qui intéressent directement le budget des travailleurs. »

(Débat au Palais-Bourbon sur l'échelle mobile des salaires, 19 septembre 1951.)

Quelle répercussion a eue la grève isolée des employés du Gaz, à Paris, et quel sort lui fut réservé ? Deux entre-filets, parus respectivement dans le Figaro du 3 octobre, puis du 4 octobre 1951, nous renseignent, hélas ! très vite.

On sait que les syndicats du Gaz et d'Electricité de France ont protesté avec vigueur contre la récente décision du gouvernement de majorer de 12 % les salaires du personnel.

Les mouvements de grève dont fait état le communiqué du Gaz de France sont dus sans aucun doute à ce mécontentement.

Les syndicats du personnel des usines à gaz de la région parisienne ont décidé hier, à 23 heures, la reprise du travail. Cette décision est intervenue peu de temps après que le gouvernement eut annoncé la réquisition du personnel.

Dans la métallurgie, les patrons ont refusé de prendre en considération les revendications formulées par les différents syndicats. (Notons que la C.N.T., comme de coutume, fut « oubliée » lors des prises de contact entre les organisations ouvrières) qui réclamaient notamment une augmentation de 22,5 % sur les salaires.

Malgré cela, le recours à l'action directe ne semble pas, pour autant, être envisagé. Et ce court commentaire, paru dans le Monde du 6 octobre 1951, situe assez bien le « climat » actuel, qui prépare de nouveaux reculs :

Cela ne signifie pas cependant que la rupture est consommée et que des conflits sont proches. La porte reste toujours entrouverte aux négociations. Si les patrons refusent de nouveau de discuter salaires, ils ont en revanche demandé aux syndicats de leur soumettre par écrit leurs propositions de modification des clauses générales contractuelles. Les centrales vont dès aujourd'hui vendre à répondre à cette invitation en rappelant leurs autres revendications : hiérarchie, calcul des primes à partir du salaire minimum, zones de salaires, etc.

Une réunion paritaire sur ces points se tiendrait prochainement. Et tant que le dialogue sera maintenu, un accord restera toujours possible.

Ce n'est pas rendre service à la classe ouvrière de lui parler de victoire alors qu'elle essuie des échecs de plus en plus graves. La cohésion de tous les travailleurs est indispensable pour arracher, à un gouvernement soucieux de satisfaire au programme d'armement imposé par les dirigeants américains, et à un patronat de plus en plus près de ses coffres-forts, des conditions de vie décente et préparer les voies de la société sans profit qui assurera l'harmonie.

L'unité dans les palabres est une duperie. L'unité dans la clarté et les courageuses nécessités de l'action est l'unique ressource des exploités s'ils ne veulent pas connaître une misère encore plus grande, puis les embrigadements de grand style et les échauffourées atomiques.

C'est pourquoi nous trouvons incomplets les propos de Benoit Frachon sur l'unité dans le discours qu'il a prononcé pour la clôture du dernier C.C.N. de la C.G.T. :

« La bataille de l'unité est pour nous la plus importante. Nous devons la mener avec patience, faire preuve du plus large esprit d'union, de la plus grande compréhension à l'égard des travailleurs qui ne pensent pas comme nous. Il faut écarter tous les obstacles à l'unité. Il y a parmi les travailleurs des communistes, des socialistes, des sans-parti, des croyants et des incroyants. Mais tous sont soumis à la même exploitation féroce du gouvernement et du patronat qui, eux, ne font pas de discrimination entre les ouvriers. »

Le surprofit réalisé sur la misère d'un socialiste ou d'un communiste, d'un chrétien ou d'un athée, va indifféremment dans les coffres-forts des capitalistes. Comment les travailleurs pourraient-ils ne pas se poser la question suivante : « Pourquoi le patron qui nous exploite indifféremment se montre-t-il si attentif à nos différences d'opinion dans la lutte pour nos revendications économiques et sociales ? Et soyez sûrs qu'ils trouvent une réponse à cette question. » (Le Peuple, semaine du 4 au 10 octobre 1951.)

Cette réponse claire, inévitable, Benoit Frachon la connaît, car il n'est pas un apprenti ; mais il se garde bien de la formuler.

L'admirable réponse que trouveront les travailleurs, unis dans leurs entreprises, l'admirable réponse capable de faire reculer le gouvernement et le patronat qui ont la ferme volonté de les asservir, capable de démasquer les bonzes syndicaux qui veulent les « conduire » et les « éclairer », c'est la grève générale qui arrêtera la chute de la dignité ouvrière et ressuscitera des possibilités et des enthousiasmes que nous avons déjà connus.

Une des mille manières de lutter contre l'école laïque... et une de celles pour

quelles chances avons-nous y répondre de sauver l'école laïque ?

(Suite de la première page.)

des adversaires résolu de l'école cléricale, mais en même temps ont pris parti pour le pacte atlantique.

nous constaterons ainsi que certains militants sont engagés dans cette action sans se douter qu'elle est une des pièces qui concourent à la mise en place des plans de l'état-major, plans que par ailleurs ils approuvent, poussés qu'ils sont par la peur de l'armée dite rouge.

il s'ensuit donc qu'à l'intérieur même du camp laïque, il existe une sorte de « cinquième colonne » inconsciente qui pour des raisons étrangères au laïcisme lui-même sera influencée par des considérations qui la rendront d'abord hésitante, puis perplexe, enfin hostile.

à cela viendra s'ajouter le jésuitisme cléricale qui rappellera fort « opportunément » que le moment ne lui paraît pas venu de diviser les « forces libres » sur cette question, qu'il faut d'abord faire face au danger le plus pressant, celui de l'invasion « rouge ».

en outre, nous rencontrerons aussi ceux qui sont intéressés par les thèses de jacques duboin qui pense, lui, qu'il s'agit là d'une nouvelle manifestation de l'économie distributive, rien de plus. certains parents ne pouvant plus subvenir à l'instruction de leur progéniture, ils se retournent vers l'état-providence. c'est simple et cette explication simple suffit au champion des thèses abondancistes.

mais comme les subventions dont il s'agit seront collectées au stade de la production à l'aide d'une taxe de 0 fr. 30 %, l'état, en l'occurrence, n'aura été que le législateur et ce sera le travailleur qui aura su le salaire des instituteurs dits libres.

nous côtoierons aussi certains « syndicalistes » qui penseront que le syndicalisme, en tant que tel, et en raison de ce qu'il doit être neutre (ce qui nous est une occasion

de se lancer dans la mêlée et de permettre aux nôtres d'apporter des méthodes d'action concrètes.

il est bien évident que lorsqu'on poursuit un but, il faut au moins être d'accord sur ce qu'il est vraiment. ce sera, en l'occurrence, assez facile.

mais où cela deviendra plus difficile, ce sera en ce qui concerne les moyens d'y atteindre. il est bien évident que là, nous nous trouverons en présence de gens qui pensent honnêtement que l'action en faveur de l'école laïque doit s'en tenir à des démarches auprès des parlementaires de gauche et auprès de ceux qui ont conservé les traditions de la bourgeoisie libérale.

mais il tombe sous le sens que cela est inopérant et qu'il faudra entreprendre une action plus efficace, plus vigoureuse, qui doit aller jusqu'à l'action directe contre les institutions cléricales elles-mêmes. il faut que l'église sente peser sur elle le poids du muscle ouvrier.

s'il se trouve des gens que cette action effraie, il est bien évident qu'il faudra passer outre, avec, tout de même, le doigté nécessaire.

nous rencontrerons aussi les gens qui s'efforcent de tout exploiter, de tout monopoliser, de tout accaparer. ai-je besoin de les désigner ? tout le monde sait de qui je veux parler : des hommes impulsés par l'idée de parti.

car ils seront là, vous le savez bien. c'est une trop belle occasion. au besoin, ils l'eussent créée.

et la question se pose de savoir si l'unité d'action que nous ne cessons de prôner depuis tant d'années doit s'étendre à ces gens. la question m'a été posée. j'ai répondu non, en tant qu'ils sont.

j'ai répondu ce non, car la lutte pour la laïcité ne peut être une lutte de partisans. parce que si un partisan se déclare pour l'école laïque, il déclare en même temps — sans s'en rendre compte sans doute — qu'il nie la notion de parti. car s'il ne songe pas à nier la notion de parti, c'est que lui aussi a l'intention de s'emparer de l'esprit de l'enfant.

il veut simplement substituer « son » école partisane à celle de l'église. au contraire, s'il respecte l'enfant, s'il est vraiment laïque c'est qu'il est bien probable que l'esprit de parti ne l'a pas encore tout à fait taré et qu'il est possible d'entrevoir de l'en dégager.

ceci nous indique quel doit être notre comportement dans l'action qui s'engage : la lutte pour l'école laïque est une lutte qui se déroule sur le plan social, elle ne peut vaincre que sur ce plan et doit y rester.

il faut donc que là où se trouvera un élément de la c.n.t., celui-ci sache agir de telle sorte que l'action s'engage sur le plan social, qu'elle y reste et qu'elle s'y développe.

je pense qu'il doit être assez facile à nos éléments de faire comprendre que c'est là une condition qui, si elle n'était pas remplie, conduirait toute l'action à une impasse.

le gouvernement, l'église, les capitalistes français et américains doivent se trouver en face d'un mouvement qui ne soit marqué d'aucune équivoque.

pour que cette équivoque ne puisse se produire, l'action pour la défense de l'école laïque doit se dérouler en dehors de toute activité politique ou sectaire.

il faut y intéresser tout ce qui ressortit à l'activité sociale; il faut obtenir de tous ceux qui restent imprégnés d'esprit partisan qu'ils renoncent pour cette action à une activité qui serait incontestablement nuisible.

il existe un grand nombre d'individus et d'associations, de groupements, dont l'activité est axée sur le plan social et que l'action pour l'école laïque doit intéresser.

la plupart de ces groupements, en particulier les groupements syndicaux, permettent à quiconque d'être présent dans cette lutte et de l'être en tant que travailleur et non en tant que partisan.

débarassée de cette hypothèque, l'action pourra alors se dérouler dans toute sa plénitude et tenir ses promesses.

y répondre

A Saint-Vincent-sur-Oust, petit village du Morbihan non loin de Redon, l'école publique, après avoir été fermée quinze ans, ne fut rouverte que pour l'année scolaire 1947-1948. L'instituteur connaît mille difficultés pour maintenir un noyau d'une dizaine d'élèves, alors que les deux écoles religieuses (garçons et filles) groupent environ cent trente enfants.

Le Cartel d'action laïque d'une commune des environs de Paris parraine cette école, et les camarades du groupe ajiste de cette localité, dans le cadre du Cartel, s'occupent des contacts directs en se rendant assez souvent en auto-stop à Saint-Vincent.

La cour de l'école n'est pas séparée de la route nationale qui va de Redon à Malesherbe. Mais le Conseil municipal cléricale, malgré les demandes répétées de l'instituteur, ne trouvait jamais les crédits nécessaires à la construction d'une clôture. (Notons que les deux écoles dites « libres » sont, elles, entourées de murs.)

Après une collecte effectuée chez les instituteurs membres du Cartel d'action laïque et le groupe ajiste, l'achat des matériaux fut possible; et au début d'octobre, deux camarades du groupe, dont l'un est cheminot, purent aller aider l'instituteur de Saint-Vincent pour que la clôture soit terminée dans le courant du mois.

Signalons pour terminer que le maire a finalement trouvé les crédits pour ladicte clôture, depuis qu'il l'a vue en cours d'achèvement. L'instituteur, alors, lui a demandé que la somme allouée soit affectée à des travaux de réparations pour l'école.

Voilà qui montre une des multiples formes d'hostilité à l'école laïque. Et les instituteurs des villages bretons, notamment, doivent lutter quotidiennement pour défendre leur école.

ARMOR.

LECOMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Paraît tous les 15 jours

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements, 12 numéros : 170 fr.
24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 650 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINT-MARTHE, PARIS-X^e

L'activité de la C.N.T. à Brest

(Suite de la page 1)

et fit savoir qu'elle demanderait la parole pour se situer.

Après les trois orateurs, le président lit l'ordre du jour et passe au vote; le délégué de la C.N.T. demande la parole qui lui est refusée. Il n'insiste pas pour éviter tout malentendu.

La C.N.T. décide d'informer le public et les travailleurs en général de son dégoût devant un tel procédé et indique que celui-ci est digne des régimes totalitaires et non de l'esprit syndicaliste qui veut que chacun puisse parler librement dans une réunion commune.

Dans le même communiqué, la C.N.T. demande aux trois unions locales de définir leur attitude sur la hiérarchie.

Au 4 octobre, j'attends toujours la réponse et pour cause, ces respon-

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de «COMBAT SYNDICALISTE» la semaine dernière ?

sables syndicaux sont plus occupés à flatter les cadres et autres serviteurs du patronat que d'unir sur des bases réelles les travailleurs, quoi qu'ayant le mot « unité » dans la bouche à tout moment.

Il est bon toutefois de noter que le syndicat de l'Arsenal F.O. s'est pro-

noncé contre la hiérarchisation de l'augmentation revendiquée.

Le 3 octobre, nous avons eu encore la démonstration du peu de sérieux de ces responsables syndicaux.

Le Ministre de la Marine venant à Brest, jugeant utile de lui présenter nos revendications, la délégation C.N.T. fut accostée par celles de la C.G.T. et C.F.T.C., pour qu'une même délégation pose les revendications ouvrières, disant qu'il fallait surtout parler des salaires, les fameux 23.600 fr.

Ayant parlé de la question essentielle de la compression de la hiérarchie, C.G.T. et C.F.T.C. me répondirent que cela n'était pas à poser, ce n'était pas essentiel.

Je leur répondis que, pour la C.N.T., cela était essentiel et que je la poserais, tout en acceptant la délégation commune.

Aussi, la C.N.T. fut seule à poser cette revendication, les responsables C.G.T. et C.F.T.C. ne prononçant pas une parole pour l'appuyer et reniant ainsi leurs signatures du cahier des revendications déposé lors de la grande grève de mars, avril 1951.

La presse publia les revendications de chacun, et la nette position de la C.N.T. fait se tourner vers elle, de plus en plus, le regard des travailleurs se concrétisant par des adhésions nouvelles.

Aussi, que partout la C.N.T. ait la même attitude; volonté d'unir sur des bases égalitaires l'action des travailleurs.

CEPENDANT QUE L'ON PARLE DE PAIX

(Suite de la première page.)

toute la planète, étaient tombés pour une cause n'ayant rien de commun avec la leur, se traînaient de nouveaux maquignonnages, s'élevaient de nouvelles embûches, nées de la guerre elle-même, qui n'étaient pas de nature à apaiser les craintes et la méfiance réciproque des vainqueurs.

Une des causes de la constitution des blocs fut la conclusion des fameux accords Roosevelt-Staline, divisant le monde en deux sphères d'influence, l'une russe, l'autre américaine. Ce faisant, ces deux chefs d'Etat se partageaient l'hégémonie mondiale et coupaient en deux des pays tels l'Allemagne en Occident, et la Corée en Extrême-Orient.

Ils jetaient les bases des désunions futures, préparant ainsi la troisième guerre mondiale. On ne nous fera jamais croire qu'ils ne savaient pas où cela conduirait. C'est sciemment qu'à Yalta, ces deux personnages ont créé les conditions rendant impossible la réalisation de la paix.

Et d'abord, y tenaient-ils vraiment ?

Le douloureux conflit de Corée n'a-t-il pas été préparé de toutes pièces ? Ne croyez-vous pas que d'un côté comme de l'autre, on ne

veut à aucun prix de la fin des hostilités ?

Nous disons, nous, que les deux blocs sont d'accord pour que cette guerre continue; si ce n'est pas d'une manière ouverte ce l'est d'une manière tacite: ce malheureux pays est choisi comme champ expérimental des nouvelles armes, comme l'avait été naguère l'Espagne.

L'orchestration à l'échelle mondiale de cette monstrueuse propagande est criminelle, car nous savons où elle nous a déjà conduits et où elle nous conduira demain. Là encore les deux blocs se rendent mutuellement service: au lendemain de la guerre, en ne désarmant pas, en conservant des millions d'hommes sous les drapeaux, la Russie a fourni au bloc occidental le meilleur prétexte pour entreprendre une campagne de réarmement. L'attaque de la Corée du Sud par les Nord-Coréens russophiles fut la goutte qui fit déborder le vase.

L'Amérique a décrété le réarmement à outrance et tous les pays qui évoluent dans son orbite lui emboîtent le pas.

Dans tous les pays appartenant à la sphère d'influence américaine, France, Angleterre, Belgique, etc., on a prolongé la durée du service militaire. L'excuse des gouvernants de ces pays est que la Russie et ses

satellites ont le service de trois et même cinq ans pour les spécialistes des cadres, de la marine et de l'aviation.

Il ne fait pas de doute qu'au pays de Joseph-le-Grand ce résultat fut longuement mûri et escompté pour servir d'épouvantail aux Occidentaux. L'inverse est tout aussi exact. Notre démonstration est donc claire: les militaires de tous ces pays sont d'accord pour décréter à l'heure H, la plus terrible catastrophe que le monde ait jamais connue.

Les fanatiques, les religieux s'en mêlent et ils ont déjà choisi leur camp avec allégresse, et c'est de gaieté de cœur qu'ils acceptent la guerre comme inéluctable; leur propagande de tous les jours le démontre amplement.

Dans une affiche toute récente, collée à profusion sur les murs de Paris, on nous demande de choisir entre la paix par un pacte entre les cinq grands et le pacte Atlantique.

Ces partisans de la paix du pied droit sont prêts à partir du pied gauche. Vouerait-on nous enfermer dans un dilemme pour un bloc contre l'autre ? Nous n'acceptons pas, nous, d'être enfermés dans ce dilemme pour la bonne raison suivante: avant d'être pour la paix, CONSEQUENTS AVEC NOUS-MEMES, nous sommes contre tout ce qui contribue à sa destruction; le capitalisme et l'Etat sont, pour nous, ses ennemis les plus mortels.

Nous n'acceptons pas que l'on ait recouru à la guerre pour régler les différends entre les peuples, et le fait de vouloir nous imposer la paix des cinq grands ne nous dit rien qui vaille. Ce serait une paix despotique. Nous disons, nous, que la paix intéresse tous les peuples, petits ou grands, et nous la voulons universelle et humaine.

Nous supportons tous le poids énorme des armements.

L'appauvrissement des classes ouvrières est un des buts recherchés par ceux-là mêmes qui prétendent les défendre.

En tout cas, une chose est certaine qui crée les yeux des plus aveugles: l'état de choses que nous subissons, nous, prolétariat de l'Occident, est également supporté pour des raisons analogues par le prolétariat oriental.

Comme nous, il fléchit sous le poids monstrueux de son propre militarisme et sous celui du surarmement.

Et tout cela au nom de la paix !

Le prochain C. S. paraîtra le Vendredi 26 Octobre 1951

de dénoncer une fois de plus ce slogan ridicule du syndicalisme neutre) ne peut se mêler à cette campagne.

vous voyez donc qu'il y a assez de raisons de discréditer dans le camp laïque pour que l'église espère en tirant profit et passer de la loi actuelle à celle qui est annoncée et qui codifiera définitivement l'enseignement cléricale.

et pourtant nous avons dit qu'il fallait être présent. et nous répéterons aujourd'hui, après tout ce qui précède, que nous devons l'être plus que jamais.

nous devons l'être tout d'abord parce que si nous ne sommes pas là, le camp laïque ne saura pas, ne pourra pas gagner la bataille.

nous devons y être parce qu'il s'agit du devenir de l'enfance et qu'il faut que cette bataille soit gagnée.

mais il faut que nous y soyons la tête froide en sachant bien ce que nous avons à faire et ce que tous les laïques doivent faire.

il faut que nous fassions comprendre à ceux que nous côtoierons, les nécessités vraies de la lutte pour l'école laïque.

il faudra que nous leur fassions comprendre que, pour réussir, cette lutte doit être menée pour elle-même et qu'aucune force ne devra s'y mêler pour en tirer un profit; en particulier, que l'heure n'est pas aux petites combinaisons habituelles, aux petits calculs mesquins, que chacun des participants devra se dépasser, se hisser à la hauteur du but à atteindre.

c'est dire, une fois de plus, combien est difficile la pratique de l'unité d'action quand on veut vraiment tirer de celle-ci les résultats que la masse est en droit d'en attendre. mais c'est l'occasion uni-

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!

25^e année - Nlle série. N° 72

15 FRANCS

VENDREDI 26 OCTOBRE 1951

PERENNITE DU SYNDICALISME

L'action syndicaliste n'étant pas spectaculaire, nombreux sont les hommes qui préfèrent lutter au sein d'un parti. Celui-ci, et quel qu'il soit, apporte journalièrement du nouveau, même si c'est un saut en arrière ce sera défini comme une tactique nouvelle.

Ces hommes attendent tout de leurs élus, ils en sont fiers, ils se réjouissent de leur succès, trouvent une explication logique à leurs échecs. Nous sommes enclins à nommer cette lutte la politique du moindre effort.

Toute rhétorique, toute dialectique confirme les visées plus ou moins cachées des partis. Toute lutte n'est engagée que pour le triomphe de l'un d'entre eux. Qu'importe les moyens, seule la prise du pouvoir guide les partis. L'ayant atteinte le parti vainqueur écrase les autres, il écarte souvent ceux qui l'ont aidé et, s'il extermine quelques-uns de ses propres membres, ce n'est qu'au nom et pour l'avenir du parti.

Nous, cénétistes, nous sommes différents de ces hommes; tout d'abord notre lutte est constante, incessante, souvent lassante, devant la veulerie, l'apathie de la multitude.

Nous menons une lutte rude, obscure, car nous croyons en la pérennité du syndicalisme avant et après le changement de régime, nous avons foi en ses fins, en son équité sociale; la passion partisane

nous est incompatible; aussi devons-nous livrer bataille sur deux fronts à la fois, défendre nos droits de travailleurs, ouvrir les yeux — tout au moins essayer — aux crédules.

Depuis toujours nous disons que la politique est un virus mortel pour la classe ouvrière, les événements actuels nous donnent, hélas! plus raison que jamais.

Je dis hélas! car présentement le désarroi, le découragement ne sont pas un leurre.

Les travailleurs n'ont plus de saines réactions; il leur faut une préparation plus ou moins longue, plus ou moins logique, plus ou

moins facteur de revendications pour les remuer.

Tout est gâché, détourné, maquillé. Parlez-vous de tel ou tel sujet, qu'il soit littéraire, sportif ou théâtral, votre ou vos interlocuteurs cherchent à vous accoler une étiquette politique. Impossibilité, pour eux, de penser que vous pouvez vivre, respirer sans être sympathisant ou membre d'un parti.

Tristesse de notre époque, avant de juger si votre raisonnement est sain, l'on cherche à savoir quel journal vous lisez, quel écrivain ou acteur a votre préférence, quel est

YVERNEL.

(Suite en page 4.)

Variantes sur la productivité

Le gouvernement américain a certainement intérêt à implanter en France les méthodes de productivité qui s'avèrent n'être pas désavantageuses du tout pour les magnats de l'industrie américaine.

Mais, voilà, les ouvriers français n'ont pas l'air de marcher, ils se méfient, ils pensent que c'est surtout le patronat qui bénéficiera de leur effort supplémentaire qu'on appelle productivité.

Alors, il faut les convaincre. Et pour les convaincre, on les flatte. Et pour que l'astuce réussisse, on débine le patronat français.

Mais, le patronat français a un porte-plume qui s'appelle M. G. Villiers, président du C.N.P.F. (1), qui, sur ordre, trempe sa plume dans l'encre et répond aux Américains:

Augmentation des salaires: Non! et précise sa pensée:

« Nous ne pouvons pas permettre qu'on leurre les ouvriers en leur faisant croire qu'à une augmentation de la productivité peut, automatiquement, correspondre une augmentation de salaires. Le problème est complexe. »

C'est brutal, mais c'est net et il semble que cette façon de voir n'est pas seulement de point de vue du patronat.

Le gouvernement a sans doute son mot à dire dans cette histoire.

On a pu lire ces jours derniers, dans certains journaux, un article non signé qui devrait faire réfléchir les reproducteurs, et qui justifie la réaction patronale aux suggestions américaines:

« D'après les statistiques un accroissement de 900.000 habitants doit se produire en France, en 1950 et 1953. Rassurant sur le plan démographique, cette progression n'en posera pas moins, pour notre pays, un grave problème de main-d'œuvre.

« En effet, on comptera à la même époque 750.000 enfants et 170.000 vieillards de plus, ce qui, compte tenu de la durée des études, risque de réduire la population active de près de 250.000

unités et d'augmenter les charges déjà grandes de la partie productive de la population, en abaissant par là-même, le niveau moyen de vie.

« Plusieurs expédients peuvent dès lors être envisagés dans le cadre d'une politique de la main-d'œuvre.

« Il s'agit de mesures relatives à la prolongation des heures de travail, à l'augmentation de la main-d'œuvre féminine, au recul de l'âge de la retraite dans les branches les plus atteintes par la crise de la main-d'œuvre et enfin à l'appel modéré des travailleurs nord-africains. »

Voilà le problème de la productivité ne se pose pas de la même façon en France et en Amérique où l'on avoue 1.800.000 chômeurs complets.

Patronat et gouvernement sont d'accord: la productivité est indispensable en France, mais non pas pour améliorer le sort des travailleurs, mais pour nourrir l'excédent de population, nécessaire pour la future tuerie.

C'est vrai, mais voilà, toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire et certaines ne sont pas du goût des Américains.

Il faut croire que certains se sont faits taper sur les doigts.

Aussi, M. le Président du C.N.P.F. revient sur ses déclarations, fait son mea culpa et publie un éditorial dans lequel il écrit:

« Les efforts réalisés dans le domaine de la productivité notamment, doivent bénéficier aux salariés en même temps qu'aux consommateurs et aux apporteurs de capitaux indispensables. »

Nous vous faisons grâce du reste, quand on sait que la productivité est axée uniquement (selon les écrits de M. Villiers) sur la sportivité, l'émotivité, la bonne volonté des travailleurs; autrement dit sur sa sueur, alors on se demande ce que les apporteurs de capitaux indispensables ont à faire là-dedans.

Ce qu'ils ont à faire?

Mais tout simplement ce qu'ils ont toujours fait et qu'ils feront toujours dans tous les pays de l'Univers:

Prélever, pour leur jouissance, une part du produit du travailleur.

Ils ont tellement fait de sacrifices, les apporteurs de capitaux, qu'en 1950, afin de leur venir en aide, le gouvernement, pour stimuler la production, avait cru bon d'abaisser le taux de l'escompte, mesure qui permettait aux brasseurs d'affaires, de se procurer à bon compte par l'entremise des banques, des capitaux qu'ils apportaient dans les entreprises.

Pas difficile n'est-ce pas d'être apporteur de capitaux.

Mais notre ministre des Finances trouve que c'est trop facile et qu'il y a de l'abus, qu'après tout, il n'est pas nécessaire d'investir des capitaux pour le rajeunissement du matériel.

Alors, on augmente le taux de l'escompte.

Les apporteurs ne pourront plus se procurer les capitaux et par suite les machines qui augmentent la production et les bénéfices capitalistes.

Ils peuvent cependant dormir tranquilles, la productivité remplacera la production, le travailleur sera transformé en machine.

Les badauds du train de l'Europe et de la caravane de la Productivité en voiture!

Non, merci! nous n'aimons pas ce bateau-là!

REISSET.

(1) Conseil National du Patronat français.

F.O. ouvre la voie au fascisme

DEPUIS sa création, l'organisation syndicale qui prend le titre de « Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière » jouit de l'appui de la grande presse. Nombre de rédacteurs du journal confédéral « Force Ouvrière » ont leurs grandes et petites entrées à *Combat*, *France-Tigeur*, *Le Parisien Libéré*, *Ce Matin-Le Pays*, *L'Aurore*, sans oublier l'ineffable *Popu*, organe de la maison-mère. De plus chaque décision, chaque communiqué, chaque réunion de la C.G.T.-F.O. sont commentés, reproduits, discutés. Il suffit à un quelconque dirigeant F.O. de faire une déclaration sur un sujet non moins quelconque pour trouver le lendemain matin dans *Le Monde* ou

France-Soir du jour même d'abondants extraits de ladite déclaration appuyés de force commentaires. Bref, tout est mis en œuvre pour donner à F.O. le maximum de publicité et le maximum d'audience dans ce qu'il est convenu d'appeler le grand public.

Cela est vrai pour tout ce qui sert — ou peut servir — l'intérêt de Force Ouvrière. Mais dès qu'un acte quelconque susceptible de diminuer le prestige de l'organisation dans la classe ouvrière est commis par un dirigeant de fédération ou de section, le plus grand silence est observé, sauf par la presse communiste bien entendu.

La règle que nous venons d'exposer a reçu une éclatante confirmation dans deux faits que nous allons rapporter, car ils illustrent d'une façon parfaite la politique antiouvrière des dirigeants de cette confédération: à savoir l'anticommunisme le plus vil au service de la réaction la plus sordide. Car « Force Ouvrière » ne semble manifester d'autre volonté que d'être le tapis-brosse sur lequel le fascisme s'essuiera les pieds avant d'accéder à l'escalier du pouvoir.

Il y a quelques mois, le syndicat Force Ouvrière de la Régie Renault présentait une liste commune avec le syndicat indépendant Renault (syndicat d'obédience gaulliste) pour les élections au comité d'entreprise: le seul résultat de cette manœuvre fut de faire élire un gaulliste, car le syndicat indépendant avait revendiqué et obtenu la tête de liste de cette liste d'union contre nature.

Il y a à peine un mois, au mépris de tous les intérêts ouvriers le syndicat Force Ouvrière de la Régie Renault signait conjointement avec le syndicat indépendant Renault (encore!) un accord dérisoire de salaires. Quel fut le résultat de ces deux manœuvres? D'accorder au syndicat Renault l'importance qu'il est loin d'avoir. C'était aussi la reconnaissance officielle d'un syndicat politique comme organisation ouvrière. Après cela, les dirigeants F.O. pourront faire de grandes déclarations sur l'asservissement de la C.G.T. par le P.C. alors qu'eux-mêmes traitent sur un pied d'égalité avec une organisation politi-

que. Par là-même Force Ouvrière sert de caution au R.P.F. et prépare ainsi la reconnaissance officielle des organisations R.P.F. dans le monde du travail. Ces faits sont d'autant plus graves qu'ils sont commis par des syndicats ouvriers parisiens considérés comme étant les plus combattifs de la confédération.

Est-il utile de préciser que la grande presse ne donna que fort peu d'informations — incomplètes d'ailleurs — sur les faits que nous venons de rapporter, car il eût été difficile d'expliquer aux masses la collusion du syndicalisme prétendu libre avec des organisations dont le caractère fasciste est notoire?

Pendant qu'ils agissent au mieux des intérêts du capitalisme dans les conflits ouvriers, les dirigeants de F.O., dans des publications anonymes entreprennent de reviser la doctrine du mouvement ouvrier et essaient de le faire avancer sur les voies d'un pâle réformisme tout dévoué aux intérêts du plan Marshall et de l'E.C.A.

Nos lecteurs se souviennent certainement d'une publication dénommée B.E. D.E.S. (organe du Bureau d'Etudes et de Documentation Economiques et So-

Jacques BRENNERT.

Un avortement certain: "Les Forces libres de la Paix"

NOUS avons attendu quelque peu pour porter un jugement sur les décisions prises aux Journées de la Paix par les associations qui se réclament du pacifisme dit intégral.

Nous l'avons fait parce que nous voulions informer nos lecteurs objectivement.

Devons-nous dire que nous sommes déçus? Non, car nous pressentions

que ces assises ne pouvaient pas donner plus qu'elles n'ont fait.

Il nous apparaît que les « pacifistes » n'ont rien appris: ils conservent toujours les mêmes topes, les mêmes affirmations et ils propagent toujours les mêmes moyens de « s'opposer » à la guerre.

Il répugne à leur sentimentalisme de tenir la guerre pour certaine et ils laissent apparaître qu'ils pensent toucher le cœur de ceux qui, actuellement, mènent les peuples.

Soyez certains que nous ne doutons ni de leur bonne volonté, ni de leur bonne foi, mais il est évident que procéder à l'organisation d'un référendum, au moyen duquel on saurait enfin si oui ou non, les peuples acceptent la guerre, nous apparaît pour le moins puéril.

Il est bien évident que si l'on demande à quelqu'un s'il veut la guerre, qu'il répondra non. Cela, les gouvernants le savent et ils ont pris leurs précautions dans le but d'y mettre bon ordre.

Il en est de même de la question du désarmement. Autant demander aux capitalistes de refuser d'exploiter leurs esclaves. C'est justement ce que les gouvernants ne peuvent lâcher: s'ils acceptaient cela, ils signaleraient ipso facto leur démission, leur mort.

Si nous sommes capables d'imposer le désarmement, nous sommes de ce fait capables de faire la révolution.

Si la révolution n'est pas faite, c'est que nous ne sommes pas capables d'imposer le désarmement. Tout se tient en cette matière.

Il est enfantin de dire que « tous les conflits, quels qu'ils soient, peuvent

Jean THERSANT.

(Suite en page 3.)

POUR L'ECOLE LAIQUE

Nous laissons aujourd'hui la parole à nos camarades de province qui ont senti la nécessité de lutter contre l'école confessionnelle et qui nous livrent leurs réflexions.

On verra de cette manière combien cette action correspond aux désirs de tous.

Mais il nous est tout de même permis de noter que toute la presse syndicale de gauche se retrouve enfin. Que ce soit à la Révolution prolétarienne, à l'Ecole émancipée, à l'Unité, ou dans l'Éducateur, de Freinet, chacun a senti qu'il fallait serrer les coudes si l'on veut vaincre.

Certes, il y a bien quelques petites choses qui clochent, par exemple, nous ne voyons pas pourquoi Freinet se réfère à la Résistance. Mais au fur et à mesure que la lutte se déroulera, les circonstances la feront plus âpre et exigeront de trouver les voies véritables susceptibles de conduire au but recherché: l'abrogation de la loi et le retour au statu quo ante.

Il faut noter que la fédération de l'enseignement a rompu tout contact avec le ministre de l'Éducation nationale. Enfin!

Souhaitons que se maintienne fermement cette position prise quelque peu tardivement.

J. T.

A Saint-Nazaire

Après les exposés remarquables des orateurs F. Ribrac, de Nantes et A. Lapeyre, de Bordeaux, qui ont défini la vraie laïcité et le bel idéal qu'elle représente, l'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

Les représentants des Amicales laïques de la Région Nazairienne et des Associations de Parents d'Élèves des Ecoles publiques, réunis le 7 octobre 1951, au nombre de 1.000, salle du Foyer Municipal de Méan-Penhoët,

Après avoir entendu les exposés des divers orateurs, relatifs à la situation de l'école laïque et aux mesures votées récemment, par l'Assemblée nationale, en faveur de l'enseignement privé confessionnel.

Affirment leur attachement à l'idéal laïque et aux institutions républicaines qui en sont l'émanation,

Considérant que les dispositions de la loi Barangé-Barrachin ont été prises par le Parlement en violation de l'article de la Constitution,

Considérant que l'aide financière ainsi apportée à l'enseignement privé confessionnel porte une atteinte grave au statut scolaire de notre pays,

Considérant que, par voie de conséquence, l'existence même de nos écoles laïques est menacée, notamment dans les départements de l'Ouest de la France,

Considérant que cette mesure constitue un nouveau pas dans la voie de la régression sociale, dans laquelle s'est engagée le Gouvernement,

Considérant que la plupart des écoles publiques, et plus particulièrement

(Suite en page 4.)

Laïcité et Charte d'Amiens

Dans le combat déclenché pour la laïcité de l'école certains syndicats ont cru devoir s'abstenir — et c'est leur droit — mais ils ont osé justifier leur neutralité en brandissant la Charte d'Amiens — et ceci, nous ne le leur permettrons pas.

C'est à son Congrès d'Amiens de 1906 que la C.G.T. adopta la motion célèbre connue sous ce nom. Nous en citerons les principaux passages. Elle dit notamment: « Dans l'œuvre revendicatrice, quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, les augmentations de salaires, etc., mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il

F. BIDÉ.

(Suite en page 4.)

Dans la région lyonnaise

Avec la fin de la période des congés, une activité accrue par les circonstances a régné au début de cet automne à Lyon et dans sa région. Se succédant à un rythme hebdomadaire, trois réunions d'envergure ont manifesté un regain d'activité, marquant ainsi le désir toujours vivace des camarades de la 17^e Union Régionale de contribuer à la prospérité de la C.N.T.

30 SEPTEMBRE 1951:

REUNION CONSTITUTIVE DE L'UNION LOCALE DE VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

Dans le courant du mois d'août, le bureau de la 17^e région était saisi d'une suggestion de la part d'un petit groupe de camarades de Villefranche concernant la création d'une U.L. dans cette localité. Ces camara-

des avaient tâté l'atmosphère au cours de leur travail et sentaient qu'un travail syndicaliste révolutionnaire était réalisable; ils jugeaient le moment opportun de faire entendre la voix de notre Centrale.

A ce moment, la période des congés fut considérée peu propice à la réussite d'une telle réunion, le bureau régional jugea plus sage d'en attendre la fin et c'est ainsi qu'en accord avec les camarades de Villefranche, la date du dimanche 30 septembre fut retenue.

C'est notre secrétaire régional à la propagande, Fayolle, qui fut chargé de tenir cette réunion. Devant une assistance moyenne, dans un exposé précis, concis et complet, notre orateur brossa un historique objectif du syndicalisme, insistant sur le fait es-

(Suite en page 2.)

JEUNESSES... PACIFISTES ? Dans la région lyonnaise

Sur un mur est affichée l'« Avant-Garde », organe de l'Union des Jeunes Républicaines de France qui, comme chacun sait, est, bien entendu, absolument indépendante du Parti dit Communiste.

Un titre attirera l'autre jour notre regard : « L'U.J.R.F. en tête des jeunes dans la lutte patriotique pour une armée française. »

Et ran, tan, plan !
Ca jette son jus, hein ! Est-ce viril ! Est-ce martial, tout de même ! Un peu trop même à notre avis, car ce seul rappel de « patrie » et d'« armée française », dont nous conservons de merveilleux souvenirs, a eu pour effet de nous faire fuir à toutes jambes sans avoir lu le topo.

Et c'est dommage, à la réflexion, de ne pas l'avoir lu. Car on ne s'en

APPEL à tous les jeunes

Les J.S.R. de Paris demandent à tous les groupes ou noyaux constitués en province de bien vouloir se mettre en rapport avec eux en donnant des renseignements sur les caractéristiques de leur groupe, l'action menée dans le domaine éducatif, le travail pratique, les loisirs, les résultats obtenus, et tout ce qui serait susceptible de créer et d'aider les rapports entre tous les groupes existants.

Il va de soi que nous invitons tous les jeunes de la C.N.T. à former des groupes de J.S.R. un peu partout et de le faire savoir. Ecrire aux Jeunes Syndicalistes - C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e), sans oublier les adresses pour les réponses ! Jeunes camarades, merci.

Les J.S.R. de Paris.

RÉUNION DE JEUNES

Le groupe de J.S.R. de Paris tiendra sa prochaine réunion le vendredi 26 octobre, à 20 h. 30, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e).

Appel est fait aux jeunes de la région pour qu'ils assistent à cette réunion.

LE BUREAU.

laisse pas conter, à l'U.J.R.F., on sait un peu ce qu'on y veut et peut-être aurions-nous appris comment il était possible, par exemple, d'être contre la guerre d'Indochine et donner sa confiance à un parti dont les représentants votèrent des crédits pour cette même guerre ?

Où encore clamer que l'on ne fera jamais la guerre à un Etat tout en souhaitant ardemment « casser la gueule » à d'autres ? Ou bien réclamer la liberté entière pour soi-même, la libération de celui-ci, ou de ceux-là, au moment même où l'on opprime les autres, les insulte, les calomnie ?

Comment aussi peut-on assister à des Congrès de la Paix où l'on préfère rire, chanter et danser, et lutter en même temps pour une armée française qui, comme toute bonne armée, serait un facteur de paix sans pareil et un lieu aux divertissements inégalables ?

Une armée française ! Dotée, sans doute, d'un matériel français ! Commandée par des officiers français ! Où sont les « gueules de v... » d'antan...

Mais, au fait, si l'on veut avoir un matériel français, il faut le concevoir, le fabriquer et même... l'essayer... Que devient, alors, la lutte contre l'effort de guerre ? Que deviennent les projets de constructions et expériences pacifistes ?

Comme on le voit, on sait ce qu'on veut, à l'U.J., et nos braves patriotes-internationalistes n'en sont pas à une contradiction près.

Mais nous, jeunes révolutionnaires, ne devons-nous pas avoir une position face au militarisme, face à la guerre ?

Nous n'avons pas la prétention de l'énoncer ici, mais nous croyons que la chose serait bonne si, dans nos groupes de J.S.R., cette question était étudiée et discutée.

Que tous les groupes pensent à cette suggestion s'ils ne l'ont déjà faite, et que tous les jeunes les rejoignent pour exposer leur point de vue, cette question les intéressant sans doute autant que nous.

PEPITO.

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

sentiel que l'emprise des partis politiques sur les syndicats fut la cause primordiale des scissions du mouvement ouvrier et par voie de conséquence de la lassitude présente des travailleurs. La seconde partie de sa péroraison consista à justifier la création et l'existence de la C.N.T., dernier rempart du syndicalisme apolitique et indépendant.

Il rappela que le but des syndicalistes groupés à la C.N.T. était de poursuivre l'objectif des pionniers du syndicalisme; objectif toujours de brillante actualité et d'impérieuse nécessité (et non désuet ou anachronique, comme tâchent d'en persuader les travailleurs, ceux pour qui le syndicat est devenu une profession) : **SUPPRESSION DU SALARIAT et LIQUIDATION DU REGIME CAPITALISTE.**

La tâche du militant syndicaliste révolutionnaire est ardue, complexe, multiple, mais combien créatrice de joies pures. Il faut le dire net : la lassitude du Proletariat est un danger, cet abandon de sa conscience de lui-même, le mène sur le chemin de la dictature.

Il faut choisir :

ou lutter pour l'émancipation de la classe ouvrière, ou accepter tôt ou tard l'esclavage.

Pour terminer, notre camarade rappela notre point de vue sur l'unité : elle doit être réalisée effectivement par la base et il souhaite que cette unité se fasse principalement contre la guerre, contre toutes les guerres dont seuls les travailleurs du monde entier font continuellement les frais.

Il nous est agréable de faire une mention spéciale à nos camarades de la C.N.T. espagnole qui furent les artisans du succès de cette réunion d'in-

formation, en faisant preuve d'un dévouement inlassable et dont l'organisation fut irréprochable. Nul doute que par leur esprit d'honnêteté syndicaliste, de nombreux ouvriers, dupés par tous les politiciens du syndicalisme, n'acceptent de venir grossir les rangs de notre Centrale à seule fin de sauver le Proletariat d'un esclavage qui engloutirait pour de longues années, ses forces les plus vives.

7 OCTOBRE 1951 : ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNION LOCALE DE LYON

Non moins satisfaisante fut cette deuxième manifestation automnale. Au cours de ces assises locales où il fut rendu compte de l'activité des syndicats lyonnais aux adhérents l'atmosphère des débats fut soutenue d'un bout à l'autre et chacun se plut à souligner le travail fructueux que l'on avait accompli.

La plus importante question débattue au cours de cette Assemblée générale fut l'étude de l'organisation — par l'Union locale lyonnaise — du Congrès national de la C.N.T. en 1952. En effet avant de se séparer, les congressistes de Bordeaux en novembre 1950 posèrent le principe que le prochain Congrès aurait lieu à Lyon.

Le Bureau local était en principe d'accord; il lui importait d'en saisir les militants lyonnais et les avertir des nombreuses responsabilités que cette acceptation implique. Il est absolument indispensable que tous y mettent du leur pour assurer le succès de ces prochaines assises nationales, et y apporter tout le sérieux nécessaire dans la tâche qu'ils auront acceptée. En temps opportun, il conviendra de déterminer d'une façon précise le rôle de chacun et d'effectuer réellement un travail d'équipe, seul gage de réussite complète.

L'Assemblée générale a enregistré avec joie la libération de notre camarade Courtial et celle, prochaine, de notre camarade Dattrino, et a saisi l'occasion de féliciter une nouvelle fois, la légèreté et la désinvolture de la prétendue justice, qui a maintenu enfermés, d'une façon inique, deux de nos bons militants coupables seulement de « crime » de l'hospitalité.

Au cours de ces débats, notre camarade Roch annonça la démission momentanée pour raisons de santé... familiale de notre camarade Eydieux du poste de secrétaire des Métaux; cette démission fut acceptée bien à regret, car le dévouement de notre camarade est connu de tous. Présent, le camarade Suchon accepta de le remplacer pendant l'absence forcée du titulaire. Une prochaine réunion des Métaux entérinera cette acceptation.

A l'issue de ces travaux, les camarades présents se séparèrent satisfaits de l'ambiance dans laquelle toutes les discussions avaient eu lieu, et reconfortés pour les futurs combats à mener.

13 OCTOBRE : CONGRES REGIONAL EXTRAORDINAIRE

C'est vraiment d'extraordinaire... que l'on peut qualifier ce Congrès extraordinaire de la 17^e U.R. Extraordinaire, il le fut, par le nombre record de délégués des Unions locales extérieures et des syndicats de l'U.L. lyonnaise; par la qualité des débats, qui, d'un bout à l'autre, furent d'une haute tenue; par la solide conviction

qui se dégagait de ces assises, que seule la conception du syndicalisme défendue par notre C.N.T. épargnera à la classe ouvrière les aventures désastreuses dans lesquelles risquent de l'enliser les politiciens de tous crins; par l'impression de cohésion entre les militants que chacun se plaisait à souligner à l'issue de ce Congrès tout à fait... extraordinaire.

De plus, ces débats étaient rehaussés par la présence de notre trésorier confédéral que la C.A. avait délégué en raison de l'importance de notre Congrès régional.

Etaient représentés :

L'Union locale de Rive-de-Gier : par les camarades Géry et Gonzalès.

L'Union locale de Saint-Etienne : par les camarades Meiller et Seigne.

L'Union locale de Saint-Chamond et de Villefranche-sur-Saône s'étaient fait excuser. L'U.L. de Roanne n'était pas représentée.

Tous les syndicats de l'Union locale de Lyon étaient représentés :

Le S.U. Bâtiment : par les camarades Souveton et Doyon.

Le S.U. des Métaux : par les camarades Plantard, Eydieux et Suchon.

Le S.U. des Produits Chimiques : par le camarade Noverro.

Le S.U. des Afficheurs et Palissadiers par le camarade Petit Rolland.

Les camarades Chedelac, Jasserand et Roch, du Bureau régional, participaient aux travaux de ce Congrès, ainsi que le camarade Doussot, trésorier confédéral. Notre trésorier régional, Commun, s'était fait excuser.

Ce fut d'abord le rituel rapport d'activité. Ce furent les U.L. extérieures qui ouvrirent le feu; leurs délégués signalèrent le ralentissement de l'activité des syndicats locaux. Néanmoins la C.N.T. reste présente et conserve une vitalité réelle.

Puis, c'était au tour des représentants des syndicats de l'U.L. de Lyon de faire le tour d'horizon. Activité normale depuis le Congrès ordinaire de février, ce fut la tournée Arradon très réussie, le Premier Mai, la constitution du Syndicat des Afficheurs et Palissadiers, la constitution de l'U.L. de Villefranche, et toutes les activités habituelles et surtout la plus douloureuse des activités : la solidarité sous tous ces aspects à l'égard de nos camarades Courtial et Dattrino. A ce propos, le camarade Doussot apporta tout le sentiment d'amitié de la C.A. et insista sur le fait que cette solidarité ne devait pas faiblir car nos amis en avaient encore besoin. Le camarade Masneuf nous mit au courant de ses démarches pour permettre à notre camarade Dattrino de sortir plus tôt qu'à la date prévue.

Notre camarade Roch mit ensuite le Congrès au courant de la décision de l'U.L. de Lyon d'organiser le Congrès national de 1952. La présence du délégué de la C.A. facilita l'échange de vue complet concernant l'organisation de ces assises nationales.

Pour clôturer ses travaux, le Congrès approuva l'action des camarades de Saint-Etienne en ce qui concerne leur participation aux cercles d'études syndicalistes et vota une motion en faveur de l'Ecole laïque, menacée par la loi votée au Parlement.

Par ces manifestations répétées, la 17^e Union Régionale de la C.N.T. entend prouver la vitalité, toujours renouvelée, de la cause ouvrière; elle entend surtout ne pas en rester là et multiplier les occasions pour faire entendre la voix de notre Centrale.

SUR LA MEDECINE SOCIALE

(suite)

C'est dans un tel cadre seulement que la vraie médecine préventive sera possible. Le premier échelon constitué par le *Dispensaire familial*, dans le logis même, s'articulera tout naturellement avec les *Centres de santé* d'une part, équipés par un secteur d'habitation déjà plus large, où pourraient être faits des examens de santé périodiques et tous les *organismes hospitaliers* constituant un parfait équipement pour toutes les maladies. Dès le dispensaire familial, une propagande de santé est possible qui s'achèvera pour ceux qui le désirent dans des *Centres d'études spécialisés*. Respect de la liberté de chacun, aucune coercition sauf dans les cas de maladies contagieuses menaçant

Syndiqués de la Région parisienne

Dans leur séance du 12 octobre, les Conseils syndicaux ont décidé de réunir tous les militants de la Région Parisienne.

Une conférence d'information aura donc lieu au cours de laquelle deux camarades prendront la parole, l'un sur la situation sociale, l'autre sur l'échelle mobile, telle que la conçoit la C.N.T.

Cette conférence permettra également aux militants de se rendre compte que malgré le mur de silence, sciemment établi par toute la presse, la C.N.T. a une vie active.

De cette conférence-échange de vues doit découler un programme d'action face à tous les dangers menaçant les travailleurs.

Soyez donc présents le jeudi 1^{er} novembre, à 9 h. 30 précises, salle Lanorey (3), 10, rue de Lancry, Paris - (Métro : République).

LA C.A. DE LA 2^e U.R.

la collectivité, mais mise à disposition de tout le nécessaire à une médecine préventive qu'en quelques années tout le monde appréniera, car il faut que chacun apprenne à se bien porter et en ait les moyens. Toute la médecine préventive est là.

Suivons, pas à pas, l'enfant dans sa jeunesse et au travail.

Constatons, tout d'abord, que la vie de l'enfant, telle que nous venons de l'exposer, ne saurait être comparée à celle qui est imposée actuellement à l'enfant des villes et même des campagnes. Notons aussi l'articulation directe à partir du logis, avec toutes les organisations permettant les divers loisirs, au choix : les voyages d'études, les voyages d'agrément, les cures à la montagne ou à la mer, le préventorium, etc.

Dispensaire familial avec consultations gratuites et diverses, surveillance au cours des jeux, de la culture physique, dans les clubs de sports. Voilà déjà un réseau convenable.

Abordons maintenant rapidement le *domaine du travail*. Jusqu'à ces dernières années, il n'y avait aucune protection de la santé du travailleur, sauf pour les dangers graves ou mortels.

Il ne viendra à l'idée de personne que la surveillance médicale ne doive pas porter d'abord sur la période la plus dangereuse pour le jeune homme : l'apprentissage. Non seulement l'enfant qui apprend un métier manuel est inhabile, ne connaît rien de ce métier, mais il peut faire des efforts tout à fait hors de proportion avec ses forces physiques, efforts qui échapperont souvent à son instructeur. Il emploiera aussi de mauvaises méthodes pour faire ces efforts, ne tiendra pas compte

des positions à prendre pour exécuter sans risque et avec le moindre mal telle ou telle tâche. Il faut donc le surveiller de très près et, là encore, le rôle du médecin est extrêmement important. Les usines devront être aménagées de telle façon qu'elles comportent des locaux où on réunira les apprentis, où leur indiquera les moyens pour se préserver et on les sui-

D^r Pierre WINTER.
(A suivre).

Curieux syndicalisme

Nous avons toujours cru que le syndicat est et doit rester une organisation de défense des intérêts de la classe ouvrière. Hélas ! les cégétistes, fidèles à l'esprit jésuitique de la confrérie de Moscou, se chargent de nous démontrer que, parfois, on se sert du syndicat pour assouvir des vengances personnelles qui n'ont rien de commun avec le syndicalisme et la solidarité humaine.

Voici un fait qui illustrera la tactique de certains chefs syndicaux cégétistes. A Marseille, tout le monde connaît le camarade Luison, secrétaire des peintres de bord de la C.G.T. Ce brave garçon a un neveu du nom de Giacometti.

Dernièrement, l'oncle et le neveu se disputèrent. Origine de la dispute : dissensions d'ordre familial.

Voici l'oncle et le neveu dressés l'un contre l'autre. Mais Luison, en bon camarade, est un homme doué d'un certain degré de rancune et, abusant de sa qualité de secrétaire des Peintres de bord, ordonne à tous les entrepreneurs de peinture, d'exclure de leurs services, le nommé Giacometti.

Résultat, ce jeune garçon, victime de la rancune de l'oncle, est condamné au chômage. Tout commentaire est superflu et à notre avis, cette manière d'agir n'a rien de syndicaliste. Elle nous démontre, une fois de plus, que les abus de pouvoir ne sont pas exclusivement l'œuvre des réactionnaires capitalistes.

Au fait, la méthode de Luison ne prouve-t-elle pas que le secrétaire des Peintres de bord de la C.G.T. est un réactionnaire doublé d'un homme méchant ?

Aux travailleurs de juger.

Un Groupe de Peintres de bord C.N.T.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL
René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clichancourt, Paris (18^e). C.C.P. 5046-35.

COMITE DE REDACTION DU C.S.

Le Comité de rédaction du C.S. se réunira le vendredi 2 et le lundi 5 novembre, salle de la Coopé A.T.A., 20, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e) (Métro : Belleville).
Un appel particulier est fait aux jeunes et aux correspondants de boîte.

Nous remercions à tous les camarades que la copie doit arriver suffisamment à temps, c'est-à-dire au premier courrier du lundi au plus tard.

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris (18^e).
Chèque Postal : 6261-16 Paris.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Le Trésorier fait appel aux retardataires pour leur régularisation, avant la reprise des assemblées.
Envoyer les fonds à Raux André, 262, avenue de la République, à Epinay-sur-Seine. C.C.P. : 233-92, PARIS.

Le Trésorier : RAUX.
Permanence tous les samedis, de 14 h. 30 à 18 h. 30, au siège, 39, rue de La Tour-d'Auvergne.

DIXIEME REGION UNION LOCALE DE SAINT-NAZAIRE

Les camarades syndiqués C.N.T. de la Région nazairienne sont priés d'assister à la réunion générale qui aura lieu le dimanche 28 octobre, à 9 heures, Bar Henri-IV, avenue de Lesseps, Saint-Nazaire.
Ordre du jour important. Présence indispensable.

DIX-HUITIEME REGION UNION LOCALE DE GRENOBLE

Permanences de l'U.L. au Bar Chambérien, 53, cours Jean-Jaurès, le mercredi, de 20 h. à 22 h. et le dimanche de 10 h. à 12 h.,

ou s'adresser chez Dessard, 3, rue Bayard, Grenoble-Ville.

DIX-NEUVIEME REGION

MARSEILLE

COURS DE FRANCAIS ET GROUPE ARTISTIQUE

Tous les mardis soir, de 6 à 7 heures, cours de français pour camarades étrangers. Groupe artistique (déclamation, théâtre, solfège, chorale, mandoline), de 7 à 8 h. 30. Se faire inscrire à la C.N.T., ancienne Bourse du Travail, salle 5.

TOULON

Pour tous renseignements, adhésions, libération, s'adresser à M. D. Diné Gabriel, 36, rue Augustin-Dammas, Toulon. Permanence tous les jours à toutes heures.

NICE ET REGION

Inter : adh., cartes, journaux : A. Palanca, rue Joseph-Layet, Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

PORT-DE-BOUC

En vue de la formation d'une union locale à Port-de-Bouc, il est fait appel à tous les camarades de la ville et des environs, adhérents à la C.N.T. et sympathisants, ainsi qu'à tous ceux dégoûtés de la politique afin qu'ils se mettent en rapport avec le camarade Lopez, 33, La tranchée.

DE NOUS A VOUS

U.L. SAINT-NAZAIRE. — D'accord, en principe, mais votre proposition sera soumise à la C.A. Y.R.

U.L. GRENOBLE. — Votre article est inséré seulement cette fois parce qu'il arrive trop tard. Notez qu'il faut que les articles arrivent le vendredi précédant la parution. J.T.

U.L. POTIERS. — Lettre suivra prochainement. Y.R.

L. BREGLIANO. — Ton dernier article soulève discussions au sein du C.R. Il sera remis en discussion vendredi 2. J.T.

ABOULEZ GOURANCE F.O. ouvre la voie au fascisme

C'est coup-ci j'va vous parler sérieusement. Hé, vous bidonnez pas comme des tordus, j'peux causer hichelife si j'veux et quand ce c'est un truc que j'peux pas piffer là c'est encore plus mieux.

C'te fois-ci c'est les assurances sociales qui me défrisent, les A.S., j'les bigle plutôt d'un sale chASSE.

Donc à c't'occace j'm'ai plongé un bon louqué dans c'te pétardière et ça m'a drôlement mis les esgourdes en point.

Si vous avez un peu de méninge vous s'rez d'accord pour dire qu'à chaque raugmentation de paie, les A.S. ont poussé un p'tit pas de gyme pour nous agricher un peu plus de pognon.

Ces A.S. c'est un vrai condé pour les minisses, c'est du velours tellement y a de fric, c'est le canot des canaiches que si disent les gars ministres des Finances, et y t'la couvent, t'la chou-choutent, t'la bichonnent, c'te bonne vache à lait.

Nous, les boulots, on casque, on voit même pas la couleur du péze que l'on file, on nous l'donne pas alors, hein, c'est du sûr et certain pour la caisse A.S.

Mais quand i faut qu'on en fouche un p'tit chouia, bicause qu'on a été mal foutu, c'est un autre flambeau, c'est même pu avec un élastique qu'i les lâchent, c'est du pneu-ballon.

Depuis le 1^{er} octobre ce qu'i z'appellent le plafond a fait un saut-maison, c'est monté à 34 sacs par mois, ça fait du 2.020 balles à allonger, ça fait du plus de 24 billets par an, eh ! vous mordez un peu ? plus de trois semaines de turbin pour les A.S.

Y a pas à dire on est refait sur toutes les coutures, ce qu'on nous refille d'une pogne on nous le sucre de l'autre, et j'vous cause pas des impôts, non, j'veux pas vous filer le typhus avec mes soustractions à la manque, mais en fait d'Assurés Sociaux, j'crois qu'on est plutôt Arrangés Sérieusement.

LA SOUDURE !

"Les Forces libres de la Paix"

(Suite de la première page.)

être réglés sans recourir à la guerre». Affirmer cela, c'est dire que l'on peut trouver une solution aux problèmes soulevés par les contradictions internes du régime capitaliste et c'est se mettre en contradiction avec le passage de la même charte qui affirme, lui, que l'on considère « impossible l'existence d'une paix véritable durable dans le cadre d'un système économique qui, en raison des contradictions inhérentes à sa structure, apporte... etc. ».

Donc, d'une part, on dit qu'on peut régler tous les conflits sans guerre, et, d'autre part, on dit que l'existence de la paix est impossible. Nous voudrions bien savoir si nous avons affaire à des gens qui savent ce qu'ils disent.

Nous avons déjà signalé, dans cette même rubrique, le vide total des résolutions adoptées par le dernier Comité Confédéral National de la C.G.T. des 27 et 28 septembre, ainsi que le discours peu précis quant aux objectifs ouvriers, prononcé par Benoît Frachon, à l'issue de ce même C.C.N.

Nous n'écrivions pas cela par esprit maladif de division, mais parce qu'en tant que travailleurs, nous pensons que toute confusion entretenue est néfaste à nos intérêts de classe. La clarté s'avère plus que jamais indispensable au moment où le patronat et le gouvernement ont des positions bien arrêtées : ne rien céder à un prolétariat hésitant, et l'asservir encore un peu plus pour satisfaire au programme d'armement imposé par les dirigeants yankee avant de l'encadrer solidement dans la prochaine dernière croisade.

Il suffit de parcourir, par exemple, la liste des dernières augmentations de salaires intervenues dans la métallurgie pour les différents départements. La volonté patronale de juguler les revendications ouvrières se manifeste partout et s'il est permis de parler de « victoire », il s'agit plutôt d'une victoire des exploités. Dans la plupart des départements, la majoration des salaires réels se situe entre 10 % et 13 % : belle victoire en vérité, quand on compare ces augmentations avec celles déjà réalisées ou à intervenir sur le sucre, le lait, le charbon, etc.

Du côté gouvernemental, le Conseil des Ministres du vendredi 19 octobre a chargé M. Félix Gaillard, secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la Fonction Publique (un fameux « gaillard », n'en doutons pas) de mettre au point un projet de réglementation du droit de grève dans les Services publics « ainsi que l'a prévu la Constitution ».

Les menaces sont précises, les réactions des travailleurs devraient l'être également. Pourtant, le dernier Conseil départemental des métaux de la Seine (C.G.T.) n'a formulé que de vagues revendications, nullement en rapport avec les difficultés de l'heure :

« Tenant compte des hausses du coût de la vie déjà intervenues, celles qui sont annoncées, celles qui vont tomber en cascade sur le dos des travailleurs, en raison de la politique de guerre que mène le gouvernement, le Conseil départemental appelle les métallurgistes :

« A organiser l'action contre la vie chère ;

« A promouvoir dans les usines un plan de redressement économique et social et de fabrications pacifiques

J'me figurais mariolle, hé bien, non, j'suis qu'un paumé, j'sais pu lire, j'sais pu entraver c'que veulent les gars qui gouvernent.

J'm'ai aperçu d'ça en lisant l'interviewe de Papa-Moustache dit Joseph le Mâle-Aimé. Le gars qu'est un fortiche prouve par A plus B que la bombe atomique russe c'est pas pour la rifflette, non les amis, c'est « uniquement pour être utilisée dans le domaine civil ».

Hein ! c'est au poil comme travail. On veut faire passer l'dur sous un gros rocher, à nous la bonne bombommatome, et v'la un tunnel de fait, une montagne nous empêche de zieuter le paysage, à nous c't'engin pacifiste.

Vous n'aviez pas pigé ça les amis, vous êtes comme mécol, vous aviez la comprenette dicifile. Alors, main'nant suivez le guide, filez-moi le train, ouvrez vos quinquets et si vous êtes pas trop dur de la feuille vous allez réaliser qu'est-ce qu'on traînait d'avoir les flubes d'une nouvelle bigorne !

Du côté du grand Ivan Dlabibine Osozof, vous avez vu, c'est classé.

Du côté Ricain c'est l'même blot, Truman, dit Sam Faimalobide, i disent rien, mais j'm'ai renseigné et j'sais que la Cordillère des Andes va être transformée en plage. Pour c'qui est des machines à s'couer l'paltot appelées aussi mitrailleuses, ces joujoux qui vous crachent quelques centaines de pruneaux à la minute, ben, c'est pour les forêts vierges ou qu'y a des bobabes vous savez, ces arbres qu'on trente-douze mètres de grosseur; les bûcherons ricains i mettent des semaines à les fouter par terre tellement c'est gros, alors on amène un ou deux moulins à café et tactactac c'est scié en moins de deux.

Les chars de 30 ou 50 tonnes c'est pour démolir les bicoques de 15 étages qui tiennent pu l'coup.

Une douzaine de tanks foncent sur la gaitoune et pata-trou, tout s'éroule, on continue à rouler là-d'sus et quelques heures après on a un terrain de football. Ça y est, les amis, vous êtes dans l'coup !!! Et dire que j'vous ai foutu le trouillomètre à zéro l'autre jour en vous parlant de macchabés, et tout, et tout.

J'm'en veux, les amis, j'me croyais plus marle que ça, m'en voulez pas j'dois vloquir, sûrement, j'dois m'faire vioque.

Forces libres de la paix, elle n'est, en fait, que la charte de la faillite trop facilement prévisible de ces forces.

Le véritable regroupement de tous ceux qui veulent s'opposer à la guerre reste à faire. Les Forces libres de la Paix démontrèrent elles-mêmes dans les mois qui vont suivre que notre prévision n'aura pas été une vaine hypothèse.

Et l'expérience faite, espérons qu'il sera encore temps de procéder au véritable rassemblement, celui qui s'établira sur le plan social, syndical.



Le Directeur-Gérant :
DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

(Suite de la première page.)

ciales) dirigée par Chevalme, secrétaire de la Fédération F.O. des Métaux et dont le nommé Paul Mathot est le directeur-gérant. L'on aurait pu croire qu'après les débats tumultueux dont il avait été la cause au dernier congrès confédéral F.O., cet organe allait disparaître ou tout au moins devenir une publication confidentielle. Non seulement cette publication existe encore, mais elle est envoyée à un grand nombre de militants ouvriers, qui ne sont d'ailleurs pas tous des syndiqués F.O. Le B.E.D.E.S. continue donc son œuvre de désagrégation que l'année dernière, pratiquement seuls avec la « Révolution Proletarienne », nous dénoncions. Nous lui consacrerons d'ailleurs une étude très prochainement, car plus que jamais, nous pensons nécessaire de mettre hors d'état de nuire ces provocateurs à la solde des ennemis de la classe ouvrière.

Donc, comme nous l'écrivions plus haut, les théoriciens F.O. revisitent la doctrine du mouvement ouvrier et le B.E.D.E.S. continue à leur servir de tribune, la tribune des fossyeurs...

Cette entreprise de confusion idéologique est menée avec une habileté extrême, et sous la forme d'études économiques et politiques en apparence profonde, le venin est distillé avec une savante lenteur.

Il y a tout d'abord les attaques contre l'unité d'action à la base (B.E.D.E.S. du 13 avril 1951). L'exemple-type donné est celui de la grève de la R.A.T.P. qui, parait-il, a échoué à cause de l'unité d'action dont elle a démontré « la malaisance ». D'après nos nouveaux théoriciens, il ne faut employer la grève que comme « suprême recours » et pour des revendications mettant en jeu l'existence même de la classe ouvrière. Les salaires ne sont pas des revendications vitales. Pour elle, il faut employer la discussion conforme à l'esprit du véritable syndicalisme où patrons et ouvriers se mettent à la même table pour causer loyalement, gentiment, en toute confiance...

C'est sans doute pourquoi le B.E.D.E.S. du 30 mars 1951 publiait l'article suivant sous le titre : « Un exemple de bon sens. »

« Tandis que les fédérations et les syndicats des trusts d'Etat, suivis en cela par les confédérations, font preuve d'une inconscience et d'un manque de sang-froid vraiment scandaleux, les syndicats de l'industrie privée donnent l'exemple du bon sens et de la sagesse. Voici le communiqué publié par le bureau du syndicat F.O. des Métaux de la Région Parisienne :

« Secrétaires des Métaux de la Région Parisienne, attention !

« Le Syndicat F.O. des Métaux de la Région Parisienne informe ses secrétaires de sections que des pourparlers sont actuellement en cours avec le groupe patronal, concernant la révision des accords de salaires du 31 octobre 1950.

« Il les met donc en garde contre tout mouvement qui ne pourrait que gêner l'aboutissement de ces pourparlers et demande aux responsables de se conformer aux instructions de leurs

syndicats. » (Force Ouvrière, 22 mars 1951.)

« C'est la voie même du bon sens et l'esprit du véritable syndicalisme. Aussi la grande presse a-t-elle soigneusement omis d'y faire écho.

« On sait que cette méthode a porté ses fruits. Les ouvriers des Métaux parisiens sont les premiers à avoir bénéficié d'une hausse substantielle des salaires. Ils ont ensuite bénéficié de la décision prise par le gouvernement d'élever le salaire minimum, sans avoir perdu une seule journée de travail. C'est une double victoire. »

Telle est la nouvelle doctrine revendicative précisée par le B.E.D.E.S. : « Discutez, discutez, il en restera toujours quelque chose !

Dans le B.E.D.E.S. du 14 mars 1951 un rédacteur toujours anonyme — car avec son courage habituel le B.E.D.E.S. ne fait paraître que des articles non signés — part en guerre contre l'échelle mobile qui « est contraire à l'esprit du mouvement syndical parce qu'elle tend, non à la suppression de la condition prolétarienne ni même à l'amélioration du pouvoir d'achat, mais à son maintien comme si la si-

CAMARADE ! Combien as-tu diffusé de "COMBAT SYNDICALISTE" la semaine dernière ?

tuation existant au moment de la mise en application de l'échelle était la meilleure à laquelle puisse aspirer la classe ouvrière. En vérité... l'échelle mobile instaure un véritable blocage des salaires... C'est le moment d'attirer l'attention sur les dangers que comporte une idée dont nous savons qu'elle exerce une très forte séduction sur un grand nombre de militants... ».

Et dans le B.E.D.E.S. du 18 septembre 1951, paraissait une étude sur la participation des travailleurs aux bénéfices et à la propriété d'après une proposition du parti travailliste. Nous avons déjà parlé du projet d'Association Capital-Travail présenté par le R.P.F. pour que nous y revenions maintenant en dénonçant une nouvelle fois la prétendue participation aux bénéfices.

Il paraît inutile de continuer notre énumération, nous risquerions de nous répéter.

Mais, pour conclure, il nous faut souligner encore une fois, l'écrasante responsabilité des dirigeants de Force Ouvrière dans les tentatives de fascisation du monde du travail. La social-démocratie française, dont « Force Ouvrière » est l'expression sur le plan syndical, fait chaque jour davantage le lit du fascisme, tant sur le plan matériel que sur le plan des idées.

A l'heure où l'on parle si fort du regroupement syndical, il serait utile que la conspiration du silence qui entoure les manœuvres de Chevalme, Mathot and C^o, soit brisée, et qu'une bonne fois pour toutes, le dossier de cette sinistre entreprise soit ouvert. Alors seulement il sera possible d'y voir clair, et dans cette clarté, il sera possible de discuter.

A travers la presse syndicale... et l'autre

pour l'indépendance nationale et la paix.

« A revendiquer avec force l'application de l'échelle mobile pour empêcher l'avalissement du pouvoir d'achat des métallurgistes.

« Après avoir salué l'unité réalisée entre les sept organisations syndicales des Métaux de la région parisienne, le Conseil départemental appelle les militants de la C.G.T. dans les usines à être les meilleurs artisans de l'unité, à faire des propositions en ce sens aux représentants des autres syndicats dans l'entreprise et à porter la question de l'organisation permanente de l'unité à l'usine devant TOUS les travailleurs.

« Dans chaque entreprise, les métallurgistes détermineront eux-mêmes leurs revendications d'unité en tenant compte des revendications essentielles :

« Augmentation générale des salaires;

« Echelle mobile automatique des salaires à toute hausse de 5 % du coût de la vie;

« Respect des quarante heures sans diminution des salaires;

« Diminution des cadences de travail. »

(LE PEUPLE, semaine du 18 au 24 octobre 1951.)

Passons sur le couplet de l'indépendance nationale, chère à tout bonze syndical qui fut ministre ou qui espère le devenir, et sur la diminution des cadences de travail, cadences infernales que nous n'avons jamais cessé de dénoncer, même quand les rédacteurs du Peuple variaient à plaisir sur le thème du « Produire d'abord ». Toutes les revendications valables ne sont possibles aujourd'hui que si les travailleurs mettent au point soigneusement et déclenchent la grève générale, seule capable de mettre en échec le gouvernement et le patronat. Les dirigeants de la C.G.T. ne semblent pas décidés à cette action qui serait déterminante pour la classe ouvrière et « le salut à l'unité réalisée » n'a pas de sens si les

travailleurs réunis doivent s'en tenir aux tortueuses négociations réformistes où ils perdent peu à peu, mais inexorablement, les avantages conquis lors des grandes luttes ouvrières.

Puisque nous sommes sur le chapitre de l'unité syndicale, parlons un peu de la section syndicale unique, idée lancée par la C.G.T., forte de l'expérience faite par la C.G.T.U. en 1934. L'unité d'action à la base, réalisée dans beaucoup d'entreprises, inquiète-t-elle les ténors qui pensent que les ouvriers fortement unis pourraient se passer d'eux ? La section syndicale unique composée de travailleurs appartenant à diverses centrales syndicales permet la naissance d'une bureaucratie dans la section fusionnée et les contacts directs risquent de s'en ressentir.

Dans Le Peuple (semaine du 11 au 17 octobre 1951), Marcel Caille, secrétaire général de l'U.D. de l'Aisne, traite de cette question, mais reste dans des généralités qui permettent de larges interprétations :

« Et ensuite s'est posé le fonctionnement de la section syndicale unique et c'est là où le respect de la démocratie syndicale s'impose plus que jamais. Des problèmes seront largement posés, débattus, avec pour souci constant la recherche de l'unité sur une position de lutte commune répondant à l'intérêt des travailleurs, dans des assemblées de syndiqués. »

« Et la question s'est posée : quel était le rôle des militants de la C.G.T. ? Celui-ci est de poser, d'une façon franche, tous les problèmes qui intéressent la classe ouvrière dans les réunions de bureau de la section unique ainsi qu'en assemblée générale. Seront retenus les problèmes qui permettront l'unité la plus complète. Pour les problèmes non retenus, ce sont les ouvriers qui prendront toutes les initiatives nécessaires. Par exemple : il se peut que la signature du pacte de paix ne rallie pas l'unanimité, le Comité de la Paix, s'il existe, ou un groupe d'ouvriers en prendra l'initiative. »

Dans la tribune libre de l'Unité du 15 octobre 1951, M. Joyeux est beaucoup plus catégorique et crie à la con-

fusion. Citons les principaux passages de son article :

« Coucou ! les revoilés... »

« Voilà qui va rajouter les militants qui sont sur la brèche depuis une vingtaine d'années ! Timidement lancés, il y a un mois, les syndicats uniques font leur réapparition. »

« Que de vieux souvenirs ! C'était au lendemain du tumultueux congrès tenu par la C.G.T.U. à la salle Huygens. Frachon, qui était sorti de ces assises « grandeur nature », s'impatientait. Depuis 1934, le développement de l'unité d'action, prélude à l'unité syndicale, support aux combinaisons politiques des gauches, marquait le pas ! Il fallait trouver autre chose et, alors naquirent les premiers syndicats uniques qui devaient accélérer l'opération voulue par le Parti Communiste. »

« Aujourd'hui, les syndicats uniques réapparaissent ! »

« La création des syndicats uniques c'est la confusion ; c'est le retour aux oppositions syndicales ; c'est le coup fatal porté à l'unité d'action. »

« Au travail des diviseurs, le syndicaliste qui veut rester uni dans la démocratie et la liberté opposera les comités d'unité à la base, seuls capables de faire aboutir les aspirations des travailleurs et de préparer une unification du prolétariat qui ne soit pas une sinistre et grossière duperie. »

La productivité est toujours la dernière trouvaille d'éblouissement sortie du magasin des illusions capitalistes. Il s'agit de faire croire au prolo qu'en travaillant plus et sur des machines plus jeunes sa part de gâteau sera plus importante. Les inventeurs de la productivité se gardent bien de lui dire que la part de l'exploiteur sera d'autant plus importante qu'il travaillera davantage; ils ne lui expliquent pas ce mystère selon lequel le travailleur de 1951 est plus malheureux que celui de 1938 bien que la production contemporaine soit plus importante qu'il y a treize ans; et ne lui disent pas comment, dans le monde capitaliste, alors

qu'il ne peut déjà pas acheter tout ce qu'il produit (puisqu'on parle de « mévente » et qu'une part du travail fourni par les hommes et par les machines est gaspillée en choses inutiles et dangereuses comme les armements), il pourra a fortiori se procurer une production encore plus abondante. Et que dire du chômeur tout à fait « rationalisé » par la productivité qui ne peut plus rien acquérir du fait de ses poches vides et retournées ?

Des patrons qui savent eux ce qu'ils font, mais aussi des gogos, égarés dans la galère de cette invention d'outre-atlantique, prononcent sur la productivité des paroles lamentables. Ainsi, M. Vergez (du verger dont on doit tirer les poires !) au cours de la Journée de la Productivité dans les Industries du Bois, organisée à Lyon le 17 septembre 1951, « industriel du Bois d'origine ouvrière », s'il vous plaît, a tenu les incroyables propos suivants :

« Au surplus, la peine de l'ouvrier américain est payée; il a conscience du fait que, s'il joint de hauts salaires, c'est à cause du développement de la productivité de son entreprise, et qu'à un nouveau perfectionnement de celle-ci correspondra une hausse de ses rémunérations, sans qu'il soit besoin de l'encourager par des primes spéciales à la production. »

« Nous sommes évidemment encore loin de ces dispositions psychologiques en France. Comment en serait-il autrement ? Les guerres, avec les pertes humaines et matérielles qu'elles comportent, les bouleversements économiques, l'inflation, les divisions excitées par des facteurs internes, tout ce que nous subissons depuis plus de 35 ans ont considérablement affaibli notre vitalité et ébranlé la confiance des ouvriers dans le progrès de leur condition. Le mouvement actuel pour l'amélioration des méthodes de production, en apportant des résultats concrets peut, si les chefs d'entreprise font l'effort nécessaire, rétablir cette confiance disparue. »

Les travailleurs, n'en déplaise aux orateurs et écrivains de la productivité, ne sont pas encore, heureusement, dans les « dispositions psychologiques » qui seraient favorables à leur esclavage total et qui, en outre, leur feraient honorer cet esclavage comme un bienfait.

Quant à cette vitalité affaiblie et cette confiance ébranlée, M. Vergez et ses pareils et ses supérieurs, se rendront compte, un jour prochain peut-être, qu'elles sont toujours susceptibles de réveil chez les masses populaires.

L. DAMPIER.

Réflexions sur un accord

Comme tous les travailleurs, ceux du bâtiment ont aussi leur accord de salaire. Il apporte une majoration pour huit coefficients hiérarchiques. Voici, pour vous rendre compte, ce qui est octroyé aux compagnons et manœuvres :

ANNEXE I
Salaires minima des manœuvres

Manœuvre :	Fr.
— 1 ^{er} échelon	100
— 2 ^e échelon (ou gros travaux)	107

Barème des salaires minima

Ouvrier spécialisé :	Fr.
— 1 ^{er} échelon	111
— 2 ^e échelon	117
Petit compagnon	120
Compagnon	120
— 1 ^{er} échelon	128
— 2 ^e échelon	142
— 3 ^e échelon	150

ANNEXE II
La Fédération Parisienne du Bâtiment et des Activités annexes s'engage à recommander aux entreprises adhérentes aux Chambres syndicales affiliées d'appliquer aux salaires pra-

La C.N.T. à Grenoble

Il y a quelques temps nous signalions dans nos colonnes le démarrage de la C.N.T. à Grenoble.

Les débuts étaient prometteurs et les résultats commencent à être tangibles.

Peu à peu, dans diverses entreprises, nos militants commencent à grouper la sympathie des ouvriers dégoûtés de la salade politique ou sectaire des centrales réformistes.

Un Syndicat des Métaux et Produits chimiques vient de se constituer et déjà des sections d'usines sont en formation.

Chez Neyrpic, en particulier, où l'influence de la C.G.T. n'est que fantomatique. A la Forge, sur 130 ouvriers, neuf étaient présents à une réunion provoquée par cette dernière centrale. Il n'y avait que les purs du parti des masses stalinisées.

L'orateur, le raccolleur, le scribouillard, avec leurs chiens de garde.

Les autres ont compris qu'il n'y avait rien à attendre de gens qui ne visent que des intérêts d'ordre politique ou personnel.

Quant à leurs revendications, qui ne se traduisent que par des palabres, avec elles nous n'irons pas loin.

Bientôt, la C.N.T. saura montrer le chemin de l'émancipation sociale.

Chez Dubois-Paganon, notre section tient toujours malgré la répression et le licenciement subis par certains de nos militants.

Tous les ouvriers savent à quoi s'en tenir à ce sujet et nous connaissons à présent.

Ils savent où sont les responsables de la maladie professionnelle contractée par un de leurs camarades. L'atelier de peinture était un véritable enfer.

Pourquoi la Direction ne faisait-elle rien pour changer l'aspirateur devenu un simple ventilateur broyant sans arrêt un air lourdement chargé de vapeurs toxiques ?

Trois fois, un de nos camarades est allé à l'Inspection de l'hygiène, sans aucun résultat.

Pour ces messieurs les ronds-de-cuir la tranquillité avant tout ; qu'importe le sort des ouvriers.

Pour la Direction, les bénéfices seuls comptent.

La production est avant la santé des travailleurs ; ont-ils tous la conscience bien tranquille ?

Qu'ils prennent garde, avec la C.N.T. les ouvriers sauront un jour balayer les exploiters et les incapables.

Chez Poulage, chez Tit, nos camarades, là encore, commencent à propager les idées du chemin révolutionnaire, le seul qui peut conduire à un monde meilleur.

G. COUGET.

tiqués au 30 juin 1951 les augmentations horaires suivantes qui prendront effet à dater du 10 septembre 1951 :

Manœuvres	Fr.
Ouvrier spécialisé :	8
— 1 ^{er} échelon	12
— 2 ^e échelon	12
Petit compagnon	12
Compagnon	15

Etant toutefois entendu que cette recommandation ne pourra avoir pour effet de porter les salaires ainsi augmentés à un niveau supérieur aux salaires minima prévus pour chaque catégorie par le barème du 14 septembre 1951, majorés de 15 %.

Notons tout d'abord que les salaires ci-dessus sont nettement insuffisants. De plus, il y a une trop grande différence entre le premier et le dernier prix. Car il y a maintenant chez nous, neuf sortes de tarifs horaires, ce qui est proprement scandaleux.

Le manœuvre du 1^{er} échelon se voit octroyer 100 francs de l'heure, alors que le compagnon du 3^e échelon reçoit 150 francs.

Il y aura donc désormais un peu plus de division entre ouvrier et manœuvre ; cette maudite hiérarchie fait autant de ravages chez nous que dans les autres corporations.

Y a-t-il un bifteck manœuvre et un bifteck compagnon ? Le litre de vin ou le kilo de pain sont-ils moins chers pour l'un que pour l'autre ? Non, n'est-ce pas ? Alors, pourquoi tant de différence ? Cette façon d'opérer est inhumaine et les syndicats du bâtiment de la C.N.T. combattent depuis toujours contre la hiérarchisation des salaires.

Avant la guerre, nous n'avions que trois catégories de salaires dans nos métiers et le plus souvent elles ne variaient que de quelques sous, en particulier entre le compagnon et le garçon.

N'était-ce pas suffisant alors ? D'autant plus que la plupart du temps, c'est le manœuvre qui a le plus de mal, qui est le plus exposé et qui use le plus de vêtements. Il mérite donc d'être traité sur le même pied que les autres travailleurs.

On constate d'autre part une dévaluation des salaires des travailleurs

du bâtiment : un manœuvre d'usine gagne autant qu'un compagnon du bâtiment. Résultat : tout le monde fiche son camp. Qu'on ne s'étonne pas alors qu'on ne puisse plus former de compagnon.

Messieurs les employeurs, pensez-y pendant qu'il est encore temps ; autrement, personne ne voudra plus travailler dans nos durs métiers à cause de ces salaires tellement dérisoires.

Face à cette situation, nous exigeons plus que jamais la revalorisation des salaires du bâtiment avec compression de l'éventail des salaires ; en un mot, plus de justice.

Cette justice, nous l'obtiendrons par notre ténacité et en s'entraînant les uns les autres.

Mais que dire de ceux qui abondent dans le sens de la chambre syndicale patronale ? Nous parlons de ceux qui ont signé avec elle, c'est-à-dire C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C.

Cent francs de l'heure pour le manœuvre (c'est ce que gagne une femme de ménage) ; 111 francs à l'ouvrier spécialisé ; 117 au 2^e échelon, etc. Et cela au moment où une paire de chaussures de travail est à 4.000 fr., la veste moleskine chez Lafont à 2.300, et le pantalon à 3.000.

Quant au « velours », inutile d'en parler : le « largeot » ne nous enlèvera plus le poil des jambes.

De tels accords sont débattus et signés autour du tapis vert des préfectures et des ministères, et cela sans tenir compte de la volonté des ouvriers qui auraient bien leur mot à dire en l'occurrence.

Mais dans chacune des organisations précitées on ne les consulte plus : un état-major délibère avec les pouvoirs publics et le patronat, décide et s'engage au nom des ouvriers, la plupart du temps contre leur volonté et leurs intérêts.

Cela s'appelle collaborer. C'est du réformisme le plus sordide : celui qui lie le travailleur, celui qui par conséquent le trahit, parce qu'il assure la tranquillité de ceux qui nous exploitent. Où donc est l'abolition du patronat dans tout cela ?

Qu'en pensez-vous, compagnons et manœuvres ? Vous êtes trahis ; décrochez de ces organisations et venez à la C.N.T.

CORENTIN, LE TERRASSIER.

LAICITE ET CHARTE D'AMIENS

(Suite de la première page.)

préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Pelloutier, que n'es-tu encore ici. Que n'es-tu là pour rappeler que le syndicalisme ne s'occupe pas que du bifteck quotidien, mais qu'il poursuit l'émancipation intégrale des travailleurs. Griffuelhes, que ne puisses-tu défendre ton œuvre contre une interprétation de celle-ci, pour le moins, opportuniste. A défaut de votre présence nous vous suppléons. Car il nous est impossible de tolérer que l'esprit révolutionnaire qui vous animait soit, à ce point, déformé et parce que nous savons que, vivants, vous vous seriez jetés les premiers dans la lutte pour la défense de l'école laïque.

La lettre elle-même du texte d'Amiens ne permet pas la moindre équivoque. Comment préparer l'émancipation intégrale des travailleurs si on ne fait pas d'eux des hommes libres. Et qui peut préparer les générations d'hommes libres, sinon un enseignement objectif, scientifique, impartial, indépen-

dant de toute doctrine religieuse ou politique. Oh ! certes, l'école publique que nous connaissons ne répond pas dans la pratique à tous nos desirs et nous savons bien que « tant vaut le maître, tant vaut l'école ». Néanmoins, le principe de la laïcité nous satisfait, car il représente, pour nous, une possibilité, un espoir de libération. L'enseignement confessionnel, lui, n'ouvre que le chemin du non-être et de la régression sociale. L'un peut former des hommes complets, l'autre ne produit que des sujets et le syndicalisme ne peut demeurer neutre entre des perspectives aussi opposées.

Mais, venons-en au paragraphe de la Charte qui constitue l'abri de ceux qui craignent de se mouiller et qui dit ceci : « En ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour les syndiqués, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le Syndicat les opinions qu'il professe au dehors. » Vous avez bien lu « à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique ». Là non plus pas d'équivoque possible, car pour rester objectif il faut rattacher ce dernier paragraphe au paragraphe précité et voir qu'il ne s'agit toujours et seulement que de la préparation « de l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ». En clair, et ceci répond par surcroît à l'esprit indéniable des auteurs de cette motion, ce passage signifie que toujours dans le cadre de « la lutte pour leur émancipation intégrale », les individus ont la liberté de participer à tel mouvement de leur choix, extérieur à leur syndicat mais qu'ils ne doivent pas introduire dans celui-ci les opinions qu'ils professent au dehors. Autrement dit, la Charte d'Amiens est la proclamation du syndicalisme majeur, révolutionnaire, lequel, comme la laïcité, ne peut être neutre — être neutre, c'est ne pas être — mais demeure indépendant à l'égard de doctrines politiques, philosophiques ou religieuses extérieures à lui-même.

Mais au fait, était-il indispensable de nous livrer à cette démonstration du mal-fondé de cette neutralité face à l'école ? Car enfin, cette école n'est pas celle du travailleur syndiqué, mais bien celle de l'enfant et, pour notre part, il ne nous est pas venu une seconde à l'esprit que vouloir le respect de la personnalité de l'enfant eût pu être de mauvais aloi.

L'ECOMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
Paraît tous les 15 jours
LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements, 12 numéros : 170 fr.
24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 660 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-X^e

DANS LE LIVRE

Le patronat attaque et gagne

L'augmentation est acceptée avec une certaine « répugnance » par les requins de l'imprimerie. Et qu'on ergote sur ceci, et qu'on discute sur cela, et qu'on s'affole des répercussions. Somme toute, c'est la fin des fins.

Mais où l'on n'ergote plus, c'est quand il s'agit d'avoir les prolos au tournant. Et on les a !

On les a, parce que les prolos, par moments, procurent les verges qui doivent les frapper.

Il y a quelques années, il avait été obtenu que la semaine serait faite en cinq jours. Le motif était valable : l'homme qui a fait toute sa semaine peut bien avoir deux jours de repos lui permettant de récupérer ses efforts et de s'assurer des jours de santé.

Mais, hélas ! trois fois hélas ! les ouvriers qui avaient besoin de se reposer deux jours par semaine alors qu'ils travaillaient six jours de suite, n'éprouvèrent plus la fatigue qu'ils virent que la sixième journée pouvait être effectuée en heures supplémentaires à tarif double... sans compter les heures supplémentaires effectuées les autres jours... ni les primes à la surproduction comme celles de l'augmentation de la pige, ou, dans la presse, l'heure dans le service.

Et nous rencontrâmes ainsi typos et linos qui se vantaient d'accroître de cette manière leur semaine du simple au double et de « se faire » des mois de cinquante à soixante-dix mille francs.

Non pas que nous pensions que c'est là trop gagner. Bien sûr que non. Mais c'est le gagner par une méthode sans valeur qui devait aboutir, tôt ou tard, à se retourner contre ceux-là mêmes qui s'en vantaient tant.

Car l'on poussa l'astuce jusqu'à « créer » la nécessité des heures supplémentaires.

C'est facile, il suffit de traîner un peu à certains moments bien choisis. On eût pu faire de même dans l'intention de permettre aux copains chômeurs de trouver un « job ». Non, on a préféré le faire pour gonfler le porte-monnaie, le sien.

Tant pis pour les gars sans travail.

Mais l'euphorie des mois doublés s'est éteinte : les patrons viennent de prendre une décision. Sans consulter les syndicats ouvriers. Et ils l'ont immédiatement appliquée : le retour à la semaine de six jours de six heures quarante minutes.

Et que l'on organise les services, et que l'on te coupe la journée de vingt-quatre heures en trois et ce qui résulte en deux. Ce qui fait qu'on commence maintenant le boulot soit à six heures, soit à neuf heures, soit à midi, etc., etc.

Certes, il y a eu quelques réactions : dans quelques boîtes, un service ou un autre ont fait une grève d'avertissement d'une demi-heure. Mais de réaction syndicale, organisée à l'échelle qui eut pu faire réfléchir les patrons, point !

Et quels arguments opposer à ceux des exploités ? Ceux-ci eussent pu répondre : « Mais comment se fait-il que les compagnons soient fatigués quand il s'agit d'heures normales et qu'ils ne le sont plus lorsqu'il s'agit d'heures supplémentaires ? »

Il est bien évident que l'on se trouvait là sur un terrain glissant et qu'on a préféré ne pas l'aborder.

L'offensive patronale vient à point, le papier manque, le public lit moins — il trouve les publications trop chères — et le chômage a déjà dépassé le stade saisonnier.

Mais il reste un tas de boîtes, grandes et petites, où il serait temps que se fassent les visites qui s'imposent qui ramèneraient les gourmands à une plus juste appréciation de la solidarité.

Ce serait la première action qui en permettrait une autre plus efficace qui consisterait, elle, à laisser le travail aux chômeurs en faisant autour des machines le vide de ceux qui les occupent plus d'un service. Pensons à la chaussette à clous de nos copains du bâtiment.

Lorsque la place serait faite autour des marbres, on pourrait de nouveau parler aux patrons et à leurs hiérarques, un langage du même genre.

LECASTAING.

A SAINT-NAZAIRE

(Suite de la première page.)

dans nos campagnes, se trouvent dans un état de dénuement complet et de délabrement total, par suite de l'insuffisance des crédits budgétaires imputés à leur entretien.

PERENNITÉ DU SYNDICALISME

(Suite de la 1^{re} page.)

le champion dont vous êtes le supporter.

Quant au comportement du travailleur il est tout aussi navrant, même s'il est membre d'un parti révolutionnaire ? il n'a plus de conscience de classe.

Lutte-t-il pour une amélioration de son salaire, il ne refuse pas, parfois même sollicite, d'effectuer des heures supplémentaires.

Lutte-t-il contre la guerre, il recherche un emploi dans un arsenal, il aspire à devenir ouvrier d'Etat ; pensez donc il y a la retraite !

Il faut être un idéaliste, un type qui vit dans la lune, comme l'on dit communément de nous, pour continuer notre combat. Mais en fait d'être des habitants lunaires, nous sommes en réalité des pionniers car nos revendications jugées utopiques à l'heure où elles sont annoncées, sont reprises quelques mois plus tard par les gens sensés, les Centrales syndicales avec un grand C.

C'est pourquoi nous continuons notre marche à l'avant.

S'indignent que, depuis de nombreuses années et en dépit des protestations des organisations laïques, l'Assemblée nationale se soit refusée à voter les ressources nécessaires à la construction ou à l'amélioration des locaux scolaires, alors qu'en quelques heures, elle a trouvé des milliards pour subventionner l'enseignement privé.

Exigent l'abrogation pure et simple de la loi Barangé-Barrachin.

S'engagent solennellement à poursuivre leur action dans ce sens et à employer tous les moyens dont ils disposent, y compris le refus de l'impôt et la grève scolaire.

S'engagent solennellement à lutter jusqu'à complète satisfaction.

A cet effet, le Comité de Coordination des Amicales laïques demande instamment aux laïques :

1^o De s'abstenir d'assister à toutes les manifestations artistiques, sportives ou cinématographiques, organisées par les patronages ou sociétés à caractère et direction confessionnelle ;

2^o D'être, en toute occasion, d'ardents propagandistes de l'idéal laïque et, en premier lieu, dans leur famille et leur milieu social ;

3^o De manifester leur attachement à l'école républicaine en militant effectivement au sein des organisations laïques.

La campagne contre la loi Barangé commencée à Saint-Nazaire va se poursuivre dans tout le département durant les semaines à venir.

Pour la véritable lutte contre la guerre, SOUTENEZ LE C. S.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM

Prénoms

demeurant

déclare souscrire un abonnement de (1) au « Combat Syndicaliste ».

Le

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHAUD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e

(1) 12 numéros : 170 fr. - 24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 660 fr.

Faites des abonnés avant les hausses

Le prochain C. S. paraîtra le Vendredi 9 Novembre

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 73

15 FRANCS

VENDREDI 9 NOVEMBRE 1951

A BAS L'ECHELLE IMMOBILE DE LA MISERE !

AL'HEURE où ces lignes paraîtront, le Conseil de la République aura peut-être examiné le projet adopté par l'Assemblée Nationale, sur l'échelle mobile des salaires, qualifiée devant cette Assemblée par Abel Gardey, de procédé empirique qui risque de rendre plus virulente encore, la lèpre qui ronge le pouvoir d'achat.

Ce disant, ce brave député radical se faisait l'écho des gouvernements passés, présents et à venir.

Car l'Etat est patron lui aussi.

Mais, contrairement aux autres employeurs qui préalablement à toute augmentation de salaires, sollicitent et obtiennent l'élevation de leur prix de vente, c'est-à-dire, ont ainsi la possibilité de limiter les dégâts qu'une augmentation de salaires pourrait causer à leur trésorerie ; l'Etat ne peut user des mêmes subterfuges, il ne peut immédiatement voter un nouveau budget et tout relèvement du standard de vie des fonctionnaires équivaut pour ses finances à une hypothèque sur l'avenir.

Cela est si vrai que jamais les partis au pouvoir, quels qu'ils soient, n'ont porté l'échelle mobile à l'ordre du jour de leurs préoccupations.

Si les camarades communistes de la C.G.T. étaient hostiles à l'échelle mobile, lorsque Croizat et Marcel Paul étaient ministres, il ne faut pas en chercher la raison, ailleurs que dans des considérations d'ordre budgétaire.

L'échelle mobile, c'est-à-dire la possibilité pour le travailleur de satisfaire par sa rémunération, ses besoins physiques et intellectuels, dans la mesure où le développement de la pro-

duction le permet ; c'est bien là le dernier des soucis des socialistes S.F.I.O., ministres d'hier et ministrables de demain.

Tout ce qui les intéresse, ces bons socialistes, c'est tout simplement la constance du pouvoir d'achat réduit au minimum vital. Un minimum vital que ne réduiraient pas trop les hausses successives du coût de la vie.

C'est pourquoi, afin de bien préciser les mobiles du Parti Socialiste, le député Lienhard répond en leur nom au radical Gardey.

« C'est précisément parce que nous n'avons jamais obtenu un plan d'ensemble, que nous nous sommes ralliés à l'échelle mobile... Nous voulons obliger le Gouvernement à agir plus sérieusement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent sur les variations de prix. »

On peut traduire, nous ne voulons pas obliger le gouvernement à accepter l'échelle mobile, mais à agir plus sérieusement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, sur les variations des prix.

En somme, cette proposition socialiste n'était pas sérieuse.

Pas plus sérieuse d'ailleurs est la position du Parti communiste, si l'on en juge par l'intervention du camarade Patinaud.

« Dans notre esprit, l'échelle mobile ne vise pas à améliorer la situation de la classe ouvrière, elle ne vise qu'à une augmentation du pouvoir d'achat. Elle tend seulement à empêcher l'affaiblissement de ce pouvoir d'achat, ce qui sous-entend par conséquent, que l'échelle mobile doit se doubler d'une action constante pour la revalorisation du pouvoir d'achat. »

Autrement dit, d'une façon plus précise, nous ne pouvons accepter en

aucun cas, que l'échelle mobile puisse avoir lieu, dans le sens d'une baisse de salaires. »

Dire que nous avions la naïveté de croire, que l'échelle mobile devait améliorer le pouvoir d'achat déjà trop réduit des travailleurs.

Eh bien ! il faut que nous en fassions notre deuil.

L'échelle mobile chère aux socialistes et communistes, n'a pour but que de maintenir la constance du minimum vital.

Ah ! misère, qu'ils soient S.F.I.O. ou S.F.I.C., nos parlementaires marxistes n'ont pas oublié leurs leçons sur la

REISSET.

(Suite en page 3.)

VICTOIRE DE LA PRESSE POURRIE

La presse issue de la Résistance a pu faire illusion. Pourtant, à la lumière des événements quotidiens, la faillite se précisait, les abandons se succédaient.

Peu à peu, les grands journaux d'information ou d'opinion étaient reconstruits par le « trust vert », c'est-à-dire par Hachette. Et, en octobre 1951, nous avons le droit — et le devoir — de proclamer que l'ensemble de la grande presse est de nouveau contrôlé par Hachette. Quant aux autres petits organes, ils disparaîtront ou ils continueront à rester ignorés du public. La liberté de la presse n'est qu'un vain mot, un admirable slogan de propagande destiné à aveugler les masses. La réalité seule compte. Et cette réalité nous oblige à dire que la liberté de la presse est en fonction directe des capitaux possédés. Là, comme ailleurs, l'argent est le seul maître.

Nous avons signalé, il y a un peu plus d'un mois, la lamentable histoire du journal « Le Monde ». On sait qu'un accord provisoire a été conclu entre la rédaction et M. Beuve-Méry d'une part, et les administrateurs d'autre part. Cet accord expire le 17 décembre 1951 et, jusqu'à cette date, M. Beuve-Méry reste le directeur du « Monde ». D'ici là, un nouveau statut du journal doit être rédigé afin de donner satisfaction aux deux parties, ce qui paraît improbable, ou de consommer la rupture. Les actions généreuses sont si rares que nous ne pouvons résister à féliciter les journalistes du « Monde » prenant fait et cause pour leur directeur contre les représentants du capital, en l'occurrence les Courtin, Funck-Brentano et Cie. M. Beuve-Méry a, de justesse, gagné la première manche. Mais, gagnera-t-il la seconde ?

Ce qui précède n'aurait qu'un intérêt documentaire un peu tardif s'il n'était qu'un épisode se soldant par un provisoire échec de la lutte que mène — et gagne — le grand capital pour la reconquête de son arme la plus puissante : la presse.

Par exemple, pour ce qui concerne « France-Soir » et « Paris-Presse-L'Intransigeant ».

Nous avons déjà signalé le changement de formule de « Paris-Presse », en omettant volontairement de signaler les changements administratifs et financiers survenus dans la maison.

Tout d'abord, il faut signaler que « France-Soir » avait depuis assez longtemps cessé d'être exploité par la « Société des Editions France-Soir » et avait cédé la place à la « Société France Editions et Publications » société à responsabilité limitée au capital de 9.300.000 fr. et dont le siège est 100, rue Réaumur. Et parmi les nouveaux patrons du journal se trouvaient MM. Corniglion-Molinier, député R.P.F., Schoelet, hommes du trust Hachette.

« Paris-Presse », lui, était exploité jusqu'en mars dernier par la « Société Paris-Presse », société à responsabilité limitée au capital de 50.000 fr., mais 50 % des parts du capital avaient été cédés à la société Holpa, et nous parlerons plus loin.

Or, depuis le 26 mars 1951, ces deux journaux sont exploités par une nouvelle société, la « Société Franpar », S.A.R.L., au capital de 20.000.000 de fr. dont le siège social est à Paris, 100, rue Réaumur.

Qu'est-ce que cette nouvelle société ? Le journal officiel d'annonces judiciaires et légales « Les Annonces de

Jacques BRENNERT.

(Suite en page 4.)

L'ACTION CONTRE L'ÉCOLE CONFESIONNELLE CONTINUE

TRENTE-SEPT membres du Conseil Supérieur de l'Éducation Nationale ont adopté une résolution dans laquelle ils déclarent que le décret d'application de la loi « remet en effet en cause la laïcité : par l'octroi de subventions aux parents d'élèves des écoles privées, la gratuité : par l'application de l'utilisation à l'aménagement, à l'entretien et à l'équipement des bâtiments scolaires des sommes théoriquement mises à la disposition de parents d'élèves de l'école publique. »

« Le Conseil supérieur, qui demeure la plus haute instance de l'Université, constate l'impossibilité absolue où en conscience il se trouve de débiter sur le projet qui lui est soumis, et refuse de lui donner sa caution. »

Invités par M. Sarraillh à se prononcer sur le texte d'application par pour et par contre en deux votes successifs, les membres présents répondirent par zéro voix dans les deux cas.

Il y a donc abstention : le Conseil Supérieur n'a pas donné l'avis qui doit être fourni pour que la loi puisse être appliquée légalement... si j'ose dire.

Le gouvernement avait déjà fait voter une loi inconstitutionnelle ; irait-il maintenant jusqu'à l'appliquer sans que les conditions exigées par sa propre légalité soient toutes remplies ?

C'est ce que l'avenir nous dira.

En tout cas, il nous faut marquer d'une pierre blanche la manifestation que nous rapportons et qui n'est qu'une parmi tant d'autres.

Dans tout le pays, les défenseurs de l'école laïque se ressaisissent et nous devons noter la journée du 9 novembre, organisée par le S.N.I. et la Fédération, journée à laquelle la C.N.T. se joint sans aucune restriction.

C'est en effet une enthousiaste adhésion que la C.N.T. apporte à l'initiative prise par le S.N.I. : chaque fois qu'il s'avèrera qu'une action directe est entreprise dans le sens qui peut conduire à la libération de

l'homme, la C.N.T. s'affirmera toujours présente.

Mais il est bien évident que la lutte pour la laïcité n'est qu'un aspect de la lutte tout court et que si les organisations de la classe ouvrière acceptaient le mot d'ordre de grève générale illimitée, préconisé par la C.N.T. que, du même coup, tous les problèmes sociaux du moment, laïcité y comprise, ainsi que la lutte contre la guerre, seraient solutionnés.

Que tous les compagnons de la C.N.T. continuent sans relâche de préconiser ce mot d'ordre dans toutes les réunions, sur tous les lieux de travail et la réaction cléricale ou autre, sera battue.

Jean THERSANT.

L'unité d'action

EST-CE possible que... l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ?

Il est permis d'en douter en voyant autour de soi, l'avachissement dont fait preuve la classe ouvrière dans son ensemble.

Que ce soit sur n'importe quel terrain, on remarque un net recul de l'évolution sociale des individus.

L'homme, contrairement au passé, ne cherche plus à se libérer de l'emprise que font peser sur lui, le capital et l'Etat, mais se tourne vers des chefs, soi-disant géniaux, qui forgent les chaînes qui le retiennent prisonnier.

Pourtant ce n'est pas cela qu'espèrent nos aînés, quand ils se lancent dans la bataille sociale, devant amener la libération totale des producteurs.

Non, Camarades, ce n'est pas en acceptant et bien souvent en exigeant l'augmentation du temps de travail ou l'attribution de primes à la production, d'assiduité et de transports, que nous œuvrerons utilement et avec efficacité, pour arracher aux exploités de tout poil des conditions de vie en accord avec la production actuelle.

Non, cela est une erreur ! Si nous voulons continuer le travail amorcé par ceux qui nous ont précédés,

c'est-à-dire la suppression du profit par l'abolition du patronat et de l'Etat, nous devons intensifier notre lutte pour arracher :

1° Un pouvoir d'achat nous permettant de nous procurer tout ce qui est nécessaire pour vivre décemment ;

2° Une diminution du temps de travail, ce qui n'est pas une utopie, mais peut devenir une réalité, avec les possibilités que la technique moderne met à notre disposition ;

3° Une retraite à partir de 55 ans, pour les vieux travailleurs, au moins égale au salaire moyen déprécié.

Ainsi, nous ne verrions plus, à côté de certains retraités administratifs, tels les militaires, de pauvres vieux usés par le travail et les privations, percevoir en une année, ce que ceux qui précèdent, touchent pour un mois.

Pour réaliser ce programme minimum, une seule chose est indispensable : l'Unité d'action de la classe ouvrière, faite en dehors de toute attache politique ou philosophique quelconque.

Est-ce possible ? Nous répondons : Oui, si vous le voulez !

PLECAEL.

Puisque l'on reparle d'unité

Ya-t-il du nouveau sous le soleil et le brouillard s'est-il entièrement dissipé ? Telles sont les questions qui se posent à l'attention générale depuis que dans tous les milieux ouvriers on agit à nouveau la question de l'unité de l'action ouvrière.

Poser la question n'est pas nécessairement la résoudre, car lorsqu'on cherche la clarté, il ne faut pas que d'autres s'évertuent à faire la nuit autour de cette question.

En effet, si l'union dans l'action ou avant l'action est toujours facile à réaliser, il n'en est pas toujours de même après. La raison en est simple, c'est que tout le monde ne donne pas la même signification aux mots. En ce qui nous concerne, il y a des limites que d'autres ne respectent pas et que nous, nous respectons. C'est bien là tout le drame qu'a vécu le syndicalisme contemporain.

Toujours nécessaire, l'unité d'action se réalise facilement entre les travailleurs d'horizons différents, quand la lutte bat son plein et tant que la direction reste entre leurs mains : la coalition à laquelle ils doivent faire face les pousse instinctivement à se serrer les coudes. Ils ont entre eux un comportement de lutteurs ; il ne s'agit pas pour eux de savoir quelle est l'appartenance de Pierre, Paul ou Jacques ; ils sont aux prises avec des difficultés qu'ils ne peuvent résoudre individuellement : ils s'unissent pour leur apporter une solution.

Tout cela la plupart du temps, dans la meilleure camaraderie, la plus grande fraternité. Cela pourrait même durer si les hommes en lutte restaient dans les limites de la tolérance réciproque et s'il n'apparaît à personne qu'aucune des organisations n'applique aux autres la tactique de la volaille à plumer.

L'expérience acquise au cours de longues luttes du passé où l'unité d'action fut pratiquée, démontre que celle-ci fut toujours féconde en résultats lorsqu'elle était pratiquée honnêtement

et tant que les états-majors inamovibles des bureaux ne venaient pas rappeler qu'ils étaient divisés et qu'il leur fallait marcher dans l'orbite soit d'une organisation, soit d'une autre, c'est-à-dire selon qu'il fallait admirer le nombril de Léon ou celui de Benoît.

Car depuis 1921, date de la scission, le souci commercial passe avant l'intérêt de la classe ouvrière, les organisations ne représentant plus que des boutiques aux yeux des ouvriers, boutiques qui ne font qu'un battage en

vue de l'écoulement de leur marchandise.

Pour beaucoup de camarades, les unitaires sont ceux qui s'étaient couverts de cette appellation. Or la scission a en réalité pris naissance en 1914, lors du lamentable comportement de certains militants de l'époque devant la guerre.

Ils furent sévèrement jugés par tous ceux qui leur avaient fait confiance, qui s'étaient laissés prendre à leurs affirmations ; affirmations qui devaient s'avérer n'être que creuses formules.

Confiance axée, trop axée aussi sur un seul homme (1).

Ce fut l'union sacrée avec la bourgeoisie, la collaboration sous toutes ses formes.

Quelques jours avant la déclaration du conflit, eut lieu, à Bruxelles, un Congrès de la I^e Internationale. Les Français y chantèrent « L'Internationale » ; les Allemands le « Deutschland Uber Alles » ; Jouhaux emboucha la trompette de Déroulède.

Il va sans dire que tant d'amères déceptions devaient se faire sentir à l'intérieur de la C.G.T., alors unique.

Et les passions se déchaînèrent au Congrès de Lille où l'on en vint aux coups ; des coups de feu furent tirés ; des équipes de matraqueurs préla-

ARRADON.

(1) Léon Jouhaux.

(Suite en page 3.)

Halte aux restrictions

Les défenseurs de la « liberté occidentale » n'en ratent pas une. Jour après jour, leur conception fasciste de la liberté s'étale davantage. « Qui ne me défend pas, m'attaque. En conséquence je le boucle », telle pourrait être leur devise. Ils emploient exactement les mêmes méthodes que les stalinien, méthodes que justement ils prétendent combattre au nom des libertés et de la culture de l'Occident.

Henri de Korab est journaliste diplomatique français d'origine polonaise, accrédité auprès du Quai d'Orsay. Il est, en outre, président de l'« Association Oder-Neim », association dont le but est de protéger les frontières polonaises. Or le 4 octobre dernier, Henri de Korab était arrêté par la police française, très exactement la D.S.T. (Direction de la Surveillance du Territoire) qui est, comme chacun sait, la police politique de la IV^e République. Le motif de l'arrestation ? Très sensible : « Intelligence avec une puissance étrangère pouvant nuire aux intérêts diplomatiques et militaires de la France. »

Une fraction de la presse jeta l'alarme. Les associations de la presse diplomatique et des grands reporters intervinrent auprès du Président du Conseil pendant qu'une campagne de presse était organisée.

Le 9 octobre, Henri de Korab

était remis en liberté sans même avoir été entendu et M. Pleven expliquait avec beaucoup d'embarras que « les poursuites engagées ne mettaient nullement en cause les opinions défendues par le journaliste ».

Il paraît qu'il y a là-dessous une affaire de fonds secrets. Il paraît que l'association que présidait Henri de Korab a reçu de l'argent du gouvernement polonais, etc. Tout cela est-il fondé ? Peu importe.

Lorsque les dirigeants de la IV^e République commettent de tels actes ils se donnent une excuse : les personnes visées sont communistes ! Car aujourd'hui, le communiste (1) est devenu une sorte de bouc émissaire, responsable de tous les maheurs de la terre. Aucune importance, c'est un communiste. Cet ouvrier licencié ? Aucune importance, c'est un communiste ! Ces hommes matraqués ? Aucune importance, ce sont des communistes ! Les réfugiés politiques déportés en Corse et en Algérie ? Aucune importance, ce sont des communistes ! Qu'importe si l'ouvrier licencié est militant de la C.F.T.C., qu'importe si ces hommes matraqués au cours d'une manifestation sont des antifranquistes

(1) Il est question ici des militants adhérents ou sympathisants et non des dirigeants du P.C.F., à qui d'ailleurs, personne ne touche.

de toutes opinions, qu'importe si ces réfugiés politiques sont des libéraux espagnols : ILS SONT TOUS DES OPPOSANTS AU REGIME. ILS DOIVENT DONC ETRE MIS HORS D'ETAT D'AGIR. Et pour cela, un seul moyen mais éprouvé, l'épithète de communiste leur est attribuée et tous les canards de la bourgeoisie caracolent d'aise : enfin une mesure de salut public...

Mais là, l'affaire se corse. Car Henri de Korab n'est pas communiste : c'est même un anticommuniste notoire et si nos renseignements sont exacts, il est toujours rédacteur au journal de droite *Ce Matin*. De plus, Henri de Korab est un homme de droite et il ne s'en cache pas, bien au contraire.

Alors ?

Alors, Henri de Korab a commis un crime, un crime impardonnable. Il a osé émettre un avis différent de celui des lumières du jour, c'est-à-dire de MM. Pleven, Meyer, Bidault. Cela, on ne pouvait le lui pardonner. Car, amis lecteurs, le 4 octobre, jour de l'arrestation d'Henri de Korab, c'était aussi le jour où le chancelier Adenauer, dans un discours violent, affirmait le désaccord profond de son gouvernement sur la fixation de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale de l'Allemagne...

Nous savions que MM. Pleven, Meyer, Bidault, ne veulent faire nulle peine, même légère, à leur grand ami Adenauer, mais il était quand même difficile d'imaginer que leur « amitié » les pousserait jusque-là !

Car nous persistons à penser qu'il s'agit là d'une nouvelle restriction à la liberté, expression libérale qu'il est chaque jour plus difficile de défendre. Ne pouvant encore supprimer un journal, l'on préfère impressionner le journaliste. Il est vrai que l'augmentation constante du prix du papier rendra cette seconde mesure bientôt inutile. Mais d'ici-là, la police est encore nécessaire.

Il ne s'agit pas pour nous de défendre la politique d'Henri de Korab. Il s'agit simplement de défendre son droit de l'exprimer.

Nous protestons, car l'on est en train de transformer le délit d'opinion en crime de lèse-état.

Nous protestons, parce que le crime de lèse-état est la marque de l'état totalitaire, de l'état fasciste ou stalinien.

Et à toutes les variétés de fascisme, passées, présentes et futures, nous avons toujours répondu et répondrons toujours : NON !

Raymond THIERRY.

UNE BONNE ASSEMBLÉE des militants de la 2^e U.R.

Jeudi 1^{er} novembre, rue de Lancry, les militants de la 2^e U.R. se sont réunis pour examiner les questions de l'échelle mobile et de l'activité présente. La salle est bien garnie et, sous la présidence de Plecael, Yvernel donne les raisons de cette réunion d'information.

Après lui, Reisset, dans un exposé très serré, entretient les camarades de la nécessité de réclamer l'échelle mobile unilatérale à double indice et de refuser la productivité.

A cette discussion, un certain nombre de camarades se mêlèrent, parmi lesquels Salmon, F. Malfatti, Puéchagut, Boclet, Munoz, Thersant, etc., etc.

Puis c'est Arradon, secrétaire à la Propagande de la C.N.T., qui traite la deuxième question à l'ordre du jour.

Il le fera à son habitude avec ses arguments qui vont droit au cœur.

Et de nouveau la discussion s'installe, vivante, alerte, positive.

Il résulte de cette réunion que les militants de la 2^e U.R. sont d'accord pour intensifier la propagande en faveur de la grève générale illimitée, afin de mettre un frein à l'activité des réactionnaires et briser dans l'œuf les menaces qui pèsent sur le prolétariat.

Rendez-vous est pris pour bientôt avec une conférence de Puéchagut sur le syndicalisme suédois.

LODITEUR.

CHEZ LES MINEURS

Pagaille dans la Caisse Autonome de la Sécurité Sociale dans les Mines

Quantité de mineurs ont fait depuis de nombreux mois leur demande de pension nécessitant un courrier volumineux au cours duquel il n'est pas possible de se retrouver, ladite administration ayant perdu ou pas retrouvé les éléments nécessaires à la constitution des dossiers.

A titre d'exemple des camarades qui, après quantité de démarches, attendent depuis huit mois une solution pour leur cas, que font les administrateurs ouvriers qui savent pourtant bien que ces camarades qui réclament leur juste droit ont besoin de cet argent pour vivre et qu'ils n'ont pu auprès de la Direction des services administratifs obtenir des renseignements sur leur cas.

Quand donc régnera (?) cette saine administration dont nous rebattent les oreilles les représentants des grandes centrales dites syndicalistes ?

L'Union Locale C.N.T. de Saint-Etienne.

AU SUJET DE LA GRÈVE DU BAC

N.D.L.R. — Cet article est arrivé trop tard pour être inséré dans notre dernier numéro. Toutefois, en raison de l'intérêt qu'il représente, nous le passons cette fois-ci, certains que nos lecteurs en apprécieront la teneur.

Il est sans intérêt que la grande presse dite d'informations n'ait, au sujet de la grève des examens, donné des informations fragmentaires ou, pratiquement, de source gouvernementale. Il y a longtemps que les syndicalistes savent à quoi s'en tenir sur le compte de cette presse. Le but du présent article est de mettre les syndicalistes au courant d'une action qui dure depuis bientôt six mois, mais qui est actuellement en période de crise aiguë.

L'affaire est d'ailleurs extrêmement simple. Le Statut général de la fonction publique porte que l'indice 100 des échelles de traitement des fonctionnaires doit être le 120% du salaire minimum garanti de la catégorie de même qualification des secteurs privés ou semi-publics eux-mêmes rattachés au salaire horaire de la métallurgie parisienne. Or à l'heure actuelle, et y comprises les plus récentes augmentations, ce rapport n'est pas respecté. Le gouvernement vient même de publier qu'il entendait ne pas tenter de le rétablir au cours de 1952. Ainsi

CAMARADE ! Combien as-tu diffusé de «COMBAT SYNDICALISTE» la semaine dernière ?

à l'heure actuelle la dactylo de la S.N.C.F. (qui pourtant ne fait pas de cadeaux à ses employés) plafonne à 35.600. Fonctionnaire, elle plafonne à 29.566. Tel est l'aspect essentiel de ce qu'on appelle la revalorisation de la fonction publique.

D'autre part on sait, et ceci a été reconnu dès 1945, que l'enseignement se trouvait être la catégorie la plus défavorisée de fonctionnaires. Si M. le ministre Buron ne ment pas en disant que les salaires des professeurs sont ceux qui, parmi les traitements de fonctionnaires, ont subi les plus fortes majorations, il oublie volontairement de dire qu'ils étaient, et de beaucoup, les plus bas et qu'à l'heure actuelle ils sont encore parmi les plus bas à qualification égale. Le rétablissement des parités internes dans la fonction publique constitue un deuxième aspect justificatif de la grève du Bac : c'est celui que l'on doit appeler reclassement.

A ces revendications fondamentales s'en joignent d'autres, non sans importance, comme celle qui vise l'anormal gonflement de l'indemnité de résidence, préjudiciable aux intérêts des retraités, et celle qui réclame l'échelle mobile. Nous ne pouvons que regretter que la confrontation des communiqués du 16 juillet et du 28 septembre accuse la régression, voire la disparition de revendications importantes comme l'échelle mobile au profit, par exemple, de la hiérarchisation et de l'ouverture de l'éventail des salaires : c'est là, à notre avis, une position non syndicaliste, une tentative de maintien de privilèges de classe. Mais cela peut se corriger, et l'essentiel reste la revalorisation, conformément aux engagements et en somme à la loi que l'Etat se reconnaît (et à lui seul sans doute) le droit de violer.

C'est pourquoi les enseignants de la C.N.T. soutiennent la grève du Bac et y participent activement dans la mesure où ils sont en situation de le faire. Il est de notre devoir non seulement d'en assurer le succès, mais d'essayer en même temps, et bien que nous ne figurions pas au Comité d'action universitaire, d'en corriger les aspects qui ne nous semblent pas souhaitables, c'est-à-dire de tenter de donner une âme à un amalgame beaucoup trop corporatif, et purement défensif à l'heure actuelle. Le syndicalisme ne doit pas être une confédération d'épiciers soucieux de leurs seuls avantages immédiats.

Quelle issue peut-on prévoir à cette grève ?

On est d'abord étonné de l'unanimité qu'elle semble faire dans les milieux enseignants : ce sont paradoxalement les attaques cléricales qui en sont responsables : on attend toujours que les associations de parents d'élèves si pleines de sollicitude pour l'enseignement libre s'intéressent au sort des enseignants. Il est vrai que seul l'enseignement libre a l'audience du Parlement et des ministres. Et nous savons que ni les uns ni les autres ne chérissent ceux qui s'assignent comme tâche de faciliter la formation d'esprits libres. Aussi n'avons-nous jamais compté ni sur les uns ni sur les autres.

En tous cas, face à l'Etat, la lutte est menée par tous les syndicats du secondaire et du supérieur, et en flèche par le Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (S.N.E.S.) dont nous n'avons pas toujours pensé ou dit beaucoup de bien. Car encore que la *Dépêche de Toulouse*, organe radical, peut être informée par le radical André Marie, ministre de l'Education Nationale, ait présenté cette grève comme le fait de « syndicats extrémistes », sous « influence communiste » et dont les membres « jouent les Kérénsky » du soviétisme, le S.N.E.S. est avant tout un syndicat défensif dont la courtoisie prudente manifeste l'esprit modéré. C'est d'ailleurs autour de formules modérées et corporatives que s'est fait l'actuel rassemblement. D'où l'indignation devant le refus hautain du gouvernement. Le S.N.E.S. toutefois semble avoir pris conscience de l'impuissance et du ridicule des grèves d'avertissement et autres manifestations symboliques. Il semble assez résolu à mener le plus loin possible ses revendications, malgré pourtant une tendance à les édulcorer en acceptant un étalement dans le temps, de la revalorisation, bien qu'on puisse raisonnablement penser que sans l'échelle mobile, tout échelonnement des satisfactions espérées mène à la déception, des hausses importantes imprévues accompagnant ou précédant les maigres rajustements « étalés ». En tous cas les syndicats du secondaire sont unanimes, et ceux du supérieur les appuient. On s'étonne de deux choses : le silence des instituteurs et l'immobilisme des autres fonctionnaires que la revalorisation toucherait cependant.

L'arme des syndicats est ici la correction des épreuves du Bac. Aux termes d'un certain arrêté elle ferait partie des tâches qui peuvent être demandées aux enseignants. Mais le fait qu'elle soit rémunérée en supplément des traitements normaux montre qu'il s'agit là de quelque chose d'exceptionnel et de l'Etat serait à peu près sûrement condamné par son propre Conseil d'Etat s'il suspendait, comme il envisage de le faire (mais ce n'est sans doute qu'une manœuvre d'intimidation) les traitements normaux. Il est bien évident qu'une telle grève présente pour l'Etat un caractère d'acuité moins grand que ne le serait une grève des P.T.T. Toutefois l'absence de « jaunes » doit inciter le gouvernement à prendre la chose au sérieux.

En définitive nous pensons que la situation évoluera dans le sens d'un compromis. Nous n'obtiendrons pas tout ce que nous demandons parce que seules des méthodes révolutionnaires le permettraient et que les groupements qui sont en lutte ne sont pas

gnon, à cette époque très favorable, tant du point de vue situation intérieure qu'internationale, la classe ouvrière, par son action directe, avait fait trembler les potentats capitalistes français beaucoup plus que pour la fameuse « libération » de 45 où il y avait de bons et de mauvais patrons, l'impuissance de Blum et de son gouvernement à sortir de l'ornière parlementaire, ce qui nous a valu les décrets-lois et leurs conséquences.

Je faisais aussi remarquer que ce camarade l'étrange ressemblance de leur tactique avec celle des stalinien en période électorale, quoique étant adversaires, mais toutes deux d'essence marxiste, et n'en ayant pas moins le même but, celui d'une participation au pouvoir politique, et qui finit toujours par se retourner contre ceux qui ont cru (même se diraient-ils syndicalistes révolutionnaires) que cette cohabitation avec le mouvement syndical pouvait donner plus de poids au sein des parlements. Malheureusement les faits ont démontré le contraire : la révolution russe d'une part, et la participation du parti travailliste anglais, deux expériences qui ont nettement démontré, l'une devenue l'Etat le plus réactionnaire du monde, l'autre ayant pris en charge le programme réactionnaire des conservateurs qui, dans l'opposition, ont pu faire toute la démagogie sur leur dos ; sans oublier l'expérience espagnole où certaine tendance libérale collabora au gouvernement, et l'on sait ce qui s'ensuivit pour elle aussi.

Pour terminer, qu'il me soit permis de rappeler un article de *Coloss Trouba* du 20-10-1917 : « Nous ne croyons pas à la possibilité d'accomplir la Révolution sociale par le procédé politique, nous ne croyons pas que l'œuvre de la constitution sociale nouvelle, que la solution des problèmes, si vastes, si variés et compliqués de notre temps, puissent être réalisés par un acte politique, par la prise du pouvoir par le haut, par le centre... »

Qui vivra, verra... dépuls...

F. MULLER.

Est-ce dire en conclusion que ce sera encore une grève pour rien ?

Ce serait une erreur de le croire.

A côté, en effet, des améliorations, même minimes, qui pourront être arrachées à l'Etat-patron, il y aura d'autres bénéfices syndicalement très importants.

Le premier sera la prise de conscience réelle des enseignants et pour beaucoup la révélation de ce que l'Etat est un patron comme les autres, probablement pire que les autres. De ce côté-là la grève aura eu l'heureux effet de faire perdre à ceux qui l'avaient encore, la croyance en leur statut de privilégiés en tant que fonctionnaires. Illusion qui retient encore sans doute plus d'un esprit sur la route d'un syndicalisme plus actif. Même si le bénéficiaire immédiat de cette évolution est le syndicalisme réformiste et défensif, ce sera à plus longue échéance le nôtre qui en recueillera les fruits. A nous donc de la C.N.T., par la part que nous prenons à l'action, de montrer la route et d'orienter les hésitants. L'indiscutable unification de toutes les chapelles syndicales dans une action où marchent côte à côte syndicat Petrus, Autonomes, Chrétiens (les centrales F. O. et C. G. T. semblant s'être effacées puisqu'elles ne figurent même pas au Comité d'action universitaire non plus que leurs syndicats d'enseignants), il appartient aux enseignants de ne pas le laisser perdre ni s'enliser dans un corporatisme bourgeois et finalement inefficace. La nécessité de solutions économiques et sociales franchement révolutionnaires commence à se faire sentir même chez les Autonomes. Il faut souligner et accélérer cette évolution psychologique que favorise nettement l'actuelle grève.

Le second bénéfice de l'action sera que les enseignants, pour une fois auront pris conscience de la force qu'ils représentent vis-à-vis du patron. Le fait que la grève n'ait pas « pourri » mais qu'après plus d'un mois le nombre de ceux que l'Etat a voulu intimider sans y réussir augmente chaque jour, le fait que l'on ait été réduit à faire surveiller les écrits par des flies, qu'on tente de convoquer pour la correction des gens qu'on ne convoquait jamais, le fait surtout que ça ne réussisse pas, voilà autant de symptômes nouveaux et encourageants. Sans perdre leur goût d'un individualisme souvent extrême, les enseignants ont perdu un complexe d'infériorité en face de l'Etat qui les empêchait jusqu'à ce jour d'entreprendre des actions vigoureuses et de longue haleine. La chose est d'importance et mérite d'être portée au crédit de cette grève.

Une victoire, même partielle, peut être le début d'une série de victoires syndicales importantes et fructueuses pour tout le mouvement syndical.

G. COUTANT.
18 octobre 1951.

Post-scriptum, 25 octobre. — Ainsi nous avions raison. Nous appelions modérés les syndicats autonomes. C'est timorés qu'il faudrait dire. Ce n'est même pas à un compromis qu'ils ont souscrit — mais à une duperie. — La plus vague des promesses leur a fait lâcher l'arme qu'ils tenaient : la grève. Croient-ils donc que, le bac passé, seule occasion pour nous de tenir le gouvernement par une action efficace, notre patron va se soucier de nos revendications ? Il n'a souscrit aucun engagement : autant dire que nous sommes coyonnés.

Ils doivent se sentir fins, les « camarades grévistes », un peu cocus aussi. Batus, cocus, mais pas contents ! (Je parle en tous cas pour moi.)

En tous cas, il y en aura peut-être quelques-uns qui comprendront où est leur vraie place. A la C.N.T. Nous les attendons. Jean-foutres s'abstenir.

COMMUNIQUE

TRESORIER CONFEDERAL
René Dussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18^e). C.C.P. 5046-35.

COMITE DE REDACTION DU « C.S. »
Le Comité de Rédaction du « C.S. » se réunira le vendredi 16 et le lundi 19 novembre, salle de la coopérative A.T.A., 20, rue Ste-Marthe, Paris-10^e (Métro : Belleville). Un appel particulier est fait aux jeunes et aux correspondants de boîtes.

Nous rappelons à tous les camarades que la copie doit arriver suffisamment à temps, c'est-à-dire au premier courrier du lundi au plus tard.

FEDERATION DU BATIMENT
Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fondés et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudaeville, Paris (18^e). Chèque Postal : 6261-16 Paris.

TRAVAILLEURS DU RAIL
Le Trésorier fait appel aux retardataires pour leur régularisation, avant la reprise des assemblées.

Envoyer les fonds à Raux André, 262, avenue de la République, à Epinay-sur-Seine. C.C.P. : 233-92, PARIS.

Le Trésorier : RAUX.
Permanence tous les samedis, de 14 h. 30 à 18 h. 30, au siège, 39, rue de La Tour-d'Auvergne.

DEUXIEME REGION
SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX DE LA R.P.
ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale du syndicat aura lieu le samedi 17 novembre, à 14 h. 30, salle de la Chope du Combat, place du Colonel-Fabien (angle de la rue de Meaux). Présence indispensable de tous.

SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT DE LA R. P.
ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale du syndicat se tiendra le dimanche 18 novembre 1951, à 9 heures précises, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Paris-19^e (Métro : Colonel-Fabien). Ordre du jour très important.

SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS
Assemblée générale du syndicat, le dimanche 18 novembre 1951, à 9 heures, au 20, rue Sainte-Marthe (Métro : Belleville).

SYNDICAT LIVRE - PAPIER - CARTON
Assemblée Générale le 18 novembre 1951, à 9 heures précises, salle de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-10^e (Métro Anvers ou Pigalette). Ordre du jour important.

Pour le Bureau, R. MARCHETTI.

DE NOUS A VOUS
LADRIERE, à SAINT-MITRE-LES-REMPARTS. — J'offrais toujours une suite à la dernière lettre. — Y. R.

U. L. BORDEAUX. — Serais heureuse d'avoir de vos nouvelles. — Y. R.

DEUXIEME REGION
TEXTILE-HABILEMENT
Tous les samedis, de 14 à 18 heures.

BOIS-AMEUBLEMENT
19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

LIVRE-PAPIER-CARTON
Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.
Deuxième et quatrième dimanches, à 9 heures. Permanence lundi, de 18 à 20 heures.

CUIRS ET PEAUX
Lundi, à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.
Lundi, à partir de 15 heures.

UNION LOCALE DE PALAISEAU
Réunion chaque deuxième dimanche du mois, de 10 à 12 heures, Café du Casino, 147, rue de Paris. Une bibliothèque est ouverte aux adhérents et sympathisants.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
POISSY ET ENVIRONS
CHATOU, CROISSY ET ENVIRONS

Réunion générale tous les deuxième dimanches du mois, à 10 heures : 51, rue A.-Bonnenfant, à Saint-Germain.

Premier samedi du mois, salle Hôtel des jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

U.L. COLOMBES
La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbuse.

UNION LOCALE DE POISSY
Permanence tous les troisième dimanches de chaque mois, 5, rue Général-de-Gaulle, Café « Au Cheval Rouge », le matin.

CLAMART ET SES ENVIRONS
Une Union locale est formée. Pour renseignements et adhésions, les camarades sympathisants et adhérents de la C.N.T. sont priés d'écrire au camarade Henri Fournier, 13, avenue du Président-Roosevelt, Clamart (Seine).

UNION LOCALE DE MONTGERON-YERRES-CROSNES
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Tous les camarades sympathisants et syndicalistes révolutionnaires des localités sus-citées sont avisés qu'une Union locale C.N.T. est constituée à Montgeron, Brunoy, Yerres et Crosnes.

Il est nécessaire à l'heure présente que tous les syndicalistes révolutionnaires se regroupent derrière les forces vives du syndicalisme devant la trahison de toutes les centrales syndicales. S'adresser au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (10^e), qui transmettra, ou aux vendeurs du « Combat Syndicaliste », le dimanche matin, au marché de Montgeron.

Le « C.S. » est en vente à la librairie, avenue Carnot.

UNION LOCALE DE SAINT-DENIS
Permanence tous les seconds et quatrième dimanches du mois, 10 ou 12, impasse Boise, de 10 à 12 heures. Cotisations et renseignements.

GROSLAY
Tous les dimanches, 10 à 12 heures, 55, rue de Montmorency, Groslay.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM

Prénoms

demeurant

déclare souscrire un abonnement de (1)

au « Combat Syndicaliste ».

Le

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. PARIS 7497-93
Y. RICHARD, 20, Rue Sainte-Marthe, PARIS-X^e

(1) 12 numéros : 170 fr. - 24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 650 fr.

Réponse à un camarade F.O.

Ici, dans la Loire, les militants C.N.T. ont des rapports assez cordiaux avec les militants des autres organisations (sauf les stalinien), et nous avons souvent l'occasion d'affronter nos points de vue, et c'est une libre discussion avec un militant F. O. sur l'orientation de F. O. et celle de notre organisation qui m'a suggéré cet article.

Tout d'abord ce camarade me disait qu'il ne comprenait pas notre position en ce qui concerne les conventions collectives et notre non-participation aux discussions des salaires dans les réunions départementales. Sur ce point il m'a été assez facile de démontrer que nous n'avions rien à faire dans des organismes qui, pas plus dans le passé qu'aujourd'hui, n'ont la possibilité d'apporter une solution concrète à la question brûlante salaire et prix, et que si la hausse des salaires est de première nécessité, cet équilibre salaire et prix est impossible en économie capitaliste basée sur le profit et la prospérité, sans parler du fait que les causes de l'inflationisme n'incombent pas seulement à l'augmentation des salaires mais bien plus à des spéculations monétaires et commerciales dont le syndicalisme réformiste est impuissant à contrôler, pas plus à réglementer (exemple : les industries étatisées, la sécurité sociale, investissements par l'Etat de capitaux), et que ce n'est pas par l'intermédiaire des C. E. qu'une solution peut être apportée ; impuissance aussi à cause de la hiérarchisation acceptée et défendue par ces mêmes organisations réformistes.

Il est bon de rappeler certains faits historiques tels que les grèves de 36 où l'action révolutionnaire des producteurs, qui étaient allés jusqu'à la prise de possession des instruments de travail, qui furent sabordés par les stalinien (il faut savoir terminer une grève qui ne tenait pas à une expérience pouvant porter ombrage à Moscov, la classe ouvrière risquant d'échouer à l'influence bolchéviste), sabordée aussi par les néo-marxistes de la social-démocratie, par les accords Matli-

LE PIE PÏE,

Quoi qu'il a, i l'est pas jousse, p'tête qui s'est envoyé des crêpes à la farine de Pont-Saint-Esprit, p'tête qui l'est attigé par le mal des ardens, ou alors c'est son r'tour d'âge qui l' a turbiné mais i l'est en pétard, j' vous l' dis, c'est la fin des haricots qu' i dit... L' Pie, v'la mes fils qui veulent d'venir des affranchis, i veulent pu croire aux mystères, non, i lisent des trucs scientifiques, i z'en écrivent même, pis i servent d'un truc, d'une méthode qui m' botte pas, ou mais... pas du tout, molo, mes agneaux, vous pouvez jouer à papa-maman mais faut pas choisir la date, non, ce s'ra tous les jours que dieu i fait ou pas du tout.

Non mais qui dit... l' Pie, v'z'allez pas d'venir malthusiens, non, ma barole du pas (ça c'est latin) vous mes fils vous d'vinez des faux-frères.

Les propos de Geo le pétardier

Si elle est vierge l' môme c'est d'la fécondation artificielle, ou alors elle l'avait perdu, là hein, pas d' salade, y a des mystères divins qui dit... l' Pie.

Non, faut être corré que ou alors j' demande qui m'invite à casser la graine avec li P'tit Poucet, la Mère Michel et l' Père Dupanloup.

Et pis, qui dit... l'Pie, faut pas m'baratiner avec votre histoire de fécondation artificielle, mais vous vous sentez pu, faudrait voir à pas charrier « la collaboration merveilleuse des parents, d'la nature et de Dieu, de laquelle naît un nouvel être humain à l'image et la ressemblance du Créateur ».

En biglant ça, mézigue, j'ai eu du mal à entraver que l'bon dieu i m'gaffait quand je... enfin vous pigez, mais j' vais faire gaffe et pas pu tard que c'te neuille, si j'le vois faire le voyageur j't'y fous un coup de tige dans les gencives, ça lui apprendra à faire le vicelard.

Mais l'pis c'est que l'Pie qui crie i s'fout l'doigt dans l'œil à c'sujet car Marie la dâbe à Jésus, elle était vierge, bon, alors son môme i l'ai v'n'u naturel ou artificiel ?

ET PIS... TANT PIS !

A bas l'échelle immobile DE LA MISÈRE !

(Suite de la première page.)

loi d'airain des salaires qu'ils résumément ainsi : le salaire d'un ouvrier ne peut descendre au-dessous d'un certain minimum vital.

Evidemment, les camarades députés comprennent très bien ce pour le moment, les capitalistes n'ont aucun intérêt à ce que les travailleurs meurent d'inanition.

La génération des allocations familiales est encore trop jeune pour permettre une telle politique des salaires. Dans quinze ans, s'il n'y a pas de guerre, on pourra peut-être en causer.

Et puis, il y a une autre raison qui milite contre l'échelle mobile et que ne peuvent avouer les partis prolétaires.

Le P.R.L. Pierre André n'a pas la même clientèle et en conséquence, les mêmes raisons de se taire, aussi y a-t-il de sa petite démonstration mathématique.

« Que vous préconisiez une échelle mobile en fonction des variations du coût de la vie, par exemple dans la proportion de 60 à 70 % et que les 30 % restant soient liés à la production... qu'on cherche à étendre le système proportionnel... Cent et mille fois d'accord. »

« Mais, que par une loi vous établissiez l'automatisme pour une minorité de 8 millions de Français et que vous négligiez les 12 millions qui seront les victimes de votre loi, je ne puis croire qu'en réfléchissant, vous n'hésitez à provoquer ce qui serait pour la France un malheur et une catastrophe. »

CNT Le Directeur-Gérant : DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

Comprenons bien, huit millions de Français, se sont les travailleurs.

Une minorité sur vingt millions d'électeurs.

Et dire qu'il y a des naïfs qui croient qu'un jour viendra où sur le terrain parlementaire, une minorité de huit millions pourra faire la loi à une majorité de 12 millions.

Non ! Mais c'est à se taper le derrière par terre.

Aussi le R.P.F. Palewski aurait eu bien tort de ne pas sommer le président du Conseil de poser la question de confiance sur cette loi qui pour la classe ouvrière est bien pire qu'une catastrophe.

A cette sommation, le président Pieven a pu répondre :

« Il existe, Dieu merci, une seconde Assemblée. Devant cette Assemblée, le gouvernement fera de nouveaux efforts, il espère qu'il sera davantage entendu. »

Eh bien ! pour si paradoxal que cela puisse paraître, nous voudrions bien que tous les frères mironnants parlementaires comprennent qu'une échelle mobile qui ne ferait que rendre constant le minimum vital du travailleur ne l'intéresse pas.

Nous ne voulons pas d'une loi qui sanctionne définitivement l'interminable misère du prolétariat.

Et puis, que les bavards du Palais-Bourbon et du Luxembourg se le disent, l'échelle mobile, la vraie, celle qui revalorise le pouvoir d'achat et qui affirme en son essence le droit du travailleur et des siens, de jouir de la production consommable, ne peut être réalisée que par les travailleurs eux-mêmes.

Pas avec le bulletin de vote.

Par la grève générale.

SUR LA MEDECINE SOCIALE

(suite)

L'homme au travail.

Une jeune équipe de médecins du travail a enfin posé les principes de la primauté absolue du facteur biologique humain dans tout travail quel qu'il soit. Surveillance médicale, étude méthodique de tous les postes de travail, juste orientation, intransigeance en ce qui concerne la salubrité absolue de toutes les ambiances du travail. Une doctrine a été établie, il reste à en généraliser l'application et ceci amènera une transformation de fond en comble des milieux industriels. Nous ne pouvons nous étendre aujourd'hui

Puisque l'on reparle d'unité

(Suite de la première page.)

blement formées, agissaient sous les ordres de Dumoulin et Ferri-Pisani.

Les minoritaires réagissent, la lutte dépassa de loin tout ce que nous avions vu jusqu'alors.

La C.G.T.U. fut constituée en 1922. La vogue de la révolution russe battait son plein, la nouvelle organisation avait en vent en poupe. Des militants syndicalistes en assuraient le fonctionnement ; partout on répandait les principes du syndicalisme révolutionnaire ; la non-rééligibilité était un fait. Tout cela dura le temps du mandat de nos regrettes camarades Bernard et Toti.

La nouvelle organisation avait pris un essor tel que la vieille C.G.T. avait sérieusement envisagé sa dissolution.

Mais à Tours, une nouvelle organisation politique était née et, parallèlement, une nouvelle internationale syndicale : l'I.S.R. (Internationale Syndicale Rouge).

Elle concrétisait définitivement la scission sur le plan international et sonnait le glas du syndicalisme révolutionnaire dans tous les pays, sauf l'Espagne.

Ce fut au 2^e Congrès Confédéral de Bourges que parut la nouvelle tendance : le parti communiste formait partout ses « fractions syndicales ».

Trop confiants, les syndicalistes révolutionnaires ne prêtèrent pas alors suffisamment d'attention à ces fractions qu'organisaient Chambelland, Rosmer et Monmousseau.

Une trop grande confiance régnait et aussi, il faut le dire, l'argent fit son œuvre, bien des silences furent achetés.

Losovski, le secrétaire de l'I.S.R., dirigeait les « opérations ». La calomnie fut employée « scientifiquement ».

Il est évident que tant de candeur de la part des militants syndicalistes révolutionnaires de l'époque peut apparaître impardonnable ; cette candeur les fit battre par les fractions politiques.

C'est à ce Congrès que fut votée l'acceptation du rôle dirigeant du parti et l'officialisation des fractions internes, bien qu'à une faible minorité et malgré que les syndicats les plus forts numériquement étaient pour l'indépendance du syndicalisme.

Après Bourges, les passions se déchaînèrent. Les Comités syndicalistes révolutionnaires furent créés par Bernard, Le Pen, Jouve, etc. Hélas ! il était trop tard.

(A suivre.)

sur ce si grave problème, mais que, les travailleurs soient assurés qu'il y a des médecins capables de les défendre et de préciser pour tout métier les règles de santé du travail, évitant usure, fatigue dangereuse et toute la longue série des maladies professionnelles, que nous espérons voir peu à peu disparaître. Toutes les méthodes de production seront reconsidérées de ce point de vue. L'usine ne sera plus le bagne, on y retrouvera sans aucun doute la joie de travailler. Le travailleur, qu'il soit à l'atelier ou au bureau, dans une ambiance saine, saura aussi pourquoi et pour qui il travaille. Les syndicats indiqueront les programmes, expliqueront toutes les tâches. La participation à une œuvre de continuel perfectionnement au service de tous viendra redonner du cœur au travailleur, et on peut penser qu'un jour viendra où le travail moderne, libéré et réhabilité, retrouvera, dans l'esprit de tous, sa haute signification, celle qu'il a pu longtemps avoir chez les « compagnons » d'autrefois.

Ce que nous voulons absolument.

Ce que nous voulons c'est que, grâce à une humanisation du travail, on ne crève plus inutilement. Voilà vraiment la médecine préventive en place et on ne s'imagine pas les profondes transformations qu'elle va permettre dans la vie des travailleurs. Joie d'habiter, joie de travailler. C'est le monde nouveau.

Nous aurions encore à développer un long chapitre sur l'équipement rural, mais nous ne pouvons le faire ici. Affirmons seulement qu'il faut apporter à toute agglomération communale tous les organismes prévus dans chaque îlot d'habitation de la grande ville. Tous les rouages des nouveaux villages, en tenant compte des caractéristiques régionales, ont été étudiés. Les plans sont faits. Il ne suffit plus que de construire une nouvelle France, un nouveau Monde. Il faut que le paysan n'ait plus rien à envier à la ville, qu'il ait à sa disposition tout ce que les citadins peuvent avoir.

Ici encore, c'est une question de comptabilité-travail. C'est facilement réalisable en France. Ouvriers et paysans échangent leurs travaux. Déjà, sous l'influence des événements, combien de paysans n'échangeraient-ils pas beaucoup plus volontiers que des billets leurs produits alimentaires, pour des choses utiles : clous, vêtements, outils, de l'équipement pour leurs fermes, leurs granges, pour avoir de belles installations modernes ?

La médecine préventive sera présente dans toutes les campagnes de France. Chaque région sera équipée totalement avec toutes les œuvres sociales collectives indispensables à la vie du travail, aux loisirs de distraction ou d'études.

On voit l'importance de la Médecine sociale dans l'organisation du monde de demain ; elle participe intimement à la vie quotidienne. Il est possible qu'encore on nous accuse de bâtir des utopies. Laissons les sceptiques parler, les tièdes attendre...

Bien entendu, nous ne sommes pas de purs matérialistes. Si nous attachons tant d'importance à la santé, à l'hygiène, c'est qu'elles sont la base indispensable de tout le reste.

Dans un monde devenu propre, heureux, il restera un champ immense d'occasions de se surpasser, de s'élever. Les sports, les aventures de la mer, du ciel, sont là, offertes à tous ceux qui aimeront leurs épreuves et les risques et qui voudront y tonifier

leurs muscles et leurs nerfs. Il restera l'étude pour ceux qui désireront s'y consacrer. Cela peut parfaitement remplacer la guerre et avantageusement.

La santé acquise, la vie assurée, avec la sécurité pour tous ceux qui travaillent, c'est alors que l'homme pourra aussi s'orner, se cultiver et grandir.

Dans un monde en désordre, rempli de préjugés, de fausses notions, plein d'insécurité, où nous errons, trop souvent désespérés, devant tant de laideurs, de misères que nous savons parfaitement évitables, il y a toujours quelques êtres qui s'efforcent de sortir de ce purgatoire et qui consacrent leur vie à tenter d'en sortir les autres. Les uns font cela par simple humanité, par bonté pour leur prochain ; d'autres s'appuient sur des croyances religieuses et d'autres, enfin, sur les données d'une sagesse vieille comme le monde, d'autres encore par pur idéal.

Parmi ces hommes, il y a tous les révolutionnaires nécessaires à la construction d'un monde neuf. N'ayons pas peur des grands mots et, mes camarades, permettez-moi, pour conclure, de vous dire, de vous crier, que rien ne se fera, rien n'est possible si nous ne marchons pas tous, si nous n'œuvrons pas tous, si nous ne nous sacrifions pas tous sous le grand signe de l'Amour universel comme nous-mêmes.

Un monde nouveau n'est pas viable si un tel principe n'éclaire pas, ne dirige pas nos pas et ne guide pas nos actes.

D^r Pierre WINTER. (Fin.)

Communications

Dimanche 25 Novembre 1951
SALLE SUSSET
206, quai de Valmy - Métro Jaurès

SOIREE DONNEE AU PROFIT DES
OBJECTEURS DE CONSCIENCE EMPRISONNES
PAR LE COMITE DE DEFENSE EMILE VERAN

GALA DU MYSTERE
par le maître magicien
MISTAG
dans ses dernières créations
MARCEL BOLL
Professeur agrégé de l'Université,
Docteur en Sciences, fera
la part du vrai et la part du faux
et
EMY DANET
Danses classiques - Danses en lumière noire

Carte de solidarité : 200 fr.
Ouverture des portes à 20 h. 30
Rideau à 21 heures précises

Calendrier de S.I.A. 1952
Nous vous présentons pour l'année 1952, un calendrier se composant de douze pages avec illustration artistique, d'une belle présentation. Vous y trouverez aussi les dates de naissance de savants, intellectuels et révolutionnaires les plus marquants, ayant aidé les peuples à s'affranchir de la lutte contre les éléments, les profiteurs et les dictateurs.

Nous avons, comme chaque année, deux éditions : française et espagnole.

Prix de l'exemplaire : 90 francs.

Faites votre commande sans tarder à S.I.A. - C.C.P. 1230.50 - Comité National, 50, allée Jean-Jaurès, Toulouse (H.-G.).

ASSOCIATION PROLETARIENNE
INTERLINGUISTE
REUNION DU CONSEIL

Le conseil de l'A.P.I. se réunira le mercredi 14 novembre 1951, à 18 h. 30, salle de la coop. A.T.A., 20, rue Sainte-Marthe, Paris-10^e (Métro : Belleville).

A travers la presse syndicale... et l'autre

DEPUIS deux numéros, nous avons souligné la timidité des revendications formulées par le dernier C.C.N. de la C.G.T. Il en est de même des autres centrales syndicales dont les responsables ont un œil sur la classe ouvrière et l'autre sur le gouvernement actuel et sur les maîtres d'Outre-Atlantique qu'il faut surtout ne pas mécontenter.

Nulle part, sauf dans les milieux syndicalistes-révolutionnaires, il n'est question de grève générale. L'expérience des mois précédents a montré pourtant (après d'autres expériences identiques les années précédentes) que les actions isolées ne suffisent plus à faire fléchir un gouvernement et un patronat décidés à faire subir aux travailleurs la vieille « loi d'airain » de la libre entreprise, loi qui consiste à donner aux exploités « juste de quoi produire et se reproduire ». Une action concertée du prolétariat peut seule aujourd'hui le sauver d'une misère accrue et d'une bonne place de figurant à terme dans la prochaine conflagration actuellement à l'étude chez ceux qui ne participent pas à la bagarre.

Nous n'avons pas fini de répéter que la grève générale s'impose, contre la misère et contre la guerre ; et c'est un article de Fernand Caussy dans le Populaire du 2 novembre 1951 qui nous apporte des arguments. Il nous apprend que les travailleurs belges viennent d'obtenir des augmentations de salaires se totalisant par 1.250 millions de francs belges, un relèvement des allocations familiales d'environ 300 millions et un accroissement des indemnités de vacances de 656 millions. (Le franc belge vaut entre 7 et 8 francs français.)

« La pension de vieillesse sera portée à 25.000 francs belges (175.000 francs français) par an, ce qui entraînera un supplément de dépenses de 200.000 francs belges. »

« Mais le plus important, dans ce succès, ce sont les conditions dans lesquelles il a été obtenu. »

« Voilà un pays où, sur le plan électoral, les forces s'équilibrent sensiblement. Les conservateurs chrétiens sociaux ont, de justesse, la majorité au Parlement (51 %), mais ils sont légèrement en minorité dans le pays (47 %). »

« Il a suffi cependant de la menace de grève générale pour que le gouvernement cède sur toute la ligne et après trois jours de discussions. »

Faute de renseignements précis sur les conditions de vie en Belgique, nous

ne pouvons dire dans quelle mesure le pouvoir d'achat de nos camarades belges a été revalorisé ; mais le fait mérite d'être signalé : c'est grâce à une menace de grève générale que ces augmentations ont été consenties.

Mais M. Caussy n'en tire pourtant pas les conclusions qui s'imposent : à savoir que le prolétariat français s'organise sérieusement, à la base, en vue d'une action généralisée qui permettrait d'arracher bien plus que les rognures actuellement accordées par nos maîtres. Il y a des expressions qui doivent faire peur au Popu et ailleurs.

Aussi, pour bien donner une mesure du pourrissement réformiste, nous citerons le dernier alinéa de l'article de M. Caussy. Sa conclusion préchi-précha est d'autant plus inacceptable qu'il constate lui-même que les classes dirigeantes sont plus divisées en France qu'en Belgique.

« D'autre part, on ne doit pas perdre de vue que la réaction, en France, est fort loin d'avoir la même cohésion qu'en Belgique ou en Angleterre. C'est un fait que les droites, ici, n'ont jamais pu s'unir d'une manière durable, ni dans le boulangisme, ni dans l'affaire Dreyfus, ni dans le Bloc national de 1920. Elles n'y parviennent pas davantage aujourd'hui, les réactionnaires rhonoux que sont les gaullistes n'osant pas lever le masque. Les travailleurs ne doivent donc pas perdre courage, d'autant que, dans la pénurie de main-d'œuvre actuelle, leur force est sensiblement accrue. »

Que M. Caussy se rassure : les travailleurs ne perdent pas courage. Mais ce ne sont pas les « socialistes » de son modèle qui seront avec eux sur le chemin de la révolution sociale !

Nous signalons aussi dans le dernier numéro du C. S. la menace, lourde de conséquence, que le gouvernement fait peser sur le prolétariat, avec son projet de réglementer

le droit de grève. Et nous pouvons voir en même temps les méthodes employées par la « grande presse » servile pour faire peu à peu accepter aux têtes folles, aux pieds légers et aux invertébrés sociaux des mesures qui, appliquées brutalement, risqueraient de les faire réfléchir.

Mine de rien, on a commencé à parler de la réglementation du droit de grève... en Italie ! c'était au mois de juillet ; même que cela avait demandé plusieurs mois d'efforts au ministre italien du Travail, M. Marazza. De quoi se « marazer » ! On ne peut faire mieux pour éblouir le naïf du coin ; et Le Figaro du 3 juillet 1951 ajoutait en guise de commentaire :

« La commission spéciale, comprenant entre autres, outre le ministre du Travail, celui des Finances et le garde des Sceaux, a achevé de potir et de repolir chacun des quarante-huit articles de cette charte sociale des travailleurs. »

« Les mêmes problèmes affligent la France et l'Italie, il n'est pas inutile pour nous de savoir ce qui va se passer chez nos voisins. »

Voilà une question accrochée. Il est toujours utile de savoir que l'article 41 dudit projet traite du droit de grève dans les services publics et que notamment « le préavis de convocation pour le referendum ne sera pas inférieur à vingt jours ». En outre la grève ne sera possible dans ces mêmes services publics que si le referendum donne deux tiers des voix en faveur de celle-ci. Un beau programme en vérité, et le seul mot de charte cité plus haut évoque pour moi des arguments à coups de bâton de maréchal.

En outre, ne me tenant pas toujours au courant de l'actualité, je n'ai pas entendu parler de la ratification d'un tel projet par un Parlement quelconque d'Italie. Mais revenons, si l'on

peut dire, dans notre pays, puisque malgré nous, des gens plus ou moins bien intentionnés nous en attribuent un.

Comme nous l'avons déjà dit, le 19 octobre, le Conseil des Ministres chargeait M. Félix Gaillard, secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la Fonction Publique, de mettre au point un projet de réglementation du droit de grève dans les Services publics.

Il faut continuer à distiller cette idée dans l'opinion pour le grand bien des profits capitalistes et c'est la raison, sans doute, pour laquelle Le Figaro du 1^{er} novembre 1951 publiait ce qu'il appelle une grande enquête de Georges Verpraet : « Comment régler le droit de grève. »

Ce bon auteur rappelle d'abord que la Constitution de 1946 reconnaît le droit de grève « dans le cadre des lois qui le réglementent ».

« Nous voici à la fin de 1951. Aucun texte légal, malgré l'obligation faite par la Constitution au législateur, n'est intervenu jusqu'ici pour réglementer ce droit qui, comme tous les droits, a besoin d'être défini, à la fois pour être pleinement respecté et pour se voir protégé contre des abus et des excès dont les travailleurs sont les victimes les plus fréquentes et les plus durement touchés. »

Après avoir énuméré les objections de ceux qui seraient contre la réglementation du droit de grève, le bon apôtre développe les sempiternelles raisons des diviseurs qui entendent régner sur la masse des exploités, qu'ils appartiennent ou non aux Services publics.

« Par leur nature même, les services publics sont indispensables à la vie de la nation. Des rouages d'importance vitale pour le pays ne peuvent être paralysés par la volonté de ceux qui ont sollicité la faveur de collaborer à leur fonctionnement. Le travailleur qui s'engage librement

au service de la collectivité nationale doit savoir qu'il ne peut abandonner son poste sous peine de desservir l'ensemble de ses concitoyens et de compromettre l'équilibre ou le relèvement du pays. »

Il faut être un lecteur convaincu du Figaro pour croire à la baliverne du « relèvement du pays ». N'importe quel travailleur pas trop embrumé comprend que si le relèvement du pays, comme ils disent du côté des dirigeants, exige qu'il soit payé aux environs du minimum garanti, ledit pays peut bien disparaître sans que cela vaille la peine de remuer pour lui le petit orteil.

Mais cela n'est pas encore suffisant pour le lecteur du Figaro ; il faut lui faire le coup du « méchant » gréviste qui fait le malheur des enfants et des vieillards.

« Le droit de grève ne saurait être égal pour tous, parce que les obligations ne sont pas identiques, du simple manœuvre au fonctionnaire et parce que la pression d'une grève, notamment dans le cas des services publics, ne s'exerce que rarement sur les responsables. Les victimes en sont des innocents, parfois des enfants et des vieillards. »

Tout cela n'éveillerait en nous qu'une douce hilarité, mais l'auteur de cet article arrive à justifier la réglementation du droit de grève en prétendant que le syndicalisme lui-même ne croit plus tellement que la grève soit une arme efficace ; aussi l'inviterions-nous à être plus prudent à ce propos.

« Du reste, si le syndicalisme s'est largement « parlementarisé » depuis 1944 (nombre de syndicalistes sont aujourd'hui députés), c'est sans doute parce que les centrales estiment que la grève n'est plus l'instrument unique pour améliorer la condition ouvrière : des mesures législatives, telles que la Sécurité Sociale, sont peut-être, en définitive, plus « payantes » que les moyens révolutionnaires. Il est symptomatique qu'un pionnier de la C.F.T.C. comme M. Poimboeuf, ait pris l'initiative de déposer à l'Assemblée une proposition qui considère comme rupture du contrat de travail toute grève qui n'est pas régulièrement déclenchée : grève « perdue », « d'avertissement » ou « tournante ».

M. Verpraet ne connaît-il que le côté pourri du syndicalisme ? Nous ne lui ferons pas cette injure. Mais ses efforts pour bien servir ses maîtres capitalistes seront vains. Les travailleurs savent que la grève est leur ultime parade dans la société qui, aujourd'hui, leur est imposée. Et ils ne laisseront pas porter atteinte à leur droit essentiel.

L. DAMPIER.

LA C.F.T.C., F.O., LES CADRES, D'ACCORD POUR ESCLAVAGER LES TRAVAILLEURS

Nous passons ci-dessous un document dont on voudra bien admettre l'importance. Non pas qu'il soit totalement confidentiel - bien qu'on n'en facilite pas la divulgation - mais en raison de son contenu qui dévoile ou peuvent en arriver ceux qui, par peur de la révolution, signent les accords les plus abjects pour tenter de canaliser le mécontentement de ceux qu'ils trompent sciemment.

Le pacte signé par les Cadres, les Chrétiens et les Réformistes est une véritable infamie. On y trouve la liaison avec le Comité des Forges, la prétention au monopole de l'embauche - d'accord avec les exploités. Il faudra avoir la carte d'une des trois organisations de trahison pour pouvoir travailler, donc, manger.

Mais il y a mieux, les protagonistes de cette honteuse alliance avouent qu'ils vont provoquer le chômage si leur projet réussit.

Et vous remarquerez que devant cette prévision, ils restent sans savoir quoi faire, si ce n'est se fier au bon vouloir patronal.

Il est temps de réagir, les traités se découvrent ; il faut trouver le moyen de faire comprendre aux travailleurs trompés qui sont à F.O. ou aux Chrétiens qu'un terme doit être mis à ces agissements.

I. — INTRODUCTION

Les trois confédérations de syndicats libres de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, la Confédération Générale des Cadres, la Confédération Générale des Travailleurs Force Ouvrière ont créé en commun un Centre interconfédéral d'études et de recherches pour l'accroissement de la productivité (C.I.E.R.P. ou C.I.E.R.P.). L'association a été créée sous la forme d'une association à but non lucratif.

L'association est composée de douze membres (quatre par confédération). Elle désigne un Comité directeur de trois membres (un par confédération) qui a la responsabilité des travaux d'études et de recherches après approbation par le programme de travail soumis au Conseil d'Administration.

Il est intéressant de souligner que cet organisme est le premier de ce genre en France et probablement en Europe. L'expérience américaine, seul précédent connu, ayant été particulièrement heureuse, les trois confédérations ont pensé que semblable réalisation devait être tentée en France. Il ne saurait être question de copier servilement, mais d'adapter au tempérament français des principes qui ont fait leurs preuves.

Certes, il aurait été plus logique de prévoir la création de services spécialisés par branches professionnelles. Cette solution ne peut être réalisée en raison d'impossibilités matérielles.

II. — PROGRAMME

Nous pensons que l'activité du Centre doit s'exercer sur deux points principaux :

- Recherches d'ordre pratique ;
 - Développement d'entreprises pilotes.
- Le Centre tiendra compte des travaux et recherches tant théoriques que pratiques déjà accomplis dans le domaine de son activité et mettra tout en œuvre pour faire appliquer tous travaux et systèmes compatibles avec les principes syndicaux.

A. — Recherches

La caution des trois centrales syndicales facilitera la réalisation d'expériences pour lesquelles un climat psychologique est absolument indispensable. Sans la bonne volonté

Le prochain
C. S.
paraîtra le
Vendredi 23 Novembre

des travailleurs et des cadres, les meilleures théories sont inévitablement vouées à un échec partiel ou total.

Nos recherches pratiques porteront sur la comparaison entre différentes entreprises qui mettront sur le marché un produit semblable au même prix, les conditions de travail, l'ambiance, les temps de travail manuel et le taux horaire de la main-d'œuvre. Des différences sensibles feront ressortir, sans aucun doute, que des travailleurs sont employés dans des conditions et à des taux les plus variables.

Nous nous proposons de rechercher ces différences, de les analyser et de proposer des solutions en vue d'obtenir que les plus mauvaises conditions de travail soient le plus rapidement possible relevées.

Nos travaux pratiques seront donc orientés particulièrement sur la création d'un climat psychologique favorable entre la direction des entreprises et le personnel. Nos solutions seront transmises aux Syndicats intéressés des trois confédérations. Il leur incombera d'en demander l'application dans les entreprises et l'organisation du travail est définitive. L'accord des trois centrales sur les méthodes facilitera l'unité d'action pour en obtenir l'application.

L'extension à d'autres entreprises de meilleures méthodes favorables à la fois au rendement et à l'intérêt des travailleurs devra faire l'objet d'une large diffusion des résultats obtenus, tant dans l'intérêt des chefs d'entreprise de la branche considérée que des travailleurs.

Personne ne contestera l'impérieuse nécessité de poursuivre le relèvement du niveau de vie des travailleurs par l'augmentation des salaires et par l'abaissement des prix de vente. Les conséquences se feront favorablement sentir sur le développement de l'économie nationale à la fois par une augmentation du volume de la production et de celui de la consommation.

B. — Entreprises pilotes

Il convient tout d'abord de préciser ce que nous entendons par entreprises pilotes. Ce sont des entreprises dont les conditions de travail, d'équipement, de modernisation, d'organisation du travail seront telles qu'elles puissent servir d'exemple dans les branches professionnelles considérées. On sait que la création d'entreprises pilotes de ce genre entre dans le cadre général du programme du Centre National de la Productivité.

Les expériences que nous proposons de réaliser sur le plan national demandent une coopération effective des Pouvoirs publics, du patronat et des travailleurs. Nous pensons

PENSEZ A NOS CAMARADES DE LYON

Nos camarades de Lyon ont besoin de votre solidarité.

Avez-vous fait le geste qui s'impose ?

Pour la défense et le soutien de nos emprisonnés, les camarades comptent sur vous.

Faire parvenir les fonds à Doussot René, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e), C.C.P. 5.046-45 Paris, ou à Commun Simon, 95, avenue Berthelot, Lyon-7^e (Rhône), C.C.P. 1154-71 Lyon.

Les fonds sont également reçus à la permanence de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e).

qu'il est inutile d'insister sur les conséquences heureuses qui découleraient normalement de la réussite et de la généralisation desdites expériences au point de vue moral, social, économique et politique.

a) Des entreprises pilotes : Notre objectif n'est pas de provoquer systématiquement la création de nouvelles entreprises. La réalisation d'une entreprise pilote implique obligatoirement le consentement d'un chef d'entreprise ayant compris l'importance de notre projet et les avantages matériels et moraux qu'il peut en attendre.

Pour éviter de disperser notre action, nous limiterons notre champ d'activité aux entreprises de transformation, au dernier stade de fabrication et à certaines entreprises de distribution. Nous choisissons de préférence les entreprises dans les branches professionnelles dont la production présente une importance sociale.

Une expérience de ce genre doit être conduite avec le plus grand soin. Nous pensons qu'elle sera plus facilement réalisable dans le cadre d'une entreprise moyenne. Il est important également que l'entreprise soit située dans un centre industriel pour que la valeur de la démonstration ait son plein effet auprès des autres chefs d'entreprises et des autres travailleurs.

Dans le but d'obtenir un climat psychologique favorable, il serait souhaitable que la majorité du personnel soit affiliée aux trois centrales et que le personnel non syndiqué comprenne la nécessité d'instaurer une politique de productivité.

Les premières expériences qui seront tentées doivent avoir avant tout un caractère d'évidence et être spectaculaires pour favoriser l'extension de l'application de nos méthodes.

L'aide que nous apporterons aux entreprises aura pour objet de diffuser les méthodes qui répondront le mieux au but que nous poursuivons auprès des chefs d'entreprises, des cadres et des ouvriers.

D'autre part, nous serons à même de pouvoir donner des conseils techniques aux concours de spécialistes français ou étrangers sur des questions de technique pure, d'équipement, d'organisation et de relations avec le personnel.

Pour ces deux derniers points, l'expérience de la fonderie sera capitale.

On sait que le Syndicat général des Fonderies de France a établi un programme pour l'accroissement de la productivité des fonderies. Ce programme comprend notamment :

- Un stade préparatoire d'enseignement dont les cours seront donnés par des experts français particulièrement compétents en la matière. Ces cours s'adressent soit aux patrons et directeurs responsables, soit aux animateurs qui auront la charge d'enseigner les méthodes dans les entreprises, d'organiser le travail et de stimuler les initiatives, soit encore aux agents de maîtrise ou aux ouvriers pour les préparer à l'application des méthodes de simplification du travail ;
- Un stade de réorganisation des fonderies dont l'objet est de « matérialiser les

(Suite de la 1^{re} page.)

la Seine », daté du 28 mars 1951, va répondre à notre curiosité.

Cette Société a été constituée suivant acte sous seing-privé en date du 26 mars 1951 par :

- La société « France Editions et Publications » représentée par M. Robert Salmon, président du Conseil de Gérance ;
- La société « Paris-Press », représentée par M. Henri Massot, président de son Conseil de Gérance ;
- La société Holpa, représentée par M. Clément Gueymard, son président directeur général ;
- M. Robert Salmon ;
- M. Henri Massot ;
- M. Pierre Lazareff ;
- M. Meunier du Houssoy ;
- M. Clément Gueymard.

D'après l'article 2 des statuts, l'objet de cette nouvelle société est l'exploitation, à titre de locataires, des publications quotidiennes « France-Soir » et « Paris-Press », SOIT SEPARÉMENT, SOIT EN LES FUSIONNANT et, de la publication hebdomadaire : « Le Journal du Dimanche », ainsi que toutes les activités commerciales industrielles ou financières sa rattachant directement ou indirectement à l'objet social : création, acquisition, prise en gérance ou à bail de toutes imprimeries, LA DISTRIBUTION ET LA VENTE DE TOUS IMPRIMÉS, etc.

Nous avons signalé que le capital social a été fixé à 20.000.000. Ce capital a été divisé en 1.000 parts de 20.000 francs et réparties en fonction des apports de la façon suivante : (art. 7 des statuts) :

France Editions et Publications : 498 ; Paris-Press : 478 ; Holpa : 19 ; Salmon : 1 ; Massot : 1 ; Lazareff : 1 ; Meunier du Houssoy : 1 ; Gueymard : 1.

Cette société est administrée par cinq gérants nommés par les associés et pris parmi ou en dehors de ceux-ci... Les cinq personnes désignées sont : MM. Salmon, Massot, Lazareff, Meunier du Houssoy, Gueymard. Et l'article 14, paragraphe 3, précise que « CHAQUE GERANT REPRESENTE LA SOCIETE ET AURA TOUT POUVOIR POUR AGIR AU NOM DE CELLE-CI EN TOUTES CIRCONSTANCES SANS AVOIR A JUSTIFIER DE POUVOIRS SPECIAUX. »

Ainsi, chaque gérant peut engager ou représenter valablement la société en tous lieux et en toutes occasions. Quel sont ces associés ?

M. Salmon est actuellement directeur de « France-Soir ». Il est également vice-président de l'Association

résultats obtenus par les diverses fonderies participantes en analysant au moyen d'une comptabilité industrielle suffisamment précise leurs nouvelles méthodes de fabrication »

Ce programme rationnel est très bien étudié et nous suivrons de très près les réalisations effectuées par ces fonderies.

D'autre part, nous pensons qu'il serait inutile de créer ce qui existe déjà et notre premier souci sera de faire l'inventaire de ce qui a été fait pour éviter des doubles emplois, notamment pour la documentation technique, nous utiliserons celle des différents organismes compétents en la matière et particulièrement celle de l'A.F.A.P.

Il serait souhaitable que la totalité des dépenses ne soit pas laissée à la charge des entreprises et nous mettrons tout en œuvre pour leur faire obtenir une participation du fond de l'Aide technique dont la gestion est assurée par l'E.C.A.

Sur le plan pratique, il conviendra de fixer au préalable sous quelle forme seront matérialisés pour les travailleurs les avantages résultant de leur loyale coopération. Il est évident que le succès de l'expérience est subordonné à la volonté bien arrêtée de chaque partie intéressée de « jouer » loyalement le jeu.

L'intéressement des travailleurs à l'augmentation de la productivité sera établi dans chaque contrat selon les modalités qui assureront aux travailleurs un relèvement de leur niveau de vie, sous la forme d'une majoration de salaire équitablement calculée (compléments de salaire, primes, participations, etc.). C'est à ces conditions que la coopération ouvrière se manifestera, notamment par l'aide apportée à la réalisation du climat favorable au développement de la production et par une collaboration confiante entre la direction et le comité d'entreprise.

En cas de désaccord, un arbitrage pourra être demandé à une personne choisie d'un commun accord par les parties en cause.

b) Des obligations des entreprises pilotes : Il est possible que le développement d'une politique généralisée de productivité provoque, à court terme, pour une durée limitée, un chômage « technologique ». Il sera regrettable que ce chômage soit pas examiné attentivement. Outre l'effet psychologique regrettable que ce chômage aurait inévitablement sur les travailleurs, il risquerait de compromettre dangereusement les efforts du Centre en rendant les ouvriers hostiles à tout progrès technique.

Le Centre ne pourra assumer toutes ses responsabilités que dans la mesure où une solution sera apportée au chômage technologique.

Ce problème pourra être résolu avec la collaboration des Pouvoirs publics, des représentants syndicaux qualifiés des trois confédérations et de la branche professionnelle patronale à laquelle appartient l'entreprise pilote considérée.

III. — CONCLUSIONS

Notre action que nous voulons volontairement limitée à ses débuts, mais solidement étudiée pourra s'étendre sans difficultés notables dès que nous aurons démontré que des résultats tangibles peuvent être obtenus même dans la conjoncture présente et qu'une collaboration est possible entre les travailleurs et chefs d'entreprises lorsque les uns et les autres sont convaincus que de l'effort commun chacun peut recevoir une part équitable des profits de l'entreprise.

Les principes que nous avons sommairement énumérés feront l'objet d'une étude permanente et il sera tenu compte des faits observés pour perfectionner les principes que nous appliquerons. Mais déjà nous avons la certitude qu'une utile coopération entre les chefs d'entreprises et les travailleurs peut être obtenue dans des conditions satisfaisantes pour les uns et pour les autres.

Enfin, si notre démonstration est suffisamment importante, elle aura de grandes conséquences pour la paix sociale du pays et pour son développement économique.

Victoire de la presse pourrie

Amicale de la Presse Démocratique. Il a effectué plusieurs voyages aux Etats-Unis et semble partisan de la presse à l'américaine : titres sensationnels, sang et cuisse à la une, etc.

M. Massot est directeur de « Paris-Press », dont il possède 26% des parts du capital social.

M. Gueymard, lui, est le président directeur général de la société Holpa, Filiale de Hachette. La société Holpa est la nouvelle dénomination de la société du journal « La République », fondée le 20 juillet 1929 par les frères Roche, dont l'objet était la publication du journal quotidien « La République », organe du parti radical socialiste. C'est le 10 février 1943 qu'eut lieu le changement de raison sociale et la transformation en filiale de chez Hachette.

Nous avons signalé plus haut le changement de raison sociale de la société éditrice de « France-Soir ». Cela avait une certaine importance, car dans cette nouvelle société « France Editions et Publications », la société Holpa est intéressée pour 8.135 parts de 500 francs sur les 18.600 qu'en compte le capital social, c'est-à-dire que la société Holpa est le principal actionnaire de « France-Soir », donc en réalité, le patron.

Quant à M. MEUNIER DE HOUSSEY, IL EST OFFICIELLEMENT ADMINISTRATEUR DE HACHETTE ET C'EST A CE TITRE QU'IL A ETE NOMME GERANT DE LA SOCIETE « FRANPAR ».

Quant à M. Pierre Lazareff, dernier gérant de la Société Franpar, il est actuellement un des patrons de « France-Soir ». Journaliste, il a travaillé tour à tour à « L'Echo de Paris », à « La Dépêche Coloniale », à « Gringoire », à « Paris-Midi », et il a couronné sa carrière en devenant le principal animateur de « Paris-Soir ».

Ainsi parmi les cinq gérants nommés, le trust Hachette est représenté officiellement par trois gérants : M. Salmon (de France Editions et Publications) dont Hachette est le principal actionnaire, M. Gueymard (président directeur général de la « Société Holpa », filiale officielle de Hachette et M. Meunier de Houssey, administrateur de Hachette.

En somme, la presse du soir est entre bonnes mains...

Le mécanisme est simple. A la libération, Hachette était dépossédée de tous ses biens. Le capitalisme français était en deuil, il venait de perdre son plus fidèle soutien. Il s'agissait donc de reconquérir sa principale arme.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Paraît tous les 15 jours

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements, 12 numéros : 170 fr.
24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 660 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINT-MARTHE, PARIS-X

ILS PEUVENT PAYER

Il n'est pas de jour où le patronat français ne se lamenté sur sa pauvreté et sur sa trésorerie difficile. Il paraît, selon M. Villiers, président du C.N.P.F., que les bénéfices patronaux ne dépassent pas 2 à 3% en chiffre d'affaires.

Nous, on veut bien. Mais nous livrons à la méditation de nos camarades les quelques chiffres suivants. Ils prouvent, nous

n'en doutons pas, la pauvreté du patronat et sa bonne foi. Et comme nous avons encore quelque peu le sens de la pudeur, nous ne faisons pas entrer dans ce tableau les provisions pour amortissements, pour auto - financement camouflé, etc. Nous nous contenterons des chiffres « officiels » sans doute inférieurs à la réalité.

J. B.

Bénéfices de quelques sociétés françaises (en millions de francs)

	1946	1947	1948	1949	1950
Forges de Firminy	0	0	32	191	398
Société Générale de Fonderie	15	29	64	84	113
Pont-à-Mousson	0	85	197	330	375
Knutange	6	56	68	110	110
Nozal	5	7	16	25	32
Schneider	28	46	112	220	263
Machines Bull	6	23	44	98	102
Alcan et C ^e	19	23	39	56	227
Porcher	26	16	1	10	420
Huiles, Goudrons et Dérivés	10	11	29	41	57
Caves de Roquefort	17	62	95	160	163
Papeteries de Navarre	5	16	160	160	228
Cartoucherie Française	9	12	53	69	120
Compagnie Optorg	37	96	138	154	158
Papeterie Gascogne	12	71	49	54	190

...et elles ne sont pas parmi les plus importantes.

Les 40 heures

Lorsqu'un gouvernement se permet de fouler les lois au pied, on peut se demander comment on pourrait lui accorder la moindre confiance, car demain, il fera comme bon lui semble, sans aucun respect pour le peuple, dont il se vante d'être le seul représentant.

En effet, il y a une loi qui a paru dans le *Journal officiel* sur les quarante heures.

Naturellement, elle n'est pas abrogée, elle est toujours en vigueur mais, coïncidence bizarre, dans les accords passés et approuvés par l'Etat sur les

nouveaux salaires, on peut y lire, pour quarante heures, X... francs, pour quarante-cinq heures, X... francs.

Il y a maintenant deux barèmes de salaire, suivant que l'on fait X... heures. C'est bien la porte ouverte pour supprimer dans un délai plus ou moins long la fameuse loi des quarante heures. Par suite de l'inscription de deux barèmes, les conseils de prud'hommes et juges de paix ergoteront suivant les circonstances.

Ces quarante-cinq heures répondent au slogan de la productivité. Il est vrai que vous n'êtes pas libres et vous devez suivre les consignes ordonnées. Pour la productivité vous devez faire fi des quarante heures et au besoin les supprimer.

Les quarante heures furent une conquête ouvrière et celle-ci vous déplaît, n'êtes-vous pas les défenseurs du capital ?

Vous avez mis la main sur les grosses industries, les banques, les assurances, afin de placer vos amis. Ils gagnent des sommes rondelles pour des emplois très souvent inutiles au détriment des travailleurs, tels qu'au Gaz de France, à l'Electricité, aux Chemins de fer, etc.

Vous rognez sur les salaires des lampistes, vous leur accordez, pourtant, des salaires de famine, alors que vos protégés ont de très beaux traitements.

Dans une journée vous dépensez pour vous le salaire mensuel d'un employé bien rétribué. Vous voulez bien vivre, le reste vous importe peu, qu'il crève de faim.

Oui, vous êtes contre les travailleurs, et dire que ces derniers ont, malgré tout, encore un tantinet de respect.

Les dernières élections cantonales, par l'abstention d'un pourcentage assez coquet, vous démontrent qu'une partie du peuple ne vous accorde aucun crédit.

Si les travailleurs, au lieu d'écouter les mensonges des politiciens, examinaient franchement leur situation, la réalité leur indiquerait qu'un nettoyage est indispensable.

Ce nettoyage ne peut s'opérer que par les travailleurs et pour eux seuls.

LAURENT.

Soutenez LE C. S.

Sommes reçues au 6 novembre 1951

Pierre-Louis, 270; Fossati, 450; Arradon, 100; Bournez, 200; Perrissaguet, 70; Maquin, 55; Mancel, 100; Buggia, 50; Darmuzey, 30; Chrysostome, 100; Rémy, 335; Mellier, 10; Transports Paris, 550 (Capelle, 100; Samson, 50; Cornil, 100; Letrou, 50; Flament, 50; Gillio, 50; Chavan, 100; Renard, 50). — Riguidel, 300; Montagué (de son sanatorium), 200; Bourdon, 350; Martin, 170; Laurel Musch, 500; Merle, 500; Un Passant, 270. — Liste n° 538, 400 (Rollant, 200; Landry, 200). — Eydioux, 200; Jarry, 30; 2^e U.R. Liste n° 581, 540 (Richaud, 50; Cornil, 100; Munoz, 100; Un Militant, 90; Chartier, 50; Thersant, 100; Illisible, 50). — Barrué, 20 (excédent).

LE COMBAT

SYNDICALISTE



ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série. N° 74

15 FRANCS

VENDREDI 23 NOVEMBRE 1951

TOUT SE TIENT

DEUX petits événements viennent de se produire, que nous estimons caractéristiques et qu'il nous faut soumettre à nos camarades :
Le syndicat national des instituteurs vient d'inviter la C.N.T. à soutenir la campagne contre l'école confessionnelle et le S.U.B. de la R.P. vient, lui aussi, de prendre contact avec le syndicat du bâtiment de la C.G.T., sur invitation de celui-ci pour étudier des moyens d'action communs. Le premier résultat de ce dernier contact, c'est que la « chasse » contre nos adhérents va cesser sur les chantiers.
Nous voyons dans ces deux faits les premiers résultats, enfin obtenus, d'une ligne de conduite suivie avec obstination depuis un certain temps et dont la phase principale se déroula

lors de notre dernier congrès confédéral, à Bordeaux.
C'est avec inquiétude que nous constatons la difficulté qu'il y avait pour notre organisation à briser la politique d'isolement où elle s'était laissée enfermer; il nous était apparu que sa stagnation trouvait là sa raison principale et, de déduction en déduction, nous nous étions promis de faire l'impossible pour y mettre un terme.
Cela posait des problèmes extrêmement difficiles : il fallait changer tout un mode de penser, de concevoir, d'application et d'action.
Mais il était évident que si l'on voulait vraiment que la C.N.T. joue le rôle que ceux qui l'ont voulu lui ont assigné, il fallait en arriver là.
On pouvait espérer que les leçons de l'expérience feraient leur travail, lentement peut-être, mais sûrement, et

que les militants, appelés à réfléchir sur les résultats obtenus, sauraient trouver la solution qui, finalement, s'est imposée d'elle-même. Donc, depuis le congrès de Bordeaux, où la quasi-unanimité se fit sur une motion présentée en commun par les deux tendances les plus marquées, la C.N.T. s'est mise au travail sur un plan concret et nous pensons que c'est ce travail qui a permis qu'aujourd'hui nous pouvons écrire dans ce journal que déjà, dans certains milieux, on ne conçoit plus que nous n'apportions pas notre effort à l'action immédiate qu'exigent les événements.
Et que l'on me permette de me réjouir de cette orientation qui, je le dis franchement, ne peut qu'être heureuse pour notre organisation.
Lorsque nous avons voulu que la C.N.T. voie le jour, quelle était donc notre pensée ?
Celle-ci, tout simplement :
Face à une C.G.T. qui a renié ses origines, construire une organisation saine, rationnellement structurée, qui, tôt ou tard, rallierait les travailleurs, parce que, au bout de toutes les expériences, ils auraient compris que seule cette organisation

Jean THERSANT.

(Suite en page 2.)

AUX SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES

De toutes parts pointe un désir d'unification des forces du syndicalisme révolutionnaire.

Tout sollicite cette unification : lutte pour la laïcité, lutte pour la distribution de la richesse nationale, lutte contre la guerre qui vient, pour ne citer que ces trois points.

Allons-nous rester inertes, désunis, incohérents, en face de la bataille gigantesque qu'il faut immédiatement engager si nous ne voulons pas que périsse dans la prochaine hécatombe l'héritage légué par nos précurseurs ?

N'y aurait-il que la défense de la laïcité à tenter ? Il faut réagir, de suite, sans tarder, pour la sauvegarde de nos enfants.

Certes, on dira que l'école laïque actuelle ne correspond pas à nos aspirations. C'est exact. Mais n'oublions pas que nous en sommes issus, que dans cette école nos enfants apprennent l'a b c des principes de liberté, qu'à travers l'enseignement qui leur est prodigué, il leur est possible par la suite d'atteindre à l'épanouissement de leur personnalité.

On ne peut être neutre en cette affaire. Ou c'est l'obscurantisme, avec toutes ses conséquences qui triomphe, ou c'est la lumière et ses possibilités d'avenir qui est victorieuse.

L'enjeu est de taille, le clergé et tous ses suppôts s'agitent et prennent leurs précautions. Saurons-nous prendre les nôtres ?

En ce qui concerne la lutte sur le terrain économique, il s'avère de plus en plus que les travailleurs ne sont pas galvanisés par les revendications intéressantes les salaires. Ils disent à quoi bon lutter puisqu'on ne tient aucun compte de nos demandes. En effet, chaque fois qu'une telle revendication est posée, on voit l'Etat avec tout son arsenal de lois et décrets, et ses fidèles serviteurs les bonzes syndicaux des centrales réformistes intervenir et décréter tel salaire ou minimum vital, sans tenir compte des

desiderata des travailleurs. A cela s'ajoute la hausse incessante du coût de la vie, sur laquelle l'Etat ne peut rien, étant lui-même le premier enchérisseur.

L'augmentation des salaires ou leur revalorisation est un moyen pour certains démagogues syndicaux d'entretenir l'agitation auprès des travailleurs, pour justifier leur fonction dans les centrales réformistes et politistes.

C'est un slogan qui a fait long feu. Prêtement, on ne peut plus discuter des salaires sur le terrain traditionnel. Les conditions des travailleurs en matière de rémunération ne sont plus les mêmes qu'antan. Elles ont changé, elles ne sont pas en harmonie avec la vie moderne.

Il faut pour que les travailleurs puissent satisfaire leurs besoins, changer certaines revendications. Il ne peut être question de salaire, mais simplement de distribution. Il faut donc distribuer la richesse du pays aux producteurs afin qu'ils puissent vivre dignement, eux et leur famille.

Cela est un des buts du syndicalisme révolutionnaire. On parait l'oublier. Nous voulons que disparaissent à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme, les inégalités sociales, l'injustice par la suppression du salariat, du capitalisme et de l'Etat, par la transformation sociale. C'est pour cela que nous sommes syndicalistes révolutionnaires. Ne nous gargarisons pas de mots, sachons l'être sinon dans le verbe, mais dans la pratique et dans l'action.

Par ailleurs, de tous les pays du monde, un bruit de bottes et de ferraille monte grandissant, on fourbit les canons pour la prochaine dernière fraîche et joyeuse. Ce ne sont qu'appels aux armements à outrance, les coffres-forts s'emplissent.

La guerre bat son plein en Corée, en Indochine; elle s'étend avec des foyers plus ou moins incandescents à travers la planète : Balkans, Iran, Egypte, Maroc, etc., etc.

Pour couronner cela les élections anglaises ont porté le claironnant le just qu'aboutiste Churchill au pouvoir. Ses premières paroles en tant que chef d'Etat ont été : « Raidissement de l'Angleterre face aux revendications arabes. » Cela promet.

Il est encore temps d'agir avant que ce raidissement ne soit celui de cadavre.

Face au raidissement du capitalisme pour la guerre, nous devons à notre tour serrer les dents, durcir notre organisation syndicale, la renforcer, en faire un bloc granitique contre lequel viendront se briser les forces conjuguées du capitalisme et de l'Etat. Nous en avons les possibilités, il suffit de vouloir.

Faisons donc abstraction de certaines questions personnelles, d'amour-propre froissé, de prépondérance. Il n'y a pas de bonzes chez nous, il n'y a que des compagnons. Je suis convaincu que nous sommes tous d'accord sur les trois questions qui, énoncées, contiennent à elles seules l'essence de nos principes.

En conséquence rien ne s'oppose à réaliser cette union féconde et désirable pour l'avenir de l'Humanité.

Victor NAN.

PORT-DE-BOUC

Ni capitalistes ni totalitaires

A la C.N.T. il est d'usage de ne prendre une décision qu'après avoir consulté tous les camarades de travail. A la C.G.T. il n'est pas besoin de contacter les copains ! A quoi bon ? Un secrétaire a le droit de décider d'un arrêt du travail ou d'une grève sans informer ses camarades des raisons qui motivent un tel agissement. A la C.G.T. chacun agit à sa guise, tout le monde veut commander. Cette façon d'agir est contraire aux principes les plus élémentaires d'égalité au sein d'une collectivité ouvrière. Elle apporte la mésintelligence et le manque d'harmonie. Dans ces conditions il est impossible de se libérer du joug patronal. Au contraire ! Les patrons bien informés des dissentiments existants dans la classe laborieuse ne font que resserrer la chaîne meurtrière qui ceinture le domaine prolétarien.
Il faut donc briser cette chaîne en s'unissant et en refoulant toutes les propositions syndicales ayant un caractère politique. Il ne faut pas se laisser entraîner par les suggestions de certaines organisations d'origine étrangère.
Il n'y a aucune distinction entre les capitalistes et les totalitaires.
Vivons dans l'indépendance en peuple libre ! Laissons les politiciens crever dans leur pourriture.
Unissons-nous pour former ce faisceau des cœurs qui conduira le peu-

ple de ce pays à la victoire, au triomphe sur le capital.
Nous ne voulons subir ni les Américains ni les Staliniens.

MISE AU POINT

Le 31 octobre, les ouvriers et employés de l'usine «Kulbmann» devaient se rassembler et manifester d'un commun accord contre la hausse incessante des prix.
Tout le monde était d'accord, bien entendu !

Mais il se produisit ceci :
La C.G.T. ne réussit à entraîner qu'une vingtaine de ses adhérents pour cette manifestation.

Vous vous demandez pourquoi ? La chose est simple ! A la C.G.T. on ne consulte plus la base. A quoi bon ? les camarades ne comptent plus. Le secrétaire ou le délégué décide tout suivant leur humeur de ce qui se fera ou ne se fera pas.

C'est de cette façon que la C.G.T. va d'échec en échec et se voit déboutée chaque fois qu'elle prétend revendiquer au nom de la collectivité.

Pourquoi n'a-t-elle pas consulté les camarades de la C.N.T. ? Il est hors de doute que ceux-ci se seraient fait un devoir de les appuyer et de soutenir de si légitimes revendications pour faire cesser cette hausse infernale des prix qui n'apporte que la misère dans nos foyers.
Le secrétaire C.G.T. a omis volontairement de remettre des tracts au délégué C.N.T. Il a fermé les yeux lorsque ce dernier est entré à l'usine.
Cette manifestation a échoué ! A qui la faute ? Cégétistes, vous êtes seuls responsables de cet échec. Dans ces heures difficiles que nous traversons, songez à vos familles, ne soyez pas si orgueilleux. Pensez qu'en agissant ainsi vous trompez la classe ouvrière qui attendait beaucoup plus de vous.

A la C.N.T. il n'y a pas de briseurs de grève, il n'y a que des ouvriers libres animés des meilleurs sentiments et confiants dans les destinées de la classe laborieuse.
LOPEZ.

Notre camarade Arradon dans l'Ouest

A BREST
LE JEUDI 22 NOVEMBRE 1951
à 18 h. 30
GRANDE REUNION PUBLIQUE
AU THEATRE MUNICIPAL
SAINT-NAZAIRE
Samedi 24 novembre, à 18 h. 30
Réunion d'information
Rendez-vous au lieu habituel

COURONN
INDRET
Vendredi 23 novembre
à 18 h. 30
Grande réunion publique
à la Montagne
Salle du Café de la Paix
NANTES
Dimanche 25 novembre
à 10 h. du matin
Grande réunion publique
Café de l'Europe
place du Commerce

Puisque l'on reparle d'unité

(Suite)

Histoire rétrospective des scissions syndicales en France

AVEC la naissance des C.S.R., la lutte à l'intérieur des syndicats prit une ampleur telle, que bien souvent nos assemblées étaient transformées en pugilat général.

La presse ouvrière, dont les militants contribuèrent eux-mêmes à son développement, était l'arme qui se tournait le plus efficacement contre eux. Une fois tombées entre les mains des politiciens, l'Humanité, de Jean Jaurès, et la Vie Ouvrière, de Pierre

Monatte, furent largement utilisées contre ceux qui, quelques années auparavant, en imposaient, dans les syndicats, chantiers et ateliers, la lecture quotidienne aux adhérents.

Dans le bâtiment surtout, ces pratiques absolutistes, eurent pour résultat un sens diamétralement opposé à ce qu'avaient espéré ces promoteurs. Il faut dire que les ouvriers ne comprennent pas ces derniers, car on ne préconise pas pendant de longues années la lecture quotidienne de la presse citée plus haut, sans que cette lecture opère sur ceux qui la lisent une orientation conforme aux désirs de ceux qui la détiennent.

La polémique prit rapidement un tel caractère de violence que, dopés, les lecteurs de ces journaux devinrent des fanatiques intraitables. A tel point qu'ils oublièrent la lutte qu'ils avaient à mener contre le patronat. L'ennemi n'était plus le patron, mais l'autonomie, et dans bien des cas le comportement de ces fanatiques fut abject.

Le 11 janvier 1924
salle de la Grange-aux-Belles
assassinat de nos camarades
Clos et Poncet

A la plus grande joie du patronat français, les luttes fratricides allaient en s'accroissant. La mise au pas des syndicats, leur alignement sur la politique du parti communiste, augmentaient la pression que ce dernier faisait subir aux organismes supérieurs, unions régionales, fédérations d'industrie, etc. Il exigeait partout, à la tête des rouages syndicaux, des équipes homogènes, évoluant dans son orbite, entièrement dévoués à sa cause et appliquant ses mots d'ordre sans discuter.

Aussi, pour nous, syndicalistes apolitiques, tout ce processus dévotionniste conduisit notre mouvement à sa perdition et nous savions déjà à cette époque, que ce serait la classe ouvrière de ce pays qui payerait les fruits amers de cette expérience néfaste au syndicalisme surtout et, par voie de conséquence, au prolétariat.
La Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, et celle de

l'avenue Mathurin-Moreau, étaient évidemment l'objet des convoitises de ce parti.

La nécessité de la défense de ces immeubles, construits grâce aux cotisations syndicales, n'échappait pas à la clairvoyance des militants syndicalistes.

Une campagne qui battait son plein à cette époque, était orchestrée contre l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises. Le parti communiste voulut se servir par la force de la salle de la Grange-aux-Belles (salle du Tapis Vert) préalablement retenue par des syndicats parisiens, pour une conférence sur les jeunesse syndicalistes.

Nos camarades vinrent à cette réunion, comme les gens rentrent chez eux, et pour cause : ils étaient dans leur maison. Arrive l'heure fixée par le parti pour son meeting, meeting qu'il maintenait grâce à la complicité de la direction de l'union départementale, qui ne pouvait en raison de son appartenance même, faire autrement que de lui accorder la priorité. Aussi le choc fut brutal, aux protestations pacifiques des militants syndicalistes, les communistes, dirigés par le capitaine Treint et Duccour, répondirent par des coups de feu sur un signe de ce dernier dirigeant le tir des assassins à gages et aux ordres, en pointant l'index en direction des militants.

De nombreux copains furent blessés, et Clos et Poncet payèrent de leur vie cet attentat prémédité contre l'Union des Syndicats, ou du moins, contre ceux qui se cabraient et n'admettaient pas, sans réagir, la mainmise d'un parti politique, fusse-t-il communiste, sur les œuvres sociales payées grâce à leurs cotisations.

Les usurpateurs firent mieux, ils déclenchèrent une campagne de presse, où, bien entendu, selon la tradition jésuitique bien en honneur dans la maison, il apparaissait que les victimes étaient de leur côté. Ce n'étaient plus eux les agresseurs, mais bien les agressés. Mais il y avait les victimes, le côté gauche de la salle où elles étaient tombées, les traces de balles sur les murs et la fuite du fameux Duccour en Russie où il serait mort.

Un véritable torrent de boue fut déversé contre les syndicalistes, du côté

DANS L'ENSEIGNEMENT

Après la grève du bac

Après la cessation de la grève des examens, nous avons adressé la lettre suivante au Comité d'Action Universitaire :

Chers collègues,

Vous ne trouverez peut-être pas absolument déplacé qu'un de ceux qui « à la base » viennent de faire effectivement la grève du bac vienne vous présenter son point de vue.

1° La politique que vous nous avez fait suivre au cours de cette grève et que syndiqués ou non à vos groupements nous avons appliquée pour soutenir l'action entreprise a été celle de l'esquive, de l'absence, de la non-réponse aux convocations et aux demandes d'explications. Son efficacité semble avoir été de ce fait assez réduite comme le montre l'absence de résultats réels. Cela tient sans doute à son manque de franchise et de courage. Jusqu'à présent les syndicalistes s'étaient toujours targués de prendre ouvertement leurs responsabilités — et leurs risques.

On a l'impression que vous aviez peur de notre pas suivis par vos adhérents si vos mots d'ordre comportaient quelque risque : *Ex providentia timorem*, disait déjà Salluste au sujet d'une variété de combattants ;

2° Il est regrettable que vous ayez lancé une action revendicative qui devait profiter à toute la fonction publique et spécialement aux enseignants sans avoir pu obtenir de leurs différents organismes syndicaux une solidarité autre que verbale ;

3° Il est beaucoup plus inquiétant encore de constater dans l'ensemble des revendications de la F.E.N. autonome qui semble avoir pris la tête de l'action un amuseusement constant. Alors que le 16 juillet étaient posés comme objectifs : revalorisation, reclassement, atténuation

G. COUTANT.

(Suite en page 2.)

Deuxième Région
Conférence-échange de vues
le dimanche 2 décembre, à 9 h.
SALLE VIGIER
129, boulevard Saint-Germain (Métro : Odéon ou Saint-Germain-des-Près)
UNION DES MILITANTS SYNDICALISTES
Tel sera le sujet traité par trois camarades.
Inutile d'insister sur l'importance de cette conférence.
Invitation pressante est faite à tous les militants de la C.N.T. ainsi qu'à tous ceux qui sont intéressés par le sujet.
Le samedi 15 décembre à 20 h. 30
CAUSERIE par PUECHAGUT sur LA VIE SOCIALE EN SUEDE
(La salle sera indiquée à la conférence du 2 décembre et dans le prochain C.S.)

desquels se trouvaient pourtant les victimes. Mais comme au bon vieux temps de la presse bourgeoise, on qualifia (comme on le fait encore), nos camarades d'anarchistes dangereux, et la police bâcla l'enquête qu'elle avait ouverte en opinant, contre toute évidence, en faveur de la thèse communiste.

Nous savons maintenant, grâce à des gens ayant depuis décroché avec eux, que des relations diplomatiques, alors ébauchées entre le gouvernement français et le gouvernement russe, étaient à l'origine des complaisances policières à l'égard du parti communiste.

Ce qui fait, une fois de plus, que la raison d'Etat l'emporta sur la justice. Cela prouve à nouveau qu'entre eux et nous la police a vite fait de conclure. Dame ! l'histoire a prouvé qu'ils savaient être de bons députés et de bons ministres. Au Ministère de l'Intérieur ils seraient aussi de bons patrons flics.

L'auteur de cet article affirme l'authenticité des faits et dates cités ci-dessus.

Ceci pour montrer à ceux qui ne le savent pas, quel fut le comportement des gens et les moyens, pas très honorables, qu'ils employèrent dans la conquête des syndicats ouvriers français.

Etant donné la trop grande place que prendraient dans les colonnes du Combat, la narration des événements d'une façon concrète et détaillée, en analysant les faits et gestes vécus dans les déchirements internes que nous avons connus entre 1920 et 1935 (date de la réunification), il me faut passer rapidement sur la suite des luttes acharnées que nous avons dû mener pour préserver nos organisations contre l'envoûtement idéologique dont elles étaient menacées. Aussi, dans un prochain article, je ferai la démonstration que l'unité syndicale, réalisée au congrès de Toulouse, ne fut pas la véritable unité, elle fut un replâtrage des comités et non un courant irrésistible de la base.

Naturellement nos lecteurs se demanderont comment il se fait que ce geste sanglant, perpétré sciemment contre des militants défendant leur patrimoine social, soit resté sans réponse. Je leur répondrai que des représailles à ce moment-là auraient été une véritable catastrophe, que seule la foi en notre idéal et guidés par le souci de ne pas augmenter les luttes de tendance rendues à leur point aigu, nous retint, ne voulant pas aggraver une situation déjà trop tendue.

De plus, conséquents avec nous-mêmes, nous considérons qu'au-dessus des passions idéologiques, il y avait le patronat, la bourgeoisie et le capitalisme qui s'en donnaient à gorge chaude, en profitant des circonstances qui leur étaient favorables par nos divisions.

Certes, ceux d'en face ne s'embarassèrent pas des mêmes préoccupations, mais l'histoire ne manquera pas de prouver combien nous avons eu raison et, avant peu, d'autres événements nous le démontreront.

P. ARRADON.

(A suivre.)

SAINT-ETIENNE

Conférence sur l'Espagne

Comme suite aux conférences et soirées précédentes présentées par le comité d'études syndicalistes de la Loire, celle-ci fut consacrée à l'analyse de ce que fut l'expérience économique et sociale espagnole pendant la révolution.

L'exposé magistralement présenté par le camarade Sans Sicart, du comité intercontinental de la C.N.T. espagnole, fut très apprécié de la part d'une assistance nombreuse, chose rare depuis longtemps.

La deuxième partie consistait à présenter les chants et danses folkloriques, ce qui fut fait avec brio dans l'ambiance du tempérament ibérique, à la satisfaction générale.

L.U.L. de Saint-Etienne.

TOUT SE TIENT

(Suite de la première page.)

se serait inscrite dans la voie qui les mènerait à leur émancipation.

Il n'est pas étonnant qu'au sortir d'une guerre aussi monstrueuse que celle que nous avons connue, avec le fossé qu'elle a creusé entre les militants d'une même génération et entre les générations elles-mêmes, qu'une confusion se soit installée, qui ne commence qu'à se dissiper.

Il n'est pas étonnant non plus que la constitution de la C.N.T. n'ait pas été comprise et acceptée dans son sens véritable : si des problèmes ne se posaient pas et si les militants se montraient toujours à la hauteur de leur tâche, la révolution serait faite depuis longtemps.

Au lieu de voir ceux-ci se rallier à elle, nous les avons vus combattre la C.N.T. Où sont-ils maintenant, et où en sont-ils ?

La dispersion la plus certaine, la plus lamentable, voilà ce qui en a résulté.

Avec une opiniâtreté qui ne s'est jamais démentie, nous avons refusé d'accepter toutes les propositions qui n'ont pas consisté à renforcer l'organisation révolutionnaire qui s'était constituée : nous avons refusé le règne de la confusion et, ce faisant, nous avons aujourd'hui conscience d'avoir bien fait et d'avoir éclairé la situation.

Une première étape est maintenant franchie : la C.N.T. a démontré qu'en dehors d'elle, rien de ce qui ressortit au syndicalisme révolutionnaire ne peut vivre. Il faudra encore de longs jours pour que ceux qui ont cru à d'autres expériences acceptent le fait : ils ne feront que retarder et continueront ainsi à affaiblir le mouvement de la véritable action syndicale. Nous leur en laissons la responsabilité, souhaitant en dernier ressort qu'ils méditent eux-mêmes sur celle-ci et qu'ils trouvent dans cette méditation la force de reviser leur position.

Cette révision s'impose d'autant plus que tous les reproches qu'ils faisaient à la C.N.T., reproches qui leur « interdisait » de la rejoindre, ne sont plus maintenant que souvenirs et que la C.N.T. a su, par le jeu même de ses propres rouages, trouver la voie qui doit les satisfaire.

C'est qu'avant tout la C.N.T. est une organisation syndicale qui n'est pas centralisée, qui est structurée sur des principes fédéralistes, et que, de ce fait même, elle devait nécessairement s'orienter dans le bon sens — ou alors il ne servirait à rien d'avoir admis des principes vrais en théorie, mais qui s'avèreraient faux à la pratique.

Tout ce travail se sera fait sans eux : la C.N.T. recrute maintenant des jeunes, qu'elle forme à son école, qui sont imprégnés de son esprit et qui leur démontreront que la volonté est, elle aussi, un fait matériel.

Les décisions du congrès de Bordeaux peuvent se résumer en un seul mot : pragmatisme. En effet, à Bordeaux, la C.N.T. est revenue aux faits ; aux faits inscrits dans le temps tra-

Voilà pourquoi la C.N.T. s'est inscrite ces derniers temps dans l'action contre l'école confessionnelle, non pas qu'elle pense que l'école laïque soit quelque chose qui ne demande pas à être amélioré, mais parce qu'il lui est apparu qu'il fallait s'opposer de toutes ses forces à ce que les enfants deviennent la proie des prêtres.

On sait que, dans ce pays, huit enfants sur dix sont baptisés à leur naissance : il est bien évident que si l'on donne aux parents la possibilité de continuer ce geste initial sur le terrain de l'enseignement, c'est huit enfants sur dix qui seront envoyés par des parents inconscients à l'école où on leur inculquera des principes religieux, c'est-à-dire des principes non rationnels qui péseront toute leur existence sur leur pensée, sur leur raisonnement et sur leur comportement.

La C.N.T. a donc eu raison de s'inscrire PRAGMATIQUEMENT contre le fait que l'enfant PEUT devenir la proie de l'Eglise.

La C.N.T. s'inscrirait de même contre tout autre accaparement de l'enfant, même fait au nom de principes qui se prétendraient libres, car l'école doit être faite pour l'enfant et non l'enfant pour une conception ; de la même façon qu'une conception doit servir le devenir de l'homme et non l'homme une conception.

Mais la C.N.T. n'oublie pas que l'école laïque qu'elle défend aujourd'hui circonstanciellement, dans ce moment que nous traversons, parce qu'on ne peut rien offrir de mieux pour l'instant, n'est pas, elle non plus, à l'heure où nous rédigeons cet article, l'école idéale : elle n'est que l'école la moins dangereuse, celle qui demande à être améliorée, mais, et c'est là l'important, qui peut l'être.

La C.N.T. veut soustraire l'école laïque à la tutelle de l'Etat et elle travaille dans ce sens ; elle ne s'arrêtera jamais de travailler dans ce sens, mais elle sait qu'aujourd'hui, dans ce jour qui porte une date, l'essentiel est de sauver ce qui peut être amélioré contre ce qui ne peut l'être.

C'est le sens de l'inscription de la C.N.T. dans cette lutte et personne ne peut s'y tromper. Personne, d'ailleurs, ne s'y trompe et personne ne demande à la C.N.T. d'abandonner en cette occasion le sens qu'elle-même donne à sa participation.

Il en est de même en ce qui concerne les revendications immédiates. La C.N.T. sait qu'elle doit avoir des revendications qui soient à portée de vue, d'assimilation des travailleurs et chaque jour qui suit l'autre, les militants de la C.N.T., les sections de la C.N.T. s'inscrivent dans le sens des revendications qui sont immédiatement senties comme nécessaires par les travailleurs.

Cela n'empêche pas par ailleurs que la C.N.T. sait aussi qu'il existe une loi d'airain qui est inhérente au régime capitaliste, que le régime capitaliste doit être dépassé et que les revendications d'aujourd'hui qui s'imposent parce qu'elles sont celles « d'aujourd'hui », n'auraient aucune raison d'être si nous vivions dans un autre régime que celui de l'accaparement du produit des efforts des travailleurs.

Tant que le capitalisme et l'Etat ne seront pas détruits ; tant que l'argent existera, il faudra, pour que l'action de la C.N.T. soit comprise des travailleurs, que cette C.N.T. ait des revendications dont le caractère, malheureusement, s'inscrira — le moyen de faire autrement ? — dans les lois qui régissent le régime étatico-capitaliste.

Il n'est pas interdit à quiconque de concevoir des revendications qui, théoriquement, dans l'abstrait, loin de la réaction de la masse, apparaissent parfaites ; il n'est pas interdit au constructeur de systèmes de penser qu'hors son système tout n'est que misère : l'action de la C.N.T. s'inscrit, elle, dans le relatif et elle a de ce relatif les défauts, certes, mais aussi le réel.

Voilà pourquoi la C.N.T. continuera à demander des augmentations de salaire, car dans le régime actuel, et parce qu'il s'agit du régime actuel, la seule revendication immédiate qui, quoi qu'on dise, ne s'inscrive pas dans ce régime est celle de rattraper le coût de la vie.

A sa création, les réformistes de F.O. avaient demandé que les prix soient diminués. Ils avaient tout simplement oublié que depuis que la monnaie a été conçue par l'homme, elle s'est toujours dépréciée et que cela continuera.

On ne peut pas stabiliser les prix ; ce serait la sclérose de l'économie capitaliste et les capitalistes ne peuvent l'accepter sous peine de mort. Obtenir leur adhésion sur ce point serait penser qu'ils peuvent adhérer à leur propre disparition.

Nous comprenons fort bien les camarades qui ont la crainte de la stagnation de la pensée et qui pensent repenser le syndicalisme en soutenant qu'il faut abandonner la revendication de la « rallonge », nous leur demandons de ne pas aller jusqu'à « contre-penser » l'action et interdire à celle-ci de pouvoir continuer à s'exercer.

Nous ne croyons pas que la C.N.T. puisse s'attarder sur des conceptions : la C.N.T. doit vivre le jour qui se présente dans la conjoncture qui s'impose à elle. Condamner une activité imposée par la conjoncture au nom d'une conception de l'esprit, c'est certainement là faire la preuve qu'on ne s'est pas préparé à la vie du militant, dont la première des qualités doit être de discerner l'intangible du reste.

Nous avons évoqué le congrès de Bordeaux ; nous avons dit de lui qu'il marquait une étape importante de la vie de la C.N.T., mais le congrès de Bordeaux, c'était hier. Déjà, nous pensons au congrès de Lyon.

A Lyon, nous aurons à faire le point. Nous le ferons avec tous, même et surtout avec ceux qui ne pensent pas comme le signataire de ces lignes. Et nous sommes certain qu'une nouvelle étape débutera alors pour la C.N.T., celle de la consécration.

Après la grève du bac

(Suite de la première page.)

de zones de salaires, mesures en faveur des retraités, échelle mobile, etc., le communiqué du 21 septembre, déclenchant la grève, place en premier lieu le rétablissement de la hiérarchie, puis la revalorisation, enfin une répression « sans merci » (sic) de la hausse des prix. Il y a là, et je ne suis sans doute pas le seul à le penser, un véritable escamotage de l'essentiel (échelle mobile, revalorisation, retraités) au profit de l'accessoire : la sacro-sainte hiérarchie. Cette dernière revendication qui peut-être est l'explication de certaines solidarités ne nous apparaît pas comme d'esprit syndical ; bien plutôt comme la poursuite de privilèges bourgeois ;

4° La grève s'est terminée sur une capitulation que rien ne justifiait.

En effet, la grève n'avait pas « pourri ». Les communiqués patronaux ne signalaient qu'à peine 6 à 25 pour cent de « jaunes ». Encore s'agit-il de chiffres tendancieux et probablement faux, destinés à impressionner des grévistes timides, comme l'annonce de l'imminence de publication de résultats. On ose à peine penser que des « leaders syndicalistes » se soient laissés prendre à des pièges aussi grossiers.

C'est bien, de surcroît, d'une capitulation que l'on peut parler : l'ordre de cessation de la grève a été lancé sans qu'aucun engagement patronal en soit la contrepartie. Le gouvernement a ensuite bien voulu faire savoir — on le savait — que l'intégralité de la revalorisation n'était pas atteinte par les dernières améliorations. On peut difficilement considérer, de bonne foi, comme un engagement, l'affirmation que l'an prochain, si les crédits le permettent... on rasera gratis.

Clause de style enfin, votre affirmation que le mouvement n'est que suspendu. A moins que vous n'ayez rien compris à rien, vous devez savoir par expérience que la grève des examens est la seule arme des enseignants à laquelle le gouvernement soit sensible. L'occasion est perdue, bien perdue, ayons — ayons — le courage et l'honnêteté de le reconnaître.

Croyez pourtant pour terminer que ces réflexions n'entendent pas être, à votre égard, une condamnation que je n'ai pas qualité pour porter, n'appartenant à aucun de vos syndicats. Voyez-y seulement le signe de l'étonnement attristé qui a dû frapper pas mal d'enseignants, et même de ceux qui cotisent à vos syndicats. Et soyez certains, chers collègues, que je demeure en l'attente d'une action future plus fructueuse.

Syndicalement vôtre.

N.B. — Cette lettre exige quelques explications. Les voici :

...Le statut général de la fonction publique porte que l'indice 100 des...

...tentative de maintien de privilèges de classe.

En tous cas, face à l'Etat, la lutte a été menée par tous... l'actuel rassemblement. Nous pensions cependant que ces organismes seraient moins timorés et ne capituleraient pas lamentablement comme ils l'ont fait.

Est-ce dire en conclusion... et mérite d'être portée au crédit de cette grève...

D'un échec présent peut jaillir l'espoir des victoires de demain.

G. C.

COMMUNIQUE

TRESORIER CONFEDERAL
René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.
FEDERATION DU BATIMENT
Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris (18e). Chèque Postal : 6261-16 Paris.
FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL
Le trésorier fait appel aux retardataires pour leur régularisation, avant la reprise des assemblées.
Envoyer les fonds à Raux André, 262, avenue de la République, à Epinay-sur-Seine. C.C.P. : 233-92, PARIS.
Le trésorier : RAUX.
Permanence tous les samedis, de 14 h. 30 à 18 h. 30, au siège, 39, rue de La Tour-d'Auvergne.
DEUXIEME REGION
SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX
A l'issue de l'assemblée générale du 17 novembre, un groupe d'Amis de l'ACTION DIRECTE est créé afin de pouvoir continuer la parution de notre organe mensuel. Il est émis des timbres à 50 francs. Les membres du groupe d'Amis peuvent en prendre plusieurs mensuellement.
Si vous voulez que l'ACTION DIRECTE vive, devenez des Amis de l'A.D.
LE BUREAU DU S.I.M.

GOUSSAINVILLE
Les deuxième et dernier dimanches du mois, 10 à 12 heures, Hôtel de France, Ferme des Noues.
VERSAILLES
Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanches du mois, café « Chez Hélène », 23 rue Montbaouron, 10 à 12 h.
U.L. ARGENTEUIL
Tous les deuxième dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.
U.L. NANTERRE
Premier dimanche, café « Chez Paulo », rue Paul-Doumer (impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.
UNION LOCALE DE CHARENTON SAINT-MAURICE MAISONS-ALFORT ALFORTVILLE
En vue de la formation d'une union locale de Charenton, Saint-Maurice, Maisons-Alfort, Alfortville et les environs il est fait un pressant appel à tous les camarades adhérant à la C.N.T. ainsi qu'à tous ceux dégoûtés de la politique.
Qu'ils se mettent en rapport avec le camarade R. Léger, 6 bis, rue de Verdun, à Maisons-Alfort (Seine).
UNION LOCALE DE JUVISY-SAVIGNY
Permanence, Café de la Mairie, 39, QUATRIEME U.R.
U.L. DE CLERMONT-FERRAND
L'U.L. tient une permanence chaque samedi de 20 h. 30 à 22 heures au 9 de la rue de l'Ange.
CINQUIEME U.R.
NIMES
Pradier, 24, rue de l'Étoile, Nîmes (Gard).
SIXIEME U.R.
S. I. A.
FEDERATION LOCALE DE TOULOUSE
Une permanence est assurée tous les samedis, de 15 à 18 heures, et le dimanche de 10 à 12 heures, au siège, 71, rue du Taur (2e étage).
S.U.B. TOULOUSE
Assemblées générales mensuelles premier dimanche du mois. Permanence tous les 16 à 19 heures ; dimanche de 9 à 12 heures.

Les adhérents, sympathisants, peuvent retirer le C.S., Maison des Syndicats, cours Dillon.
CUIRS ET PEAUX TOULOUSE
Tous les jeudis de 18 à 19 h. 30. Dimanches de 10 à 12 heures. Cours Dillon.
U.L. ALBI
Salvetat, 21, rue de la Rivière, Albi.
DIX-NEUVIEME REGION
PORT-DE-BOUC
Tous les adhérents de la C.N.T. sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le 25 novembre au « Bar des Routiers », chez Mongal, route des Martigues. Présence indispensable.

A. I. T. Service de presse

(A.I.T.) Un correspondant de Tokio à Freedom, Londres, décrit la réaction au Japon après la signature du traité de paix et écrit :
Les meneurs japonais d'un autre âge rassemblent maintenant leurs forces pour pouvoir gouverner le pays comme ils le faisaient avant 1945. Une occupation de cinq années n'a rien changé, sauf le renouveau du communisme. Si l'on veut parler cyniquement, ces cinq années ont été une récréation pour les vieux meneurs qui s'étaient fatigués pendant la guerre. Naturellement, lorsqu'ils furent vaincus par Mac Arthur, ils ne pouvaient prévoir la situation où ils se trouvent à présent. La situation internationale leur a donné, sans qu'ils puissent le prévoir, les atouts en mains.
Ils cherchent maintenant une occasion de rétablir la constitution, changer par ordre de Mac Arthur, et d'édifier de nouveau l'armée, la marine et les forces aériennes. Ils veulent interdire la grève générale et se défier de toutes les lois progressistes qui ont été faites sous les autorités d'occupation (loi de décentralisation de l'administration, de distribution de la terre, de défense contre les monopoles, etc.). Ils réussissent peut-être, car maintenant leurs intérêts coïncident avec les intérêts américains. Leur rêve ne sera peut-être pas réalisé, car l'Asie actuelle n'est plus la même que celle des temps passés, même si le Japon d'aujourd'hui a recouvré un peu du Japon des temps passés.
(A.I.T.) La Fédération des Travailleurs Syndicalistes anglais a tenu son second Congrès à Manchester le 30 septembre dernier. L'ordre du jour était le suivant :
1° Rapport du Comité National :
a) Du Secrétariat,
b) Financier;

2° Rapport des organisations locales;
3° Supplément à l'énoncé des buts, principes et point de départ de l'organisation;
4° Tâches industrielles et travail;
5° Activité générale;
6° La presse :
a) Le journal « Direct Action »,
b) Autres publications;
7° Relations internationales :
a) Générales,
b) Sous-secrétariat de l'A.I.T. en Europe Occidentale.
(A.I.T.) Les 5 et 6 août, la section allemande de l'A.I.T. a tenu son cinquième congrès à Darmstadt pour toute l'Allemagne Occidentale. Quarante organisations locales étaient représentées par trente-quatre délégués.
La situation actuelle de l'Allemagne a été traitée, mais les résolutions ne sont pas encore parvenues au secrétariat de l'A.I.T. Elles ne peuvent donc être encore publiées.
Une autre question importante a été celle du journal « Die Freie Gesellschaft ». Jusqu'à présent il n'a paru qu'avec de grandes difficultés pour des raisons économiques, mais le congrès a résolu d'en poursuivre la publication et que des efforts seront faits pour une plus grande diffusion et une nouvelle économie.
RÉUNION DES J. S. R.
Prochaine réunion des J.S.R. de Paris le vendredi 30 novembre 1951, à 20 h. 30, au siège : 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e).
Les camarades dont nous possédons les adresses et auxquels nous envoyons des convocations sont priés de nous prévenir s'ils ne peuvent assister à nos réunions.
LES J.S.R. DE PARIS.

Communications diverses

Dimanche 25 Novembre 1951
SALLE SUSSET
206, quai de Valmy - Métro Jaurès
SOIREE DONNEE AU PROFIT DES
OBJECTEURS DE CONSCIENCE EMPISONNES
PAR LE COMITE DE DEFENSE EMILE VERAN
GALA DU MYSTERE
par le maître magicien
MISTAG
dans ses dernières créations
M a r c e l B O L L
Professeur agrégé de l'Université,
Docteur ès Sciences, fera
la part du vrai et la part du faux
et
E M Y D A N E T
Danses classiques - Danses en lumière noire
Carte de solidarité : 200 fr.
Ouverture des portes à 20 h. 30
Rideau à 21 heures précises
LE CERCLE ZIMMERWALD
qui vient de se fonder à PARIS
vous invite à sa première Conférence
DIMANCHE 25 NOVEMBRE 1951
à 15 heures
SALLE DU MUSEE SOCIAL
5, rue Las-Cases - PARIS-VIIIe (Métro : Solférino)
DE LONDRES
A Z A G R E B
Impressions d'Angleterre et de Yougoslavie
par Alfred ROSMER
Nos conférences sont suivies d'un débat

LA VOIX DES CHEMINOTS

Reflexions sur un rapport

La Tribune des Cheminots (C.G.T.) du 15 octobre 1951, renferme les extraits du rapport d'activité qui sera présenté au Congrès de sa fédération en décembre 1951, à la Mutualité.

L'étude de ce supplément permet de dire que la duplicité n'est pas un vain mot pour les bonzes cégétistes, et qu'ils ne sont que de vulgaires copistes des dirigeants de la S.N.C.F., qu'ils critiquent tant.

En effet, chaque fois qu'à la suite d'un mouvement impossible à contrecarrer, ces derniers sont obligés de lâcher du lest, ils ne manquent pas par des manœuvres indignes d'hommes de leur rang de réduire à néant les maigres avantages acquis par leurs opposants.

Poussés dans ses derniers retranchements lors du mouvement de mars dernier par les militants du Métro-Bus qui avaient recueilli une belle unanimité pour la revendication de 6.000 francs, uniforme pour tous, la C.G.T. fut obligée, afin de ne pas être dépassée, d'adopter une posi-

AMIS LECTEURS

Voici l'époque des étrennes, aussi pensez-vous offrir un livre soit à votre femme, soit à vos enfants, soit à vos amis. Nous pouvons vous procurer ce que vous désirez à un prix moindre.

Passez donc vos commandes le plus tôt possible car il nous faut un délai de dix jours.

Ecrire à Robert Marcheti, Service de librairie de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9^e.

Le libraire est à votre disposition tous les samedis après-midi.

tion identique quand, le 19 mars, se déclencha le mouvement des cheminots.

Certains crurent qu'un peu de raison habitait enfin le cerveau de Tournemaine et que le « lampiste », l'éternel sacrifié, allait pour une fois y trouver son compte.

Vous connaissez le résultat et nous ne sommes pas loin de croire que le coup de poignard de F.O. a bougrement servi la C.G.T. qui ne tient pour rien au monde à faire une peine quelconque à ses adhérents « Cadres ».

Que lisons-nous, en effet, dans le rapport d'activité, cité plus haut, chapitre « Programme revendicatif » : « Augmentation des salaires sur la base de 23.600 francs par mois à l'échelle I avec répercussion sur l'ensemble des échelles. »

Il est remarquable de constater à quel point est nébuleux un texte qui revêt aux yeux de ceux qui ont faim, une importance capitale.

La répercussion envisagée a-t-elle un caractère dégressif (maximum à la base, rien au fait) ?

A-t-elle un caractère uniforme (6.000 fr. par exemple pour tous) ?

Est-elle progressive (grille 100) ?

Un tel laconisme semble indiquer que, si une fois de plus ils marchent, les pauvres coyons que nous sommes récolteront à nouveau du vent.

Toujours la grosse somme pour ceux qui n'en ont pas besoin.

Pourquoi alors prendre faussement cette position de défenseur des humbles ?

La couleur est-elle trop dure à avaler pour que l'on ose ainsi composer avec la vérité ?

Le rapport comporte aussi une longue suite d'attaques contre Lemaire, député des Vosges, ingénieur, ex-sergent recruteur du P.S.F. sous le règne de La Roche, ensuite directeur général de la S.N.

C.F., avec l'appui de puissances occultes chères à Tournemaine. Limogé, Lemaire faillit déclencher en sa faveur un mouvement de grève inspiré par ceux qui l'avaient porté au pinacle.

Fasciste notoire retourné à ses premières amours, on croit aujourd'hui rêver en enregistrant les réactions de ses alliés d'un moment.

Qu'on n'aille pas croire que nous soyons des amis de Lemaire. Témoin le match de catch qu'il proposa un jour à l'un des nôtres à la suite d'un article dans lequel celui-ci l'avait un peu trop tanné.

Au chapitre « Recrutement », les 8.000 délégués du personnel C.G.T. sont invités à avoir des bulletins d'adhésion en poche et faire chacun deux adhérents. Total « 16.000 têtes de pipe » en plus pour cotiser.

Comme par hasard, cette consigne a été donnée juste au moment où les délégués sont chargés de défendre les réclamations des cheminots, adhérents ou non à la C.G.T., mécontents de leurs notes de fin d'année.

Inutile de faire un dessin pour que l'on saisisse l'astuce.

Unité ! Unité ! Slogan une fois de plus à la mode.

Pourquoi vous suivre ? Pour gaver un peu plus ceux qui en ont déjà trop !

Rien à faire !

Comme dit l'autre : « Tu m'as eu, mais tu ne m'auras plus ! »

Le glas sonne pour vous ! Vous n'arrivez même plus à intéresser les masses. Plus de 40 % d'abstentions aux dernières élections cantonales le prouvent abondamment.

A quelque clique que vous apparteniez politiciens, bonzes syndicaux, maquignons de toute espèce, votre règne se termine et malgré tous vos efforts le monde du travail, enfin conscient de votre duplicité, ne sera plus long à vous faire le sort que vous méritez !

DUFALOT (lampiste).

AU TEMPS OU TOI, PAUVRE HÈRE, DE L'OS T'HÉRITAIS

En ces temps badour, on était aux p'tits soins pour les pue-la-sueur. On t'les f'sait marnar tant qu'ça peut. On te les f'sait taper dans la butte, fonger dans l'brouillard, c'était du biseness aux pièces, au boni, au rendement, à la chaîne. Les poves turbins i z'en foutaient un bon coup, et que j'te fates des plombs supplémentaires en pagaille bicause leur raugmente, et que j'te bats des r'cords pour pas passer pour un cave devant mossieu Stakanove ou Taylor. Ah ! on peut dire qu'ça pétaît des flamuches dans tous les loinqués.

Reniflez bien qu'on préparait une riflette comme jamais on avait vu, quèque chose de choucard dans l'genre refroidissement en série. De c'temps-là, les sue-du-burnou palpaient des banques du tonnerre, i gagnaient des 100, 200 balles de l'heure, une vraie pincée de fajots à la fin d'la quinzaine. Mais y avait aussi des mectons vachement à la hauteur qui gouvernaient, i z'en connaissaient un drôle de loubé dans l'arnaque. Comme pour figoler ce casse-pipe ridaire, y fallait du pognon, fallait donc le dégauchir et comment, le dénicher sinon chez les ceusses qui gagnaient 100 et 200 balles de l'heure !

Vous pensez qu'les minisses i z'y allèrent en beauté. On a pu de péze, qu'i dirent, on peut pu rien acheter à l'étranger, alors mes amis (car quand on plume un pigeon, on l'appelle mon ami), i aura moins de carbi, moins d'essence, moins de tissus pour vous linge, moins de vrai blé dans le bricheton, mais vous douillerez plus de taxes, plus d'impôts. Mes amis, faut vous montrer à la hauteur, pis, en cachette moins d'ceci mais plus d'cela, ça fait une bonne mitan, pas vrai... Alors allez-y mes amis, turbinez une plombe ou deux de mieux, faites le boulot encore plus fissa et vous sauverez le pays.

L'ont-ils sauté leur bled les gars ?... Ça l'histoire le dit pas.

P.-S. — J'ai r'trouvé que dans c'temps, un pépère représentant ouvrier depuis des chiées d'années venait de recevoir le prix Nobel de la Paix.

Problèmes organiques de la jeunesse

Nos camarades des J.S.R. de Grenoble nous adressent la communication ci-jointe que nous nous faisons un plaisir d'insérer.

Le texte intitulé : « Charte de la Jeunesse », doit intéresser tous ceux qui se penchent sur les générations qui montent.

Tous nous avons été jeunes et tous nous n'avons pas manqué d'employer l'adjectif : « vieux » quand il s'est agi de juger l'action de ceux qui nous avaient précédés.

Nous félicitons nos camarades jeunes de Grenoble de vouloir s'arracher « à la contrainte d'une société de vieux », et nous suivrons leurs efforts avec sympathie. Ils recherchent de nouvelles formes d'organisation et ils présentent une base qui leur apparaît, à eux, nouvelle.

Nous pensons qu'ils feront leur expérience et qu'ils sauront en tirer profit.

Cependant, il est bien certain que pour s'avérer vraiment nouvelle, il faut qu'une initiative ne se contente pas d'employer le mot : il faut le prouver par des faits ; c'est au travers de la pratique, de leur propre pratique, que nos jeunes camarades sauront faire, nous en sommes certains, la part de ce qui est vraiment neuf et de ce qui devra être classé comme vieux.

Officiellement, de par ses décisions de congrès, la forme d'organisation préconisée par notre confédération est celle des Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires.

Les J.S.R. de Grenoble ont donné leur concours à l'élaboration de la « Charte de la Jeunesse ». Plus, ils ont pris des responsabilités dans le mouvement de jeunes qui a été constitué.

Nous pensons qu'ils ne doivent jamais oublier que pour être conséquent avec lui-même, tout mouvement d'action de masse, de réalisation, doit conserver un contact étroit avec le mouvement économique des producteurs et aligner son orientation sur la sienne.

Tout révolutionnaire sérieux ne peut admettre une activité non raisonnée qui méconnaîtrait la loi d'assimilation des mots d'ordre par les masses.

Mais, encore une fois, nous avons confiance, le texte aux termes très

pesés de la « Charte de la Jeunesse », nous indique que ses rédacteurs sont déjà d'une certaine maturité.

Si leur action se déroule conjointement à celle des syndicats révolutionnaires, s'il peut y avoir de eux à nous une communion réelle et concrète dans la conception de l'action de base de la masse exploitée, adulte ou jeune (ou mieux : adultes et jeunes marchant main dans la main), l'avenir sera celui de l'émancipation de tous.

Jean THERSANT.

Charte de la jeunesse

Devant une situation sociale, économique et politique des plus épouvantables, nous pensons que seules l'union des Jeunes et leur action coordonnée pourront, par la pression exercée sur les pouvoirs publics et personnalités diverses, faire aboutir leurs revendications.

Libre de toute attache politique, philosophique, religieuse, notre organisation, expression même de la laïcité qui dit tolérance et respect des opinions d'autrui, sera l'organisme de lutte des Jeunes pour leur émancipation. En son sein, démocratiquement, chacun pourra faire valoir ses idées et accéder aux responsabilités. Ce sera le point de rencontre et d'éducation d'une jeunesse qui, actuellement, cherche à se libérer des multiples contraintes que lui impose la Société.

Rejetant au départ tous préjugés racistes, patriotiques et chauvins, nous déclarons œuvrer pour une éducation internationale des masses et pour une union des jeunes de tous pays. Toute action pratique (contacts internationaux, conférences, etc.) sera employée pour donner à la Jeunesse des différents pays une plus large compréhension de ces réalités.

Le but que nous poursuivons est d'arracher les jeunes aux différentes emprises plus ou moins néfastes qui les retiennent prisonniers : morale bourgeoise, éducation et cloisonnement familial, propagande militaire, sectarisme politique et religieux, peur de tout effort, complexes d'infériorité divers, etc.

Nous voulons former des hommes conscients, libres, capables grâce à leurs connaissances, à leur dynamisme et leur action, de faire évoluer la Société vers un monde nouveau.

Nous déclarons, en conséquence, que l'émancipation de la jeunesse sera l'œuvre de la jeunesse elle-même.

Pour cela, il faut qu'elle s'arrache à la contrainte d'une société de vieux, constamment dépassés par les progrès techniques et l'évolution accélérée de notre époque. Il faut que nous cessions de vivre dans les souvenirs, il faut marcher avec no-

tre temps, construire l'avenir, il faut que nous devenions une force qui impose ses volontés.

Rejetant au départ toute compromission avec la politique partisane, nous déclarons travailler essentiellement sur des bases pratiques.

Afin de faire prendre conscience à la jeunesse de ses responsabilités et lui donner une éducation effective, nous pensons que la gestion directe par elle-même de toutes ses activités (organisation Auberges, Maisons de Jeunes, Centres techniques de formation, etc.) est un des meilleurs moyens pour former des individus capables de gérer demain la Société.

Nous pensons que nos efforts doivent être principalement centrés sur trois points qui sont :

— L'EDUCATION : Porter à la connaissance des Jeunes les différents courants politiques, philosophiques, religieux qui se heurtent. Expliquer leur histoire et leurs moyens d'action respectifs.

Leur faire connaître leurs droits légaux du point de vue législation du travail, les centrales syndicales qui existent, étudier leurs revendications et leur fonctionnement. Apprendre comment marche la Société actuelle et comment elle marcherait si elle était organisée pour le bien-être de l'individu.

A aucun moment cette éducation ne devra influencer l'individu : elle devra le laisser libre de choisir sa voie grâce aux éléments mis justement à sa disposition, ou soumis à son jugement.

— L'ACTION : L'action et l'éducation sont étroitement liées. Les jeunes ne se formeront pratiquement que dans une action désintéressée. En conséquence donc, tous les moyens aptes à faire aboutir nos revendications pourront être employés.

— LA SOLIDARITÉ : La solidarité rapproche les hommes. Nous déclarons donc que notre action doit aussi tendre à venir en aide à tous ceux qui souffrent, tous ceux qui luttent pour quelque chose de beau et de juste, afin de soulager leur misère ou de hâter leur victoire.

Des camarades du Groupe de Grenoble ont tiré un journal ronéotypé : Jeunesse Emancipation, qui s'assigne comme but de lutter contre tous les jougs dont souffrent les jeunes, sans prendre position à l'avance pour un clan quelconque, de « former des jeunes conscients, libres de leurs idées ».

Pour le premier numéro, une participation aux frais de 20 francs par exemplaire est demandée. Les abonnements sont au prix de 100 francs les six numéros. Les camarades intéressés par cette publication doivent s'adresser à : Roger BESSARD, 3, rue Bayard, Grenoble (Isère).

Les propos de Geo le pétardier

A travers la presse syndicale... et l'autre

« Il arriva devant le siège du journal cléricale l'Echo-Liberté. Une délégation demanda à être reçue par le rédacteur en chef. Celui-ci refusa toute entrevue et avertit la police. Là encore des cris d'indignation fusèrent de toutes parts. »

« Puis les manifestants se rendirent au Progrès de Lyon. Là, la délégation fut reçue par un rédacteur adjoint et elle mit ce dernier en demeure de préciser la position que ce journal prendrait à l'égard de la question scolaire ; elle ne se retira que lorsque des assurances formelles lui furent données. Le cortège se dirigea alors sur l'appel des organisateurs. Il était 8 heures du soir. »

Nous nous excusons de citer aussi longuement, mais ces événements sont fort intéressants. Si partout ces manifestations d'action directe se produisaient, la réaction cléricale ne tarderait pas à baisser pavillon et, par voie de conséquence, la position des travailleurs, sur d'autres objectifs aussi vultueux que la laïcité, tels que la transformation sociale et la lutte contre la guerre, se trouveraient renforcées.

UNE conférence de presse présidée par Henri Raynaud, de la C.G.T., s'est tenue il y a quelques jours, et les raisons de la Semaine d'Action Internationale contre la surexploitation, l'accélération des cadences de travail, les heures supplémentaires, les accidents, la maladie et le chômage.

Beau programme qu'il eût été intéressant de développer à l'époque où les ministres cégétistes étaient au pouvoir ; ce qui fut fait alors par les camarades... de la C.N.T. qui, depuis d'ailleurs, n'ont pas changé d'opinion, alors que

les bonzes cégétistes, qui voyaient d'un œil favorable, aux jours du tripartisme, les manches retroussées sur les bras des prolétaires, ont maintenant retourné allègrement leur veste sur cette question et sur bien d'autres.

Au cours de cette conférence de presse, Jean Breteau, entre autres variations, fit les déclarations suivantes :

« L'accélération des cadences, si c'est pour le patronat plus de production en moins de temps avec moins de travailleurs, c'est par conséquent aussi pour lui, plus de profits tandis que pour l'ouvrier la situation est exactement l'inverse puisqu'il ne touche pas, loin s'en faut, un salaire proportionnel à l'économie de temps qu'il a réalisée. »

« Actuellement plus de 70 % des ouvriers travaillent au rendement. »

« Des statistiques récentes de la Sécurité sociale montrent que pour l'ensemble des activités dans le pays, les accidents du travail de toutes natures ont augmenté en 1950 de 3,55 % par rapport à 1949, le nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de 19,24 %, celui des accidents mortels de 23,81 % et les cas de maladies professionnelles de 51,62 %. »

« Cette année, il y a eu plus d'accidents mortels et deux fois plus de cas d'incapacité permanente pendant les quatre premiers mois de 1951 que dans toute l'année 1950. »

(Le Peuple, Semaine du 15 au 21 novembre 1951.)

M. Jean Breteau ou un autre aurait bien fait de tenir des propos aussi sensés quand le « Produire d'abord, revendiquer ensuite ! » était à l'ordre du jour. Il n'aurait pas à se plaindre qu'aujourd'hui plus de 70 % des ouvriers travaillent au rendement ; et la classe ouvrière, bernée et trahie, ne

connaîtrait pas l'amorphie qui la paralyse actuellement et permet toutes les inepties dites ou écrites au sujet de la productivité, moyen de « faire suer le burnous » au maximum, avant d'envoyer au casse-pipe nucléaire le porteur dudit burnous.

Nos camarades savent depuis longtemps ce qu'il faut penser du projet d'échelle mobile légalisée, toujours en panne d'ailleurs dans l'un quelconque des couloirs d'un des deux immeubles qu'habitent nos parlementaires directs et indirects. Nous n'accordons aucun crédit à cette « échelle immobile de la misère », comme écrivait si justement notre ami Reisset dans le dernier numéro du Combat Syndicaliste.

Mais dans La Vie Française du 1^{er} novembre 1951, René Sedillot, reflétant le point de vue des financiers se déclare : « Contre toutes les échelles mobiles ». Au moins, nous voilà en pleine franchise ! M. Sedillot ne voit sans doute pas des paysages, ne mange pas du rôti de porc et du camembert, ne boit pas de vin ; il voit du franc, mange du franc, boit du franc. Il le veut intact, attirant, sérieux, sans nous expliquer d'ailleurs pourquoi ce petit franc se fait salement tripoter dans les officines bancaires. C'est du reste encore la faute aux travailleurs, ces vicieux qui veulent manger, boire, être logés, faire l'amour, vivre, quoi ! Heureusement, M. Sedillot et ses pareils ont de plus nobles soucis : ils visent à la stabilité monétaire, et ça, c'est quelque chose. C'est bien plus important pour eux que la misère gran-

dissante, et la guerre qui va venir la couronner.

« Si tous les salariés revendiquent le rajustement régulier de leurs salaires, les contribuables sont disposés à demander de même le relèvement automatique des abattements à la base. Et tous ont raison, du point de vue de l'équité sociale. Mais tous ont tort du point de vue de la stabilité monétaire. Car en voulant se prémunir contre l'instabilité, ils la provoquent et la précipitent. »

Il est impossible de mieux prendre l'effet pour la cause. M. Sedillot n'est pas très sérieux, car si l'échelle mobile provoquait l'instabilité, comme elle n'est encore pratiquement appliquée nulle part, nous connaîtrions une économie qui serait l'exemple même de tout ce qui peut être stable. Alors c'est la faute à Voltaire », comme dit la chanson ?

Mais M. Sedillot ne se démonte pas pour si peu. Il tranche avec l'énergie de quelqu'un bien au-delà des soucis que pose un salaire minimum interprofessionnel garanti :

« Il apparaît ainsi que l'échelle mobile est une duperie. Duperie pour l'individu, danger public pour la nation. Dès l'instant où tous les Français jouiraient de l'échelle mobile, tous se féliciteraient du gonflement nominal de leurs ressources et appelleraient l'inflation de leurs vœux. Personne ne retiendrait plus la monnaie dans sa chute. Le franc serait perdu sans recours. »

« Voilà pourquoi, au risque de heurter des « droits acquis », de contrarier des espoirs naissants, nous prenons, ici, résolument position contre l'échelle mobile, contre TOUTES les échelles mobiles. Non seulement il ne faut pas en créer de nouvelles, mais il est nécessaire de supprimer celles qui existent. Il faut prononcer la nullité d'ordre public de toute clause impliquant une variation automatique des prestations, pour n'admettre que les variations librement débattues. »

En somme, qui doit vivre ? Le régime actuel et le franc, ou nous, les travailleurs.

Le franc serait perdu sans recours », gémit le financier. Eh bien ! le franc et l'économie capitaliste doivent crever. C'est entre eux et nous une question de vie et de mort.

Et il est bien certain que nous voulons vivre.

L. DAMPIER.

« Force Ouvrière » ou la mafia des fossoyeurs

Il s'agit de dissiper toute équivoque.

En rouvrant le dossier du B.E.D.E.S., nous n'avons nullement pour but de discréditer les nombreux militants de base pour qui « Force Ouvrière » reste un symbole et continue à représenter une fraction de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas non plus d'exploiter un scandale. L'exploitation ne pourrait profiter à personne, sinon au patronat français et à toutes les forces de la réaction.

Nous rouvrons le dossier du B.E.D.E.S. parce que nous croyons à l'urgence de bouter hors du mouvement ouvrier les fossoyeurs qui depuis de nombreuses années s'y sont incrustés afin de poursuivre une œuvre de démolition depuis longtemps commencée.

Plus que jamais, la situation de la classe ouvrière est critique. *France-Soir* du 15 novembre 1951 nous annonce en première page : « Plan de restriction au Conseil des Ministres... Nous aurons moins de tabac, textiles, papiers, corps gras alimentaires... les économies de matières premières seront réalisées... par une hausse des prix... »

Ainsi, le prochain plan de rationnement est établi. Cette fois nous pas avec des cartes, mais avec de l'argent. Et ce rationnement est efficace, hélas ! Voilà ce que nos « élus » nous présentent.

De son côté, le patronat, pour manifester sa « compréhension » à l'urgence de la situation appuie le gouvernement à sa façon : petit à petit, les conquêtes ouvrières sont battues en brèche et si nous ne réagissons pas vigoureusement, notre condition risque fort d'être inférieure à ce qu'elle était avant 1936.

De plus, le programme de réarmement, l'application du pacte atlantique, l'inclusion de l'Allemagne — et demain sans doute de l'Espagne — dans le plan de défense occidentale, tout cela va faciliter la mise en œuvre d'une nouvelle législation destinée à prévenir toute tentative d'opposition, à museler la classe ouvrière et à mettre « hors d'état de nuire » les syndicalistes et militants dont l'action, passée ou présente, sera jugée non conforme aux « intérêts supérieurs du pays ».

Contre l'action ouvrière

Face à cela, à cet ensemble de sombres perspectives, un seul espoir demeure : la combativité ouvrière. Et ici et là, quelques sursauts se produisent qui permettent de ne pas désespérer totalement.

Mais la combativité ouvrière, pour être efficace, doit être libérée des chaînes dont l'ont chargés les « empêcheurs de tourner en rond » de tous poils, tous ceux qui vivent du mouvement ouvrier et qui, n'ayant pas même la « reconnaissance du ventre », une fois repus, s'en vont, tels ses Judas, le vendre pour quelques deniers.

Au premier rang de ces « fossoyeurs du syndicalisme », il y a l'équipe Chevalme, Mathot and C^o, de la C.G.T.-F.O.

Il y a un an déjà, dans ces colonnes, Pierre-François Vezon démasquait dans une série d'articles retentissants (n^{os} 42, 43, 44 du *Combat Syndicaliste*) ces tristes individus et révélait le contenu idéologique de leur activité. Il donnait également quelques aperçus de leurs activités plus ou moins cachées.

Les personnages

Qu'il nous soit permis de rappeler brièvement quelques points de cette enquête afin de situer les personnages dans la mémoire de nos lecteurs :

« Mais si cette association Mathot-Chevalme est pour le « moins curieuse, elle ne serait pas nouvelle... »

« En remontant plus loin dans les années qui ont précédé et suivi la « Libération, nous retrouvons également le tandem Mathot-Chevalme, lesquels auraient été compromis « dans le scandale du « Secours National de Versailles, en 1944. »

« M. Paul Mathot était à cette « époque directeur d'une S.A.R.L. « Exploitation Forestière et Carburants Forestiers » et d'une société « de transports, la Société Payot, 1, rue Montédour, à Paris. Ces deux « sociétés qui travaillaient presque « uniquement pour les occupants auraient été créées avec une partie « des fonds de la C.G.T. qui devaient « être remis au gouvernement à « l'époque. »

« M. Zang aurait fait transporter « de la Côte d'Or à Versailles en wagons plombés, au nom du Secours national, du bois et du charbon de bois qui, entreposés au dépôt de la « société « Exploitation Forestière et Carburants Forestiers » auraient « été ensuite vendus au marché noir. « Mais un beau jour, le pot-aux-roses

aurait été découvert et M. Mathot « inculpé. »

« L'enquête aurait été stoppée à la « « Libération » grâce aux grosses « influences dans les milieux de la Résistance de Léon Chevalme qui, « sous le régime de Pétain, occupa

sur ces questions la documentation réunie par l'Association.

Le bureau du B.E.D.E.S. est composé de la façon suivante :

Président : Léon Chevalme ; vice-président : Pierre Mussat ; trésorier : Georges Chevalme (fils de Léon) ; se-

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Anvergne - PARIS (9^e)

Paraît tous les 15 jours

LA COPIE DOIT ARRIVER LE SAMEDI AU PLUS TARD

Abonnements, 12 numéros : 170 fr. 24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 660 fr. Changements d'Adresse : 20 francs

C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-99

20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-X^e

« tour à tour les fonctions de chef « des achats et de chef des services « sociaux du Secours National, d'où « il démissionna en octobre 1947 pour « devenir secrétaire général de la Fé- « dération Force Ouvrière de la Mé- « tallurgie... »

« Paul Mathot, qui fut conseiller « juridique de la C.G.T. en 1938, ac- « cepté par Benoît Frachon, responsa- « ble des services juridiques, soutenu « depuis par Léon Jouhaux, a-t-il été, « ainsi que certains l'affirment, mem- « bre du Parti Populaire Français « (P.P.F.) ? Jusqu'où va sa collabo- « ration avec Chevalme ? »

Voici donc situés les personnages principaux. Le moins que l'on puisse en écrire, c'est que les activités et la situation de ces messieurs ne sont pas très claires.

Complétons donc le dossier Chevalme-Mathot.

M. Paul Mathot voyageant quelquefois, paraît-il, sous le pseudonyme de Paul Zang, est âgé d'environ 40 ans. Il serait d'origine belge. Après ses études, sanctionnées par l'obtention d'une licence en droit, M. Paul Mathot fréquenta les milieux socialistes et syndicalistes. Après plusieurs emplois, nous le retrouvons en 1938 conseiller juridique de la C.G.T. Il a obtenu ce poste grâce à Benoît Frachon mais il entretient également des relations très amicales avec Léon Jouhaux. Il paraîtrait qu'à une époque indéterminée, M. Mathot aurait occupé le poste de chef de cabinet d'un ministre. Les bottins administratifs d'avant guerre que nous avons pu consulter ne nous ont fourni aucune indication à ce sujet — malheureusement.

Leurs activités

En 1942, M. Paul Mathot s'occupe activement, semble-t-il, de transports routiers et d'exploitation forestière.

Il est, en effet, cogérant de la S.A. R.L. « Etablissements Payot ». D'après le *Quotidien juridique* du 29 décembre 1942, cette société aurait été constituée suivant acte sous seing privé en date du 15 décembre 1942, avec pour objet, l'exploitation d'un établissement commercial et industriel de transports publics et urbains, sis à Vanves, 110, avenue Victor-Hugo, et l'exploitation d'un fonds de commissionnaire et transports, sis à Paris, 1, rue Mondétour. Cette société avait un capital initial de 1.500.000 fr. divisé en 1.500 parts de 1.000 francs. Parmi les associés, nous trouvons Mme Marguerite Payot, épouse séparée de biens de M. Paul Mathot, qui possède à elle seule 1.291 parts du capital social. Quoique non associé en son nom personnel, c'est Paul Mathot qui est nommé gérant de la société conjointement avec un certain Marcel Bois.

Paul Mathot se trouve également gérant de la S.A.R.L. « Exploitation Forestière et Carburants Forestiers ». Cette société a dû avoir une existence assez brève, malgré une certaine activité, car elle ne paraît plus exister.

Il y a ensuite les histoires avec le Secours National sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

Jusqu'à là, en apparence, tout paraît normal.

Paul Mathot disparaît de la circulation. Personne n'en parle plus. L'histoire de Versailles a disparu des mémoires : il en reste, il est vrai, quelques articles dans *France-Tireur*, mais ils sont bien vite oubliés.

Brusquement, à la fin de 1946, le tandem Chevalme-Mathot réapparaît. Le *Quotidien juridique* du 24 décembre 1946 annonce la création d'une S.A.R.L. « La Publicité technique » au capital de 50.000 francs en 5.000 parts de numéraire attribuées par quarts à MM. Chevalme (Léon), Mussat (Pierre), Mathot (Paul), Grosmaire (André). Le gérant nommé étant M. Grosmaire (André), domicilié au 109, rue du Bac, siège social de la société.

Puis en juin 1947, six mois presque jour pour jour avant la scission syndicale, le *Journal Officiel* du 5 juin 1947, page 5.195, annonce la création du « Bureau d'Etudes et de Documentation Economiques et Syndicales (B.E.D.E.S.) » association déclarée selon la loi de 1907, ayant pour but de grouper les personnes qui s'intéressent aux questions économiques, sociales et syndicales, et leur fournir

crétaire général : Paul Mathot. Le siège est fixé à 20, rue Guersant.

Ainsi nous retrouvons au B.E.D.E.S. trois des associés de « la Publicité Technique ». Etrange coïncidence !

Et le 8 mars 1948, les *Publications légales*, feuille officielle d'annonces légales, indiquent que le siège de « la Publicité Technique » est transféré au 20, rue Guersant.

Autrement dit, M. Mathot regroupe ses services !

Le B.E.D.E.S. et « la Publicité Technique » occupent les locaux du 20, rue Guersant. Ces locaux seraient sous-loués à la « Société Aide », société qui s'occupe de contentieux.

Curieux par nature et aussi par devoir professionnel, nous nous sommes documentés sur la « Société Aide » et voici ce que nous avons appris.

Sous le titre « Assister, Informer, Aider », une S.A.R.L. a été constituée par acte du 20 avril 1948 avec un capital de 820.000 francs. Le but de cette société est d'assister toute société ou entreprise, de les décharger des obligations et des démarches d'ordre administratif, de les représenter, d'agir et d'intervenir en leur nom et pour leur compte (*Gazette du Palais* du 7 mai 1948).

Le premier gérant était M. Jean de Rouvroy, qui depuis quelque temps est parti aux U.S.A. Et tout naturellement, le nouveau gérant s'appelle... M. Paul Mathot !

Ce n'est pas tout.

Il existe une S.A.R.L. dénommée « Société Française de bals et spectacles publics » dont le siège social est sis 85, rue des Martyrs, Paris, dont le capital de 100.000 francs est divisé en cent parts de 1.000 francs. Cette société a été créée le 1^{er} avril 1947 avec pour but l'exploitation de salles de bals, dansings, casinos, etc. Parmi les quatre associés, un nom a particulièrement retenu notre attention. Ce nom c'est... Paul Mathot !

Voici donc les activités officielles des personnages.

Mais dans quelle mesure peut-on admettre le cumul de responsabilités syndicales avec les fonctions de participants à des entreprises commerciales ?

Résumons

Après la disparition ou la liquidation des deux sociétés dont il était gérant sous l'occupation, après une courte disparition, Paul Mathot crée en 1946 « la Publicité Technique » avec le concours de Léon Chevalme, actuellement secrétaire général de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie, et de Pierre Mussat qui serait une « éminente grise » de Force Ouvrière et que l'on donne comme un des dirigeants de la presse socialiste S.F.I.O.

M. Mussat semble jouir d'ailleurs d'une assez belle situation : il posséderait deux ou trois propriétés dont l'une à Garches (Seine-et-Oise). Il serait également à la tête d'une importante fortune personnelle. Quant au nommé Grosmaire, un des associés de « la Publicité Technique », il a disparu de la circulation. Pourtant des gens bien informés nous ont assuré qu'il aurait tenu la naissante C.G.T.-F.O. sur les fonds baptismaux.

Puis avec Chevalme et Mussat, Paul Mathot fonde au début de 1947 le très illustre B.E.D.E.S. (Bureau d'Etudes et de Documentation Economiques et Syndicales) dont le but avoué est le fonctionnement d'une agence en documentation syndicale.

Ensuite, Mathot devient gérant de la « Société Aide », affaire de contentieux. Enfin, il est associé dans la « Société Française de bals et spectacles publics ».

Quels liens y-a-t-il entre tout cela ?

Le B.E.D.E.S., nous l'avons montré dans un précédent article, est une entreprise de conquête doctrinale des militants de la base. On déforme, en toute connaissance de cause, l'histoire du mouvement ouvrier et les faits et écrits des militants comme Pelloutier. On crée une « conception du syndicalisme », une conception qui rappelle curieusement Vichy et autres relents de corporatisme. On crée ainsi « sa » doctrine du syndicalisme et on éloigne insensiblement, mais très habi-

lement, les militants de leur véritable lutte.

Mais deux précautions valent mieux qu'une. La conquête des esprits est lente. L'équipe Chevalme-Mathot est pressée. De front, elle mène donc la conquête des postes de direction de Force Ouvrière. Comment ? Nous allons essayer de l'expliquer.

La S.A.R.L. « La Publicité Technique » a pour objet la publicité sous toutes ses formes, y compris la publicité de presse. En principe, un journal tire une fraction importante de ses ressources de la publicité. L'annonceur peut ainsi exercer une pression sur le journal dans la mesure où la publicité lui est nécessaire. Or, les grands journaux syndicaux sont tous déficitaires. La publicité leur fournit donc un appoint indispensable. Mais cette publicité peut permettre également de subventionner discrètement un journal en lui payant les annonces à un tarif nettement supérieur au tarif en vigueur.

Qui comble le trou ?

Les journaux de la C.G.T.-F.O. sont tous déficitaires, ceci n'est un secret pour personne. Or, ils continuent tous à paraître, augmentant ainsi à chaque parution le déficit. Mais peu à peu, la publicité a envahi les colonnes de la presse fédérale, lui permettant ainsi de survivre. Et nous nous sommes laissés dire que le patron de la société de publicité à laquelle Force Ouvrière a recours était en fait le patron de la presse fédérale F.O.

Où ou non, est-ce « La Publicité Technique » qui s'occupe de la publicité dans les journaux fédéraux et confédéraux ? Est-il exact que les « clients » de La Publicité Technique sont des membres influents du C.N.P.F. ?

Au dernier congrès confédéral de F.O., des militants ont accusé Mathot de vouloir s'emparer de la direction de l'ensemble de la presse F.O. Or, quelques mois après, le journal *Force Ouvrière* est passé de 12 à 8 pages et plusieurs rédacteurs du journal appartenant à la minorité de F.O. — minorité qui a, comme on s'en souvient « débâillé » l'affaire Mathot au congrès — ont démissionné ou ont été licenciés. Cette mesure était-elle la consécration de la victoire Mathot ?

On se souvient sans doute qu'à la suite du « débâillage » de l'affaire Mathot, des remous ont eu lieu et que dans le compte rendu du congrès, le journal *Force Ouvrière* y faisait allusion, oh, très discrètement, mais, enfin, parlait de l'« affaire ».

Le silence des bolchevistes

Or, notre surprise a été grande de constater à la lecture des comptes rendus publiés dans la presse que les journaux communistes ne faisaient aucune allusion, même la plus discrète et la plus voilée, à cette affaire. D'autant plus étrange que la presse stalinienne, de *l'Humanité* à *Ce Soir*, du *Peuple* à la *Vie Ouvrière*, est toujours à l'affût du scandale, scandale qui, habilement exploité, permettrait de déconsidérer l'adversaire et de le traîner dans l'ordure. Pourquoi donc ce silence, alors que la presse communiste avait la possibilité de discréditer à jamais *Force Ouvrière* en donnant le maximum de publicité à cette affaire ?

Nous nous sommes laissés dire que les relations amicales existaient toujours entre le « camarade » Benoît Frachon et l'ancien conseiller juridique de la C.G.T. Il paraîtrait même que des relations commerciales existent entre la « Publicité Technique » et la presse fédérale C.G.T.

Est-il exact que certains journaux cégétistes ont la même publicité que des journaux de Force Ouvrière, distribuée par « La Publicité Technique » ?

Si cela s'avérait exact, et si comme nous le supposons « La Publicité Technique » était financée par certaines fractions du patronat, la presse fédérale F.O. et la presse fédérale C.G.T. seraient donc financées par certains éléments du patronat ?

D'autre part, est-il exact que le membre du Conseil national de la Résistance (C.N.R.) qui a fait classer l'affaire du Secours National de Versailles avait des liens avec le P.C., tout au moins à cette époque ?

Tous ces faits et bien d'autres pourraient expliquer la discrétion de la presse communiste au sujet du tandem Chevalme-Mathot.

Un autre fait nous semble également étrange. « La Publicité Technique » a un capital de 50.000 francs et fait preuve d'une bonne petite activité pour employer un terme de métier. Or, il paraît que cette petite affaire possède un compte dans une grande banque parisienne, compte alimenté par d'importants versements en nature. Si cela est exact, d'où vient l'argent ?

Au congrès F.O., l'on a accusé Mathot d'être un « conseiller technique » du C.N.P.F. Il n'a pas prouvé le contraire. Devant cet ensemble de faits troublants, nous repons la question : *Mathot est-il ou non un agent du C.N.P.F. ?*

A toutes ces questions, nous demandons, nous exigeons des réponses. C'est aux militants de Force Ouvrière

que nous nous adressons, c'est à eux qu'il appartient de faire la lumière, c'est à eux qu'il appartient de mettre fin aux activités d'individus dont les rapports avec le mouvement ouvrier ne sont que d'origine financière.

A la porte, la mafia des fossoyeurs ! C'est la condition sine qua non du redressement du mouvement ouvrier !

Où « Rivarol » s'en mêle

Nous étions naïfs. Nous pensions en avoir fini avec les Chevalme-Mathot and C^o, quand un court article a éveillé notre attention.

Dans son numéro du 25 octobre 1951, l'hebdomadaire fasciste bien connu *Rivarol* publiait en page 2, un immense titre sur sept colonnes : « Au Maroc, Force Ouvrière lutte contre la France » (nous citons de mémoire).

Et perdu dans les nombreux échos nous trouvons le court article suivant que nous reproduisons sans y changer une virgule :

« LA F.O. CONTRE LA FRANCE
« En arrivant à Paris, les délégués à l'O.N.U. trouveront dans leur chambre un livre mystérieusement édité en quatre langues (anglais, arabe, espagnol et allemand) et traitant de la malfaisance de la colonisation française au Maroc.
« L'auteur de ce livre est un nommé Landau, qui fut reporter au *Times*. »

« Inutile de préciser qui a financé l'édition.
« Le même, sans aucun doute, qui paye ce juif belge, homme à tout faire de la C.G.T.-F.O. qui après s'être occupé des journaux syndicaux métropolitains, organise maintenant la presse syndicale au Maroc.
« Cette presse est devenue soudainement antiaméricaine. Mais si violemment, si stupidement, avec tant de mauvais arguments qu'elle sert admirablement le jeu du clan américain qui prétend qu'il n'y a rien à faire avec les Français et qu'il vaut mieux traiter directement avec les Arabes.
« On croyait jusqu'ici que c'était le grand patronat français qui finançait la F.O. Mais peut-être reçoit-elle aussi des fonds américains pour faire une certaine besogne qui n'a avec le syndicalisme que des rapports financiers ? »

Et dans l'homme ainsi désigné, il nous a semblé reconnaître Paul Mathot, car quel autre que lui pourrait s'être occupé des journaux syndicaux métropolitains ?

Au passage, nous retenons l'aveu : « On croyait que c'était le patronat français qui finançait la F.O. Mais peut-être reçoit-elle aussi des fonds américains pour faire une certaine besogne qui n'a avec le syndicalisme que des rapports financiers ? »

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Mais nous avons le droit de demander ce que l'équipe des fossoyeurs va faire au Maroc et ce qu'elle prépare au mouvement ouvrier marocain. Après le service des patrons français, le service de l'impérialisme américain... Une nouvelle question à notre questionnaire déjà si long.

Le prochain
C. S.
paraîtra le
Vendredi 7 Décembre



Le Directeur-Gérant :

DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

P.-S.— La reproduction, même partielle, de cet article est autorisée, pour tous journaux, y compris *Force Ouvrière* et le B.E.D.E.S.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS



L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 75 15 FRANCS VENDREDI 7 DÉCEMBRE 1951

La productivité : suer pour se faire tuer

Si nous nous permettons de revenir sans cesse, dans *Le Combat Syndicaliste*, sur le problème de la productivité, c'est que le danger qui menace les travailleurs de ce pays, est plus grave que certains bons camarades ne se l'imaginent.

Danger physique, certes, par le surmenage imposé aux travailleurs, mais, aussi, danger moral tel que jamais l'homme n'en connut de semblable, puisqu'il doit sacrifier sa personnalité, son moi.

La productivité, il faut bien le redire, n'est pas un système d'organisation meilleur de l'entreprise, pas plus d'ailleurs que la résultante du développement logique du machinisme.

Elle n'est ni américaine, ni russe, ni française, elle n'a dans aucun de ces pays, un aspect technique qui peut la rendre acceptable. Elle n'est pas le seul fait des Américains.

Il y a belle lurette qu'au lendemain de la Libération, par exemple, pour des raisons supérieures, telles que la renaissance du pays, la vieille, la grande C.G.T., après avoir collaboré à la confection de la fameuse affiche : « Retrouvez vos manches », nous fracassait le tympan avec ses plans de productivité sans cesse propagés par le haut-parleur Benoît Frachon.

Et lorsque la Fédération des Métaux de la C.G.T. procédait, à son siège de la rue Pierre-Timbault, à la distribution périodique de la Coupe du Travail à l'équipe d'ouvriers métallurgistes de la région parisienne qui avait le mois précédent le plus augmenté par son labeur le pourcentage de production de l'usine avec les moyens du bord, elle ne faisait rien d'autre, cette brave Fédération des Métaux C.G.T., que ce que font les inférieurs syndicaux américains au service des rois du dollar, les stakhanovistes russes sous l'impulsion des organes centraux du parti et les syndicats F.O. et C.F.T.C. au service de l'Union Européenne.

C'est pourquoi nous ne ferons pas de distinguo subtil, trop subtil même, entre le stakhanovisme russe, la pro-

ductivité des Américains et la rouerie du patronat français.

Ce ne sont là que différents aspects d'une même conception antihumaine basée sur la suggestibilité des foules.

Pour arriver au résultat que veulent atteindre les maîtres du monde, politiciens de toutes couleurs, exploitateurs de toutes espèces, il faut dissocier chez le travailleur individuel ou en groupe, les éléments cérébraux de la volonté, en lui répétant inlassablement jusqu'à la suggestion, qu'une raison supérieure à son propre intérêt, à sa propre conservation, lui commande de concourir (jusqu'à épuisement), par son effort personnel, à l'accélération du rythme de sa propre production.

D'abord, on commencera par insinuer au travailleur que son salaire, c'est-à-dire sa condition d'existence, est intimement liée à sa bonne volonté dans l'exécution de la tâche qui lui est confiée et s'il se montre réfractaire à la suggestion de son intérêt personnel, on fera appel à ses sentiments (défense du pays), on utilisera ses passions, sa sportivité, son amour du jeu et même sa conscience de classe.

Pour cette besogne, les syndicats réformistes auront leur place marquée dans l'entreprise (aux U.S.A. l'embauchage est le fait même du syndicat, auquel doit obligatoirement appartenir tout salarié).

Ici, en France, l'on espère influencer suffisamment les membres des comités d'entreprise déjà, là ! très souvent préparés à cette besogne par l'esprit de collaboration qui les a presque tous gagnés.

Tout ce que nous avons écrit dans *Le Combat Syndicaliste* n'était pas jeu de l'esprit, mais un rapport exact de la vie des travailleurs soumis au régime de la productivité et cependant beaucoup de camarades ont douté de l'objectivité de nos exposés.

Afin de les convaincre, nous nous référons à la très radicale *Vie Française* du vendredi 26 octobre 1951 qui, prenant part à la campagne de tirage amorcée par la presse à grand tirage, nous rappelle par son titre

« L'ECOLE DE LA PRODUCTIVITE : « MOULIN LEGUMES » »

ce que nous avons déjà affirmé : d'abord, que nous n'avons rien à apprendre des Américains et, ensuite,

que ce système d'exploitation n'est pas spécifiquement américain.

Employer un tel argument pour des raisons politiques comme le fait la C.G.T., va certainement à l'encontre du but que doivent poursuivre des militants syndicalistes honnêtes et sérieux : harmoniser la peine (le travail) et le loisir des hommes.

Nous vous faisons grâce de la description fleurie de l'usine telle que nous la décrit le rédacteur de *La Vie Française*, l'aspect extérieur de l'usine

REISSER.

(Suite en page 2.)

L'ÉGLISE CONTRE LE PEUPLE

Nous entendons souvent répéter que le syndicalisme doit rester en dehors des querelles religieuses et se cantonner uniquement dans le domaine économique. Si nous devions nous en tenir à cette conception étroite du syndicalisme, celui-ci serait contraint de renoncer à son rôle et à son but : l'émancipation du prolétariat.

Pendant, un étroit sectarisme conduit à l'impuissance. Il faut tenir compte de la psychologie générale des individus.

L'esprit religieux procède en grande partie de la soif de justice qui réside en chacun de nous. De cette justice à laquelle nous aspirons tous mais que malheureusement nous ne sommes pas toujours disposés à accorder aux autres.

Que cela nous plaise ou non, nous ne pourrions jamais empêcher un grand nombre de nos semblables de croire à une vie future dans laquelle régnera un bonheur parfait.

En attendant, nous sommes bien obligés de vivre dans le présent et c'est ce problème de la vie qui dès aujourd'hui nous sollicite tous.

Tout en essayant de ménager les susceptibilités de chacun, il nous faut envisager les choses telles qu'elles sont.

Déjà, grâce à une organisation sociale déplorable, la plus grande partie de ceux qui produisent tout manque du strict nécessaire. Et l'on se pose à tout bout de champ la sempiternelle question : de quoi demain sera-t-il fait ?

Voici une réponse claire et catégorique, cueillie dans une publication mensuelle n'ayant rien de particulièrement « revendicateur », *Sciences et Voyages*, n° 70. Elle émane du professeur H. de Gorsse et de Janine Cacciaguerra :

« Chaque semaine, cinq cent mille Terriens viennent accroître la population du globe, ce qui correspond à une augmentation de un pour cent en moyenne. Il y aura donc trois milliards d'humains en l'an 2000

« Si depuis le début du XX^e siècle les progrès de l'agro-technique ont augmenté magnifiquement, la production mondiale en ce qui concerne le rendement, cela ne change en rien aux surfaces cultivables. Et l'on peut dire que dès l'an 2000 avec trois milliards d'habitants, la Terre ne pourra plus fournir à chacun ses rations vitales satisfaisantes. »

Et alors que fera l'humanité ? Cet an 2000 qui paraissait ne devoir jamais venir, sera là dans moins de cinquante ans et la population continuera d'augmenter inexorablement, dans les mêmes proportions.

Les deux auteurs que nous venons de citer ne se laissent pas tomber dans un noir pessimisme. Ils ont trouvé le remède. « Il existe, disent-ils, un domaine à peu près inexploité et capable de toute fournir au bonheur (*sic*) et aux besoins des humains : c'est celui de la mer. »

Nous nous garderons de nier cette lumineuse constatation. Malheureusement

TRENCOSEP.

(Suite en page 3.)

Oui, le syndicalisme, le vrai, peut s'opposer à la guerre

Au meeting pacifiste de la Mutualité, le premier orateur annoncé s'affirma syndicaliste.

Il est très étonnant que le président l'ait annoncé comme tel, car ce camarade ne fit preuve d'aucune connaissance syndicale. Il a bien été question de C.G.T., de F.O., de C.F.T.C., mais il ne nous a pas été démontré ce que le pacifisme avait à gagner avec les dites centrales. C'est cependant cette démonstration qu'il fallait faire en se basant sur le passé.

Si l'orateur avait connu les grèves pacifistes du 21 mai 1918, dans la Loire, à Bourges, Bordeaux, Toulouse, etc., etc., il aurait fait la démonstration que le syndicalisme doit et peut enrayer la guerre.

En 1914, la guerre fut possible par la trahison de Jouhaux qui, sur la tombe de Jaurès, entonna la trompette de Déroulède.

En 1918, les grèves pacifistes furent

possibles parce qu'il y avait, qu'on le veuille ou non, deux C.G.T. Les jouhaunistes et les minoritaires représentés par Merrheim, Bourderon ; la minorité avait ses congrès, tel celui de Saint-Etienne, les 19 et 20 mai 1918, avec, comme ordre du jour, reprise des relations internationales. La dernière séance de ce congrès fut présidée par Dumoulin, et la grève fut votée à l'unanimité.

En même temps, les instituteurs tenaient leur congrès et se joignirent aux minoritaires en prenant part à cette dernière séance. Le vote acquis, Madeleine Vernet, debout, entonna l'*Internationale*, qui fut reprise par tous les congressistes et tous les militants qui se tenaient devant la Bourse du Travail.

Ceci se passait en pleine guerre.

La grève fut totale dans la Loire où nous fîmes fermer tous les cafés. La ville de Saint-Etienne, qui était

occupée par la troupe, fut acquise à notre mouvement. Nos compagnes, portant café et chocolat dans les cantonnements, expliquaient qu'elles voulaient la fin de la guerre en criant : « Nos maris, nos frères, assez de sang ! »

Le drapeau rouge fut hissé sur l'hôtel de ville, pas longtemps bien sûr, mais la démonstration était faite.

Le résultat ? dirent certains.

Lisez les mémoires de Clemenceau et vous verrez qu'il avoue avoir eu peur.

J'ai un regret, c'est que les pacifistes « scientifiques » ne furent pas représentés et qu'aucun orateur n'ait posé la question démographique qui, cependant, est la clef de la solution de toutes les guerres.

Tant qu'on lapinera, nous aurons des guerres.

G. COUTELLE.

EN BELGIQUE

« Le Popu » peut allonger des chiffres qui n'impressionnent en tout cas pas les travailleurs belges dégoûtés des manœuvres de la F.G.T.B. (syndicat socialiste, le plus fort) qui, depuis ses manigances dans la question royale, a perdu beaucoup de son autorité.

La récente menace de grève générale pour des fins politiciennes n'a pu faire s'incliner le Gouvernement catholique que parce qu'il se trouve mal en point !

D'ailleurs les « revendications » des états-majors syndicaux étaient tellement dérisoires que la grande majorité des travailleurs restait indifférente, ce que les bonzes réformistes ont bien compris, qui ont remis la grève... à plus tard.

Jeunesse Syndicalistes Révolutionnaires

LE MERCREDI 12 DECEMBRE A 20 H. 30

Salle Vigier

121, boulevard Saint-Germain (Métro : Odéon ou St-Germain-des-Prés)

CAUSERIE par le camarade

LAURENT sur

POURQUOI IL FAUT ETRE SYNDICALISTE

Les débuts de la C.G.T. en 1884 - Les politiciens -

Ce qu'est le syndicalisme Sa raison d'être. Ses possibilités

Invitation cordiale est faite aux Jeunes de la C.N.T.E., aux Ajistes et aux organisations amies

TOUT SE TIENT L'ACTION COMMUNE DANS L'IMMEDIAT

QUELLE différence y a-t-il entre le syndicalisme révolutionnaire et celui qui — souvent — n'ose pas s'avouer réformiste ?

Bien de nos camarades ne font pas la différence entre les deux données de cette question. Aux uns, il apparaît qu'au plus immédiatement que l'on accepte de travailler à une amélioration immédiate, on devient, on est réformiste. Et, en vertu de ce raisonnement (?), ils s'empressent de se défendre d'accepter quoi que ce soit dans ce sens, de crainte d'être frappés de cette épithète péjorative.

Aux autres, les résultats escomptés d'une hypothétique révolution leur apparaissent tellement lointains — malgré qu'ils se veulent révolutionnaires — que désespérés d'y jamais atteindre, ils se retranchent de l'action quotidienne, cherchent une compensation dans les abstractions, les constructions systématiques de l'esprit, et s'enferment dans leur tour d'ivoire.

Dans les deux cas, nous sommes en présence de négation, de nihilisme impuissant et vain. Il nous semble pourtant que l'on pourrait se mettre d'accord sur ce qui suit :

Le syndicalisme réformiste est celui qui nie les possibilités d'une révolution, la capacité de la classe ouvrière à gérer la société : il ne peut pas être révolutionnaire ; il ne fait JAMAIS d'action de caractère révolutionnaire. Le syndicalisme révolutionnaire est celui qui croit à la capacité constructive des masses productrices, aux possibilités d'une révolution. Il est de ce fait même, ainsi qu'il se veut être, révolutionnaire. Si, sachant que l'on vit d'abord aujourd'hui et que c'est d'abord cet aujourd'hui qui prépare demain, il se résout momentanément, circonstanciellement, à des activités de caractère para-réformiste ; il n'en perd pas pour cela sa qualité de révolutionnaire, car, même au cours de cette acceptation momentanée, il ne perd jamais de vue le but principal et final qu'il poursuit : la révolution.

Dans l'action de caractère para-réformiste imposée par les circonstances, il n'oublie jamais ce but final et

il ne signera pas quoi que ce soit qui puisse mettre en jeu l'avenir de la révolution.

Cela revient à dire que si le syndicalisme réformiste ne peut jamais faire d'action révolutionnaire, le syndicalisme révolutionnaire peut, lui, dans des circonstances données et toujours strictement délimitées par les postulats mêmes de la révolution, accepter des contrats qui sont nécessairement de caractère para-réformiste, sans pour cela s'y tromper ni s'y laisser prendre.

Si ces définitions restent toujours présentes à l'esprit, il est hors de doute qu'aucune erreur ne pourra plus

se produire et que toute confusion se trouvera désormais écartée : l'organisation économiquement révolutionnaire pourra donc en toute sérénité se pencher sur les problèmes quotidiens et s'efforcer de leur apporter une solution provisoire en comptant sur la participation de TOUS ses membres, alors unis dans ce but.

Nous croyons que le style nécessairement alourdi que nous avons dû employer pour définir ce qui précède de manière à laisser le moins possible de raisonnement dans l'ombre, aura eu pour conséquence de faire mesurer au lecteur tout l'antagonisme irréductible qui existe entre les conceptions révolutionnaire et réformiste de l'action syndicale.

Cet antagonisme est tel qu'il est devenu historiquement impensable que ceux qui se réclament de l'une de ces conceptions puissent cohabiter dans la même organisation que ceux qui adhèrent à l'autre.

Comment penser que des gens aussi différenciés, aussi ADVERSAIRES — c'est là l'expression exacte, non exagérée — puissent vivre un contrat de CARACTERE PERMANENT qui consisterait à habiter la même maison ? Autant vouloir mettre ensemble chiens et chats !

L'organisation ne pourrait jamais être orientée d'une manière stable, partagée qu'elle serait et vouée aux hasards de majorités de rechange, aux combinaisons louches de la lutte pour s'assurer les postes de direction, aux dangers que représentent pour LES PROJETS D'ACTION REVOLUTIONNAIRE la présence des réformistes, nécessairement tenus au courant et qui doivent, en raison de leur propre conception, S'OPPOSER A CES PREPARATIFS REVOLUTIONNAIRES qu'ils estiment être le plus grand danger auquel ils ont l'obligation de pallier par tous les moyens, y compris

celui de dénonciation : que chacun se rappelle la trahison sciemment accomplie par Jouhaux en 1920, alors que la grève décidée par les chemnôts ETAIT UNE GREVE QUI AVAIT POUR BUT DE DECLENCHER LA REVOLUTION, lorsqu'il profita de sa qualité de secrétaire confédéral pour adresser aux responsables de province des télégrammes en langage conventionnel, remettant A PLUS TARD l'heure H du déclenchement de l'action qui devait s'établir alors, sur le plan révolutionnaire proprement dit, et faisant en sorte que les « pouvoirs publics » prennent les mesures « nécessaires » (1).

C'est donc la tension constante de leur esprit vers la révolution qui interdit aux révolutionnaires la cohabitation permanente avec les réformistes dans un même organisme. C'est

Jean THERSANT.

(Suite en page 3.)

(1) Cet exemple n'est pas unique ; les trahisons de ce genre sont la caractéristique de tous les réformistes dans les périodes d'agitations d'entre les deux guerres.

A nos lecteurs

Très fatigué par la tournée qu'il vient d'effectuer dans l'Ouest — tournée qu'il dut accomplir bien que malade — notre camarade Arradon s'excuse auprès des lecteurs du COMBAT SYNDICALISTE de ne pas être en mesure d'écrire cette quinzaine son étude intitulée : « Puisque l'on reparle d'unité ».

Bien entendu, celle-ci se poursuivra dès le prochain numéro.

Deuxième Région

LE SAMEDI 15 DECEMBRE A 20 H. 30

Salle de la Chope du Combat

Place du Colonel-Fabien (Métro Colonel-Fabien)

CAUSERIE PAR

PUECHAGUT SUR

LA VIE SOCIALE EN SUEDE

Syndicats - Coopératives - Culture populaire -

Cette causerie est ouverte à tous les camarades, sans distinction d'affiliation

LA PRODUCTIVITÉ : SUEUR POUR SE FAIRE TUER

L'ACTIVITÉ DANS LA 2^e RÉGION

(Suite de la première page.)

n'intéressant pas tellement ceux qui sont toujours dedans.

Nous n'ignorons pas qu'il peut y avoir « un parterre de fleurs multicolores » aux abords des prisons, mais les fleurs ne nous font pas oublier que ces prisons, comme certaines usines fleuries, ne sont, en fin de compte, que des bagnes.

Nous ne laisserons pas davantage émouvoir par la bonté de ce patron qui déplace son usine de Paris à Alençon et continue à payer les ouvriers au même tarif.

Nous pensons, qu'en bon psychologue, il a compris que sans bourse déliée, il trouverait à Alençon un matériel humain, tout aussi onéreux, mais bien plus malléable, bien plus suggestionnable et c'est si vrai que notre bon journaliste a soin de nous fournir sur la productivité les renseignements suivants, qui confirment nos dires :

« Le nombre des appareils sortis (en milliers) pour un même nombre d'heures de travail ».

	En 1950	En 1951
Mars	198	326
Avril	299	426
Mai	233	451
Juin	233	525
Juillet	420	570
Août (vacances) ..	89	305
Septembre	340	500
TOTAL	181.200	310.300

Cette progression est d'autant plus effarante que la productivité n'est pas le résultat d'une technicité.

La preuve en est que le propriétaire de Moulins Légumes ayant besoin de collaborateurs et en particulier d'un Directeur pour son usine d'Alençon, « le hasard mit alors sur son chemin un jeune homme dépourvu de toute expérience industrielle mais ayant un dynamisme communicatif et des idées personnelles — toutes théoriques d'ailleurs — sur le travail de l'usine ».

Sans connaissances techniques « l'entreprise continue après presque vingt ans d'existence à battre régulièrement ses propres records de production.

« Il a suffi de créer une atmosphère... »

Et quelle atmosphère !

« De la musique douce pendant la pause et un air gai tous les quarts d'heure pendant le travail qui doit être bruyant et rythmé pour n'être pas noyé par le fracas des machines de l'atelier principal.

« Celui-ci est une vaste salle... où l'on procède au découpage des tôles, à leur emboutissage et au montage des appareils, tous faits de pièces de tôles embouties.

« Pour chaque appareil, il y a deux ou trois chaînes d'emboutissage et une chaîne de montage. Le personnel est composé en majorité de femmes qui travaillent assises. Celles qui sont aux presses ont aux poignets des bracelets de cuir reliés par des cordes à un appareil de sécurité qui, si elles laissent la main un instant de trop sous la presse, leur tire le bras en arrière et leur évite d'avoir les doigts écrasés. Cet appareil assez désagréable à voir fonctionner est réglé tous les jours par le contremaître responsable de la chaîne. Il a permis de supprimer presque complètement les accidents.

VIVE LA PRODUCTIVITÉ !

« A l'heure actuelle, il n'y a pas de problème humain. Il faut que les mineurs produisent, coûte que coûte, même s'il faut que cent mineurs tombent sur le tas de charbon comme les soldats tombèrent à l'attaque pendant la guerre. »

Auguste LECOEUR,
Secrétaire de la Fédération des Mineurs C.G.T. du Pas-de-Calais.

(Allocation prononcée à la Préfecture de Metz en 1946. Cité par le « J. O. » du 18-2-1949, p. 741.)

Et après cela, la C.G.T. voudra nous persuader que la productivité est une invention made in U.S.A. !

« A tous les postes, les gestes de chaque travailleur sont d'une très grande simplicité : les pièces arrivent à portée de sa main, il en prend une sans même lever les yeux, effectue généralement d'un seul mouvement l'opération requise et toujours sans regarder repose la pièce de l'autre côté.

« Tous travaillent avec une rapidité qui devient dans certains cas hallucinante. »

Cette cadence est le résultat, nous ne le faisons pas dire au rédacteur de La Vie Française « d'un état d'esprit nouveau », grâce à des « primes exceptionnelles », dont une « prime à la production qui se monte à 8 % de la paie totale de l'usine est répartie par atelier, selon leur rendement, et distribuée sous la responsabilité des chefs d'atelier qui ont le sens de la responsabilité, connaissent leur équipe, suivent l'effort de chacun de ses membres. La prime varie entre 2.000 et 3.600 pour les ouvriers moyens, 3.000 à 5.000 francs pour les très bons ouvriers ».

Nous nous en voudrions de faire des commentaires, mais nos camarades voudront bien admettre que la productivité n'a plus aucun rapport avec la technicité et que nous nous trouvons là en face d'un véritable viol de la volonté humaine.

Certains n'ont pas voulu croire ce que nous avons écrit concernant l'exploitation de la sportivité des travailleurs et de leurs passions les plus regrettables.

Lisez donc camarades :

« Les primes dites « sweepstake » attribuées de la façon suivante. Des normes de production sont discutées entre le directeur et le contremaître et fixées par atelier. Tout gain de temps par rapport à ces normes est réparti en salaires : moitié pour les ouvriers, moitié pour l'entreprise. L'atelier arrivé premier au sweepstake, touche une surprime. »

Faut-il en dire davantage, comparons seulement deux chiffres, la prime de sweepstake mise à part, « la prime de productivité se monte à 8 % de la paie totale », de « la production par rapport à 1950 a augmenté de 80 %, elle atteint plus 500.000 appareils par mois... La fabrication d'un moulin à légumes demande aujourd'hui quatre fois moins de temps qu'en 1932 ».

Pour en finir, S. Bernard, le rédacteur de l'article, nous fait remarquer que « les travailleurs viennent volontiers à l'usine ».

Il n'y a à cela rien d'extraordinaire. Nous nous trouvons devant des faits classés en suggestibilité sous le vocable de suggestion à l'état de veille et qui comprennent tous les faits dans lequel l'homme éveillé est fortement influencé par un autre et spécialement les faits d'entraînement grégaire, il y a là un certain degré de désagrégation cérébrale des foules ; l'instinct, la passion, c'est-à-dire l'automatisme, y ré-

gnent en maîtres; les mauvais bergers exploitent et politiciens le savent, qui entraînent les troupes humains à des actes dont le résultat peut être héroïque ou criminel.

C'est contre la conséquence néfaste de ces moyens suggestifs indispensables à la productivité que nous nous élevons.

Nous refusons ce viol de la volonté humaine.

Parce que, même et surtout en régime capitaliste, la productivité ne peut remédier aux inconvénients du système salaires-prix-profits, car elle ne trouve pas dans l'augmentation de la production sa justification, car elle augmente le profit patronal qui est un obstacle à l'écoulement de l'abondance produite et facilite ainsi les conditions favorables au stockage, dont le corollaire est fatalement pour le prolétaire le chômage qui par la sous-consommation qu'il provoque, accélère le ralentissement du rythme du travail et des achats.

En un mot, la productivité dans le régime de la concurrence ne peut que hâter les crises économiques.

C'est pourquoi le grand patronat français, hostile par tradition à la politique des hauts-salaires, se soucie peu de recréer les conditions d'une stagnation économique qui risquerait de balayer le système social d'exploitation de l'homme sans lequel il ne peut subsister.

Mais ces considérations sociales importent peu, par contre, aux gouvernements américains, qui exigent que les méthodes de productivité et des hauts salaires soient appliquées dans le plus bref délai en France, comme en Europe. Leurs préoccupations sont d'un ordre bien différent. Les magnats américains, quoi qu'ils en disent, sont persuadés que l'ère des deux blocs (U.S.A.-U.R.S.S.) touché à sa fin. Il faut que l'un des deux disparaisse.

Entraînée par sa politique du plan Marshall, dans le sillage U.S.A., la France doit se soumettre aux décisions des organismes américains.

Le 19 novembre, la Mission de Productivité du Patronat International, composée de 300 industriels européens, dont 60 Français, s'est embarquée pour les Etats-Unis afin d'étudier les mesures propres à stabiliser l'économie des pays de l'Europe Occidentale.

La délégation française, sous la conduite de M. Villiers, président du C.N.P.F. et de l'Association européenne des chefs d'entreprise, se propose, entre autres, de dissiper les malentendus constants existants entre patronat américain et patronat français.

Autrement dit, après les pseudo-syndicalistes français C.F.T.C. et F.O. (nous ne parlons pas de la C.G.C.) partis quelques-uns pour étudier sérieusement, les autres à la recherche d'une provende, le patronat français va recevoir les ordres que le gouverne-

ment américain leur ordonnera d'exécuter.

Certes, notre patronat ne manquera pas de faire remarquer à leurs interlocuteurs que la production de l'industrie française en général plafonne celle de l'industrie sidérurgique exceptée qui, quoique ne travaillant qu'à 85 % de sa capacité en raison de la pénurie de coke, a cependant atteint en octobre un niveau record en dépassant la moyenne mensuelle de l'année 1929.

Ils pourront arguer des restrictions d'importation décidées par le cabinet Plevin pour démontrer que la bonne volonté ne suffit pas.

Ils ne réussiront qu'à se faire rappeler qu'ils se sont engagés vis-à-vis de l'Organisation Européenne de Coopération Economique d'augmenter au cours des cinq prochaines années notre production de charbon, d'acier, d'électricité, de produits agricoles de 25 %.

Et l'argument massue sera sorti. La lutte contre le communisme exige que tous les travailleurs soient dès maintenant considérés comme mobilisés pour la production de guerre qui n'a pas rendu ce que les centaines de milliards du budget de la guerre pouvaient faire espérer.

Toute la question est là : il ne s'agit pas de fournir un effort considérable en vue de la production civile utilitaire, mais essentiellement pour faire face aux nécessités d'une guerre toujours prévisible.

Et, comme dirait cet ineffable Daniel Mayer, la défense d'un pays ne se mesure pas au nombre des casernes, mais au degré de consentement de ses habitants.

Pour que les Français consentent à travailler davantage pour les armements, il est possible qu'à leur retour, nos exploités fassent miroiter à la classe ouvrière exsangue, un revirement de sa politique des salaires, dont l'ampleur se mesurera à la bonne volonté de l'ouvrier.

Il est à craindre que certains travailleurs ne penseront qu'à l'augmentation des salaires sans se soucier de la préparation de la guerre.

Mais les militants et la grande masse des syndicalistes, devant cette menace de guerre, n'auront-ils aucune réaction ?

Il fut un temps où pareille situation eut suscité de violents et amples mouvements de révolte.

Hélas ! la politique est passée par là.

Même dans les milieux ouvriers, on est à chercher les fervents d'un internationalisme de classe, d'un internationalisme agissant.

Les uns et les autres, selon leurs convictions politiques, sont ou pour le clan américain, ou pour le clan russe.

Nous seuls, clamons inlassablement notre haine de la guerre.

La C.G.T. ne peut se garder des ronflantes tirades sur la solidarité avec le gouvernement stalinien.

Elle se prononce, certes, contre la productivité, mais elle précise contre la productivité à l'américaine, ce qui laisse supposer à certains ouvriers que si au lieu d'agir de connivence avec les U.S.A., nos dirigeants faisaient risette à la patrie soviétique, alors la productivité, n'est-ce pas, se justifierait.

Cette attitude hypothèque lourdement la prise de position de la C.G.T. contre la productivité et risque fort d'être exploitée par nos dirigeants, au grand dommage des cocos trop crédules.

Qu'importent les combinaisons des politiciens, la classe ouvrière de tous les pays (U.R.S.S. comprise) qui n'a rien à gagner à la guerre, comprendra sans doute un jour qu'elle serait bien bête de suer pour se faire tuer.

UN PASSANT

Un camarade passant par hasard devant la boutique de la C.N.T., s'arrêta et vint me dire : « Tu ne sais pas le bien que représente cette petite boutique pour moi. C'est une joie de constater qu'elle représente à mes yeux, une flamme rappelant quand même qu'un bel idéal existe : la liberté. »

Nous causâmes de la situation syndicale, car ce camarade n'appartient pas à notre organisation mais admire nos principes, partage sur beaucoup de points nos idées, il croyait pouvoir éclairer les ouvriers des autres Centrales, hélas ! il s'avouait vaincu après avoir sacrifié une partie de sa vie et il ajoutait : « Je ne regrette rien, l'expérience me prouve que l'ouvrier, au lieu de défendre ses propres intérêts, s'occupe de politique, oh, dame ! les politiciens firent de lui un mercenaire non payé, le transformant en lion prêt à se jeter sur son frère de misère. »

Je le regardai partir, boitant un peu, et j'ai longuement réfléchi. Le progrès se déroulait devant mes yeux comme un film impressionnant et dantesque. J'apercevais les machines qui, inlassablement, sortaient des objets par milliers et, à leur côté, un ouvrier se surmenait pour suivre l'infamie cadence, la sueur ruisselait du front de l'homme et la machine pour-

suivait son rythme sans effort. L'homme n'était plus le maître, il en était seulement l'esclave.

Par suite de la servilité, au lieu de bénéficier du progrès, il allongeait la durée du travail parce que des buveurs de sang et de sueur ont parlé de productivité. La productivité serait donc la doublure de la machine, l'ombre forcée, l'œil de Cain. C'est ça l'affranchissement ?

A votre tour de penser, vous découvrirez d'autres horizons qui, j'espère, seront plus beaux que ceux de l'esclavage.

RENAULT.

COMMUNIQUES

TRESORIER CONFEDERAL
René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clignancourt, Paris (18^e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DU BATIMENT
Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris (18^e). Chèque Postal : 6261-16 Paris.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL
Le Trésorier fait appel aux retardataires pour leur régularisation, avant la reprise des assemblées.
Envoyer les fonds à Raux André, 262, avenue de la République, à Epinay-sur-Seine. C.C.P. : 233-92, PARIS.
Le Trésorier : RAUX.
Permanence tous les samedis, de 14 h. 30 à 18 h. 30, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

DEUXIEME REGION SYNDICAT GENERAL DES TRANSPORTS
Assemblée générale du syndicat, le dimanche 16 décembre 1951, à 9 heures, salle du Cercle Interlinguiste, 20, rue et place Sainte-Marthe (Métro : Belleville).
SYNDICAT UNIFIE DU BATIMENT DE LA REGION PARISIENNE
Assemblée générale du Bâtiment, dimanche 16 décembre 1951, à 9 h. 30 précises, à la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux, Paris-19^e (Métro : Colonel-Fabien).
SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX ASSEMBLEE GENERALE
L'Assemblée générale du Syndicat Industriel des Métaux se tiendra le samedi 15 décembre, à 14 h. 30, salle Fernand-David, 123, boulevard Saint-Germain (Métro :

Odeon ou Saint-Germain-des-Près). Ordre du jour important.

DIXIEME REGION SAINT-NAZAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à Jubé Emile, boulevard Albert-1^{er}, à Villé-Martin, près de « Mon Idée », Saint-Nazaire.

ONZIEME U.R. BREST-INTERCORPORATIF
Tous les samedis, de 9 h. à 11 h. 30, porte Fautras, face Lycée.
DOUZIEME U.R. ROUEN
Premier dimanche et chaque mois, 63, rue des Bons-Enfants.

TREIZIEME REGION
Permanence et correspondance : Duhamel Octave, 19, rue Fouquet-Lelong, Marqu-en-Barœul (Nord).
METAUX, INTER., TEXTILE
Tous les samedis de 18 à 20 heures, 13, rue du Molinel, Lille.

SYNDICAT INTERCORPORATIF DE LILLE
Adresse la correspondance à Intercorporatif de Lille, Walraède, 8, avenue des Aubépines, à Lambresart.
ROUBAIX
Tous les jours, 63, rue d'Avelghem.
QUATORZIEME REGION UNION LOCALE DE REIMS
Une union locale est en formation à Reims. Déjà fonctionne une bibliothèque « Culture et Révolution », qui est ouverte à tous et tous les jours, au bar « Cérés », rue Cérés, à Reims. Pour tous renseignements, s'adresser à Lermiller Maurice, 16, rue de Cernay, Reims.

QUINZIEME REGION STRASBOURG
Tous les dimanches, de 10 heures à 13 heures, à l'Etoile Rouge, 14, rue de Krutenau, permanence pour toutes industries.

Renseignements juridiques en français, allemand, espagnol, italien, polonais, espéranto. « Le Combat Syndicaliste » est en vente dans tous les kiosques de la ville.
HAYANGE
Tous les dimanches, à 16 h. 30, Café de l'Industrie, 108, rue du Maréchal-Joffre.

DIX-SEPTIEME REGION BUREAU
Le Bureau de dix-septième région, tous les jours de 18 h. 30, au siège, 60, rue Saint-Jean.

SYNDICAT DES AFFICHEURS ET PALISSADIERS
Permanence le samedi et le dimanche, le matin, au Siège, 60, rue Saint-Jean.

LE DEBAT SUR L'UNION DES MILITANTS SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES

C'est devant une salle bien garnie que ce débat s'est déroulé sous la présidence de Samson.

Tour à tour, Boclet, Reisset, puis Arradon vinrent dire la nécessité qu'il y a pour la C.N.T. à se trouver à l'avant-garde de la réalisation de l'unité d'action révolutionnaire, condition sine qua non de la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière, devant les attaques constantes du patronat et de l'Etat et les menaces de guerre.

De leurs exposés successifs, il ressort que s'impose la nécessité de tout mettre en œuvre pour faire de la C.N.T. un centre d'attraction puissant des travailleurs écœurés des autres centrales.

Après eux intervinrent dans la discussion, dans l'ordre : Thersant, Laurent, Puéchagut, Doussot, V. Giraud, pour apporter leur avis.

A la suite de la discussion, le camarade Reisset présenta la notion suivante qui fut adoptée à l'unanimité :

Les militants de la Deuxième Région, réunis le 2 décembre 1951, après avoir discuté de la nécessité de l'unité d'action ouvrière, décident d'envoyer au Comité national du Mouvement du journal « L'Unité », siégeant le même jour, une délégation composée des camarades Arradon, Boclet, Reisset, Thersant, et demandant à la C.A. de la C.N.T. de s'inspirer de cette motion pour réaliser l'unité d'action sur le plan national.

LA DELEGATION AU COMITE NATIONAL DU MOUVEMENT « L'UNITE »

La délégation nommée le matin s'est présentée à la session de l'après-midi du mouvement du journal L'Unité.

Elle fut immédiatement admise et il fut décidé qu'il serait accordé huit minutes à un membre de la délégation pour exposer le point de vue de celle-ci.

C'est notre camarade Reisset qui le fit quand vint son tour.

Il assura le Comité que la C.N.T. était prête à faire le maximum pour rendre l'unité d'action effective et efficace. Son intervention fut très appréciée.

Il faut noter que notre camarade Arradon prit aussi la parole en tant que « terrassier », pour préciser qu'il ne fallait pas oublier de combattre l'Etat, non seulement celui d'aujourd'hui, mais encore celui qui pourrait s'installer demain.

Lorsque l'ordre du jour appela les tâches organisationnelles, Lambert proposa qu'un représentant de la C.N.T. soit admis au Comité et un autre à la rédaction du journal.

La délégation prit l'engagement de transmettre ces propositions à l'organisation confédérale.

LIBRAIRIE

LIVRES

- P. Besnard. — L'Ethique du Syndicalisme, 75, 105; Le Monde nouveau, 140, 170; La Paix, 100, 130.
- J. Blanc. — Confusion des peines, T. I, 255, 285; Joyeux fait ton fourbi, T. II, 255, 285.
- L. Buchner. — Force et Matière, 240, 285.
- Ceyrat. — La trahison permanente du P. C., 150, 195.
- J. Duboin. — Economie distributive, 100, 145.
- S. Faure. — Mon Communisme, 260, 290; Propos subversifs, 280, 310; L'Imposture religieuse, 230, 275; La véritable révolution sociale, 60, 90.
- G. Giroud. — Paul Robin, 150, 180.
- E. Haecel. — Histoire de la création, 400, 470.
- M. Hallé. — Par les chemins creux et la grand-route, 150, 180.
- J. Humbert. — Sébastien Faure, 180, 210; Eugène Humbert, 350, 395.
- Hureau. — Les jésuites, la classe ouvrière et la Révolution, 80, 110.
- V. Méric. — Couillises et tréteaux, 75, 120.
- J. Jacques. — Vie et mort des Corporations, 125, 155.
- G. Leval. — L'Indispensable Révolution, 135, 180.
- Lissagaray. — Histoire de la Commune de 1870, 500, 570.
- Malato. — Les joyusetés de l'exil, 100, 145.
- Malon. — Précis du syndicalisme, 175, 220.
- N. Makhno. — La Révolution russe, 150, 195.
- A. Marc. — Avènement de la classe ouvrière, 210, 270.

- Docteur Marchal. — La liberté de la conception, 380, 410; Le calendrier de la femme, 150, 160.
- J. Marestan. — L'Education sexuelle, 250, 280.
- I. Mett. — La commune de Cronstadt, 100, 115.
- Dsse Pelletier. — L'émancipation sexuelle de la femme, 50, 65.
- F. Pelloutier. — Histoire des bourses du travail, 200, 290.
- F. Planché. — Durolle, 150, 180; Kropotkine, 210, 240; La vie ardente de Louise Michel, 150, 195.
- P.-J. Proudhon (œuvres). — La Révolution sociale, 500, 570.
- E. Reclus. — L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste, 120, 150.
- J. Rennes. — Syndicalisme français, 200, 245.
- A. Sergent et C. Harmel. — Histoire de l'Anarchie, 150, 820.
- L. Ténard. — Le curé Bourgogne, 100, 130; Le Sauveur, 100, 130.
- J. Vallès. — Le bachelier, 125, 155; L'Enfant, 125, 155; L'Insurgé, 125, 155.
- Votine. — La Révolution inconnue, 450, 520.
- G. Vinatrel. — L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150, 180.
- Walling. — Le mouvement ouvrier et la démocratie aux E.U., 300, 370.
- S. Wisner. — L'Algérie dans l'Impasse, 150, 180.

EXPEDITION

Pour les recommandés Joindre 40 francs par colis, en plus.
C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marchéfi Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20^e).

Communications diverses

ASSOCIATION PROLETARIENNE INTERLINGUISTE
Réunion du Conseil

Le Conseil de l'Association Proletarienne Interlinguiste se réunira le mercredi 12 décembre, à 18 h. 30, salle du Cercle Interlinguiste, 20, rue et place Sainte-Marthe, Paris-19^e (Métro : Belleville). A l'ordre du jour : Représentation aux Forces libres de la Paix; Organisation de la convention de 1952; Questions diverses. Les camarades ouvriers intéressés par la langue auxiliaire non artificielle sont cordialement invités.

L'action commune dans l'immédiat

(Suite de la première page.)

pour des raisons tout à fait opposées que les réformistes, eux, proposent la cohabitation aux révolutionnaires parce qu'ils savent que leur seule présence, de par sa nature même, est le plus grand obstacle à la liberté de mouvement nécessaire aux révolutionnaires : combattant la révolution, ils préconisent ce qui est pour eux le moyen le plus certain d'y faire échec. Il s'ensuit donc qu'en aucun cas, les révolutionnaires ne doivent écouter les appels intéressés des sirènes réformistes et que tous leurs efforts doivent tendre à renforcer leur organisation révolutionnaire. C'est un acquis précieux auquel ils doivent apporter tous leurs soins.

Il intervient de plus, ici, le fait que dans sa volonté de révolution, la partie consciente du prolétariat a dû concevoir l'organisation de manière à ce qu'elle soit construite selon des plans établis en vue de cette volonté de révolution : toutes les organisations réformistes s'intègrent à l'Etat et acceptent la structure de celui-ci, principalement la catégorisation, les particularismes. Tandis que le syndicalisme révolutionnaire a, lui, le devoir de dépasser ce cadre dès maintenant, afin de mieux pouvoir le briser d'abord et lui substituer ensuite sa propre structure : on ne détruit bien que ce que l'on sait remplacer.

C'est pourquoi l'organisation révolutionnaire est structurée en syndicats d'industrie qui excluent les catégories et en régions économiques qui dépassent les départements politiques. C'est une raison de plus d'une impossible cohabitation.

Mais ceci dit et bien entendu une fois pour toutes, on ne peut non plus nier que les réformistes exercent une influence certaine sur le prolétariat, surtout dans les périodes toujours longues où l'action des masses s'éteint pour des raisons qui restent à déterminer, quoiqu'en disent les marxistes.

Dans ces périodes là, faites surtout de lassitude, les travailleurs relâchent l'action directe et les réformistes trouvent là l'occasion de prendre sur eux un certain ascendant ; ascendant dont ils usent dans les périodes d'action de révolte pour canaliser celle-ci.

C'est là un problème grave qui ne peut laisser les révolutionnaires indifférents : il faut donc que pendant ces regrettables périodes d'affaissement de l'action directe, les révolutionnaires ne perdent pas le contact avec les masses travailleuses et qu'elles trouvent la méthode qui leur permettra de le conserver. Pour nous, il nous semble qu'il ne peut y en avoir qu'une seule : l'action commune pour les revendications immédiates sagement orientées.

Se séparer de ces masses, c'est les laisser à la merci des réformistes et des politiciens ; être là, c'est avoir la possibilité de faire échec aux uns et aux autres.

On ne doit jamais perdre de vue que dans les pays à grande influence ré-

formiste comme en Suède, les leaders réformistes ont accepté des préavis de six mois pour déclencher des grèves, ce qui réduit les possibilités de grève à pratiquement rien et qu'il s'ensuit que les révolutionnaires eux-mêmes représentés par la S.A.C. subissent ces règles. Laisser les travailleurs à la merci des réformistes sans y opposer notre esprit, c'est accepter le fait qui précède, c'est ne pas accomplir notre devoir de révolutionnaire.

Beaucoup des nôtres pensent que tout contact avec les réformistes est susceptible d'émasculer notre action et de réduire celle-ci aux simples formulations des réformistes eux-mêmes.

Si, en effet, nous acceptons cela, ce serait exact. Mais cela n'est pas dans notre esprit ; nous le répétons, pour nous, il suffit d'avoir une méthode d'approche que nous allons nous efforcer d'expliquer succinctement.

Mais avant de le faire, nous dirons qu'il existe peut-être un danger plus grand que celui d'être émasculé par les réformistes, c'est celui de ne pas savoir se plier aux nécessités de la lutte ouvrière, c'est celui de sécher sur l'arbre aux fruits secs de l'abstraction : la lutte doit se dérouler sur deux fronts, contre les opportunistes et contre les « tout-ou-rienistes », car les uns nous conduisent à l'acceptation du programme des autres et au reniement de nous-mêmes et les autres nous isolent des travailleurs qui ont, eux, tendance naturelle à préférer le seul « bon tiens » aux « deux tu l'auras ».

Il ne faut donc pas entrer dans l'action commune pour l'immédiat avec l'idée d'accepter le programme des autres ; il faut y aller avec le nôtre et le défendre acharnement, jusqu'à adoption.

Si cette adoption ne peut être obtenue, il faut se retourner vers les travailleurs par dessus les appareils centralistes des confédérations en mettant constamment au pied du mur celles-ci, d'accepter le fait de se présenter devant les assemblées de travailleurs qui seules seront juges.

Nous sommes de ceux qui, parce qu'ils sont révolutionnaires, croient à la vérité du principe de la capacité constructive des masses en situation de libre élaboration.

Notre méthode consiste donc à créer là où nous sommes des situations de

libre élaboration pour les travailleurs que les circonstances de lieu ou de temps nous amènent à contacter. Et nous devons le faire de telle sorte que les réformistes ne puissent pas refuser l'épreuve de la situation de libre élaboration.

Et c'est dans cette situation que nous aurons su créer que nous soumettrons notre programme et que nous expérimentons si celui-ci colle aux désirs des masses, s'il est assimilable par celles-ci ou s'il ne dépasse pas leur capacité d'assimilation. C'est dans la pratique de cette seule méthode permanente que nous saurons montrer si, oui ou non, nous sommes des révolutionnaires responsabilisés.

Cette tactique, cette méthode d'approche suppose que notre programme doit lui-même être en mesure de subir l'examen et le jugement des masses appelées à se prononcer sur lui dans les situations de libre élaboration que nous aurons su créer.

Il faut donc que notre programme lui-même soit établi dans ce but. C'est pourquoi toute abstraction devra en être bannie ; il devra toujours être étayé sur le réel et des faits. Les militants appelés à le soumettre aux travailleurs devront toujours être soigneusement préparés à l'épreuve de l'approche et ne jamais perdre de vue que la décision des masses : approbation, condamnation ou indifférence, reste sans appel et que ce qu'il faut c'est INTERESSER les masses.

Les intéresser dans tous les sens nécessaires : 1° les intéresser à notre programme que nous croyons exact ; 2° les intéresser à l'amélioration de notre propre programme qui deviendra ainsi le leur propre ; 3° trouver les motifs d'auto-intéressement des masses à leur propre condition, seul chemin réel de leur émancipation par la prise de conscience qui en résultera.

Voilà quelle est notre conception de l'action commune dans l'immédiat ; conception élaborée dans le but strict de servir les intérêts de la classe ouvrière, notre classe : conception élaborée dans le but de créer les conditions qui devraient conduire à la révolution gestionnaire de la classe ouvrière.

C'est à notre avis le seul moyen réel de forger l'outil de cette révolution ; outil que nous désirons tous plus fort : la C.N.T.

L'ÉGLISE contre le peuple

(Suite de la première page.)

ment la mer ou si vous voulez, les mers et même les océans ont aussi des propriétaires. Et ces derniers, avant de songer à tirer de l'élément liquide ce qui pourrait contribuer à nous nourrir, se préoccupent avant tout d'en tirer ce qui est capable de nous anéantir en masses.

On peut lire en effet à la fin de l'article cité les lignes suivantes :

« Les Américains ont dernièrement déclaré zones territoriales les soles continentales riveraines. Les fonds n'en dépassent pas — par définition — 200 mètres. Le but a été de permettre essentiellement l'exploitation des ruines submergées de pétrole et d'uranium. Mais on étudie également la création de véritables fermes d'élevage de poissons et de champs de culture d'algues judicieusement choisies. »

Que deviendront alors les peuples qui n'ont pas accès à la mer ? Ce sera inévitablement la guerre. En tout cas ce sera un prétexte de plus à faire la guerre. Et quand la pléthorique population du globe sera plus qu'aux trois quarts exterminée, le problème qui nous préoccupe ne se posera plus.

Mais il n'y a pas que la question de la nourriture qui appelle notre attention d'une façon de jour en jour plus angoissante. Il y a encore celle du logement, du vêtement, etc.

En réalité, la seule solution est celle proposée depuis longtemps déjà par Malthus. C'est la limitation des naissances.

Le monde catholique qui — nous le disons sans parti pris — est bien le plus retardataire du point de vue de l'organisation du bonheur pour tous, semblait enfin avoir compris cette nécessité. Et nous y applaudissons de tout cœur.

Mais le dictateur de ce vaste empire spirituel, le pape de Rome, vient d'y apposer son veto.

D'abord, Sa Sainteté (*resic*) estime, d'après un de ses plus fidèles et éminents lieutenants, le R.P. Pérégro, que les chiffres concernant la population : dix-sept milliards en l'an 2150 ! ne sont pas si alarmants. Et le dit R.P. Pérégro base lui-même son robuste optimisme sur les nouvelles techniques agricoles qui ont permis des progrès foudroyants.

C'est pour cela sans doute que le pain est si bon marché. On se demande à combien reviendra-t-il le kilo en l'an 2150 !

Qu'à cela ne tienne, Sa Sainteté prescrit qu'il faut protéger l'enfant dès avant sa naissance. Tant pis si la grossesse aggrave l'état d'un grand nombre de femmes atteintes de tuberculose pulmonaire, de néphrite chronique, d'hypertension artérielle ou de certaines maladies de cœur, comme le faisait observer récemment un médecin anglais.

Les rapports volontairement stériles sont contre nature, affirme imperturbablement le pape de Rome. Les couples qui pour des raisons économiques ou de santé ne peuvent plus avoir d'enfants, sont conviés à une « abstinence totale ».

Cela vous paraît monstrueux et pas à vous seulement, car une pareille affirmation a soulevé des protestations dans tous les milieux, à commencer par certains milieux catholiques.

Naturellement, ceux qui seront les premiers à pâtir d'une situation aussi embarrassante, ce seront les plus pauvres.

L'attitude intransigeante du chef suprême de la catholicité ne nous surprend nullement. Si parmi ceux qui

le suivent aveuglément il se trouve encore quelques travailleurs n'ayant pas irrémédiablement perdu la faculté de raisonner, nous nous permettrons de leur poser une question :

Comment pouvez-vous concilier votre désir de paix indubitablement sincère, avec cette procréation à outrance ?

A chaque fois qu'il nous est arrivé de nous occuper de cette question de population, nous n'avons pas manqué de rappeler le livre de Manuel Devaldès : *Croître et multiplier c'est la guerre !*

L'Allemagne hitlérienne ne s'est pas gênée pour proclamer à la face du monde qu'elle étouffait dans ses frontières trop étroites. Et vous vous employez, vous, sans relâche à ce que le monde entier devienne à son tour trop étroit !

Les papes se sont constitués les gardiens de dogmes qui en l'an 2000 auront exactement 2000 ans d'existence. N'est-ce pas une absurdité ? C'est comme si vous vouliez imposer à vos enfants le port du même costume durant toute leur vie.

En se faisant les gardiens de ces dogmes archaïques, les papes se font en même temps et par-dessus tout, les gardiens de toute l'injustice sociale. C'est à cette formidable contradiction que vous conduisez votre « soif de justice », vous les attardés du catholicisme.

Malheureusement, vous n'êtes pas les seuls à souffrir des conséquences de votre aberration. Et c'est notre souffrance qui nous force à vous combattre, inlassablement.

Sans désespérer toutefois que vous comprendrez, un jour.

A.I.T. Service de Presse

(A.I.T.) Le Comité National anglais de la Houille a accusé près de 400 travailleurs des houillères de crime contre la convention ; désignation ordinaire appliquée lorsque les travailleurs des mines se déclarent en grève. Les accusés furent interrogés par le tribunal de Durham, il s'agissait d'environ trente travailleurs des mines de Bowburn Colliery, en grève le 16 août, et d'environ trois cents de Thrislington.

Le journal syndicaliste anglais Direct Action écrit à ce sujet : Le fait que les directeurs des houillères invoquent la loi pour empêcher l'action des mineurs dans le but de développer leur standard de vie n'est pas nouveau. Il y a longtemps que les mineurs sont forcés de travailler à peu près dans des conditions de servage, alors que les travailleurs d'autres industries avaient depuis longtemps reçu le droit de coalition. Aujourd'hui, après la nationalisation des houillères, il est devenu une politique pratique d'accuser les travailleurs des mines de crime contre la convention lorsqu'ils se sont mis en grève.

Après la dernière grève, dans les mines du Lancashire, un des mineurs grévistes fut arrêté, cela eut pour conséquence le rebondissement de la grève par plusieurs milliers de ses camarades. Quelques jours après il fut libéré : voilà un exemple à suivre.

Le Daily Express écrit au sujet de l'affaire Durham : « La question sera traitée un samedi, et cela me portera pas ainsi préjudice à la production. » (Les travailleurs des mines anglaises ne travaillent pas le samedi.) Direct Action fait remarquer que le samedi est possible que si les travailleurs des mines de Durham faisaient entendre qu'ils sont prêts à empêcher la production tout de suite, les accusés ne seraient jamais interrogés.

Les travailleurs du bada

Y en a, moi j'vous l'dis, y en a tellement des tas qu'on sait pas où dégolter le plusse mieux. C'te s'maine j'prends que deux trucs et vous allez mijoter ça et si vous croyez qu'y a pas d'quoi s'taper l'poigne sur un bec de gaz électrique c'est qu'vous êtes un fortiche. Au Ballet Poupon, j'peux dire au Palais Bourbon y a qu'que gars qui font partie d'la commission du ringage de la glotte, i viennent de dire au gouvernement qu'y fallait encore refiler 16 milliards à la régie des alcools because que 4 millions d'hectolitres de pirlatte sont mis en conserve dans les chais en vue d'une « distillation éventuelle ». Hein, elle est courte !... un peu sadée côté oseille, mais ça chie pas, l'pitche-gorne a raugmenté c'te s'maine alors les 16 milliards on va les trouver. Et on viendra nous jacter de productivité, non mais sans charre, faut être sérieux. Si on a trop de tout et qu'on l'plogue, notre bled va d'venir une vraie boutique à surplus. L'autre truc c'est l'histoire d'un gars qu'était minisse de l'agriculture il y a pas longtemps. C'était la première fois qu'il était l'gars alors hein i vannait et i voulait s'faire mousser alors i s'appelle qu'on nous avait drôlement possédé dans l'temps avec des histoires de soudre. Tiens qu'i s'dit l'gars j'a remettre ça, et les baveux nous annoncent qu'on allait s'taper du brigolet un peu moins blanc, un peu plus blécharde rapport à c'te sacrée soudre dieufle c'te année. Bon, ça gaze les autres minisses i encaissent nous on groume un peu mais comme on n'a pas droit à la parlotte, c'est zéro. Mais v'là l'y pas que ce minisse on le vire, on le saque, on l'vide sans préavis, sans explications, sans rien, aller, hop, du vent !... Le v'là red'venu député et pas content du tout l'frère, oh mais là i l'a à la calle. Alors qu'est-ce qui fait, et bien, pour emmousser ceux qui l'avaient éjecté i queule partout que son truc sur le bricheton ça tient pas en l'air, que ça fra pas d'éconocroques, c'est tout juste si i s'met pas à table pour dire que c'était du baratin. Et ça passe, et le brigolet restera blanc alors quoique vous pensez d'ça ? Elle est pas aux œufs c't'histoire !... Quand que j'pense que y en a qui disaient : « Votez utile !... » i z'ont bonne mine !

Les propos de Geo le pétardier

LA SOLIDARITÉ pour nos camarades de Lyon ne doit pas se ralentir

Nos camarades de Lyon ont eu le plaisir de voir notre ami Dattino retrouver à son tour la liberté.

Mais des camarades restent encore emprisonnés.

Et puis de gros frais de justice restent à la charge de nos amis libérés. Peut-on les laisser de nouveau faire de la contrainte par corps ?

Un effort s'impose en faveur de nos camarades.

Faites parvenir rapidement votre solidarité à Doussot René, 9, avenue de la Porte-Clignancourt, Paris (18^e), C.C.P. 5.046-45 Paris, ou à Commun Simon, 95, avenue Berthelot, Lyon-7^e (Rhône), C.C.P. 1154-71 Lyon.

Les fonds sont également reçus à la permanence de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e).

A travers la presse syndicale... et l'autre

La mode, comme vous le savez tous, mes chers camarades, est à la productivité, aux normes époustouflantes, aux manches plus que retroussées, au rendement titanique, au turbin intégral, sublime. Pour donner à manger aux populations qui ont des crampes d'estomac endémiques, direz-vous ? Comme nous ne sommes pas du genre méchant, nous ferions quand même un petit effort. Mais il n'est pas question de gaver le squelette qui en transe au bord du Brahmaputra, il s'agit seulement d'exploiter un peu plus notre bonne mine, de parachever un abrutissement qui semble avoir été particulièrement étudié par les spécialistes aux gages d'un régime de bien-être et de mort où « le sort le plus beau » serait encore de mourir pour une patrie et de travailler avant très bibliquement « à la sueur de son front ».

Eh bien, moi, prolétaire de base, je lis parfois ce qu'écrivent des gens qui n'ont pas l'air trop bête, et s'ils ne concluent pas toujours comme moi, je me fabrique ma petite conclusion en fonction de ce qu'ils ont écrit, en fonction de ma situation et fonction de mes espérances.

Dans la revue suisse « Interavia » (n° 8, 1951), un certain William P. Brotherton, de la Ryan Aeronautical Company, San Diego, Californie, consacre une intéressante étude à « l'Évolution de la vitesse », où il écrit notamment :

« C'est dans les deux cents dernières années de notre histoire que sont apparus

la machine à vapeur de Watt et le moteur-fusée de Walter, la machine à vapeur a marqué le début du transport rapide et le moteur-fusée marque nos derniers progrès dans le vol rapide. Entre ces deux extrêmes, on trouve les autres grands moteurs thermiques dont chacun a fait époque : la turbine à vapeur, le moteur à essence et la turbine à gaz. Disposant de ces trois propulseurs, nous avons réellement commencé à aller vite. En même temps, ces moteurs ont donné à l'homme une puissance considérable : les Etats-Unis à eux seuls disposent de l'équivalent de la puissance musculaire de vingt-cinq milliards d'hommes, soit de la population de deux mondes comme le nôtre. Cela donne à chaque Américain une moyenne de cent-quatre-vingts esclaves mécaniques pour faire le travail que nos ancêtres devaient faire tous seuls. »

Est-ce clair ?

Que signifie alors l'orchestration tapageuse pour exiger encore plus de travail au prolo abasourdi ?

Ces quelques chiffres montrent que le bonheur de l'homme est techniquement possible. Mais le régime du privilège qui ne se perpétue que par l'exploitation de l'homme, trouve de multiples parades à cet accroissement sensationnel des possibilités humaines. Aussi les travailleurs ne doivent pas composer avec lui, mais agir pour sa destruction.

DANS le dernier Combat Syndicaliste, nous avons parlé de M. Sédillot qui se déclarait « contre toutes les échelles mobiles », voulant avant tout que le franc ne soit pas perdu sans recours. Que les travailleurs crévent la faim, raccommodent sans fin leurs vêtements, ne trouvent pas à se loger, bien qu'ils disposent chacun, comme nous l'avons cité plus haut, d'un nombre respectable d'esclaves mécaniques, ne démontent pas le financier bien pourvu qui ne songe serrement qu'au sort de la monnaie dont nous ne donnons personnellement pas bien cher.

Un échelle de M. Sédillot, Frédéric Jenny, reprend le même thème dans l'« Information » du 29 novembre 1951, au cours d'un article qu'il intitule : « L'échelle mobile ennemie de la monnaie. »

« Il est parfaitement clair que si, au cours d'un processus inflationniste, les salariés exigent que leurs rémunérations soient rehaussées (ou si l'Etat aggrave les charges (fiscales ou autres) et que de la sorte les coûts de revient des producteurs se trouvent insupportablement aggravés, la perspective de nouveaux ajustements automatiques des salaires n'inclètera point les entreprises à travailler à perte, ni ne les empêchera — si elles entendent continuer leur activité — de chercher, au moyen

d'une élévation de leurs prix de vente, à rétablir temporairement l'équilibre financier de leurs exploitations en mettant à profit le décalage qui subsistara toujours entre les renchérissements et les ajustements compensateurs. »

« Mais parce que, précisément, l'échelle mobile automatique aura pour effet de diminuer progressivement ce décalage, les salaires courront de plus en plus vite après les prix, et les prix après les salaires. En bref, l'action du mécanisme en cause, bien loin d'être déflationniste, s'exercera dans le sens d'une inflation graduellement aggravée, c'est-à-dire d'une démolition accélérée de la monnaie dont, du reste, l'échelle mobile est proprement la négation. »

Notons au passage que les entreprises essaient d'avoir toujours le plus grand décalage entre les « renchérissements » et les rajustements de salaires. Cela fait des suppléments aux bénéfices prévus appelés pudiquement, dans l'article, réajustements temporaires de l'équilibre financier d'une exploitation. On se demande comment, après une telle constatation, l'auteur de l'article cité puisse prétendre que les prix courent après les salaires.

Quant à dire que l'échelle mobile est la négation de la monnaie, nous le voulons bien, encore qu'il ne faille pas retourner les problèmes. La notion d'échelle mobile est née de la dépré-

ciation monétaire, et non l'inverse. L'échelle mobile, telle que nous la concevons, accélère la chute d'un régime inique, en empêchant les travailleurs d'être victimes de ses soubresauts ; il est évident qu'une application de l'échelle mobile sans objectif révolutionnaire n'est qu'une duperie de politiciens et que ce n'est pas une telle échelle mobile que redoutent les financiers.

Nous pensons, nous autres syndicalistes révolutionnaires, que le syndicalisme a pour but la suppression du patronat, du salariat et de l'Etat. Mais les leaders syndicalistes américains doivent penser qu'après tout le salariat n'est pas tellement désagréable. Si l'on en croit l'« Observateur » du 29 novembre 1951, voici, en effet, quels seraient les traitements de ces messieurs pour l'année en cours : « 75.000 dollars (soit 30 millions de francs), c'est, précisément, le traitement que le Syndicat des employés de chemins de fer dépendant de l'A.F.L., a décidé d'accorder à son président, M. George M. Harrison, qui ne gagnait, jusqu'à présent, que 35.000 dollars par an. »

« Si M. Harrison accepte ce traitement, il deviendra le syndicaliste le mieux payé des Etats-Unis, position qu'occupait, jusqu'à maintenant, le célèbre John L. Lewis, président de l'Union des mineurs, qui reçoit 50.000 dollars par an, cependant que M. James C. Petrillo, président du Syndicat des musiciens (A.F.L.), en perçoit 46.000, et M. Thomas Kennedy, adjoint de M. Lewis, 40.000. Les chefs des deux grandes centrales américaines, M. Philip Murry (C.I.O.) et William Green (A.F.L.) ne touchent, quant à eux, que 25.000 dollars sur lesquels le fisc en prélève 5.774, ce qui leur laisse un revenu net d'un peu plus de 19.000 dollars. E. M. Walter, P. Reuther, président du Syndicat des travailleurs de l'automobile (C.I.O.) a un « petit » traitement de 11.250 dollars. »

Nous connaissons maintenant le syndicalisme doré !

L. DAMPIER.

Léon Jouhaux, ou de la trahison d'Août 1914 aux 12 millions du Prix Nobel

Tous les syndicalistes et les militants ouvriers connaissent celui que la presse a surnommé « Le Pape du syndicalisme » : le camarade Léon Jouhaux, de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière.

Que de chemin parcouru depuis l'époque où le jeune Léon Jouhaux, apprenti à la Manufacture des Allumettes, âgé de seize ans, rédigeait les procès-verbaux des réunions de son Syndicat ! Qui est cet homme ? C'est à cette question que nous allons essayer de répondre.

Syndicalisme révolutionnaire et antimilitariste

Jouhaux vint très tôt au mouvement syndical. Issu d'une famille ouvrière, il commença à travailler dès l'âge de douze ans ; une grève, à laquelle son père avait pris part, réduisant considérablement les ressources de la famille, l'obligea à quitter l'école et à gagner sa vie.

Au Secrétariat Confédéral, il se distingue par son activité et la fermeté de ses convictions antimilitaristes. Le 8 octobre 1910, Jouhaux fait adopter par le Congrès de la C.G.T. par 900 contre 430 (1) une résolution formant la doctrine confédérale sur la propagande antimilitariste :

Le prochain C. S. paraîtra le Vendredi 21 Décembre

« Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies, la classe ouvrière et la classe capitaliste.

« Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale : « Les travailleurs n'ont pas de patrie » ; qu'en conséquence TOUTE GUERRE N'EST QU'UN ATTENTAT CONTRE

LE CONGRES DE L'U.S.I.

A la suite du développement de l'Union Syndicale Italienne, ainsi que de l'activité déployée depuis la première assemblée qui eut lieu au mois de janvier 1950 à Piombino et où il fut décidé de se rallier aux principes de l'A.I.T., après examen de la deuxième assemblée qui eut lieu en novembre 1950 à Carrare et où fut ébauché le travail d'organisation proposé auparavant, les camarades réunis en C.N. le 8 et 9 septembre, à Pise, conscients de la solidarité ainsi que de l'esprit de sacrifice qui animent les camarades militants de l'U.S.I., ont décidé de convoquer le Congrès national qui devra avoir lieu le 8 et 9 décembre, à Pise.

Ordre du jour du premier Congrès confédéral de l'U.S.I.

- 1° Rapports internationaux, nationaux, régionaux ;
2° Eventuelles observations et modifications aux Statuts ;
3° Action et propagande. Lutte pour les 6 heures. A) Participation aux discussions syndicalistes. B) Examen et participation aux Commissions intérieures. C) Examen de la création des Conseils d'usine en dehors de toute influence politique ;
4° Attitude vis-à-vis des lois antisindicalistes. A) Examen de la politique d'Etat. B) Solidarité aux victimes tombées dans la lutte pour la liberté ;
5° Inscription et modalités pour l'année 1952. Nomination du Secrétariat national et de celui de la presse ;
6° Divers.

Nous attirons tout particulièrement l'attention des Sections ainsi que celle des Syndicats Mixtes sur la véritable signification des travaux du C.N. qui a cru nécessaire de convoquer le premier Congrès au lieu d'une troisième assemblée de l'U.S.I. Ceci fut décidé dans le but de permettre aux organisés de participer aux travaux qui doivent attirer, en premier lieu, l'attention des travailleurs, c'est pourquoi, dans le but d'assurer le succès du premier Congrès de l'U.S.I., il est nécessaire que tous ceux qui croient en la nécessité de l'U.S.I. fassent connaître à tous les travailleurs l'ordre du jour du Congrès.

Le C.N. supplie les camarades de se conformer aux statuts :

LA CLASSE OUVRIERE, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications.

« Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. » (2)

En 1911, Jouhaux se rend à Berlin, avec une délégation de la C.G.T., répondant à l'invitation des syndicats allemands. Laissons Jouhaux nous raconter l'intervention des délégués français au meeting de résistance à la guerre :

« Ce fut devant un auditoire enthousiaste de 20.000 personnes que les délégués français demandèrent de mettre en pratique, dans ces circonstances troublées, la devise internationale : Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! et d'empêcher par tous les moyens la guerre d'éclater. Ces paroles soulevèrent des salves d'applaudissements. Les ouvriers allemands vibraient à l'unisson des prolétaires français. Ce fut une belle journée internationale. » (3)

En novembre 1912, Léon Jouhaux est un des signataires de la motion finale du Congrès extraordinaire de la C.G.T. :

« D'où il résulte que si, par folie ou par calcul, le pays au sein duquel nous sommes placés se lançait dans une aventure guerrière, au mépris de notre opposition et de nos avertissements, le devoir de tout travailleur est DE NE PAS REPENDRE A L'ORDRE D'APPEL et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes... Comme objectif la conquête de leur émancipation et comme moyen la grève générale révolutionnaire. » (4)

Jouhaux syndicaliste révolutionnaire est fidèle à la doctrine du mouvement ouvrier. La lutte contre l'impérialisme se peut séparer de la lutte contre la guerre. C'est à cette dernière qu'il se consacre presque exclusivement.

Jouhaux au sein de la C.G.T., Jaurès au sein du parti socialiste, tous deux menaient la même lutte, conforme aux intérêts du prolétariat. Face à cette force grandissante, la guerre sans doute devrait reculer... La classe ouvrière est entre de bonnes mains.

Avant la bataille

Le 28 juin 1914 à lieu l'attentat de Sarajevo, cause historique, comme on nous l'a appris à l'école primaire, de la première guerre mondiale.

Avant le X^e Congrès de l'Internationale Socialiste, Jaurès se prononce fermement pour la grève générale contre la guerre : « S'il est vrai que dans tous les pays à certaines heures de crise, c'est à la grève générale que les travailleurs ont recours, il est impossible qu'ils ne recourent pas à ce moyen contre la guerre. »

Au sein de la social-démocratie française, seul Jules Guesde se prononce contre, car il considère cette position comme « un crime de haute trahison contre le socialisme ».

Le 25 juillet 1914, l'Autriche rompt les relations diplomatiques avec la Serbie. C'est le prétexte à la grande boucherie qui, quatre années durant, allait ensanglanter l'Europe.

Les esprits se tendent. La certitude de la déclaration de guerre s'impose aux esprits. Que va faire la C.G.T. ?

Le 26 juillet, Léon Jouhaux publie un article qu'il titre : « A BAS LA GUERRE ! », ou il écrit :

« En faut-il plus pour insister sur le rôle

de la classe ouvrière, pour prouver la nécessité d'une entente des travailleurs de tous les pays, et pour montrer enfin que le recours à la force du travail, manifestée par la grève générale qui est sa formule vraie, s'impose à tous les travailleurs avec véhémence, puisque ce sont eux qui feront presque tous les frais de la guerre, puisque ce sont eux qui en subiront les dernières conséquences.



ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e) Paraît tous les 10 jours
Abonnements, 12 numéros : 170 fr. 24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 650 fr. Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHARD PARIS 7497-93 20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-X^e

« Puisque ce sont eux, en fait, qui sont en vérité RESPONSABLES DE LA PAIX DU MONDE, IL FAUT QU'ILS SE TIENNENT CONSTamment PRÊTS A L'IMPOSER.

« Un danger effroyable pèse sur nous : tenons-nous prêts à l'éloigner, nous répondent ainsi au nom du peuple russe, se révoltant à la fois contre les crimes du tzarisme et contre les menaces de guerre européenne qu'il suscite constamment.

« Le peuple sait que la guerre, la guerre européenne menaçante, avec ses boucheries, ses massacres, la famine, les épidémies qu'elle entraîne, signifierait un formidable recul, peut-être la fin d'une civilisation, à coup sûr l'anéantissement de tous nos espoirs. Et la diplomatie néanmoins, la prépare en dehors de lui... » (5)

Certes, certains abandonneront la lutte, d'autres trahiront la cause du prolétariat. Le jeune Léon Jouhaux l'a prévu. D'avance il leur répond :

« L'habitude de mentir oblige à continuer, c'est ainsi que cet homme, dont la vie ne fut que reniement, ose déclarer, parlant de la classe ouvrière, que « même dans ses impatiences les plus fébriles, elle devrait bien prendre l'habitude de respecter la parole donnée ». M. Briand peut essayer d'équivoquer, de jeter de la poudre aux yeux, il n'effacera ni la « mobilisation des cheminots, ni ses déclarations à la Chambre sur le recours à l'illégalité ». Nous savons, certes, par expérience, que sa grande force fut, jusqu'ici, de jouer à la mansuétude et de s'attacher certains hommes par les services rendus. Mais tout à une fin, et cette politique de ruse et d'hypocrisie arrive toujours à un moment où elle ne peut plus être poursuivie sans danger pour son auteur.

« Transformer une roublardise en une action de sympathie, cela ne s'était encore vu que sur la scène du Grand-Guignol, où Arlequin remplit les grands premiers rôles... Briand aura le mérite d'avoir transporté ces mœurs dans la vie politique et ainsi personnalisé l'Arlequin social... Les paroles de Saint-Etienne resteront un modèle de culot, et c'est tout. » (6)

Ainsi la voie était tracée. Aucun retour en arrière ne semblait possible. La lutte contre la guerre est menée sur les deux fronts : politique et syndical. Symbolisé par deux hommes, Jaurès et Jouhaux, elle recueillait l'adhésion de l'ensemble de la classe ouvrière. Face à un bloc aussi fort, aussi uni, qu'allait tenter le Gouvernement ? Le bloc de la raison aurait-il la victoire ? L'histoire déjà nous a répondu.

Les deux crimes

Le 29 juillet 1914, le député radical Messimy, ministre de la Guerre, prenant la parole au Conseil des Ministres, exprime sa confiance dans le patriotisme du peuple français. Quoi qu'il arrive, ceux-ci défendront le sol sacré de la patrie. Quant aux militants syndicalistes, ils seront mis à la raison.

Briand aura le mérite d'avoir transporté ces mœurs dans la vie politique et ainsi personnalisé l'Arlequin social... Les paroles de Saint-Etienne resteront un modèle de culot, et c'est tout. » (6)

« Laissez-moi la guillotine, et je garantis la victoire. Que ces gens-là (les militants syndicalistes) ne s'imaginent pas qu'ils se sont simplement enfermés en prison. IL FAUT QU'ILS SACHENT QUE NOUS LES ENVERRONS AUX PREMIERES LIGNES DE FEU : s'ils ne marchent pas, ils recevront des balles par devant et par derrière. Après quoi, nous en serons débarrassés... »

Fières paroles... et dignes d'un grand patriote !

Ainsi, les uns seraient... assassinés légalement. Quand aux autres, ceux que l'on ne peut emprisonner ou envoyer au front, l'on emploiera d'autres méthodes.

Le 31 juillet 1914, Jean Jaurès demande une audience au Quai d'Orsay, le ministre en exercice, Viviani, n'est pas là. C'est Abel Ferry qui reçoit Jaurès et ses amis. A une question du sous-secrétaire d'Etat sur l'attitude des socialistes face au conflit sans cesse plus menaçant, Jaurès répond fièrement : « CONTINUER NOTRE CAMPAGNE CONTRE LA GUERRE. » Ce à quoi Abel Ferry réplique avec cynisme : « C'est ce que vous n'oserez pas, CAR VOUS SERIEZ TUE AU PREMIER COIN DE RUE ! »

Quelques heures plus tard, Jaurès était assassiné.

Le 1^{er} août, le ministre de l'Intérieur, Malvy, envoyait ce télégramme aux préfets : « Ministre Intérieur à Préfets, « AYANT TOUTES RAISONS DE CROIRE

ATTENTION !

Les camarades sont avisés que la permanence du siège, 39, rue de La Tour-d'Auvergne, Paris-9 sera ouverte aux heures suivantes pendant le mois de décembre :

- les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 14 à 19 heures ;
— le samedi, de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures ;
— le dimanche, de 9 h. 30 à midi.

QU'IL PEUT ETRE FAIT CONFIANCE A TOUS INSCRITS AU CARNET B POUR RAISONS POLITIQUES, ne procédée à aucune Mouvement ouvrier pendant la guerre », qui nous l'apprend :

« Que s'était-il passé pour que le Gouvernement ne fit pas usage de son fameux « carnet B » qui lui offrait la possibilité de

mettre hors d'état d'agir les quelque 3.000 militants syndicalistes ou socialistes qui y étaient inscrits ?

C'est A. Rosmer, dans son ouvrage « Le « Jaurès est mort, JOUHAUX EST ACHE-TE »

Maintenant les crimes sont accomplis, la guerre peut déferler sur l'Europe. Aucune résistance ne lui sera opposée.

Le 1^{er} août 1914 est affiché l'ordre de mobilisation générale.

La trahison de Jouhaux

Jouhaux a trahi. Jouhaux, en qui la classe ouvrière mettait ses espoirs, n'a pas répondu à son appel. Celui qui ne pouvait trahir a été abattu, l'autre a été achemé.

D'après Dolléans, la décision de ne pas utiliser le carnet B aurait été prise « après un entretien que le secrétaire confédéral aurait eu avec M. Poincaré. »

Pourquoi cette trahison ?

Là, le mystère reste entier. Appât du gain ? Désir de jouer un rôle de premier plan ? Besoin de briller, de revenir un personnage influent ?

Personne ne sait ou plutôt personne ne veut parler. Peut-être qu'un jour, nous saurons.

Quoi qu'il en soit, Jouhaux, futur Prix Nobel de la Paix, s'engagea résolument dans la voie du patriotisme et du militarisme. Qu'on en juge :

« Nous avons déjà dit ce que nous pensons de l'urgence d'une renaissance de l'activité industrielle. Nous n'y reviendrons pas, sauf pour ajouter que plus approche l'heure des émotions, plus il est indispensable que les grosses nouvelles émotives trouvent une classe ouvrière non désespérée par le désarmement.

« Ceci dit, qu'il nous soit permis d'indiquer publiquement un autre point d'importance capitale qui, réalisé, permettrait une reprise de la vie économique. Dans la situation présente des opérations militaires, terrestres et maritimes, et par rapport à la position prise dans le conflit par l'Angleterre, les mers Méditerranée, Manche, Nord et océan Atlantique sont ouvertes en presque sécurité à notre Marine marchande, ainsi qu'à celle de notre Allié. Nos ports peuvent donc retrouver une vie normale, à la condition qu'il y ait un trafic maritime assez considérable.

« Cela est-il possible ? Oui, puisque selon les données que nous connaissons, la maîtrise de ces mers nous est assurée. Mais il y a plus. L'Allemagne est présentement bloquée, son commerce maritime s'est en partie arrêté. Pourquoi notre Marine marchande, coopérant avec celle de l'Angleterre, ne reprendrait-elles pas à leur profit une partie du travail allemand qui ne se fait plus ?

« Ce serait une première victoire, et d'une importance qui ne peut échapper à personne. L'activité maritime engendrerait une activité industrielle, en même temps qu'elle nous permettrait de constituer des réserves, ce qui n'est pas non plus négligeable... »

« Il faut profiter de toutes les situations, le blocus allemand par la flotte anglaise rend libre notre action commerciale sur la mer. Profitions-en pour nous ravitailler d'abord, assurer du travail ensuite et constituer notre supériorité dans le domaine de l'importation et de l'exportation pour l'avenir. » (7)

Le 2 août « La Bataille Syndicaliste » écrit :

« Que les flots du sang qui ont commencé de couler sur les plaines de la Wolvre retombent sur la tête de Guillaume II et des pangermanistes. »

En relisant ces textes, nous croirions rêver. Il nous semble lire la prose du Comité des Forges ou celle de Charles Maurras !

Il est vrai que, en ce mois d'août 1914, le « syndicaliste » Léon Jouhaux siège au « Comité de Secours National », en compagnie de Lépine (ex-préfet de police), Mlle Déroulède (la sœur du tambour), Maurice Pujol (de l' « Action Française »), du grand rabbin, etc...

Et aux obsèques de Jaurès, le « syndicaliste » Jouhaux osera déclarer :

« Au nom de ceux qui partent — et DONT JE SUIS — (mais il ne partira, les tranchées étant trop humides), je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous fait partir de France. NOUS (les partisans de l'Internationale prolétarienne) pousserons sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand. » (8) Et vive l'impérialisme français, défenseur du droit, de la justice, de la liberté... Voilà ce qu'aurait pu ajouter le brillant orateur.

Le 28 août 1914, Jouhaux écrit encore : « Ayons confiance dans l'issue finale de cette GUERRE DU DROIT CONTRE LA BARBARIE. Qui, ayons confiance tout en nous préparant à mettre au service de notre cause la totalité de notre force et de notre intelligence... Notre sang-froid devant le danger, notre courage exalté par la haine de l'impérialisme, sauveront, nous en sommes sûrs, le monde du caporalisme prussien. » (8)

A quel bon continuer de citer les articles du renégat ! Nous pourrions en faire un volume. La cause est maintenant jugée... Quoiqu'il en soit, Jouhaux ne partit pas pour le front. Par quel miracle ? Nul ne sait.

Alors que pour se débarrasser des syndicalistes révolutionnaires, on emploie tous les moyens, mêmes les plus perfides, Jouhaux reste sagement à Paris, puis émigre à Bordeaux... avec le Gouvernement où il se fait nommer « Commissaire à la Nation ».

Pendant ce temps, Pierre Monatte est récupéré, est envoyé à son dépôt : François Millon, secrétaire de l'U.D. du Rhône, est expédié au Maroc ; M. Dumoulin au front, etc., etc.

Stalinien camoufflé ?

M. Jouhaux continua sa brillante carrière. Après la première guerre mondiale, il reçut un poste officiel du Gouvernement de la 11^e République. Puis il représenta le monde du travail à la Société des Nations, puis au Bureau International du Travail pour s'associer confortablement, en 1936, dans l'un des fauteuils de « régent de la Banque de France ». Comme on voit, l'Etat récompense ses serviteurs.

1936 voit la réunification syndicale et, en 1937, Jouhaux se serait rendu à Moscou pour y conférer avec le camarade Staline. Qu'il en soit, Léon Jouhaux n'a pas, depuis 1937, pris position ouvertement contre le stalinisme et ses agents. Même en 1939, il a gardé d'étranges amitiés.

En 1942, il réunifie le mouvement syndical en donnant déjà une place prépondérante aux stalinistes. Il introduit à la direction de la nouvelle C.G.T. : Reynaud, Monmousseau, Couette, Tollet, Le Brun, Saillant.

En 1947, il s'oppose à la scission. Et c'est parce qu'il est jeté hors de la C.G.T. qu'il consent à présider la nouvelle C.G.T.-F.O. Et si aujourd'hui F.O. voit ses effectifs fondre, si F.O. devient de plus en plus une centrale fantôme, c'est en partie au « Pape du syndicalisme » qu'elle le doit.

Notons en passant qu'il avait accepté la vice-présidence de la F.S.M. et qu'il fit des pieds et des mains pour y rester et pour y faire accepter Force Ouvrière. Mais les purs n'en voulaient pas et Jouhaux fut contraint (encore !) de partir pour chercher refuge à la C.I.S.L. où il occupa (aussi) un fauteuil de vice-président !

Mais tout cela ne le console pas. Il semble qu'il désire autre chose. Redevenir le porte-parole d'une nouvelle C.G.T. unifiée. C'est du moins ce que l'on chuchote dans certains milieux syndicalistes.

Quels liens a-t-il avec le P.C. ? Il est difficile de le préciser, mais il est facile de remarquer que les communistes menagent visiblement l'ex-camarade (pour combien de temps encore) Léon Jouhaux. Jamais dans « L'Humanité » ou « La Vie Ouvrière », on ne l'attaque durement. Jamais il n'a droit aux épithètes de vipère lubrique ou de rat visqueux. Lorsque Léon Jouhaux est délégué de la France au Bureau International du Travail, les communistes grognent bien un peu, mais pour la forme. Il semble que des consignes supérieures aient été données et qu'il faille ménager l'ancien Secrétaire général de la C.G.T.

Léon Jouhaux est l'un de ces hommes qui aiment à s'entourer d'individus plus ou moins étranges, aux activités plus ou moins louches. On se souvient certainement que, voici deux ans, lorsque M. Queuille organisa des rafles spectaculaires dans les milieux communistes espagnols, l'un d'eux — un certain Abramson — se donna comme secrétaire de M. Jouhaux et fut relâché peu après.

Quoiqu'il en soit, les amitiés ou les relations de l'actuel Président de la C.G.T.-F.O. sont plutôt particulières. Comme pour Mathot, dont nous avons relaté l'histoire dans notre précédent article, nous trouvons dans celle de Jouhaux d'étranges coïncidences qui nous autorisent à penser que, là aussi, le parti communiste possède un allié ou un exécutant.

Mathot a bénéficié de l'aide occulte des dirigeants stalinistes. Jouhaux semble bénéficier des mêmes avantages.

Nous sommes aujourd'hui en droit de demander la nature des liens existant entre les organisations staliniennes et les succursales ouvrières ou cachées de la C.G.T.-F.O. OUI OU NON, JOUHAUX EST-IL UN AGENT DOUBLE ? A T-IL PRÉSENTÉ UN ENGAGEMENT OU NON LE JEU DES STALINIENS ?

Prix Nobel de la Paix !

C'est cet homme qui vient de recevoir le Prix Nobel de la Paix. Le Prix Nobel de la dynamite. Sans doute pour le remerciement d'avoir lutté contre l'impérialisme allemand pour l'impérialisme français, pour avoir exhorté les prolétaires français à se faire casser la gueule, alors que celui qui fut en son temps un de leur guide (sans doute un péché de jeunesse) se repliait à Bordeaux et « enfourchait » le clairon de Déroulède, parcourait le pays, chantant la gloire de la Patrie, et priant pour le triomphe des armées sur l'air de « Les prolétaires n'ont pas de patrie ».

Qui se ressemble s'assemble ! Les impérialistes allemands n'ont pas de rancune ; témoin cette lettre de Walter Hallstein, ancien lieutenant de la Wehrmacht, aujourd'hui Secrétaire d'Etat du Gouvernement de Bonn et bras droit d'Adenauer.

Staatssekretär Prof. Dr Walter Hallstein. Bonn, le 9 novembre 1951, Palais du Chancelier fédéral.

« Cher Monsieur, « Je me permets de vous adresser mes cordiales félicitations pour le Prix Nobel de la Paix, qui vient de vous être décerné. Je suis très heureux que ce soit précisément à vous qu'on l'ait accordé et j'espère que vous pourrez poursuivre durant de longues années encore, votre bienfaisante activité.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération. »

Walter HALLSTEIN.

Signalons à titre documentaire, pour tous ceux qui croiraient encore au désintéressement de l'individu que le Prix Nobel se monte à 12 millions de francs, et qu'il est payable en dollars. Telle est en 1951 la valeur, compte tenu des dévaluations des trente deniers de Judas.

Voilà rapidement brossé le portrait de l'homme qui émet la singulière prétention de représenter la classe ouvrière française. Voilà l'homme qui, à l'étranger, passe encore pour une des plus belles figures du mouvement syndical de notre pays.

C'est un masque qu'il faut arracher, c'est une campagne de propagande qu'il doit commencer. Si notre effort reste isolé et incompris, il ne servira à rien. Les pontifes continueront à pontifier, les traîtres à trahir, les Judas à encaisser leurs trente deniers ou leurs douze millions...

C'est seulement lorsque le mouvement ouvrier sera débarrassé de ses parasites, qu'il sera possible de s'associer autour d'une même table et de discuter.

C'est à nous de choisir pour la vie ou pour le suicide.

Jacques BRENNERT.

- (1) Edouard Dolléans : Histoire du Mouvement Ouvrier, tome 2, page 192.
(2) Alfred Rosmer et Mondiano : Roman sacré 1914-1930, page 5, édition 1936.
(3) Léon Jouhaux, Bibliothèque du mouvement prolétarien, Rivière, édition 1913.
(4) Alfred Rosmer et Mondiano : op. cit., page 5.
(5) « La Bataille Syndicaliste », 26 juillet 1914.
(6) « Voix du Peuple », 4 janvier 1914.
(7) « Bataille Syndicaliste », 14 août 1914.
(8) « Bataille Syndicaliste », 28 août 1914.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

25^e année - Nlle série, N° 76

15 FRANCS

VENDREDI 21 DÉCEMBRE 1951

Puisque l'on reparle d'unité

Dans mes précédents articles nous avons vu comment ces gens qui n'ont que le mot « unité » dans la bouche se sont comportés pendant les longues années de 1921 à 1935.

Nous allons voir à présent comment ils ont agi durant la courte période d'unité, dans les cinq années précédant la dernière guerre.

Tout d'abord, il nous faut revenir un peu en arrière, au moment de la motion des cheminots de Paris-Etat rive-droite, et plus tard, celle dite du Comité des 22.

Si la première ne fit guère parler d'elle dans la vieille C.G.T., elle fit, par contre, beaucoup de bruit en 1927, au Congrès de la C.G.T.U., à Bordeaux. A partir de ce moment l'unité syndicale, l'unité organique, est à l'ordre du jour de toutes les assises syndicales. Que ce soit dans les syndicats, dans les U.D., dans les fédérations et jusque dans les confédérations, à chaque Congrès, la question est sérieusement agitée. La base (comme ils disent) pousse de toutes ses forces, cependant que les sommités, les états-majors résistent. Les bureaucrates luttent désespérément pour préserver leur fauteuil.

Mais le courant est irrésistible. D'importantes minorités s'organisent à l'intérieur des deux confédérations. Oubliant ce qui naguère les avait divisés, les militants se recherchent,

échantent leurs points de vue, encouragent les contacts. Dans la pratique, l'unité d'action est déjà un fait accompli. La loi d'airain du capitalisme et du fascisme menaçant en France les contraint à l'union et crée pour eux un dilemme d'une actualité brûlante qui les pousse à agir.

Nous sommes à la fin de 1933, l'avenir de la classe ouvrière de ce pays est peu brillant, le chômage se développe et parallèlement la misère s'accroît dans les foyers.

Pierre Laval, de sinistre mémoire, avait, lors d'un de ses passages au pouvoir, exigé, en accord avec toutes les forces de régression sociale, une baisse autoritaire des salaires, baisse allant jusqu'à 50 %. Cette baisse devait, selon les promesses de l'auteur, conduire à une baisse générale des prix.

Nous l'attendons encore...

Dans cette expérience, comme dans d'autres, la classe ouvrière fut une nouvelle fois tondu, mais pas sans réagir. Les grèves furent nombreuses et dans bien des cas victorieuses. Mais la classe ouvrière croyait que sa faiblesse venait de sa désunion et c'est pour cette raison que, malgré les bonzes, elle la réalisait dans l'action.

J'ai fait plus haut mention de la motion des 22. Cette motion contribua considérablement à un grand courant

qui devait nous conduire à la réalisation de la véritable fusion de tous les syndicats ouvriers français. Cette poussée eut beaucoup de répercussion à tous les échelons des deux confédérations. Au Congrès de Japy en 1931, elle s'opposait avec hardiesse à la motion officielle des organisations centrales confédérées. Les cadres quasi inamovibles que l'on recontra à tous les rouages de la vieille C.G.T. avaient une grande peur des obligations que leur créerait la réalisation de l'unité syndicale.

De pareilles dispositions d'esprit montrent aisément la facilité avec laquelle ils furent plus tard débordés par les communistes qui colonisèrent leur organisation en s'emparant des directions que ces syndicalistes timorés.

(Suite en page 2.)

SUR LES SALAIRES

Dans un précédent article je disais que la revendication concernant l'augmentation des salaires telle qu'on la présentait actuellement, était un slogan qui a fait long feu. Les conditions sur cette question n'étant plus les mêmes aujourd'hui que celles d'antan. Qu'à la place il faut parler de la distribution des richesses du pays.

Il semblerait que ces affirmations ont laissé supposer que la C.N.T. doit cesser toute action pour cette revendication. Afin que disparaisse cette équivoque, des éclaircissements s'imposent.

Tout d'abord, je précise. Il n'a jamais été dans ma pensée d'abandonner, de retrancher quoique ce soit des revendications immédiates inscrites dans le programme de la C.N.T. Nous sommes en régime capitaliste, je ne l'oublie pas. Nous devons donc, par les moyens que notre Charte met à notre disposition, l'affaiblir pour en hâter la disparition. La revendication pour des salaires meilleurs en est un qu'on ne doit pas négliger.

Seulement, pour que cette revendication légitime ait son plein effet, nous devons en expliquer le mécanisme aux travailleurs. Cela leur permettra de la poser avec des arguments sérieux, précis, dénués d'artifices, ayant ainsi toutes les chances de succès. Ce ne sont pas avec les sentiments que l'on combat le capitalisme, c'est avec ses armes sur son propre terrain.

Pour cela, les travailleurs doivent savoir :

1° Qu'avant la guerre 1939-1945, un entrepreneur, un industriel ne percevait qu'un bénéfice de l'ordre de 6

à 12 % maxima. Quand il avait atteint ce dernier taux, il réalisait une bonne affaire.

2° Qu'aujourd'hui, il a légalement le droit d'inclure dans le prix de revient ce que l'on appelle « loi Ambroise-Croizat » la rémunération professionnelle, calculée sur le coefficient 800, soit salaire du manoeuvre multiplié par 800 ou : 15.000 X 8 = 120.000 francs. Il peut ainsi et rien ne l'interdit, percevoir cette rémunération pour chacun des membres de sa famille.

3° Que dans le prix de revient y sont inclus les charges sociales et frais généraux.

4° Que l'entrepreneur ou l'industriel est légalement autorisé, en dehors de ce qui est cité aux 2° et 3° points à percevoir un bénéfice net de 33 %. Qu'ensuite, tout produit ou matériel qui, sans être transformé ou façonné, passe dans son usine ou entreprise, peut subir une majoration de 50 % pour frais manutention et autres.

Comme on le voit, les conditions pour poser cette revendication sur la « rallonge » ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'avant. Il faut donc la présenter sous une forme plus scientifique que sentimentale, et aller à la bataille avec des arguments irréfutables. J'ai essayé succinctement d'en fournir quelques-uns.

Encore une fois, il n'est pas question de repenser le syndicalisme révolutionnaire, le nôtre, de rêver dans l'abstrait. Au contraire lui donner plus de vigueur et de réalisme dans ses revendications quotidiennes.

V. NAN.

La tournée Arradon

A BREST le 23 novembre 1951

L'heure et le mauvais temps ont été la cause que l'auditoire fut plus restreint que d'habitude. Le sujet traité fut néanmoins écouté par tous les copains avec beaucoup d'attention.

Arradon traita à fond le programme de la C.N.T., la revalorisation des salaires avant toute échelle mobile, le retour immédiat aux quarante heures avec la perspective de la journée de 6 heures, lutte sur les deux fronts de la vie sociale en défendant les travailleurs sur le terrain de la production et ensuite sur celui de la consommation. Notre camarade démontra la nocivité du syndicalisme traditionnel des autres centrales, indiquant qu'il était nettement dépassé et que l'avenir appartenait à la C.N.T.

Aux travailleurs de Brest de le comprendre et de rallier les rangs des syndicats de la C.N.T.

A INDRET le 24 novembre

Belle réunion, où le sérieux de toutes les questions débattues fit une grande impression sur l'auditoire. Arradon d'abord, Morandea ensuite, insistèrent tour à tour sur la nécessité de réunir dans une seule centrale tous les ouvriers se réclamant du syndicalisme apolitique et firent remarquer que seule la C.N.T. répondait à ce désir. Il n'y a donc, par conséquent, aucun obstacle sérieux à la réalisation d'une union entre militants syndicalistes dans la Loire-Inférieure. Beaucoup d'ouvriers restent actuellement dans l'expectative. Il appartient à nos camarades de démontrer, par leur comportement de tous les jours, que la C.N.T. répond à tous les espoirs des travailleurs.

A SAINT-NAZAIRE le 25 novembre

Réunion d'information avec nos amis de cette localité. Un échange de vue eut lieu entre les militants Arradon, Jubé, Bidé, etc. Une organisation de fonctionnaires est en voie de formation. En conclusion, tout le monde s'engage à renforcer la C.N.T.

A Nantes, le contact est repris avec quelques camarades pour renforcer la section syndicale du bâtiment. Quelques camarades se sont engagés à faire ce travail. Ils comptent sur l'aide des copains de l'U.L. de Saint-Nazaire, également sur ceux d'Indret et Couëron pour parachever l'œuvre entreprise.

A NANTES

Le dimanche, nous étions à Nantes, où était organisée une réunion publique et contradictoire. Arradon développa avec beaucoup de talent et en toute objectivité le programme revendicatif de la C.N.T.

Toutes ces questions, que nous citons par ailleurs, furent écoutées avec un vif intérêt. Quelques contradicteurs essayèrent de convaincre l'auditoire que c'était une erreur de continuer la C.N.T. et naturellement (cela est de mode à présent), ils se déclarèrent fédéralis-

dans l'Ouest

tes, libertaires, indiquant qu'ils étaient membres de F.O. et préconisant de nous joindre à eux afin de redresser la C.G.T.-F.O.

Arradon n'eut aucun mal à démontrer à ces contradicteurs, qui nous attaquaient sur le fond du sujet, que F.O. était un des piliers de soutien du régime capitaliste, une sorte de soupape de sûreté et, dit-il en substance, je trouve tout de même bizarre le groupement de gens se disant libertaires, avec les syndicats de police de France, ainsi que le syndicat des Commissaires de police, groupés eux aussi au sein de F.O.

Bonne journée pour la C.N.T., puisqu'un syndicat du bâtiment est en train de se former.

Que les copains s'unissent dans les syndicats C.N.T. !

UN NOUVEL EFFORT

Depuis un certain temps nous nous sommes abstenus d'alerter nos camarades sur la situation financière du Combat Syndicaliste.

Cela ne voulait pas dire que la trésorerie de notre journal se trouvait à l'abri, non, mais il nous coûte d'avoir à toujours répéter les mêmes choses, surtout lorsque ces choses consistent à « taper » les lecteurs.

Il est un fait, c'est qu'actuellement un journal comme le nôtre ne peut vivre de ses recettes, seule la souscription ou la recherche d'abonnés nouveaux peut lui permettre de tenir. Tous les journaux d'avant-garde en sont là ; aucun n'y fait exception.

Nous savons qu'il est impensable pour nos amis que le « C.S. » soit acculé à cesser sa parution bimensuelle ; c'est cependant ce qui risque de se produire sous peu si un nouvel effort n'est pas fait par ceux qui l'aiment.

Nous comptons donc fermement que cet appel ne sera pas fait en vain et qu'au moment où la C.N.T. reste le seul point de ralliement des travailleurs qui veulent une révolution sociale, son porte-voix soit dans l'obligation de ne plus se faire entendre.

SOMMES REÇUES POUR LE C. S. AU 18 DÉCEMBRE

Meiller, 200 ; Treuvev, 30 ; Bournez, 20 ; Gravot, 170 ; Gravot, 5 ; Edo, 30 ; Trouillée, 70 ; Bourmaud, 100 ; Pué-chagut, 100 ; Moranzoni, 150 ; Transports Paris, liste n° 199, 660 (Coste, 60 ; Capelle, 100 ; Flament, 100 ; Samson, 100 ; Gelleoli, 100 ; Renard, 100 ; Beauvils, 100). — Mapillon, 30 ; Bregliano, 35 ; Boffanet, 40 ; Mirande et sa compagnie, 1.000 ; Riera, 10 ; Raoul, 5 ; U.L. Couëron, 530 ; Giraud, 350 ; un espérantiste, 100 ; Mancel, 200 ; Baila, 350 ; Moreau, 500 ; Le-heurteux, 220 ; Liste 2^e U.R., 450 (Ca-

pelle, 100 ; Quintin, 100 ; Richaud, 50 ; Anonyme, 100 ; Le Bourhis, 50 ; Pué-chagut, 50). — U.L. Port-de-Bouc, 1.750 ; Hubert, 100 ; Morgane, 5 ; Piney, 350 ; U.L. St-Nazaire, liste n° 579, 800 (Moizeau, 100 ; Jubé, 100 ; Chaumarel, 100 ; Bidé, 100 ; Gineau, 100 ; Henry, 100 ; Bouvinau, 100 ; Maréchal, 100). — Pierre, 5 ; U.L. Toulouse, liste n° 577, 1.555 (Vicente, 500 ; Arnatot, 100 ; Section Barège, 390 ; Valls, 80 ; Marin-Mestre, 20 ; Segouffin, 100 ; Nan, 100 ; Membrado, 100 ; Nan, 130 ; Aced, 35). — Gilbert, 10 ; Ferrissaguet, 50 ; Anonyme, 20 ; Mancel, 100.

UNE GREVE DE PLUS POUR RIEN

La démonstration a été faite de nombreuses fois que les grèves tournantes ou « par relais », pourrait-on dire, n'ont abouti qu'à émousser la combativité des travailleurs, et à les rendre sceptiques — non pas sur les « possibilités » des prétendues « grandes centrales » de sortir le prolétariat de l'ornière où on l'enfoncé un peu plus chaque jour, ce qui serait logique et conforme à leurs intérêts ; mais sur leur capacité propre d'émancipation. Et, cependant, le problème — malgré les fallacieux avantages des gouvernements ouvriers — reste entier. Aussi, sans nous lasser, nous rappelons le point essentiel du combat syndicaliste, celui pour lequel les pionniers du syndicalisme ont lutté : la grève générale.

La grève des tramways lyonnais du 14 décembre 1951 consolide notre position, redonne de la vigueur à ce « vieux » mot d'ordre, incite les masses laborieuses à réfléchir sur la pierre angulaire du problème. Alors que notre Secrétaire confédéral à la propagande, dans l'exposé qu'il fit à la Salle des Réunions Industrielles le jeudi 13 décembre au soir, s'appliquait à démontrer qu'il ne restait qu'une seule issue pour sortir de l'impasse : la grève générale, la C.G.T., le même jour, lançait l'ordre de grève de l'O.T.L. pour le 14, de 0 à 24 heures. « Un coup d'épée dans l'eau », pourrais-je dire, si je ne con-

sidérais, dans ce cas, l'ironie de mauvais goût.

Et au matin du 14, on pouvait lire dans la presse lyonnaise : « Pour palier en partie l'arrêt des transports en commun de la région lyonnaise, l'administration s'efforcera de mettre en route des services partiels de remplacement par cars et camions. »

J'ajoute que des camions militaires participèrent à ce remplacement, mais ces quelques lignes ne devraient-elles pas faire comprendre aux travailleurs que la solidarité dans l'effort de grève est de première nécessité ?

Que l'on me permette au sujet de cet arrêt, d'un jour, des trams de Lyon, de rapporter la réflexion, pleine de sel, d'un employé de l'O.T.L. A quelques voyageurs qui maugréaient contre la Compagnie, il répondait, avec propos, « que les Lyonnais imitent les habitants de Barcelone ! Si, pendant trois jours, l'ensemble des voyageurs dédaignaient les voitures de l'O.T.L. et marchaient à pied, le résultat serait plus efficace que toutes nos grèves périodiques. »

Je ne connais pas plus belle façon d'illustrer l'efficacité de l'action directe ! Notre camarade Arradon nous en citait quelques exemples semblables dans la région parisienne. Mais, si l'on poursuivait l'idée de ce recevoir de tramway, on pourrait, conscients que « tout se tient », affirmer que toutes les corporations étant solidaires les unes des autres, les grèves devraient faire « boule de neige » et tout naturellement aboutir à la grève générale. Ce serait le plus sûr moyen de faire reculer le patronat.

Il semble, à voir l'état de la classe ouvrière, que nous n'en sommes pas encore là. Le terrain « cédé » est considérable, les pontes des centrales officialisées peuvent être fiers du travail de désagrégation qu'ils ont accompli ; mais le but final vaut bien que l'on reprenne la lutte à ce dessein. Hors de cette voie, pas de salut !

Comme le faisait remarquer avec justesse notre camarade Arradon, la C.N.T. ne prétend pas posséder la « science infuse » du syndicalisme. Elle invite seulement à juger sans passion, sans animosité, sans équivoque, les arguments qui militent en sa faveur. Une seule chose compte pour

elle et pour ceux qui s'en réclament : la défense des travailleurs producteurs, qui sont à l'heure actuelle les plus mal lotis.

Sur le point précis de la grève générale, qui nécessiterait encore beaucoup d'articles, de discussions et de mises au point bien définies, il sera difficile de faire admettre aux militants de la C.N.T. que ce moyen est utopiste et ressort de la démagogie. L'affirmer serait chose aisée, le démontrer serait pure fantaisie ; les faits nous ont trop souvent donné raison.

Si notre centrale axait sa propagande sur des slogans, je pourrais lancer celui-ci, en guise de conclusion : « Il faut savoir ne pas terminer une grève. » Mais l'heure est plutôt à la gravité qu'à l'humour.

FRANLUC.

IMPORTANT

A TOUS LES CAMARADES QUI ECRIVENT A LA REDACTION DU « C.S. »

Quand vous écrivez un texte destiné à être inséré dans le C.S., écrivez-le sur une feuille à part et d'un seul côté, en laissant une marge suffisante afin de permettre les signes typographiques qu'il exige.

Ne mettez pas de formule de politesse sur la feuille qui porte votre texte. Si vous ne voulez pas vous plier à cette règle élémentaire, vous doublez le travail du rédacteur et vous risquez de voir votre communiqué se perdre.

Un texte destiné à la rédaction n'arrive pas à temps à celle-ci si vous l'adressez à la trésorerie : le trésorier et le rédacteur n'ont presque jamais l'occasion de se rencontrer. Ce qui intéresse l'administration du journal ne concerne pas la rédaction ; si vous avez à écrire à l'administration et à la rédaction, faites-le sur deux feuillets séparés, cela facilitera le travail de deux camarades déjà surchargés.

Actualités

Il ne faut pas demander si nous percevons vraiment un monde, il faut dire au contraire : le monde est ce que nous percevons. Merleau-Fontry dans Phénoménologie de la Perception.

Ainsi, nous percevons M. Monmousseau comme bossé d'Arlequin, c'est pourquoi ses jongleries dialectiques nous font sourire, alors que sa verve nous apparaît tel un assemblage d'épithètes ordurières, grossières, mensongères.

Ce faux bonhomme écrit : « La C.G.T. a été créée voilà un demi-siècle pour défendre les salariés contre l'exploitation patronale, les éclairer sur tous les pièges que leur tendent les patrons à seul fin de les plumer et de les organiser en les unissant contre les plumeurs professionnels. »

Bien sûr, les plumeurs professionnels usent et abusent de la crédulité des travailleurs. Cependant, Monmousseau, prestidigitateur émérite, réussit à flouterie et escamote la matière elle-même, car,

fidèle chien de garde de la dictature stalinienne, il oublie de nous dire que la C.G.T. fut créée par des hommes qui luttèrent contre le capitalisme privé ou libéral et contre le capitalisme dirigé ou l'Etat. Il omet de préciser qu'aujourd'hui, pas un seul des fondateurs de la C.G.T. approuverait l'action des bonzes de la Centrale, annexe du parti bolcheviste français. Ce qui est pire, Monmousseau feint de ne point s'apercevoir que le nombre des plumeurs professionnels capitalistes est considérablement accru par l'apport des plumeurs professionnels bolchevistes.

Certes, les ouvriers d'Amérique, tout comme ceux d'Europe et... pourquoi pas ? de Russie, sont exploités : c'est là une vérité dont nul ne songe nier l'évidence ; en revanche, Gastouinet de la Vie Ouvrière, si prodigue de conseils devrait nous dire ce qui se passe au paradis du prolétariat. Sans doute, notre professeur a des raisons d'agir comme il le fait chaque jour, peut-être est-il déterminé par l'opération, comment dirais-je ? mettons opération « bif-

teck ? Au bas mot, cela est sans conséquence, toutefois nous essayerons, une fois de plus, de démontrer que les cégétistes à la Monmousseau sont aussi rétrogrades que leurs collègues les capitalistes américains. Au vrai, notre dialecticien se moque de tout le monde. Tel un chien enragé, il have, have, have à vous donner la nausée. Le voilà en train de passer en revue les délices du paradis américain, puis soudain, il s'en prend aux syndicalistes indépendants qui, dit-il, « ont un secrétaire, mettons que ce soit le secrétaire du patron, mis en place par le patron et auquel il faut demander la permission de lever le petit doigt contre les décisions patronales. Est-ce vrai, oui ou non ? Tient-il des assemblées de syndiqués ce syndicat indépendant ? Existe-t-il un contrôle financier pour l'emploi des cotisations ? Enfin est-on libre de dire ce qu'on a sur le cœur ? » Après cela, qui ose dire que l'éditorialiste de la Vie Ouvrière est atteint de manie de grandeur doublée d'une propension congénitale pour le mensonge ? C'est à croire que le fameux éditorialiste s'imagine être seul au monde et qu'il est le seul homme apte à juger l'action des humains, mais lorsque on accuse on doit, au préalable, vérifier ; on le doit, à plus forte raison quand on accuse quelqu'un de malhonnêteté.

Au fait, est-ce que la C.G.T. tient des assemblées de syndiqués ?

Il y a belle lurette que cela n'existe plus. La C.G.T. donne des ordres, les ouvriers doivent obéir sous peine d'être accusés de trahison ; quant à prétendre qu'un sein de l'organisation sus-nommée, on est libre de dire ce qu'on a sur le cœur, c'est vouloir mystifier le lecteur, pire que cela, c'est falsifier l'histoire. Ensuite, nous conseillons cet impénitent bavard qu'est Monmousseau d'aller voir ce qui se passe chez maître Staline et ensuite — à supprimer que notre professeur est un homme honnête et sincère — il nous dira si le bas ou a le droit de dire ce qu'on a sur le cœur ou si, en revanche, là-bas on a le devoir de se taire ainsi que de suivre, sans discussion possible, les dictames des chefs vénérables du parti bolcheviste. Quant au contrôle des cotisations, nous prions M. Monmousseau de nous dire comment furent employés les dizaines de millions que la C.G.T. a recue lors de la grève générale des mineurs ? Car, blague à part, vraiment c'est là se moquer du tiers comme du quart. Certes, ce sont là des discussions désagréables, mais après tout, que diable ! nous avons une tête sur nos épaules, elle nous appartient et c'est pourquoi nous refusons de suivre et l'américanisme et le bolchevisme. Nous voulons rester nous-mêmes. En tant que travailleurs

VOUS AVEZ COMMENCE...

EN PAGE 1

Puisque l'on reparle d'unité

rés avaient été incapables de conserver.

Il y eut certes d'autres facteurs qui militaient en faveur du regroupement de nos forces. Parmi ceux qui jouèrent un rôle déterminant, il faut citer la tentative violente des forces fascistes coalisées dans le but de s'emparer du pouvoir le 6 février 1934. Après ce coup de force, la C.G.T. déclara la grève générale de 24 heures, grève qui connut un véritable succès, tout le monde y participa. Malgré leurs objectifs, les réformistes lui donnèrent un caractère nettement limité à la défense des institutions républicaines, mais, une fois dans l'action, ces objectifs tampons furent dépassés.

Donc, les nécessités de l'action contribuèrent puissamment à la réalisation de l'union tant désirée. Les ouvriers, en accord avec les deux motions précitées, conformaient leurs actes à la nécessité du moment et agissaient avec dynamisme contre toutes les forces mauvaises qui, à plus d'un titre, menaçaient leurs conditions d'existence et leur propre liberté.

Enfin, en 1935, la C.G.T. tenait son Congrès confédéral à la Mutualité. La C.G.T.U. essaya également réunie en Congrès à Issy-les-Moulineaux et brusquement, les dirigeants de cette organisation parapolitique, fit un revirement sur ses conditions antérieures, elle ne posait plus aucune condition à la réalisation de l'unité. Cette précipitation était évidemment déterminée par le fait que le courant ouvrier en faveur de la fusion, risquait de leur échapper. Il fallait donc s'emparer de ce courant, le canaliser, l'exploiter ensuite pour lui faire jouer le rôle qu'ils en espéraient tous les bienfaits du point de vue politique.

Nous devons reconnaître, qu'en bons psychologues, ils avaient très bien misé.

Avec des tremolos dans la voix, Ramond vint proposer la fusion à ceux de la C.G.T. Il était accompagné par des congressistes triés sur le volet qui, en raison de leur appartenance politique, étaient relativement faciles à manœuvrer.

Il n'en était pas de même au Congrès confédéré. Le matin, les minoritaires, dont nous étions, exigèrent le droit de parole pour demander au Congrès de prendre le minimum de garantie qu'exigeait l'avenir même de nos organisations une fois unifiées.

En hommes pratiques, connaissant par expérience (pour l'avoir vécu dans la C.G.T.U.) la tactique de conquête que les communistes ne manqueraient pas de pratiquer, nous demandions que l'on préconise les méthodes salvatrices suivantes :

a) renoncement au rôle dirigeant des partis politiques sur nos organisations unifiées;

b) dissolution préalable de toutes les fractions politiques organisées dans nos syndicats;

c) non-réligibilité des fonctionnaires syndicaux à tous les échelons de la nouvelle C.G.T., en exigeant qu'ils soient d'ores et déjà démissionnaires devant le Congrès;

d) incompatibilité totale entre les mandats politiques et syndicaux.

Nous devons dire qu'à la vieille C.G.T. conformiste (mère de F.O.), nos propositions n'eurent pas plus de succès qu'elles n'auraient eu à la C.G.T.U. car, sur ce terrain, un curieux hasard unissait spontanément les carriéristes syndicaux. Nous nous souviendrons longtemps de la diatribe violente de Robert Lacoste, de la fédération des fonctionnaires, disant « qu'il fallait faire vite et ne pas s'arrêter à des questions secondaires » et qui, sans broncher, à l'instar des émules de Benoît Frachon, déclara que « l'incompatibilité que nous voulions était une grave atteinte au droit syndical ». Pas moins... Il est vrai qu'il défendait son avenir. N'a-t-il pas été ministre de la production industrielle ? fonction qu'il occupait au moment de la grande grève des mineurs, grève qu'il laisse pourrir sur les injonctions de tous ses anciens amis et au détriment des mineurs d'abord et de toute la classe ouvrière ensuite.

L'unité ne fut donc qu'une unité de façade. Tout ce que nous avions prévu se réalisa. En moins d'un an, tous les syndicats furent politisés, tant par les socialistes que par les stalinistes.

Un dégoût vous vient en songeant à tout cela et si nous n'avions pas cette foi profonde en l'avenir du véritable syndicalisme, il y aurait de quoi douter de la clairvoyance des travailleurs.

Nos lecteurs connaissent le reste. L'unité torpillée pour que triomphe la politique toute-puissante de tous les partis. L'avènement en France du front populaire. La vague de grèves et l'occupation des usines, des chantiers, des bureaux, des magasins, des ateliers. Les quelques avantages obtenus s'effritent. La pause de Léon Blum permet au capitalisme de relever la tête, qui rogne bribe par bribe tout ce qui avait été arraché de haute lutte. La révolution éclate en Espagne. Là encore, les politiciens de tous les partis trahissent la cause révolutionnaire du peuple espagnol. Puis c'est la guerre avec l'occupation, la libération (pas la nôtre). A nouveau tous ces gens s'empressent dans une véritable union sacrée ; l'unité syndicale est refaite. Pour combien de temps ? Les événements ont parlé à notre place, c'est à nouveau la scission. Mais tout ce qui précède nous a suffisamment enseignés.

EN PAGE 4

De l'affaire Bouzanquet au réarmement moral

LA CONSPIRATION DU SILENCE.

Il nous faut signaler, une fois de plus, le silence absolu qui, dans la presse, a accueilli notre enquête. Aucun journal ne lui a donné le moindre publicité, n'a fait le moindre écho. Rien. Défense absolue de déboulonner les idoles. Joulhaux Léon, traître à la classe ouvrière, est devenu synonyme de tabou.

Ils se sont tu, tous, par peur, lâcheté, hypocrisie, crainte du scandale. Rien n'illustre mieux la liberté des journalistes que ce simple fait. Somme toute, le silence absolu est un matélas confortable. Il est tellement plus simple de se boucher les oreilles et de fermer les yeux. C'est moins fatigant que de dire la vérité. C'est plus commode. Vive le confort intellectuel ! Celui des lâches, bien entendu.

Il s'est tu, Témoignage Chrétien qui, paraît-il, combat pour la « vérité, (la) justice, quoi qu'il en coûte ». Il ne faut causer nulle peine, même légère, au représentant des travailleurs français au Bureau International du Travail, n'est-ce pas Georges Montaron ? La vérité, oui, mais... la nôtre !

Et Monde Ouvrier qui, hier, souvent a pris des positions qu'ici nous avons saluées. Il nous avait habitués à plus de courage. Continuera-t-il à se taire ? Sans doute pour n'avoir aucun ennui avec les quelques amis qu'il possède au parti stalinien. Quelle tristesse !

De même l'Unité ? Pourtant, qu'at-elle à perdre ? Veut-elle aussi se faire complice de quelques « syndi-galeux » ?

Et les militants autonomes ? Se refuseront-ils à combattre pour une vérité qui n'est pas celle de la C.N.T. ou d'un groupe quelconque, mais qui est simplement celle du mouvement ouvrier ?

Le second numéro de « JEUNESSE EMANCIPATION », édité par des camarades des J.S.R. de Grenoble, est en vente au Siège de la C.N.T., au prix de 20 francs. (Abonnement de six numéros : 100 francs.)

On peut également se le procurer en écrivant à : Couget-Bessard, 3, rue Bayard, Grenoble (Isère).

Tous les jeunes camarades de la C.N.T., ou sympathisants, sont invités à se procurer ce journal et à collaborer.

Et qu'attendent la Révolution Proletarienne et Le Libertaire pour faire écho à notre campagne, Le Libertaire qui annonçait le jour même où paraissait notre premier article l'ouverture du dossier Mathot ?

Un esprit pervers pourrait se demander sur quoi réside le pacte de silence conclu par TOUTE la presse au bénéfice de « la mafia des fossoueurs ». Que de scandales doivent recouvrir cette étrange alliance. Que de marchandages ont dû avoir lieu pour obtenir ce black-out complet. On imagine le dialogue : « — Pas d'attaque contre la politique de N... ou nous dévoilons le scandale des seins en caoutchouc dans lequel votre parti a été compromis. — Peut-être, mais alors, nous révélons à l'opinion publique les dessous de la gestion de votre ministre V... au ministère de la réparation des restes sur le plan national, avec l'aide d'ailleurs du parti de F... — Mais alors, intervient le délégué de la propagande du parti F..., nos journaux dévoileront le fructueux trafic que vous avez réalisé lors de l'exportation des noyaux de prunes de la production algérienne. — Alors que faire ? — S'UNIR ! Le silence est à ce prix. De notre silence mutuel dépend le maintien de nos profits. Eh puis ! Messieurs, et l'honneur du Parlement ? — Il a raison. Le combat (factice) pour amuser la galerie. S'unir ou périr. — Bravo ! Messieurs, il y va du salut de la République. (Vifs applaudissements sur tous les bancs de l'hémicycle.) »

Car c'est à cette grossière caricature qu'il faut comparer les mœurs politiques actuelles. Alors ? Nous pensions qu'il existait encore quelques consciences dans les milieux journalistiques. Notre attente sera-t-elle trompée ? L'avenir nous le dira.

Quant à nous, nous continuerons notre travail. Ce n'est pas pour nous tailler un petit succès personnel que nous avons entrepris cette enquête. Le succès, nous aurions pu l'avoir en vendant à un hebdomadaire spécialisé dans l'exploitation des scandales certains documents qui n'auraient pu que nuire à l'ensemble du mouvement ouvrier. Cela, nous nous refusons de le faire. Nous ne travaillons pas pour la réaction, mais pour un mouvement auquel nous sommes liés de façon indissoluble.

Dans la conjoncture actuelle, nous sommes partisans du pluralisme syndical. Nous ne voulons donc aucunement « couler » Force Ouvrière à notre profit. Nous ne voulons pas que de nombreux syndiqués, écumés par cet ensemble de turpitudes s'en aillent rejoindre la masse déjà trop importante des non-syndiqués et des apathiques en tous genres. Cela encore ne pourrait servir que la réaction.

Notre unique but, nous l'avons déjà écrit au début de cette enquête, c'est de débarrasser le mouvement ouvrier de ceux qui, à sa tête depuis de longues années, l'ont conduit dans l'état pitoyable où il se trouve et sont responsables au premier chef des défaites de la classe ouvrière. Nous avons commencé par les « chefs » de F.O. Que les autres, stalinien par exemple, ne se croient pas à l'abri. Il y a un temps pour chaque chose. Leur tour viendra.

Que certains méditent cela et si l'effort ne leur est pas trop pénible, qu'ils nous aident !

Demande de relations

Le camarade Aulii Maurice, des P.T.T., Cautances (Manche), qui doit être muté dans la région de Vichy-Cusset, demande aux camarades de cette dernière région de bien vouloir se mettre en relation avec lui.

COMMUNIQUE

TRESORIER CONFEDERAL

René Doussot, 9, avenue de la Porte-de-Clichy, Paris (18e). C.C.P. 5046-35.

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance : ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris (18e). Chèque Postal : 6261-16 Paris.

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Le Trésorier fait appel aux retardataires pour leur régularisation, avant la reprise des assemblées. Envoyer les fonds à Raux André, 262, avenue de la République, à Epinay-sur-Seine. C.C.P. : 233-92. PARIS.

DEUXIEME REGION

Le matériel 1952 est à la disposition des syndiqués. Permanence, tous les samedis, de 14 heures à 19 heures.

Pour toutes commandes, s'adresser à Yvernel (Géorges), 16, rue du Commerce, Paris-15e C.C.P. 7243-69 Paris.

TEXTILE-HABILEMENT

Tous les samedis, de 14 à 18 heures.

BOIS-AMEUBLEMENT

19, rue Faidherbe, café « La Source », à 18 h. 30, tous les mercredis.

LIVRE-PAPIER-CARTON

Premier et troisième samedis, de 14 h. 30 à 18 heures.

P.T.T.

Deuxième et quatrième dimanches, à 9 heures. Permanence lundi, de 18 à 20 heures.

CUIRS ET PEAUX

Lundi, à 18 h. 30, au siège.

H.C.R.C.

Lundi, à partir de 15 heures.

UNION LOCALE DE PALAISEAU

Réunion chaque deuxième dimanche du mois, de 10 à 12 heures, Café du Casino, 147, rue de Paris. Une bibliothèque est ouverte aux adhérents et sympathisants.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

POISSY ET ENVIRONS

CHATOU, CROISSY ET ENVIRONS Réunion générale tous les deuxièmes dimanches, 10 mois, à 10 heures : 51, rue A.-Bonenfant, à Saint-Germain. Premier samedi du mois, salle Hôtel des jours de 18 h. 30 à 20 heures ; samedi de Nations, à Croissy, à 20 h. 30.

U.L. COLOMBES

La permanence de l'Union locale de Colombes a lieu les 1er et 3e dimanches de chaque mois, de 11 heures à midi, au Café de la Mairie, 20, rue Henri-Barbusse.

CLAMART ET SES ENVIRONS

Une Union locale est formée. Pour renseignements et adhésions, les camarades sympathisants et adhérents de la C.N.T. sont priés d'écrire au camarade Henri Fournier, 13, avenue du Président-Roosevelt, Clamart (Seine).

UNION LOCALE DE MONTGERON-YERRES-CROSNES

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES Tous les camarades sympathisants et syndicalistes révolutionnaires des localités suivantes sont avisés qu'une Union locale C.N.T. est constituée à Montgeron, Brunoy, Yerres et Crosnes.

Il est nécessaire à l'heure présente que tous les syndicalistes révolutionnaires se regroupent derrière les forces vives du syndicalisme devant la trahison de toutes les centrales syndicales. S'adresser au siège de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9e), qui transmettra, ou aux vendeurs du « Combat Syndicaliste », le dimanche matin, au marché de Montgeron.

Le « C.S. » est en vente à la librairie, avenue Carnot.

UNION LOCALE DE SAINT-DENIS

Permanence tous les seconds et quatrième dimanches du mois, 10 à 12, impasse Boise, de 10 à 12 heures. Cotisations et renseignements.

GROSLAY

Tous les dimanches, 10 à 12 heures, -55, rue de Montmorency, Groslay.

GOUSSAINVILLE

Les deuxième et dernier dimanches du mois, 10 à 12 heures, Hôtel de France, Ferme des Nours.

U.L. ARGENTEUIL

Tous les deuxièmes dimanches de chaque mois, avec la présence d'un délégué du Bâtiment et des Métaux.

VERSAILLES

Permanence de l'U.L. les deuxième et quatrième dimanches du mois, café « Chez Hélène », 23 rue Montbaouron, 10 à 12 h.

HUITIEME UNION REGIONALE

UNION LOCALE DE BORDEAUX

Permanence tous les jours jusqu'à 20 heures et le dimanche matin jusqu'à 12 heures dans les bureaux de la C.N.T., Vieille Bourse du Travail, 42, rue de Lalande. Une bibliothèque contenant près d'un millier de volumes (français et espagnols) est à la disposition des camarades ; le catalogue peut être consulté.

REUNION DE LA C.A.

La C.A. de l'U.R. se réunit tous les mercredis, à 21 heures, au Siège.

U.L. NANTERRE

Premier dimanche, café « Chez Paulo », 7, rue Paul-Doumer (Impasse de la Gare), de 10 à 12 heures.

SYNDICAT UNIQUE DES METAUX

Deuxième dimanche de chaque mois. Le C.S. à votre disposition sur place.

QUINZIEME REGION STRASBOURG

Tous les dimanches, de 10 à 13 heures, à l'Etoile-Rouge, 14, rue de la Kruftau, permanence pour toutes industries. Cotisations, adhésions, renseignements, bibliothèque « Combat Syndicaliste » et « Travailleur du Bâtiment ».

LIBRAIRIE

LIVRES

P. Besnard. — L'Éthique du Syndicalisme, 75, 105 ; Le Monde nouveau, 140, 170 ; La Paix, 100, 130.
J. Blanc. — Confusion des peines, T. I, 255, 285 ; Joyeux fait ton fourbi, T. II, 255, 285.
L. Buchner. — Force et Matière, 240, 285.
Ceyral. — La trahison permanente du P. C., 150, 195.
J. Duboin. — Economie distributive, 100, 145.
S. Faure. — Mon Communisme, 260, 290 ; Propos subversifs, 280, 310 ; L'Imposture religieuse, 230, 275 ; La véritable révolution sociale, 60, 90.
G. Giroud. — Paul Robin, 150, 180.
E. Haekel. — Histoire de la création, 400, 470.
M. Hailé. — Par les chemins creux et la grand'route, 150, 180.
J. Humbert. — Sébastien Faure, 180, 210 ; Eugène Humbert, 350, 395.
Hureau. — Les Jésuites, la classe ouvrière et la Révolution, 80, 110.
V. Méric. — Couillises et tréteaux, 75, 120.
J. Jacques. — Vie et mort des Corporations, 125, 155.
G. Leval. — L'Indispensable Révolution, 135, 180.
Lissagaray. — Histoire de la Commune de 1870, 500, 570.
Malatp. — Les Joyeusetés de l'exil, 100, 145.
Malon. — Précis du syndicalisme, 175, 220.
N. Makhno. — La Révolution russe, 150, 195.
A. Marc. — Avènement de la classe ouvrière, 210, 270.
Docteur Marchal. — La liberté de la conception, 380, 410 ; Le cabinetier de la femme, 150, 160.

J. Marestan. — L'éducation sexuelle, 250, 280.
I. Mett. — La commune de Cronstadt, 100, 115.
Dessé Pelletier. — L'émancipation sexuelle de la femme, 50, 65.
F. Pelloutier. — Histoire des heures du travail, 260, 290.
F. Planche. — Durolle, 150, 180 ; Kropotkine, 210, 240 ; La vie ardente de Louise Michel, 150, 195.
P.-J. Proudhon (œuvres). — La Révolution sociale, 500, 570.
E. Reclus. — L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste, 120, 150.
J. Rennes. — Syndicalisme français, 200, 245.
A. Sergent et C. Harmel. — Histoire de l'Anarchie, 750, 820.
L. Ténard. — Le curé Bourgogne, 100, 130 ; Le Sauveur, 100, 130.
J. Vallès. — Le bachelier, 125, 155 ; L'Enfant, 125, 155 ; L'Insigne, 125, 155.
Voline. — La Révolution inconnue, 450, 520.
G. Vinatrel. — L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150, 180.
Walling. — Le mouvement ouvrier et la démocratie aux E.U., 300, 370.
S. Wisner. — L'Algérie dans l'Impasse, 150, 180.
Henri Poulaille. — Pain de Soldat, 450 fr., 495 fr. — Le Pain Quotidien, 300 fr., 330 fr. — Les Damnés de la Terre, 300 francs, 330 francs.
Sébastien Faure. — La Douleur Universelle, 200 fr., 230 fr.

EXPEDITION

Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.

C.C. Postal de la Librairie : Paris C.C. 7.473-08, M. Marchetti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20e).

AMIS LECTEURS

Voici l'époque des étrennes, aussi pensez-vous offrir un livre soit à votre femme, soit à vos enfants, soit à vos amis. Nous pouvons vous procurer ce que vous désirez à un prix moindre.

Passez donc vos commandes le plus tôt possible car il nous faut un délai de dix jours.

Ecrire à Robert Marchetti, Service de librairie de la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9e.

Le libraire est à votre disposition tous les samedis après-midi.

conscients du rôle qui nous incombe, nous nous refusons de marcher au pas cadencé du militarisme capitaliste ou bolcheviste. Nous refusons de nous sacrifier sur l'autel de l'Histoire. Notre tête, qui est solide, nous permet de dire... à tous les exploités, à tous les dictateurs, y compris ce fameux filou que Staline, l'assassin de la vieille garde révolutionnaire, l'escamoteur de la Révolution d'Octobre, l'organisateur des camps de concentration, où des millions d'êtres pourrissent, coupables d'avoir dit ce qu'ils avaient sur le cœur.

On peut écrire que : « Le réel est à décrire et non pas à construire ou à constituer », mais qu'est-ce que le réel sans l'être qui perçoit le réel ? Si « dans chaque civilisation, il s'agit de retrouver la formule d'une certaine manière de mettre en forme le monde », il faut reconnaître que la description du monde ne suffit pas pour mettre en forme le monde. Mais dira Merleau-Ponty : « Mon regard humain ne pose jamais de l'objet qu'une face », or du bolchevisme nous percevons une série de faces, nous le voyons en tant qu'esquisse d'émancipation humaine etc... comme la plus monstrueuse dictature que l'histoire ait enregistrée. En admettant même, comme l'affirme M. Merleau-Ponty : « Que le passé en personne, c'est non passé tel que je le vois maintenant », nous n'empêcherons pas que le passé, même altéré par le présent, restera pour toujours ce qu'il a été. Demain, même si les hommes considèrent Staline comme l'incarnation du génie et de l'héroïsme, ils ne feront pas de l'Histoire cette vérité de Staline, l'assassin de la Vieille Garde révolutionnaire. Les contorsions existentialistes, ainsi que les nécessités historiques, ne pourront jamais prouver le contraire.

Devons-nous ajouter que le dogmatisme même tout droit aux pires excès ? Que tant qu'il y aura des tripoteurs à la manière des cégétistes, il y aura des travailleurs capables de les expédier voir ce qui se passe ailleurs ; que tant qu'il y aura des Monmousseau, des Franco, des Truman, des Thorez, des Staline, il y aura des honnêtes gens capables de faire valoir leurs droits à l'existence. Est-ce clair ? Est-ce que l'existence nous est donnée par volonté divine, dictatorial, présidentielle ou par les grimaces existentialistes ou, au contraire, elle découle de l'instinct de conservation de l'espèce, instinct qui échappe à la morale, peut importer qu'elle soit ecclésiastique, dictatorial ou même existentialiste ?

Voilà pourquoi, en tant que travailleurs, nous nous moquons de toute théorie, du matérialisme historique et marxiste, du libre arbitre du rationalisme, de l'humanisme, de l'existentialisme. Est-ce par ignorance ? Pas du tout, c'est que l'expérience est là à la disposition de celui qui veut voir et comprendre et si les savants, les érudits, l'élite, ont droit au respect, ainsi qu'à des rémunérations avantageuses, nous, en tant que producteurs de la richesse dont ces messieurs usent et abusent, nous avons les mêmes droits qu'eux et pour comprendre cela, pas besoin de sortir de Polytechnique ou de l'Ecole Normale Supérieure, un peu de bon sens suffit, seulement voilà, le bon sens est une marchandise rarissime, c'est pourquoi il existe des classes, des castes, des partis, des patries et des dictatures.

L'homme, subjugué par des mythes, se croit indispensable, de là l'esprit de supériorité, de là les manœuvres politiques ou policières. Je suis ton supérieur, obéis ou je t'écrase, dira le Seigneur. Copie-moi, enfant, qu'il soit fils de Jupiter ou fils d'un balayeur, a besoin de soins pressés, dévoués, alors il est clair qu'il faut cesser de considérer l'homme en fonction de la caste ou classe à laquelle il appartient ; il faut se convaincre que l'être appartient à l'espèce humaine et que, par conséquent, il faut attribuer à l'ensemble des êtres qui composent la société, les mêmes droits et les mêmes devoirs. Droite à une existence convenable, devoir pour tous de participer à la production.

Voilà la vérité. Tout le reste n'est que bavardage.

Luc BRÉGLIANO.

A.I.T. Service de Presse

(A.I.T.) Environ quatre-vingts employés d'une firme de machines, Change Wares, dans le Sud de Londres, ont été mis lock-out depuis avril dernier. L'origine du conflit est qu'en automne 1950 les travailleurs de cette firme se sont organisés pour se défendre contre l'exploitation patronale.

Après des discussions répétées, de décembre à avril, le patron déclara que les travailleurs ne pouvaient attendre d'augmentation même d'un penny, bien que depuis plusieurs années les salaires n'aient pas été augmentés. Quand les travailleurs en furent informés, une réunion d'usine fut tenue et on refusa. Le patron répondit en congédiant huit travailleurs, dont deux délégués. Les autres protestèrent contre ces licenciements, en ne travaillant plus le reste de la journée, puis tous les protestataires furent congédiés.

Les travailleurs lockoutés, dans une lettre au Syndicat Workers Federation, ont demandé un appui consistant à empêcher le transport des matières premières à cette firme. Le Comité National des S.W.F. a naturellement déclaré vouloir appuyer ces travailleurs.

Dans leur appel, les travailleurs lockoutés de Change Wares déclarent que les circonstances sont analogues dans beaucoup d'établissements plus petits de Londres ; aussi il y a une grande importance morale et économique à leur victoire, qui aura des répercussions pour d'autres groupes de travailleurs.

Cinéma

PITIE POUR EUX...

LES LIVRES

RENDEZ-VOUS AUX ENFERS (1)

«...enfants aimants et mal aimés, adolescents assassins, assassinés...» Jacques PRÉVERT.

Faubourgs suintant de boue, de crasse, de froid, de faim. Faubourgs des grandes villes où voisinent côte à côte l'or et la saleté, l'orchidée et la lèpre, la guenille loqueteuse et la chemise de soie parfumée... Faubourgs des grandes villes où les repus sont professeurs de morale, où les gavés préchent l'abstinence, où les pourris préchent la pureté.

Jungle humaine sans lois, sinon celle du plus rusé, du plus souple, du plus audacieux. Celui-là, seul, mangera. Cité sans âme, sans yeux. Seul, dominant l'ensemble, un ventre, un ventre béant et vide, vide de faim, vide d'amour.

Faubourgs des grandes villes où des gosses vivent, où plutôt apprennent à mourir. L'amour. Connais pas. « Pourquoi l'aimerais-je, je ne sais même pas qui est le père... »

C'est dans ce décor que, durant quatre-vingt-dix minutes, Luis Bunuel va, avec une cruauté savante, nous faire vivre au milieu des « olvidados », « olvidados » de neuf à vingt ans... Nous avons vu « Sciuscia » « Quelque part en Europe » et à l'époque, nous avions hurlé au chef-d'œuvre, pendant que d'autres criaient au scandale... « Le voleur de bicyclette » nous avait rempli d'une étrange amertume; et avait fait ressortir au grand jour une sorte de complexe de culpabilité que nous pensions enfoui au plus profond de nous-même. Aujourd'hui, en toute franchise, nous devons avouer : nous n'avions rien vu. Nous présumions et il n'en était rien. En quelque sorte avoir atteint les limites de la dureté c'était une adaptation de la « bibliothèque verte » à l'image des grandes personnes.

Car nous venons de voir « Los Olvidados », le dernier film de Luis Bunuel, dont les habitués des ciné-clubs n'ont pas oublié « L'Age d'Or » et « Le Chien Andalou ».

Nous avons songé à la phrase d'André Breton : « L'acte surréaliste le plus simple consiste à descendre dans la rue, revolver aux poings, et à tirer au hasard dans la foule... »

Et ces gosses, qui ignorent tout du surréalisme, qui ne possèdent pas de revolvers, vivent dans la rue et frappent une victime, choisie dans la foule, au hasard, avec des pierres, des barres de fer, des bâtons, un couteau...

Il faut de l'argent, pour manger... et pour le reste. Un aveugle marche sur la route déserte. Il vient de chanter, il a de l'argent. Les gosses le suivent. Ils l'attaquent. « Visez à la tête, à la tête ! » Les pierres tombent, comme une grêle de printemps, sur l'aveugle. Il trébuche... Il s'agenouille... il est maintenant étendu de tout son long sur le sol rocailleux. Une dernière pierre le blessera une dernière fois, une autre pierre détruira son gagne pain : en crevant la peau de sa batterie.

Peut-être croirez-vous que cet aveugle accablé par la vie est bon et capable d'amour ? Erreur. S'il recueille un gosse abandonné, c'est : pour le condamner au servage et le martyriser : coups de canne, oreilles tirées et pincées avec une sorte de joie sadique. S'il offre des bonbons à la fille de sa voisine, venant lui apporter sa bouteille de lait, c'est pour l'attirer... sur ses genoux et essayer de la caresser, elle, fraîche, pure, neuve, jolie et propre, lui, sale, hirsute, difforme, équivoque, pour la soumettre à ses ignobles attouchements. Et lorsque le chef de la bande de gosse, « El Jaibo », un adolescent de vingt ans sera abattu par les flics, il aura cette phrase ignoble : « C'est bien fait. On devrait tous les tuer avant leur naissance... »

Un garçon a autrefois dénoncé « El Jaibo » à la police. « El Jaibo » simule un bras cassé et cache une lourde pierre dans son bras en écharpe. Lorsque son dénonciateur lui tourne le dos, « El Jaibo » lui lance la pierre à la nuque. Le garçon s'écroule et avec une sauvagerie inouïe, l'agresseur le roue de coups de bâton... Jusqu'à ce que

mort s'ensuive. Dans les yeux de celui que la société appellera assassin passe alors une lueur d'angoisse, celle de la peur, de la folie ou... qui sait ?

Dans l'étable une gamine de quinze ans soigne les bêtes. Un gars la courtise. Pour un peso, elle accepte de se laisser embrasser... sur la joue. Dame, dans la famille, on lui a inculqué le respect de l'argent. Alors, pourquoi hésiter ? Mais ce n'est qu'une feinte. La fille est empoignée, jetée à terre et échappe de peu au viol. Dans la cour,

en rien à la valeur documentaire. Certaines séquences — celle du rêve et du chien gâteux en particulier — n'apportent rien de nouveau et viennent en droite ligne du cinéma surréaliste. Mais ce qui est rare, c'est que ces scènes irréelles ne nuisent en rien, bien au contraire, à la « réalité » du sujet. Bien souvent, la compréhension des films d'avant-garde est réservée à un petit cénacle d'initiés et inaccessible au grand public, à l'ensemble du public, même le plus illettré.

Il y a environ un an, paraissait le deuxième volume de la trilogie de Maurice Druon : « Les grandes familles. » A cette époque, nous nous étions montrés assez sévères pour l'auteur, avec quelques raisons, nous semble-t-il. Le dernier tome « Rendez-vous aux Enfers » nous semble

position pour ce rôle ridicule, car nous pensons, tout simplement, que la valeur d'un ouvrage n'est pas fonction du nombre de scènes propres à ravir les vieux messieurs ayant atteint « l'âge bienheureux de l'impuissance ou les petits adolescents non encore initiés aux secrets de l'Amour ».

Et pourtant l'ambiance générale de « Rendez-vous aux Enfers » se prêtait beaucoup plus à ce genre de littérature, car l'auteur a choisi de nous faire évoluer au milieu de quelques vieux « Corydons » et comme bouquet final, de nous présenter l'inceste. Vieilles marquis en quête d'un jeune amant, vieil écrivain ne retrouvant son inspiration qu'à la vue de femmes nues, politiciens à la recherche d'un pouvoir toujours plus grand, tout ce monde évolue, quelquefois avec une certaine grandeur, avant de faire une ultime pirouette en se donnant « rendez-vous aux enfers ».

Nous retrouvons également Simon Lachaume parvenu aux plus hauts postes de la République. Cet homme, dont nous avons suivi la carrière, de l'humble professeur agrégé gravissant tour à tour les échelons de la puissance : journaliste, directeur de journal, député, secrétaire d'Etat, ministre et enfin vice-président du Conseil, qui tour à tour a trahi ses amis, a acculé à la ruine ceux qui l'avaient aidé à gravir les marches de l'escalier du pouvoir, cet homme qui n'avait jamais aimé, s'étant toujours servi des femmes, se retrouve un soir seul, désespérément seul, en face de son néant, n'ayant rien fait que le contraire de sa volonté secrète, n'ayant rien dit que le contraire à ses pensées. Il a trouvé l'amour, mais son orgueil, son respect humain et sa lâcheté aussi, lui ont fait perdre l'être aimé. Il continuera à vivre cependant, mais il nous donne l'occasion de méditer sur cette phrase terrible du poète : VIVRE, AVILIT...

Et ces dernières pages ne sont pas les moins belles, au contraire. Nous songeons avec quelque peu de mélancolie à ce qu'aurait pu être cette trilogie si l'ensemble avait été écrit avec la même veine.

Cet ouvrage se lit sans aucun ennui, facilement, mais il ne répond pas à notre attente. Cette fresque nous déçoit, non parce qu'elle est incomplète, mais parce qu'il manque quelque chose d'assez difficile à analyser. Nous savons bien qu'il est plus facile de critiquer que de réaliser (cf. : si la critique est aisée, etc.) et qu'en définitive notre œuvre est bien souvent une entreprise de démolition, mais il sera facile de nous accorder le droit d'éprouver une certaine nostalgie en songeant à ce qui aurait pu être si...

Si, par exemple, M. Maurice Druon se fut appelé Roger Martin du Gard.

Si nous eussions eu l'impression de revivre ce que nous avons connu en partie.

Si la vérité humaine avait été un peu plus respectée.

Si nous n'avions pas l'impression toujours pénible de vivre dans du préfabriqué.

Alors, l'ensemble eût été parfait et nous aurions pu crier « Bravo ! » Mais à quoi bon tous ces regrets et ces suppositions, puisque le vin est tiré, nous avons dû le boire... Claude DESALLE.

L'échelle double... LES VAUTOURS

Un qui nous a pas oubliés le mois dernier, c'est bien le probluc. Un petit peu bien ses nouvelles quittances. Ben non ieur, qu'est-ce qu'i nous file comme raugmente ! On casque tout maintenant l'eau, les balais, les poubelles, les taxes, ecetera, ecetera. Meziq, j'en ai été comme deux ronds de flan, j'usis dégringolé chez la bibloque et j'lut ai dit : « Allez-y mou avec le plumeau, le balai, les chifletres et le miror, pis filez-moi à gauche les manches, car j'les douille alors, hein, j'les veux pour allumer mon riffe ». Elle a rien entraver, la pève, elle m'a gaffé en biais s'en rendre compte de la haute portée économique de mon laits. Mais eux, les vautours, i z'ont pas changé, toujours les mêmes rapaces, et j' l'argouine par-ci, et j' l'argouine par-là.

Les propos de Geo le pétardier

Les propos de Geo le pétardier

...c'est nous qu'on double

son frère — qui a tout entendu — attend : « Laissez donc, ma œur s'amuse ! » dit-il à un voisin voulant intervenir...

Toute cette violence, tous ces actes cruels font ressortir avec plus d'acuité le visage pur d'un autre héros : Pedro, douze ans, pour qui sa mère est indifférente et qui, inlassablement, recherche un peu d'amour maternel, un peu de tendresse et quelque mesure de confiance. Enfermé dans une maison de correction pour un vol qu'il n'a pas commis, il sera assassiné le soir de son évajon par le responsable de son internement. Et le cri de Malaparte dans « Le Christ Interdit » nous est revenu à la mémoire : « Pourquoi faut-il que toujours les innocents paient pour les bourreaux ? Pourquoi ? »

Quelques scènes d'une sensualité et d'une poésie exquise émaillent çà et là ce réquisitoire brutal. Par exemple, cette scène où la gamine de quatorze ans remonte sa jupe jusqu'au haut des cuisses, fait couler du lait sur sa peau, car « le lait rend la peau pareille à la soie ». Que nous voilà loin de la sensualité bestiale et trouble des scènes prétendues « érotiques » ou « excitantes » à la Rita Hayworth ou à la Heddy Lamar (pas celle d'« Erotikou » ou d'« Extase » mais celle de Samson et Dalila).

Il nous semble inutile de décrire davantage ce chef-d'œuvre. Nous ne pourrions qu'abîmer un récit bouleverçant que notre plume ne peut relater avec la vigueur nécessaire.

Qu'importe, « Los Olvidados » restera le plus authentique chef-d'œuvre de cette année cinématographique. D'ici quelques décades, les ciné-clubs afficheront ce film à leur programme et les cinéphiles regarderont avec respect ces images et se demanderont sans doute comment l'année 1951 a pu donner naissance à une œuvre aussi artistique qu'humaine.

Car, la beauté des images ne le cède

Il paraît que ce film a coûté 10 millions de francs, c'est-à-dire un peu plus que le prix de revient de quelques courts métrages en France et dix fois moins que n'importe quel navet à grand spectacle et cent fois moins que la pantomade déjà citée : « Samson et Dalila ». Nous songeons que H.-G. Clouzot vient de dépenser 200 millions pour tourner le « Salaire de la peur », et le film n'est pas terminé, faute d'argent. Nous songeons aussi que le même H.-G. Clouzot... a englouti 25 millions au Brésil pour ne rien tourner du tout.

Nous voyons d'ici quelques bonnes âmes crier au scandale et dénoncer la nocivité de ce film. Sans doute, l'Office Catholique du Cinéma va-t-il le classer dans la catégorie 5 (à ne voir sous aucun prétexte). Qu'importe ! « Los Olvidados » est le plus beau réquisitoire dressé contre notre société, responsable, par sa « justice », de cet enchaînement de crimes. « Pitié pour eux » ? Sans doute. Mais d'abord, pitié pour nous, les témoins trop souvent impassibles, de cet ordre de chose. Pitié pour nous, les lecteurs de la presse pourrie montant en épingle avec force et détails graveleux les « gangs des J3 », « les J3 tragiques », etc. Pitié pour nous, qui lorsqu'on condamne Nicole L... (des J3 de Meaux) à trois ans de prison d'où elle sortira pour aller rue Blondel, nous taisons et acceptons avec enthousiasme quelquefois. Pitié pour nous qui n'avons pour l'enfance dite délinquante que la compassion voisine de celle que l'on éprouve pour un chien boiteux ou un oiseau blessé. Pitié pour nous, célébrons quelquefois la « justice ». Quand se décidera-t-on à enfermer les parents responsables 99 fois sur 100 des erreurs de leurs enfants ?

« Los Olvidados » ? C'est atroce, sans doute ; pis que cela, c'est vrai ! nous dit Bunuel en présentant le film. C'est bien notre avis. Louis THIERRY

confirmer les remarques et critiques faites ici-même.

Il y a pour nous trois catégories de romanciers : les romanciers ; ceux que nous lisons sans ennui ; les autres.

Incontestablement, M. Maurice Druon appartient à la seconde, celle qui un instant semble auréolée de gloire et prête à affronter le temps et qui quelque vingt ans plus tard est totalement oubliée et de leurs contemporains et de la nouvelle génération. Leurs œuvres se retrouvent dans les boîtes des quais de la Seine, rayon soldes : l'unité 10 francs, les 3, 25 fr. Tels des comités, ils ont troublé la sérénité du ciel littéraire, mais après leur bref passage, tout est rentré dans l'ordre.

Pourtant, le dessein de M. Maurice Druon était noble : peindre la société entre la fin de la première guerre mondiale et les prémices de la seconde, en s'attachant particulièrement aux milieux financiers, politiques, artistiques et littéraires. Il s'agissait, nous dit l'annonce publicitaire, de montrer une société en décomposition et l'éroulement d'un régime. Beau dessein, certes, mais combien mal réalisé.

Il faut pourtant rendre cette justice à l'auteur : il y a sur les deux premiers volumes, un incontestable progrès. Le style en est plus sobre, le ton plus mesuré, sans outrances inutiles. Nous n'y trouvons plus, comme précédemment, de ces descriptions plus ou moins malsaines — dans une atmosphère mauricienne — qui sont à l'érotisme ce que « Paris Hollywood » est à l'Art. Non que nous désirions jouer les professeurs de vertu, nous sentant d'ailleurs aucune dis-

A travers la presse syndicale... et l'autre

FONCTION PUBLIQUE ET ENTREPRISES NATIONALISEES.

« Le projet doit s'appliquer non seulement aux fonctionnaires proprement dits, mais à l'ensemble du secteur public, y compris les industries nationalisées. Il divise les agents des services publics en deux catégories : aux premiers la grève est interdite purement et simplement : magistrats, police, fonctionnaires de la catégorie A (ceux qui participent directement à l'action gouvernementale), ainsi qu'à tous les personnels dont le travail est « indispensable à la vie de la nation » et doit être assuré « en toute hypothèse ». Pour la liste des agents qui entrent dans cette dernière catégorie, le gouvernement entend se réserver le droit de l'établir par décret. »

« Pour les autres catégories, qui ne sont ni « d'autorité », « ni de sécurité », la grève serait permise en principe. Mais on la soumettrait à plusieurs formalités : déclaration préalable au ministre intéressé, référendum obligatoire, délai « de réflexion » de vingt jours entre la demande de référendum et la cessation effective du travail. »

Rendre la grève impossible, c'est un objectif que poursuivent de nombreux personnes soucieuses de notre rendement optimum, de notre paie minimum et de notre futur uniforme en vue des nouvelles trouvailles héroïques.

Ces personnes se réunissent parfois — pas toutes évidemment — et cela donne ce qu'elles appellent le Réarmement moral, dont la dernière assemblée s'est tenue à Lille et à l'issue de laquelle Mme Irène Laure a déclaré dans l'allégresse sans doute générale : « SI LES PATRONS ET LES OUVRIERS S'ENTENDENT, NOUS RETROUVERONS L'UNITÉ FRANÇAISE. » (Cité par Le Figaro du 3 décembre 1951.)

« Si l'unanimité des représentants des Pouvoirs publics, des employeurs, des syndicats libres de salariés a été réalisée sur le point recherché : créer de la richesse, cette unanimité, et c'est normal, n'existe pas sur le partage de cette richesse, a fait ressortir M. Grimanelli : cette question doit être résolue sur un autre plan et par d'autres activités. L'avis des patrons et des ouvriers n'est pas concordant sur la question des priorités quant à la répartition des bienfaits de la productivité. C'est pourquoi nous ne pouvons pas suivre certaines tendances, qui, notamment du côté américain, cherchent à nous conseiller sur cette question de répartition ; si nous les suivions, l'action unanime actuelle serait compromise et il n'y aurait dès lors plus rien à répartir ; et M. Grimanelli cite la fable de La Fontaine : Le Meunier, son Fils et l'Ane. En réalité, il est essentiel qu'une politique française efficace et unanime soit poursuivie dans ce domaine, et acceptée comme telle par les Américains, la question du partage étant purement intérieure. »

Cette période que M. Grimanelli estime être « une des plus tristes de notre histoire », c'est 1936, et les dirigeants se sont jurés d'effacer les conquêtes de ce sursaut prolétarien sur la lancée duquel nous vivions encore ; mais l'amorphie actuelle permet à nos ennemis de classe de grignoter patiemment les avantages conquis alors. Quant à dire que « ce manque de ressort » (c'est ainsi que M. Grimanelli qualifie l'élan qui fit un moment trembler le patronat), notamment la réduction des heures de travail (nous savons que tous ces bons apôtres n'ont jamais digéré la loi de quarante heures et nous le montrent bien d'ailleurs) est dû aux pertes de la guerre

1914-1918, cela relève du burlesque intégral. Si ce « un million cinq mille Français parmi les meilleurs » (couplet connu) avait été là en 1936, le semaine de quarante heures aurait été a fortiori nécessaire, car le chômage en France eût encore été plus important dans la période de crise économique qui débuta en 1929.

Quand, d'autre part, le même personnage déclare que patrons et syndicats « libres » de salariés (ces derniers n'étant pas pourtant très « méchants » sur le chapitre de la lutte de classe) ne sont pas d'accord sur le partage de la richesse produite, ce désaccord nous semble tellement clair et fondamental dans le régime du profit subi par nous, exploités, que nous travaillons chaque jour à la disparition de cette société de misère totale pour les uns et de richesse insolente chez les autres.

Nous renverrons donc simplement M. Grimanelli à ses chers Programmes économiques, pour nous occuper maintenant de M. Georges Villiers.

Nous ne citerons d'ailleurs qu'un symptôme passage de l'intervention de ce dernier, toujours d'après L'Usine Nouvelle du 15 novembre 1951 :

« Cet état d'esprit était d'ailleurs à l'origine de la campagne pour l'accroissement de la productivité, quand les principaux animateurs des grandes organisations patronales et ouvrières libres sont allés demander audience au ministre pour lui annoncer leur intention commune de travailler ensemble, et chacun dans son domaine, à la poursuite de cet objectif de salut national. »

Nos camarades des Centrales dites libres sauront donc, par une bouche autorisée, que leurs responsables travaillent avec le patronat pour « cet objectif de salut national » qu'est la productivité. Ils en déduiront sans doute qu'il leur faut aller ailleurs que dans ces centrales syndicales « libres » pour trouver des responsables qui songent d'abord à la misère prolétarienne, parce qu'ils la vivent.

Après ces citations, nous ne sommes pas surpris de voir L'Observateur du 6 décembre 1951 consacrer un article — sous la plume de Jacques Callen — sur le projet de réglementation du droit de grève. Dans ce même rubrique, nous avons déjà appelé plusieurs fois l'attention des travailleurs sur cette réglementation qui se traduitrait vite, pratiquement, par l'interdiction pure et simple de la grève, et nous reconduirait d'un coup à l'époque de la Charte du Travail avec bâton de maréchal pour ceux qui ne seraient pas sages.

Néanmoins, il est important de revenir sur cette question, c'est pourquoi nous citerons les deux passages suivants de l'article de Jacques Callen, intéressants par les précisions qu'il apporte sur ce sujet :

« Le projet que le gouvernement a préparé — s'il ne l'a pas encore publié, c'est uniquement parce que de l'aveu de certains de ses membres, il a encore besoin des socialistes pour passer le cap de la fin de l'année — présente à ce point de vue plusieurs aspects très inquiétants. »

« Le projet doit s'appliquer non seulement aux fonctionnaires proprement dits, mais à l'ensemble du secteur public, y compris les industries nationalisées. Il divise les agents des services publics en deux catégories : aux premiers la grève est interdite purement et simplement : magistrats, police, fonctionnaires de la catégorie A (ceux qui participent directement à l'action gouvernementale), ainsi qu'à tous les personnels dont le travail est « indispensable à la vie de la nation » et doit être assuré « en toute hypothèse ». Pour la liste des agents qui entrent dans cette dernière catégorie, le gouvernement entend se réserver le droit de l'établir par décret. »

DE L'AFFAIRE BOUZANQUET AU REARMEMENT MORAL

Nous arrivons avec cet article, au terme de notre enquête. Non pas que le « dossier de la mafia des fossoyeurs » soit épuisé, loin de là, car semblable aux égouts, il recèle une telle quantité d'ordures qu'il nous est impossible de les montrer toutes au grand jour. Ou alors, il faudrait y consacrer la totalité des colonnes du *Combat Syndicaliste* pendant plusieurs années. Et encore ne pourrions-nous jamais écrire le mot « fin » en bas d'un « papier », car chaque jour qui passe nous amène à apporter de nouveaux documents à un dossier déjà trop volumineux.

Nous voulons simplement montrer les différents aspects de la forfaiture d'une organisation qui s'entête à prendre pour raison sociale : « Force Ouvrière », alors que son armature est constituée de tous les déchets de la classe ouvrière.

Combattant sur tous les fronts, les dirigeants de cette association — que nous ne voulons pas qualifier — s'efforcent de confiner tout ce qu'ils appréhendent. Tous les moyens leur sont bons pour parvenir à leurs fins. Tour à tour falsificateurs de la doctrine du mouvement ouvrier, agents du patronat, provocateurs au service du gouvernement, ces tristes individus ne peuvent plus dissimuler leur véritable identité : à savoir les agents d'exécution de la plus sordide réaction, d'autant plus efficaces qu'ils sont mieux camouflés.

Mais, peu à peu, le masque s'effrite : la vérité parcourt à une allure de tortue, il est vrai, son chemin, et rien ni personne ne pourra la faire reculer d'un pouce...

Après les agents d'affaires du B.E.D.E.S., la tortueuse ascension de Jouhaux, nous allons pénétrer aujourd'hui dans le monde des combinards, dans le monde des marchands de canons camouflés en apôtres de la réconciliation humaine, qui gravitent autour de la Confédération Générale du Travail « Force Ouvrière ».

Vous en avez peut-être rencontré. Peut-être en connaissez-vous, car ils sont légion. Remplis de bonnes intentions — à l'image de l'enfer — ils cheminent prêchant la Bonne Parole. Là, ils préchent l'union et la fraternisation des classes. Ailleurs, ils se déclarent farouches partisans du syndicalisme et de la lutte des classes. Ici, ils préchent la liberté et la libération. Là, ils se font les complices et quelquefois les auxiliaires de la plus féroce « colonisation ». Oh ! visages de l'hypocrisie.

C'est dans ce « nouveau barnum » que nous vous invitons à pénétrer.

Chacun a encore à la mémoire la fameuse affaire des généraux où furent compromis, outre les généraux Revers et Mast, plusieurs dizaines de parlementaires, hauts fonctionnaires, aventuriers de grande classe, type Peyré, et nombre de personnages publics et politiques de tous poils.

On sait également qu'une commission d'enquête parlementaire avait été nommée, que de nombreuses réunions avaient eu lieu et que, pour finir, le député M.R.P. de l'Oise, Delahoutre, avait rédigé un énorme rapport de plusieurs centaines de pages.

L'affaire, comme de bien entendu, se termina par un non-lieu. Le dossier fut classé, le rapport envoyé aux archives, et personne n'en parla plus. Les communistes, en la personne de leur commissaire, Maurice Kriegel-Valrimont, firent beaucoup de bruit, puis se turent. Ils furent cependant les seuls, avec l'hebdomadaire *Carrefour*, à mettre en cause certains bonzes sociaux-démocrates. Et en premier lieu le citoyen Bouzanquet, secrétaire confédéral de la C.G.T.-F.O.

QUI EST BOUZANQUET ?

Bouzanquet, à l'époque où éclata le scandale, était membre du Bureau confédéral de F.O., secrétaire de l'organisation et gérant du journal confédéral *Force-Ouvrière*. Il faut noter qu'il resta gérant du journal fort longtemps après qu'il eût été obligé de démissionner de ses responsabilités à la direction de Force Ouvrière. En sus des interrogations que nous poserons tout à l'heure, nous pouvons nous demander si, à cette époque, il n'était pas en relations avec le chef du trust de la presse F.O., le sieur Mathot, dont le nom est apparu tout au long de cette enquête. Notre supposition n'a rien d'étrange lorsqu'on sait que Bouzanquet paraissait en excellents termes avec Chevalme, associé de Mathot.

Bouzanquet est un « vieux » du syndicalisme, comme son « patron » Jouhaux. Agé d'environ 53 ans aujourd'hui, il dirige des organisations syndicales depuis de nombreuses années. En 1924, nous le trouvons déjà permanent dans les organisations syndicales, en tant que secrétaire de l'Union des Syndicats.

Permanent et secrétaire de l'Union des Syndicats qui avait une curieuse conception de son rôle. Qu'on en juge :

« Suivant les Résidents, il y avait des moments où les choses n'allaient pas bien. Avec M. Erich Labonne, c'était facile, parce qu'il était partisan de l'évolution des populations sur le plan humain. NOUS PARLIONS LE MEME LANGAGE (1) ; il n'y a pas eu de heurts... (2). »

Ainsi, à certains moments, Bouzanquet, secrétaire des syndicats tunisiens, reconnaît avoir parlé le même langage que la Résidence générale. En d'autres termes, c'était concilier les intérêts opposés des oppresseurs et des victimes du régime colonialiste. Beau travail en vérité !

En 1942, nous le retrouvons administrateur-séquestre de biens juifs, de par la grâce des nazis. Ce qui ne l'empêcha nullement de devenir, en 1944, administrateur-séquestre de biens nazis (en l'occurrence de sociétés italiennes) avec la même désinvolture et la même compétence...

Il paraît, qu'entre temps, il faisait aussi de la Résistance. Grâce à cela, grâce sans doute à l'appui de Costa, un des chefs de la résistance tunisienne, compromis aussi dans l'affaire des généraux, il fut nommé membre de l'Assemblée Consultative. Auparavant, dès la Libération de la Tunisie, il occupa les fonctions de commissaire au Travail. A l'Assemblée consultative, il obtint vite du galon. Membre d'abord d'une commission, il fut nommé rapidement vice-président de la Commission de l'Assemblée consultative chargée de l'Information.

Ce qui ne l'empêcha pas de continuer son commerce fructueux commencé sous l'occupation.

Sous l'occupation, pour « gagner sa vie » (sic), Bouzanquet s'occupa de commerce, d'un commerce un peu particulier : celui de l'« import-export ». Que faisait-il ? Tout. Il le déclara lui-même devant la « Commission d'enquête de l'affaire des généraux » : « Toutes les activités sont permises dans l'import-export. » (3).

Ce commerce, il s'en occupait en tout bien tout honneur. Il ignorait à quoi il servait. Il ignorait à quoi servait l'exportation pour le compte des nazis en 1942-1944 ! C'est du moins ce qu'il prétend :

M. Kriegel-Valrimont. — Est-ce que vous saviez que l'alfa était employé pour la fabrication de filets de camouflage ? Ainsi que pour la fabrication d'explosifs cellulés ?

M. Bouzanquet. — Non, je ne le savais pas (4).

Puis, nous retrouvons le « camarade » Bouzanquet au Conseil d'Administration des Charbonnages Nord-Africains. Comment ? C'est lui-même qui nous l'explique :

« C'est M. Eric Labonne, dont j'avais aidé la politique lorsqu'il s'agissait de créer les mines de lignites pour alimenter les machines et les centrales électriques, qui m'a demandé, en raison de l'œuvre qu'il voulait poursuivre, d'accepter, en qualité de syndicaliste, de faire partie du Conseil d'Administration. » (5).

Ainsi le syndicaliste Bouzanquet reconnaît avoir aidé la politique de la Résidence générale de Tunisie. Curieux syndicaliste en vérité !

Les activités syndicales n'empêchent nullement Bouzanquet de développer ses activités commerciales. Il devient associé d'une autre boutique d'import-export, *Socomez*.

Le 21 mars 1947, le *Quotidien Juridique*, organe d'annonces légales, annonçait la transformation de la Société Rossi, en société à responsabilité limitée, dont le siège, fixé à Paris, 40 bis, rue Cardinet, fut transféré le 11 octobre 1948 au 5, rue de Prony. La répartition des parts était la suivante (les parts étant de 1.000 fr.) : égales au capital social de 1.000 fr.

M. H. Rossi	200 parts
M. A. Bouzanquet	200 —
M. R. Peyré	200 —
M. J. Costa	200 —
M. P. Deroy	200 —
Mme Mougin	200 —
Soit	1.200 —

Ce fut Roger Peyré qui fut nommé gérant de cette société.

Décidément, le titre d'administrateur ou d'associé se porte bien à Force Ouvrière. Comme la rosette d'officier de la Légion d'Honneur au *Figaro*. Nous proposons à la C.G.T.-F.O. la constitution d'un nouveau syndicat (elle n'en a pas tellement la pèvré !) que nous pourrions nommer : *Syndicat Unifié des Syndicalistes Administrateurs ou Associés de Sociétés Capitalistes* (S.U.S.A.A.S.C.), avec le bureau suivant :

Président : Chevalme Léon ;
Président adjoint : Mathot Paul ;
Secrétaire général : Bouzanquet Albert ;
Trésorier : à désigner par le Bureau confédéral.

LE ROLE DE BOUZANQUET.

Quel fut le rôle de Bouzanquet dans cette sinistre affaire ? Très difficile à définir. Jean Mazé, habituellement très bien renseigné sur les scandales de la IV^e République ne se montre pas plus explicite que les nombreux articles de *L'Humanité* ou les rapports officiels de la Commission. Il se contente d'écrire :

« L'affaire des généraux devait, en 1950, le secouer fortement. Le Monde (21-4-1950) nous apprend que la « qualité de résistant de M. Albert Bouzanquet est fortement contestée ». Ce fonctionnaire syndical s'était particulièrement signalé en 1944 pour sa rage épurative. Il est un des grands responsables de la colonisation stali-

nienne de la C.G.T. D'un rapport expédié à la Commission d'enquête, nous apprenions, consternés, que « M. Bouzanquet et son père ont obtenu, de 1940 à 1942, des licences d'exportations pour 72 tonnes d'alfa, à une époque où ces produits étaient utilisés pour confectionner des filets de ca-

dère n'ayant de ressources que pour un délai n'excédant pas un trimestre. Signé : Mons.

Nos lecteurs remarqueront que : a) Ribière et Bouzanquet sont cités conjointement, ce qui laisse supposer une démarche identique près de Peyré, donc motivée par des intérêts.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Paraît tous les 15 jours

L'ACOPIE DOIT ARRIVER LE MÊME JOUR AU PLUS TARD

Abonnements, 12 numéros : 170 fr.
24 numéros : 330 fr. - 48 numéros : 650 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs
C. C. P. : Y. RICHAUD PARIS 7497-93
20, RUE SAINTE-MARTHE, PARIS-X^e

mouflage pour l'armée allemande ». Il y a des gens qui ont été fusillés pour moins que cela... Jusqu'à l'accroc Peyré, M. Bouzanquet fut un personnage considérable. Le 24 décembre 1947, nous relevons son nom au bas de l'appel en faveur de la Troisième Force, publié par Le Figaro, en compagnie de M. Maurice, Borne, de Menthon, Rémy Roure, Gwéhenno, Zaksas, etc., etc. » (6).

Un seul fait est certain : Bouzanquet eut un fidèle ami : Roger Peyré. Il le connaissait depuis 1938 et son frère Jacques était une relation vieille de 1930. Il fit même sauter sur ses genoux les enfants de Roger Peyré (vers 1937-1938).

Bouzanquet joue-t-il un rôle dans les histoires de divulgation de rapports secrets (le rapport du général Revers en l'occurrence), les trafics de piastres et autres ? C'est difficile à préciser. Mais plusieurs faits sembleraient confirmer cette hypothèse :

a) Peyré avait la confiance absolue de Bouzanquet ;

b) Bouzanquet était fort bien introduit dans les milieux socialistes. Or ce sont ces milieux qui sont le plus fortement compromis. L'hebdomadaire *Carrefour* avait même mis en cause la présidence (socialiste comme on s'en souvient) de la République ;

c) C'est sous la caution de Bouzanquet que Peyré aurait fait ses débuts en Tunisie ;

d) Le voyage en Indochine de Peyré a été financé par la société Rossi, dont Peyré était gérant et qui avait Bouzanquet pour associé. A l'époque, ce voyage coûta 300.000 francs ;

e) Bouzanquet, militant syndicaliste, avait des contacts et des amis dans les services secrets, ainsi qu'il ressort du passage suivant :

M. Arnal. — Le capitaine Girardot a dit que Peyré lui avait déclaré qu'il s'adresserait à M. Bouzanquet, « capable, disait-il, de régler la question avec M. Ribière ». Est-ce exact ?

M. Bouzanquet. — Il est possible qu'il ait dit cela à M. le capitaine Girardot ; mais à moi, il ne m'a demandé aucune intervention vis-à-vis de qui ce soit ? (7).

Il ressort de la déclaration de Bouzanquet qu'il ne nie pas connaître Ribière, chef de l'un des services secrets français, ni le connaître assez bien pour pouvoir lui demander un tel service. Il déclare simplement qu'il n'a rien fait, parce que son ami Peyré ne lui a rien demandé. Mais il ne conteste pas avoir eu le pouvoir de faire cette démarche... délicate !

f) D'autre part, dès le lendemain de l'interrogatoire de Peyré par la Direction de la Surveillance du Territoire (service secret), Bouzanquet rencontre ce dernier et après cette conversation décide de se rendre à la D.S.T. pour savoir s'il n'a pas été mis en cause par Peyré. C'est ce qu'il fait trois ou quatre jours après (8).

DOCUMENTS RÉVÉLATEURS !

Les relations de Bouzanquet avec les services secrets, tout au moins celui de M. Ribière, les liens de Peyré avec Ribière sont attestés par le document suivant, document officiel, puisqu'il émane de M. Jean Mons, résident général en France à Tunis à l'époque de l'affaire (il ne fut remplacé qu'en juin 1950 - N.D.L.R.) : AFFAIRES ETRANGERES Priorité absolue - Réserve

Tunis, le 16 janvier 1950. PERSONNEL. Pour le Président BIDAULT,

Je vous confirme notre entretien téléphonique.

La personne en question (9) a fait connaître qu'elle était arrivée au Brésil à mi-décembre et qu'elle s'était embarquée de France, conformément aux souhaits de Ribière (10) et Bouzanquet, dont il avait reçu des promesses qui n'auraient pas été exécutées, en invoquant des millions que le personnage aurait récoltés en Indochine, ce qui, selon lui, n'est qu'une invention du Haut Commissariat...

Enfin, il signale que trois recommandations de Ribière lui ont servi à Rio-de-Janeiro, où il exerce à nouveau sa profession de représentant. Il consi-

Or quels sont les intérêts communs que peuvent avoir un militant syndicaliste et un chef d'un service de contre-espionnage ?

b) C'est grâce à Ribière que Peyré a trouvé du travail au Brésil.

Un autre document émanant de M. Jean Mons affirme que c'est grâce à Bouzanquet que Peyré a été introduit en Tunisie :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE A TUNIS

Tunis, le...

M. Jean Mons, Résident Général de France à Tunis

M. le Président du Conseil, Paris. (Suite à votre télégramme n° 36 du 29 janvier.)

En 1941-1942, une première fois, il a pris contact à Tunis avec Albert Bouzanquet, qui l'a présenté ou accredité auprès de ses amis, dont M. Costa...

Signé : J. Mons.

Est-ce Bouzanquet qui, conjointement avec Ribière, a déterminé Peyré à s'embarquer pour le Brésil ?

Le télégramme de M. Mons, cité plus haut, ne semble laisser aucun doute à ce sujet. Une lettre de Peyré confirme d'ailleurs les faits :

335, rue Général-Glicero
9 andar n° 903, Rio de Janeiro

Rio de Janeiro, 29 déc. 1949.

Monsieur Joseph Costa,
53, rue Al Djazira
Tunis

Albert (11) a dû vous écrire à mon sujet, ainsi que Henri (ce dernier me boude depuis les vacances, les besoins d'argent ont été plus forts que l'amitié, je le regrette).

En quittant la France, j'ai satisfait au désir de R... (12) et d'Albert ; j'ai eu de belles promesses, mais comme toutes, elles se sont évaporées au moment de conclure (soi-disant que j'avais amassé des millions d'Indochine — cabale bien montée, hélas ! par le H.C. d'Indochine et qui a porté ses fruits, malgré qu'il n'y ait aucune preuve).

Signé : PEYRÉ.

Ainsi, M. Mons et Peyré affirment que c'est Bouzanquet qui a été, avec Ribière, l'élément déterminant du départ vers le Brésil.

Mais quel intérêt représentait pour Bouzanquet le départ de Peyré, si comme il l'a affirmé au cours de l'enquête, il n'avait rien à voir avec toute cette histoire ?

Craignait-il les révélations de Peyré ? N'était-il qu'un intermédiaire entre des personnalités compromises et Peyré ? Peu de personnes pourraient répondre à ces questions. Comme le disait si bien M. Delahoutre, rapporteur de la Commission d'enquête : « L'affaire des généraux est un drame aux dessous mystérieux. » (13).

« Quoiqu'il en soit, Bouzanquet démissionna du Bureau confédéral. Un communiqué du Bureau confédéral nous l'apprent en ces termes : « Afin d'avoir toute sa liberté d'action, M. Bouzanquet, secrétaire confédéral, a demandé d'être déchargé de ses fonctions... (le bureau)..., considérant que les faits allégués ne portent pas atteinte à l'honorabilité de M. Bouzanquet, le laisse cependant libre de prendre toute décision à sa convenance. » (14).

Quoi qu'il en soit, la démission « provisoire » de M. Bouzanquet dure toujours. Et à notre connaissance, il n'a pas reparu dans la direction de Force Ouvrière. Si « les faits allégués ne portent pas atteinte à l'honorabilité de M. Bouzanquet », pourquoi celui-ci n'a-t-il pas repris ses fonctions ?

Une réponse de Force Ouvrière nous obligerait et c'est avec un réel plaisir et un profond soulagement que nous l'insérerions dans nos colonnes !

Le Directeur-Gérant :

DOUILLET François

Imp. 11, Rue de Tanger

DE LA LUTTE DE CLASSES AU REARMEMENT MORAL.

Jusqu'à preuve du contraire, les syndicalistes de « Force Ouvrière » inscrivent dans leur doctrine la théorie de la lutte des classes. Il nous souvient d'avoir vu, il y a environ un an, sur les murs de Paris, une immense affiche apposée sous la responsabilité de l'Union des Syndicats Force Ouvrière de la Région parisienne : « Le démantèlement des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! » Affirmation authentiquement révolutionnaire s'il en est. Jusqu'à preuve du contraire, l'U.R. n'a pas été désavouée. Nous pouvons donc penser que le Bureau confédéral est d'accord et, par voie de conséquence, que cet article de foi était dans la ligne générale du mouvement.

Or, que viennent faire des syndicalistes appelés à tort révolutionnaires dans l'escroquerie constituée par le fameux « Réarmement moral ».

Le « Réarmement moral » est une association d'inspiration protestante, financée par le patronat international. Il dispose de moyens énormes et sa propagande est bien orchestrée. Rien n'y manque. Pas même les confessions publiques sur l'air : « Hier j'étais un pêcheur. Mais cette nuit, j'ai trouvé la Lumière. Ce matin, je suis un homme nouveau ! »

Le but du « Réarmement moral », c'est l'unité des hommes sans distinction de classes sociales. C'est aussi l'union de tous, patrons et ouvriers, pour des buts communs : la défense de l'Europe contre le communisme en est un. Car, comme il se doit, au réarmement moral, on est anticommuniste.

Cette politique antiouvrière, anti-syndicaliste, antisocialiste, est soutenue, oh, paradoxe ! par des individus se réclamant de la classe ouvrière, du syndicalisme, du socialisme.

La dernière mascarade du « Réarmement moral » s'est tenue à Lille, le 2 décembre dernier. Parmi les orateurs de marque, un ouvrier — s'il s'en était égaré un par là — aurait pu reconnaître Yrène Laure, qui fut secrétaire générale des Femmes Socialistes de France et député des Bouches-du-Rhône (péché de jeunesse !), voisinant avec le camarade Maurice Mercier, leader de la Fédération F.O. du Textile. Ces deux « socialistes » furent présentés aux assistants comme de vieux amis par le sieur Tilge. Tilge

CAMARADE !

Combien as-tu diffusé de « COMBAT SYNDICALISTE » la semaine dernière ?

— et je cite le *Figaro* du 3 décembre 1951 — est le délégué général des patrons du Nord et du Pas-de-Calais dont il défend « avec une ardeur incomparable » les intérêts.

Pour ne laisser aucune illusion sur les buts de ce carnaval, Mme Yrène Laure eut l'audace de déclarer : « Si les patrons et les ouvriers s'entendent, nous retrouverons l'unité française. »

M. Robert Tilge, pour ne pas être en reste, tint à préciser ses intentions : « Nous voulons une société sans classes dans laquelle chacun pensera à son voisin avant de s'occuper de lui-même et je souhaite que pour réaliser cet idéal, qui est celui des vrais combattants de la paix, vous quittiez cette réunion avec un esprit révolutionnaire. »

Mais, au fait, qu'attend M. Robert Tilge, patron de combat n° 1 de la région du Nord, pour mettre ses actes en accord avec ses paroles ? Nous savons tous que la condition des ouvriers du textile est des plus misérables. Nous savons aussi que, lors des discussions des conventions collectives, M. Robert Tilge était de ceux qui s'acharnaient le plus à réduire à sa plus simple expression le prétendu minimum vital.

La révolution qu'il vous propose, nous la connaissons. Aujourd'hui, elle s'appelle Association Capital-Travail du fasciste De Gaulle ; hier, c'était la Charte du Travail de Vichy ; demain, peut-être, ce sera la guerre. Cette révolution, nous n'en voulons pas. La nôtre se fera contre les Tilge et compagnie. Notre guerre se fera contre les prétendus humanistes du type Laure.

Que vient faire un syndicaliste dans la galère baptisée Réarmement moral ? C'est la question que nous posons aux ouvriers du textile encore syndiqués à Force Ouvrière.

Jacques BRENNERT.

(Suite en page 2.)

(1) C'est nous qui soulignons.
(2) Assemblée Nationale. Documents n° 10.795. Rapport Delahoutre. Annexes. T. IV, p. 1320.
(3) Op. cit., page 1.350.
(4) Op. cit., page 1.328.
(5) Op. cit., page 1.330.
(6) Jean Mazé : *Le Système*, p. 141. Ségur, édit.
(7) Op. cit., page 1.349.
(8) Cf. p. 1.350, op. cit.
(9) Roger Peyré.
(10) Il n'est pas inutile de préciser que M. Ribière est membre du parti socialiste (S.F.I.O.), ex-député socialiste de l'Allier, et chef de la S.D.E.C.E. (Section documentation, enquête et contre-espionnage), ex-D.G.E.R., dirigé jusqu'au début, en 1946, par le colonel de Wavrin, plus connu sous le nom de colonel Passy.
(11) Albert désigne Bouzanquet. Celui-ci l'a d'ailleurs reconnu lors de sa déposition à la Commission d'enquête.
(12) Si l'on consulte attentivement le télégramme de Mons, c'est de M. Ribière qu'il s'agit.
(13) *Combat*, 3-11-1950.
(14) *Combat*, 24-1-1950.

En raison des Fêtes qui nous mettent dans l'impossibilité d'imprimer à temps

Le prochain
C. S.
paraîtra le
Vendredi 18 Janvier 1952